

LE RACISME EST UN PROBLÈME DE BLANCS

RENI
EDDO-LODGE

LIBÉRATION

« DENSE ET
NÉCESSAIRE. »

« Un précieux ouvrage qui a imposé
Reni Eddo-Lodge comme la voix de
sa génération. »

CHEEK MAGAZINE

LE POINT

« DÉTONANT »

autrement



Reni Eddo-Lodge

Le racisme
est un problème de Blancs

*Traduit de l'anglais (Royaume-Uni)
par Renaud Mazoyer*

Éditions Autrement

Reni Eddo-Lodge

Le racisme est un problème de Blancs

autrement

© Reni Eddo-Lodge, 2017, 2018

© Autrement, un département de Flammarion, 2018, 2021, pour la traduction française.

ISBN numérique : 978-2-7467-6215-2

Le livre a été imprimé sous les références :

ISBN : 978-2-7467-6214-5

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Présentation de l'éditeur :

« Quand des Blancs feuilletent un magazine, surfent sur Internet ou zappent à la télévision, il ne leur semble jamais étrange de voir des gens qui leur ressemblent en position d'autorité. Les affirmations positives de la blancheur sont tellement répandues que le Blanc moyen ne les remarque même pas.

Être blanc, c'est être humain ; être blanc, c'est universel. Je ne le sais que trop, car je ne suis pas blanche. »

Après l'élection de Barack Obama, certains ont proclamé l'avènement d'une société post- raciale. Nous en sommes loin, montre Reni Eddo-Lodge dans cet essai important qui analyse les méfaits d'un racisme structurel persistant d'autant plus sournois qu'il avance masqué. Car le racisme va bien au-delà de la discrimination ou de l'injure personnelle : il imprègne le récit historique, l'imaginaire collectif, les institutions et les entreprises.

Pourquoi les Blancs pensent-ils ne pas avoir d'identité raciale ? Pourquoi la simple idée d'un James Bond noir fait-elle scandale ? Comment une fillette noire en vient-elle à se persuader qu'en grandissant, elle deviendra blanche ? Le racisme n'est pas une question de valeur morale, mais d'exercice du pouvoir. Entretenir la légende d'une égalité universelle n'aide en rien. Au contraire. Car, pour déconstruire le racisme, il faut commencer par reconnaître l'étendue du privilège blanc.

Reni Eddo-Lodge est journaliste. Elle collabore entre autres avec le *New York Times* et le *Guardian*, et intervient régulièrement sur les réseaux sociaux, notamment sur les questions de féminisme et de racisme. Traduit dans plus de dix langues et récompensé par de nombreux prix, *Le racisme est un problème de Blancs* s'est vendu à plus d'un million d'exemplaires au Royaume-Uni depuis sa parution en

2017.

« DENSE ET NÉCESSAIRE. » *Libération*

« Un précieux ouvrage qui a imposé Reni Eddo-Lodge comme la voix de sa génération. » *Cheek Magazine*

« DÉTONANT » *Le Point*

Le racisme est un problème de
Blancs

Pour T&T

PRÉFACE

Le 22 février 2014, j'ai publié un article sur mon blog. Il s'intitulait « Pourquoi je ne parlerai plus de race avec les Blancs ¹ ». Le voici :

À partir d'aujourd'hui, je n'aborderai plus la question de la race avec des Blancs. Pas tous les Blancs – juste l'écrasante majorité d'entre eux, qui refusent de reconnaître l'existence du racisme structurel et de ses symptômes. Je n'en peux plus du détachement vertigineux qu'ils affichent quand une personne de couleur raconte son vécu. Là, leurs yeux se plissent, leur regard se durcit. C'est comme si on leur versait de la mélasse dans les oreilles, qui leur boucherait le canal auditif. Comme s'ils devenaient incapables de nous entendre.

Ce détachement est la conséquence logique de toute une vie vécue sans aucune conscience du fait que leur couleur de peau est la norme, et toutes les autres un écart par rapport à elle. Au mieux, on a appris aux Blancs à ne pas évoquer la « différence » des personnes de couleur, pour ne pas nous blesser. Ils croient sincèrement que la vie qu'ils mènent grâce à leur couleur de peau peut et doit être universelle. Je ne peux tout simplement plus supporter leur air perplexe, leur attitude défensive lorsqu'ils se heurtent à cette réalité : tout le monde ne vit pas les choses comme eux. N'ayant jamais eu à s'interroger sur ce que cela signifie – en termes de pouvoir – d'être blancs, ils prennent la moindre allusion à cette réalité pour un affront. Leurs yeux se ternissent d'ennui ou s'écarquillent d'indignation. Leurs lèvres se pincet de désapprobation. Leurs bouches s'ouvrent toutes grandes pour vous interrompre, pressés qu'ils sont de vous couper la parole sans plus vous écouter, impatients de vous expliquer que vous avez tout faux.

Même quand il s'agit de comprendre le racisme structurel, les personnes de couleur doivent encore donner la priorité au ressenti des Blancs. Car s'ils vous entendent, ceux-là ne vous écoutent pas. C'est comme s'il arrivait quelque chose aux mots entre le moment où ils quittent nos lèvres et celui où ils atteignent leurs oreilles. Les mots se heurtent à une barrière de déni, qui leur bloque le passage.

Voilà ce que j'appelle leur détachement émotionnel. Et ce n'est pas très surprenant : ils n'ont jamais su ce que c'était que de réellement considérer une personne de couleur comme leur égal. De reconnaître que ses sentiments et ses réflexions sont aussi légitimes que les leurs. Dans le documentaire *The Color of Fear*², de Lee Mun Wah, j'ai vu des personnes de couleur éclater en sanglots en essayant de faire comprendre à un homme blanc condescendant que ses paroles ne faisaient que renforcer et perpétuer des normes racistes. Et tout du long, celui-ci les fixait, visiblement interloqué et totalement dépassé par leur souffrance, qui se trouvait ainsi au mieux banalisée et au pire ridiculisée.

J'ai déjà écrit par le passé au sujet de ce « déni blanc », sorte de politique de la race omniprésente et d'autant plus efficace qu'elle est foncièrement invisible. Je n'ai donc plus envie de parler de race avec des Blancs, précisément à cause de ce déni, de leurs faux-semblants embarrassants et des pirouettes intellectuelles auxquelles ils ont recours quand on tente de soulever le problème. Car soyons francs : qui apprécierait qu'on lui rappelle l'existence d'un système structurel dont il bénéficie au détriment des autres ?

Je ne veux plus de ce genre de débat, où les deux interlocuteurs partent souvent de points de vue radicalement différents. Je ne peux pas discuter avec eux des détails du problème s'ils ne reconnaissent même pas l'existence du problème lui-même. Mais il y a pire : les Blancs qui se disent prêts à envisager un tel racisme, mais qui pensent que nous abordons la discussion d'égal à égal. Ce qui n'est pas le cas.

Sans compter que discuter avec des Blancs arrogants est en soi un exercice franchement périlleux pour moi. À mesure que le ton monte et se fait plus agressif, il me faut redoubler de maîtrise. Car si j'exprime la moindre frustration, irritation ou exaspération face à leur refus de comprendre, ils ressortiront leurs discours racistes prémâchés sur les Noirs en colère qui les menacent, eux et leur sécurité. C'est moi, bien sûr, qui serais tyrannique, agressive. Et bien sûr, leurs amis blancs feront bloc autour d'eux, réécriront l'histoire, transformant les mensonges en vérité. Discuter avec eux pour se débattre avec leur racisme ? Non merci. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Ces conversations, durant lesquelles les gentils Blancs ont le sentiment d'être réduits au silence, témoignent d'un flagrant manque de compréhension ou d'empathie, souvent teinté d'ironie, envers ceux d'entre nous qui ont été stigmatisés comme différents toute leur vie et en subissent encore les conséquences. C'est bel et bien une autocensure à perpétuité à laquelle les personnes de couleur ont été condamnées. Mais elles n'ont pas trop le choix : soit tu dis ce que tu penses et gare aux représailles, soit tu tiens ta langue et tu avances dans la vie. Drôle d'attitude, tout de même, pour qui a toujours eu droit à la parole, de s'indigner lorsque, pour une fois, tout ce qu'on lui demande, c'est d'écouter. Cela s'explique, je suppose, par le privilège intangible dont ont toujours joui les Blancs.

Je ne veux plus m'épuiser émotionnellement à tenter de faire passer ce message, tout en marchant sur des œufs pour surtout n'accuser personne en particulier de perpétuer le racisme structurel, sous peine d'être accusée de diffamation.

Je ne parlerai donc plus de race avec des Blancs. Je n'ai pas le pouvoir de changer le cours du monde. Mais je peux fixer des limites. Je peux notamment mettre fin au droit qu'ils

pensent avoir sur moi, en décidant de couper court à la conversation. La balance penche beaucoup trop en leur faveur. Souvent, leur but n'est ni d'écouter ni d'apprendre, mais d'exercer leur pouvoir, de me prouver que j'ai tort, de me « vider » émotionnellement avant de revenir au *statu quo*. Je ne parlerai donc plus de race avec des Blancs, sauf si c'est absolument nécessaire. S'il y a, par exemple, une intervention médiatique ou une conférence, et que mon propos peut aider untel ou untel à se sentir moins seul, alors j'y participerai. Mais je ne veux plus avoir affaire à des gens qui ne veulent pas écouter ce que j'ai à dire, qui ne cherchent qu'à s'en moquer et qui, honnêtement, ne le méritent pas.

*

Dès que j'ai publié ce post, il a littéralement pris son envol. Des années plus tard, je rencontre encore des gens, dans divers pays et situations, qui me disent l'avoir lu. En 2014, alors qu'il était massivement partagé sur le Net, je me préparais à affronter la traditionnelle flopée de commentaires racistes à laquelle je suis habituée. Mais à ma grande surprise, les réactions furent sensiblement différentes.

La réception de l'article dévoilait une nette ligne de partage raciale. J'ai reçu de nombreux messages de la part de personnes noires ou basanées. Très souvent, on me disait « merci » ou « tu as su dire ce que j'ai toujours ressenti ». D'autres m'avouaient avoir pleuré, ou encore débattaient de la meilleure manière de s'attaquer au problème, invoquant souvent l'éducation comme la meilleure solution pour pallier le manque de communication. Lire ces messages fut un véritable soulagement. Sachant personnellement comme il est difficile de mettre des mots sur ce sentiment de frustration, quand ces gens m'ont contactée pour me remercier d'avoir formulé ce qu'eux-mêmes avaient toujours eu du mal à exprimer, j'étais tout simplement heureuse d'avoir pu leur être utile. Si, de mon côté, je me sentais moins seule, cela valait certainement pour eux aussi.

Ce à quoi je ne m'attendais pas, en revanche, c'était à recevoir tant de témoignages touchants de la part de personnes blanches : en décidant d'arrêter de parler de la question raciale avec des Blancs, me confiaient-elles, je faisais perdre gros à la société, c'était une véritable tragédie. « Crève-cœur » est sans doute le mot qui décrivait le mieux leur sentiment.

« Je suis vraiment hyper désolé qu'on t'ait poussée à cette extrémité, disait un commentaire. En tant que Blanc, ce privilège systémique dont on profite, tout en le niant, me met profondément mal à l'aise. D'autant plus que je n'en ai moi-même pris conscience qu'il y a une dizaine d'années. »

Un autre m'a carrément suppliée : « Ne cesse pas de parler aux Blancs. Ta voix est intelligible et importante, il y a des solutions. » « Oui, c'est une tâche de longue haleine de convaincre les autres, mais nous ne devons surtout pas baisser les bras », écrivait une autre personne, noire cette fois-ci. Et un dernier commentaire concluait, d'un ton dramatique : « S'il te plaît, ne laisse pas tomber les Blancs ! »

Bien que bienveillantes, ces réponses traduisaient justement le fossé communicationnel décrit dans mon post. Il y avait manifestement incompréhension sur la cible de mon message. Mon intention n'a jamais été de culpabiliser les Blancs ni de susciter chez eux une quelconque révélation. Je ne m'étais pas rendu compte, sur le moment, que j'avais involontairement écrit là une lettre de rupture avec la blancheur. Et je m'attendais encore moins à ce que mes lecteurs blancs, via Internet, viennent me jouer la sérénade, avec boîte à rythme et bouquet de fleurs, confessant leurs erreurs et leurs failles à genoux sous ma fenêtre et m'implorant de ne pas les quitter. Tout ceci me semblait très étrange et me mettait plutôt mal à l'aise. Car, en écrivant ce post, je n'avais pas cru dire autre chose que mon

ras-le-bol. Ce n'était ni un appel au secours ni une supplique réclamant des Blancs plus de compréhension ou d'empathie. Encore moins une invite à l'autoflagellation. J'avais simplement arrêté de parler de race avec les Blancs car, pour moi, le renoncement n'est pas forcément signe de faiblesse. C'est parfois juste un moyen de se protéger.

Paradoxalement, j'ai transformé cet article en un livre afin de poursuivre la conversation. Depuis que j'ai fixé mes limites, je n'ai pratiquement rien fait d'autre que parler de race : dans des festivals, à la télévision, auprès de lycéens, lors de rassemblements politiques. Et la demande ne semble pas près de tarir. Les gens veulent ce débat. Ce livre est le fruit de cinq années d'agitation, de frustration, d'explications exténuantes et de longs commentaires sur Facebook. Il traite du racisme non seulement dans sa dimension explicite, mais aussi dans ses aspects les plus sournois, les plus difficiles à définir, ceux qui vous poussent à douter de vous-même. La Grande-Bretagne est encore profondément mal à l'aise face aux questions de race et de différence.

Depuis que j'ai écrit ce post en 2014, les choses ont beaucoup changé pour moi. Je passe désormais la majeure partie de mon temps à parler de race avec des Blancs. D'ailleurs, le monde de l'édition étant *très* blanc, il m'aurait été impossible de faire publier ce livre sans aborder ces questions avec au moins *quelques* personnes blanches. Dans le cadre de mes recherches, j'ai dû m'entretenir avec des personnes avec qui je n'aurais jamais pensé discuter un jour, notamment l'ancien leader du British National Party, Nick Griffin. Beaucoup de gens sont d'avis, je le sais, qu'on ne devrait pas donner à cet homme une tribune pour diffuser ses idées sans contradicteur. C'est pourquoi l'interview des pages 152-157 m'a autant pris la tête. Je ne suis certes pas la première à lui avoir permis de s'exprimer,

mais j'espère au moins avoir traité ses propos de manière responsable.

Un mot sur le vocabulaire. Dans ce livre, l'expression « personne de couleur » est utilisée pour désigner les individus de toute race non blanche. Je la trouve bien plus pertinente que l'expression « non-Blanc », qui sous-entend un manque, une déficience. J'utilise le mot « noir » pour décrire les personnes d'origine africaine et caribéenne, y compris les métis. Comme je cite de nombreux travaux de recherche, vous trouverez aussi parfois l'expression « Noir et issu des minorités ethniques » (*black and minority ethnic*, ou BME). À vrai dire, je n'aime pas trop ce terme, qui évoque une volonté de contrôle clinique de la diversité, mais, par souci de fidélité à ces travaux, j'ai choisi de le conserver.

J'écris – et je lis – pour m'assurer que d'autres personnes ont ressenti ce que je ressens, qu'il ne s'agit pas que de moi, que tout ceci est bien réel, authentique et vrai. Si j'ai une conscience de la race aussi aiguë, c'est uniquement parce que ma différence a toujours été expressément pointée par le monde qui m'entoure, aussi loin que je me souviens. Quand j'analyse l'invisibilité de la blancheur ou que je m'interroge sur sa nature excluante, c'est d'un point de vue extérieur. Autant que je le sache, ce n'est pas le cas pour la plupart des Blancs, qui abordent le monde sans avoir conscience de leur propre race, jusqu'à ce que sa dominance soit remise en cause. Quand des Blancs feuilletent un magazine, surfent sur Internet, lisent un journal ou zappent à la télévision, il ne leur semble jamais rare ni étrange de voir des gens qui leur ressemblent en position de pouvoir ou d'autorité. Dans le domaine de la culture, tout particulièrement, les affirmations positives de la blancheur sont tellement répandues que le Blanc moyen ne les remarque même pas.

Au lieu de cela, il les consomme tranquillement. Être blanc, c'est être humain ; être blanc, c'est universel. Je ne le sais que trop, car je ne suis pas blanche.

J'ai écrit ce livre pour décrire ce que ça fait de se voir arracher sa voix et sa confiance face à un inébranlable *statu quo*. Pour pallier le manque de connaissances historiques et politiques nécessaires au bon ancrage d'une opposition au racisme. J'espère qu'il vous sera utile.

Je n'arrêterai jamais de parler de race. Toute voix qui s'élève contre le racisme réduit un peu sa puissance. Nous ne pouvons plus nous taire. Il nous faut élever la voix : c'est ce que tente de faire ce livre.

Faits historiques

Ce n'est qu'en deuxième année d'université que j'ai commencé à m'intéresser à l'histoire des Noirs en Grande-Bretagne. Je devais avoir 19 ou 20 ans et je venais de me faire une nouvelle amie. Nous suivions le même cursus et passions beaucoup de temps ensemble, davantage en raison de cette proximité de fait et d'une peur de la solitude que de réels centres d'intérêt communs. Au moment de choisir nos matières pour le semestre suivant, nous avons toutes les deux opté pour un module sur la traite négrière transatlantique. Ni elle ni moi ne savions vraiment à quoi nous attendre. Jusqu'alors, je n'avais croisé l'histoire des Noirs qu'à l'école primaire et au collège, sur des posters ou des photocopiés très américano-centrés. On nous parlait surtout de Rosa Parks, du chemin de fer clandestin d'Harriet Tubman et de Martin Luther King. Tous ces acteurs incontournables du mouvement des droits civiques aux États-Unis m'avaient certes semblé très importants, mais à mille lieues de mon quotidien de jeune fille noire évoluant dans le nord de Londres.

Ce court module universitaire a complètement changé ma vision des choses. Il a ramené l'histoire coloniale et le passé esclavagiste de la Grande-Bretagne sur le pas de ma porte. J'y ai notamment appris

qu'en seulement trois heures de train, je pouvais visiter un ancien port d'esclaves. Et c'est ce que j'ai fait : je me suis rendue à Liverpool, jadis le plus grand port négrier de Grande-Bretagne. Un million et demi d'Africains y ont transité. L'Albert Dock ne vit le jour que quarante ans après le départ du dernier navire négrier britannique, le *Kitty's Amelia*, mais de là, il m'a suffi de contempler les vagues à l'horizon pour imaginer la complicité de mon pays dans la traite négrière. Sur le quai, un sentiment de désespoir m'a envahi. Et en longeant les plus vieux bâtiments de la ville, j'ai été prise d'un malaise. Où que je pose les yeux, je voyais l'héritage de l'esclavage.

De retour à l'université, tout s'est peu à peu mis en place dans mon esprit. Je me souviens très bien, notamment, du débat, soulevé lors d'un TD pour savoir si le racisme n'était qu'une question de discrimination ou un mélange de discrimination et d'exercice du pouvoir. En m'interrogeant sur cette notion de pouvoir, j'ai pris conscience que le racisme allait bien au-delà du préjudice personnel. Il mettait certaines personnes en position de compromettre les chances de réussite d'autres individus. Dès lors, mon point de vue changea radicalement. De son côté, mon amie, au bout de quelques cours, décida d'abandonner cette matière. « Je crois que ce n'est pas pour moi », m'expliqua-t-elle.

Je l'ai plutôt mal pris, à l'époque. Aujourd'hui, je comprends mieux pourquoi. Qu'elle estime ne pas se sentir concernée par cette partie de l'histoire britannique ne m'a pas plu du tout. Ces faits la laissaient indifférente. Peut-être ces récits lui paraissaient-ils irréels, sans importance ni pertinence pour nos vies présentes. Je n'ai jamais su ce qu'elle pensait, car à l'époque je n'avais pas les mots pour aborder le sujet avec elle. Avec le recul, je pense que je lui en voulais parce que j'avais l'impression que sa couleur de peau l'autorisait à se désintéresser du passé violent de la Grande-Bretagne, à fermer les

yeux et à passer son chemin. Alors que pour moi, se soustraire à ce type d'enseignement était tout bonnement impensable.

Les progrès rapides de la technologie ont radicalement transformé nos modes de vie : en seulement quelques décennies, nous avons fait de véritables pas de géant. Et le passé n'a jamais semblé aussi lointain. Dans un tel contexte, il est facile de considérer l'esclavage comme « quelque chose d'effroyable », qui s'est produit « il y a tellement longtemps ». Il est facile de se convaincre que le passé n'a aucune incidence sur la manière dont nous vivons aujourd'hui. Pourtant, ce n'est qu'en 1833 que l'Empire britannique a adopté le décret abolissant l'esclavage (Abolition of Slavery Act), il y a moins de deux cents ans. Étant donné que les Anglais se sont lancés dans le commerce d'esclaves africains en 1562, la période durant laquelle l'esclavage a existé en tant qu'institution britannique est bien plus longue (deux cent soixante-dix ans) que celle allant de son abolition à aujourd'hui. Des générations et des générations de vies noires volées, de familles noires déchirées, de communautés noires divisées. Des milliers d'individus nés esclaves et morts esclaves, sans avoir jamais connu la liberté. Des existences entières vécues dans la brutalité, la violence et la peur constantes. Des générations et des générations de richesses blanches amassées, recettes de l'esclavage accumulées et distillées dans toutes les couches de la société britannique.

L'esclavage était un commerce international. Des Européens blancs, y compris des Britanniques, faisaient du troc avec les élites africaines. Ils échangeaient des produits et des biens contre des hommes africains, que certains esclavagistes blancs appelaient le « bétail noir ». Au total, près de 11 millions de Noirs africains furent ainsi envoyés de l'autre côté de l'Atlantique, en Amérique et aux

Antilles, pour y travailler sans aucune rémunération dans des plantations de sucre et de coton.

Les registres conservés ressemblent en tout point aux comptes des entreprises actuelles : ils répertoriaient les pertes et les profits et listaient dans le détail les hommes noirs achetés et vendus. Ce cheptel humain – ou « bétail noir » – était une marchandise idéale. Les esclaves étaient un placement lucratif. Le système reproducteur des femmes noires était industrialisé. Les enfants nés en esclavage étaient par défaut la propriété des maîtres et constituaient une main-d'œuvre corvéable à merci sans le moindre surcoût. Les viols routiniers, commis par les propriétaires blancs sur leurs esclaves africaines, facilitaient cette reproduction.

Au titre des pertes et profits, on répertoriait également les décès, mauvais pour les affaires. Les immenses navires négriers qui transportaient les Africains étaient effroyablement étroits. Les voyages pouvaient durer jusqu'à trois mois et la place allouée à chaque esclave ne dépassait guère la taille d'un cercueil, contraignant ces derniers à vivre dans la crasse, au milieu de leurs excréments. Pour des raisons financières, les morts ou les mourants étaient jetés par-dessus bord : pour chaque esclave décédé en mer, en effet, des indemnités pouvaient être perçues.

Publié pour la première fois en 1788 par l'abolitionniste William Elford, le dessin du *Brooks*, un navire anglais affecté à la traite négrière, illustre les conditions habituelles du voyage¹. Il représentait un bateau plein à craquer, où les corps étaient alignés les uns à côté des autres sur quatre rangées horizontales (avec trois petites rangées supplémentaires à l'arrière du navire), signalant l'impitoyable souci de rentabilité auquel ces cargaisons d'Africains étaient soumises. Le *Brooks* appartenait à un marchand liverpuldien nommé Joseph Brooks.

Pour autant, Liverpool n'avait pas le monopole de la traite des esclaves. Bristol possédait aussi son port négrier, tout comme Lancaster, Exeter, Plymouth, Bridport, Chester, Poulton-le-Fylde dans le Lancashire, et Londres, bien évidemment². Les esclaves africains transitaient régulièrement par les côtes anglaises, mais les plantations sur lesquelles ils travaillaient se trouvaient non pas en Grande-Bretagne, mais dans les colonies britanniques, principalement les Caraïbes. Contrairement aux Américains, les Anglais voyaient l'argent, mais pas le sang. Certains Britanniques possédaient des plantations exploitées presque exclusivement grâce au travail forcé. D'autres n'achetaient que quelques esclaves, espérant un retour sur investissement. De nombreux Écossais officiaient en tant qu'esclavagistes en Jamaïque, et certains ramenèrent leurs esclaves avec eux à leur retour en Grande-Bretagne. Comme tout bien personnel, les esclaves pouvaient être légués. Ainsi bon nombre de Britanniques vécurent-ils confortablement du travail d'esclaves noirs sans avoir été directement impliqués dans les transactions.

La Société pour l'abolition de la traite des esclaves fut fondée à Londres en 1787 à l'initiative du fonctionnaire Granville Sharp et du militant Thomas Clarkson. Dix autres personnes, essentiellement des quakers*, contribuèrent à la naissance de l'association. Après quarante-sept ans de militantisme forcené, ils obtinrent un large soutien public et l'appui non négligeable de députés de renom, notamment celui de l'abolitionniste William Wilberforce. La pression de l'opinion durant la campagne fut telle qu'en 1833 une loi parlementaire proclama l'abolition de l'esclavage au sein de l'Empire britannique. La dissolution de cette industrie hautement lucrative donna lieu à des compensations. Loin toutefois de revenir aux anciens esclaves, cet argent bénéficia aux 46 000 citoyens

britanniques propriétaires d'esclaves, qui reçurent des chèques visant à compenser leurs pertes financières³. Un aboutissement logique, semble-t-il, pour un pays qui avait trempé dans le trafic de chair humaine.

Malgré l'abolition, il allait falloir bien plus qu'une simple loi parlementaire pour que les anciens esclaves africains soient enfin perçus non plus comme des quasi-bêtes mais comme des êtres humains. Près de deux cents ans plus tard, les dommages causés n'ont toujours pas été réparés.

*

Après l'université, ma curiosité était loin d'être rassasiée. Je ressentais le besoin d'en savoir plus sur l'histoire des Noirs, dans cette Grande-Bretagne post-esclavagiste. Malheureusement, ce type d'informations n'était pas simple à obtenir. Il fallait être vraiment motivé pour y accéder, moyennant une quantité faramineuse de recherches solitaires. Je me suis donc mise à creuser activement de ce côté-là, en m'attaquant pour commencer au Black History Month, le Mois de l'histoire des Noirs.

L'existence du Black History Month au Royaume-Uni est relativement récente. Ce n'est qu'en 1987 que la municipalité londonienne organise pour la première fois des événements visant à célébrer la contribution des Noirs à l'histoire du pays. Le Black History Month voit le jour en Angleterre sous l'égide de Linda Bellos, née à Londres d'un père nigérian et d'une mère anglaise. À l'époque, Linda dirige le conseil municipal de Lambeth, dans le sud de Londres, tout en présidant le London Strategic Policy Unit (le Comité stratégique des politiques londoniennes, ou LSPU, qui faisait partie du Conseil du Grand Londres, aujourd'hui dissous). L'idée d'un tel événement lui est suggérée par Ansel Wong, chef du bureau

consacré à l'égalité des races au sein du LSPU. « Je lui ai dit : "D'accord, c'est parti !" », me raconte-t-elle lors d'un entretien chez elle, à Norwich.

« Je trouvais l'idée d'un Black History Month excellente. Ce que je ne voulais pas, en revanche, c'était le calquer sur celui des Américains. Car nous n'avons pas la même histoire... Il y a tellement de gens – je parle des Blancs – qui n'ont aucune idée, absolument aucune, de l'histoire du racisme. Qui ne savent même pas pourquoi nous sommes là, dans ce pays. »

Ansel organisa donc le premier Black History Month à Londres, et Linda anima l'événement. Le choix du mois d'octobre fut d'ordre purement logistique, car depuis son lancement, en 1970, les Américains organisaient le leur en février. « Notre invitée d'honneur était Sally Mugabe, m'expliqua encore Linda. Cela laissait très peu de temps pour l'inviter. À deux semaines près, nous n'aurions pas eu toutes les personnes que nous voulions. »

« L'événement avait une portée plus vaste qu'aujourd'hui, ajouta-t-elle. Le terme "Noir" était pris dans son sens politique : les Africains mais aussi les Asiatiques⁴. Nous n'avons pu l'organiser que pendant deux ans parce qu'après, Thatcher a supprimé toutes nos subventions. Il aurait fallu le faire à nos frais. »

Au bout de ces deux ans, après le retrait forcé du LSPU, le Black History Month britannique a tout de même subsisté, quoique de manière intermittente. Aujourd'hui, c'est un rendez-vous incontournable, qui vient de fêter ses trente ans d'existence. En général, le programme comprend des expositions consacrées à des artistes issus de la diaspora africaine, des tables rondes sur le thème de la race et d'autres manifestations culturelles plus divertissantes : défilés de mode ou festivals culinaires. En discutant avec Linda, j'ai eu l'impression qu'elle était sceptique quant à l'évolution récente du

Black History Month. Sa motivation, à l'origine, quand elle a créé cette fête, était de « rendre hommage à la contribution de la population noire au Royaume-Uni. Et pas de célébrer les coupes afro... C'était un mois de l'histoire noire, pas de la culture noire. Et cette histoire a bel et bien eu lieu, ce que mon père a vécu en témoin. »

L'histoire des Noirs en Grande-Bretagne est fragmentaire. Pendant beaucoup trop longtemps, je n'avais même pas conscience que des Noirs avaient été esclaves sur le sol britannique. Il était communément admis que toutes les personnes de couleur présentes au Royaume-Uni avaient immigré récemment. On abordait très peu l'histoire du colonialisme, ou encore les raisons pour lesquelles des Africains et des Asiatiques avaient pu venir vivre en Grande-Bretagne. J'avais vaguement entendu parler de la « génération Windrush », du nom du navire, *l'Empire Windrush*, d'où débarquèrent à Londres, en 1948, 492 Antillais venus contribuer à la reconstruction du pays. Mais c'était surtout parce que certains de mes camarades de classe comptaient des passagers du *Windrush* parmi leurs proches. Cet épisode était un passage obligé de tout exposé sur « la présence des Noirs en Grande-Bretagne ». Mais à part cela, mes connaissances sur l'histoire des Noirs se limitaient essentiellement aux États-Unis. Dans un pays où les personnes de couleur se sentant britanniques sont de plus en plus nombreuses (moi y compris), cet enseignement était pour le moins inadapté. On m'avait privé de contexte, des moyens de comprendre qui j'étais. J'avais besoin de saisir pourquoi je me sentais visée quand je voyais des Anglais brandir leur drapeau et scander : « Rendez-nous notre pays ! » De quelle histoire étais-je l'héritière pour me sentir étrangère là même où j'étais née ?

Le 1^{er} novembre 2008, lors d'un événement célébrant le cinquantième anniversaire de l'Institute of Race Relations, son directeur, Ambalavaner Sivanandan, a déclaré : « Si nous sommes ici, c'est parce que vous étiez là-bas. » C'est devenu une phrase d'anthologie pour les Noirs britanniques. Curieuse de ce qu'il avait voulu dire par là, j'ai remonté le temps et mené mon enquête. Et j'ai trouvé une première réponse : la guerre.

L'engagement de l'Angleterre dans la Première Guerre mondiale n'impliquait pas que les citoyens britanniques. Dans sa fièvre coloniale, la Grande-Bretagne enrôla aussi des individus non européens (si ce n'est par effet de la colonisation), sommés de bien vouloir donner leur vie pour le roi et la patrie. En 2013, le British Council a mené une enquête sur la manière dont les gens percevaient la Première Guerre mondiale. Les réponses ont montré que, malgré son nom de « guerre mondiale », la plupart des Britanniques n'avaient pas bien assimilé l'impact international du conflit. « Du fait de l'étendue des empires coloniaux, indique le rapport du Council, des soldats et des ouvriers ont été recrutés partout dans le monde⁵. » Dans les sept pays concernés par l'enquête⁶, la grande majorité des personnes interrogées pensaient que seuls les pays d'Europe occidentale et orientale avaient été impliqués. Comparativement, 17 % des sondés estimaient que l'Asie avait également été touchée, et à peine 11 % ont fait état d'une implication africaine.

Cette méconnaissance de l'identité de ceux qui ont combattu au nom de la Grande-Bretagne pendant la Première Guerre mondiale a sans doute contribué à l'oubli quasi total de la contribution des personnes de couleur. Or la vérité est tout autre. Pendant cette guerre, plus d'un million de soldats indiens, également appelés cipayes⁷, ont rejoint les rangs britanniques. Le gouvernement leur

avait promis en échange d'affranchir leur pays de l'autorité coloniale. Les cipayes sont donc venus en Grande-Bretagne fermement convaincus d'aller combattre non seulement pour l'Angleterre mais aussi, à terme, pour la libération de l'Inde.

Leur voyage vers l'Europe fut impitoyable. Ils s'y rendirent en bateau, mais n'avaient pas les vêtements adéquats pour endurer le changement de température. Jamais ils n'avaient connu un tel froid. Bon nombre d'entre eux tombèrent malades, certains en moururent. Pendant la guerre non plus, les cipayes ne furent pas traités comme ils l'auraient dû. Même le plus haut gradé d'entre eux était toujours l'inférieur hiérarchique du moins gradé des soldats britanniques blancs. En cas de blessure, les cipayes étaient soignés dans un hôpital séparé, réservé aux troupes indiennes, l'ancien pavillon royal de Brighton. L'hôpital était entouré de fils barbelés afin de dissuader les cipayes blessés de se mêler aux locaux. En dépit des quelque 74 000 cipayes morts au combat, l'Angleterre ne tint pas sa promesse de libérer l'Inde du joug colonial.

Des soldats afro-caribéens, toutefois nettement moins nombreux, vinrent aussi grossir les rangs des troupes britanniques⁸. Le Memorial Gates Trust – un organisme œuvrant à honorer la mémoire des soldats indiens, africains et afro-caribéens morts pour la Grande-Bretagne pendant les deux guerres – évalue leur nombre à 15 600. Ces soldats étaient rattachés au régiment des Antilles britanniques (British West Indies Regiment, ou BWIR). Dans les Caraïbes, l'armée britannique enrôlait essentiellement dans les quartiers pauvres. Comme en Inde, certaines recrues pensaient que leur engagement dans la guerre déboucherait sur des réformes politiques dans leur pays. Tous, cependant, ne partageaient pas cette opinion : de nombreux Caribéens étaient même hostiles à l'implication des Antilles dans ce conflit, qu'ils qualifiaient de « guerre de Blancs ».

Malgré cette résistance marginale, des milliers d'Antillais quittèrent leur travail pour rejoindre l'Europe.

Là encore, leur voyage en bateau fut atroce. Alors que l'Angleterre avait besoin de ce renfort, le gouvernement, comme avec les cipayes, ne prit pas la peine d'équiper les soldats caribéens de tenues adéquates pour qu'ils survivent au trajet. En 1916, le SS *Verdala*, au départ des Caraïbes et à destination du West Sussex, fut contraint de faire un détour par Halifax, à l'est du Canada. Des centaines de recrues caribéennes souffraient d'engelures après avoir été exposées à des conditions climatiques extrêmes, qui provoquèrent même la mort de certains d'entre eux.

Une fois parvenus à bon port, les soldats du BWIR, en grande majorité, ne furent pas envoyés combattre aux côtés des soldats britanniques. Au lieu de cela, ils furent relégués à des postes d'assistance, chargés des pires corvées au profit des soldats blancs. Les travaux qu'on leur confiait étaient exténuants : creuser des tranchées, construire des routes ou encore transporter les corps de soldats blessés sur des civières. Quand les troupes britanniques se trouvèrent décimées, les soldats caribéens furent enfin envoyés au front. À la fin de la guerre, près de deux cents d'entre eux étaient morts au combat.

En 1918, l'amertume était profonde dans les rangs caribéens. Alors que le BWIR était posté à Tarente, en Italie, certains hommes eurent vent d'une prime perçue par les soldats britanniques blancs à laquelle les soldats caribéens, eux, n'avaient pas eu droit. Révoltés par la manière dont ils étaient traités, ils se mirent en grève et commencèrent à recueillir des signatures pour une pétition destinée au secrétaire d'État. La grève dégénéra bientôt en rébellion ouverte. Pendant la mutinerie de Tarente, un gréviste fut abattu par un sous-officier noir et une bombe fut même posée. Rapidement matés, les

soixante membres du BWIR accusés de révolte furent traduits devant les tribunaux et jugés pour mutinerie. Certains furent emprisonnés ; l'un d'entre eux fut condamné au peloton d'exécution.

Les soldats caribéens malmenés furent renvoyés chez eux. Parallèlement, la répression de la mutinerie de Tarente nourrissait la montée d'un mouvement d'autodétermination noir aux Antilles. Certains soldats noirs choisirent néanmoins de rester en Grande-Bretagne après la guerre. Le conflit touchait à sa fin, les troupes étaient démobilisées – c'est alors que d'anciens soldats noirs vivant en Grande-Bretagne commencèrent à être pris pour cible.

C'est toujours en été, semble-t-il, qu'éclatent les émeutes. Le 6 juin 1919, sept mois après la fin de la Première Guerre mondiale, les rumeurs allaient bon train à Newport, au sud du Pays de Galles. Un Noir, disait-on, avait manqué de respect à une femme blanche. La nouvelle fit rapidement le tour de la ville : une foule de Blancs furieux se massa avant de se diriger en hurlant vers les maisons du quartier habitées par des Noirs. Certains Noirs ripostèrent à coups de pistolets. Les bagarres et les rixes des jours suivants finirent dans le sang : un Antillais poignarda un Blanc.

Le 11 juin, soit cinq jours plus tard, on lisait dans le *South Wales Echo* : « Une camionnette transportant ensemble des femmes blanches et des hommes de couleur circulait le long de l'East Canal Wharf. Un attroupement se forma à ce spectacle⁹. » Autre ville portuaire, Cardiff était également animée d'un fort sentiment anti-noir. En voyant ces femmes blanches accompagnées d'hommes noirs, une horde d'hommes blancs enragés s'était mis à jeter des pierres sur le véhicule. On ne sait pas s'il y eut des blessés. Quelques jours plus tard, s'élevant violemment contre l'impudence des relations interraciales, un autre groupe d'hommes blancs déchaînés

s'en prit à une femme seule, une Blanche qui avait épousé un Africain. Ils la déshabillèrent de force.

Dans la ville portuaire de Liverpool, la haine raciale gagnait aussi du terrain. Après la guerre, le marché de l'emploi était saturé, et plus d'une centaine d'ouvriers noirs perdirent subitement leur emploi après que des travailleurs blancs eurent refusé de travailler avec eux. Le 4 juin 1919, un Caribéen fut poignardé au visage par deux Blancs, suite à une dispute au sujet d'une cigarette. S'ensuivirent de nombreux affrontements, et le saccage par la police de foyers où vivaient des Noirs. Cette hystérie collective déboucha sur l'un des crimes de haine raciale les plus odieux de toute l'histoire de l'Angleterre.

Un marin noir de 24 ans, nommé Charles Wootton, fut agressé par une foule d'hommes blancs enragés, qui le poussèrent dans les eaux du port. Alors qu'il tentait désespérément de regagner la rive à la nage, ils lui jetèrent des briques jusqu'à ce qu'il se noie. Quelque temps plus tard, son corps inerte fut repêché. Le jeune homme avait été lynché, purement et simplement. Dans les jours qui suivirent le meurtre de Charles Wootton, des hordes d'Anglais blancs firent la loi dans les rues de Liverpool, agressant tous les Noirs qu'ils croisaient¹⁰.

Ces actes de haine viscérale n'échappèrent pas au gouvernement britannique. Inquiet de voir le pays ainsi déstabilisé, l'État usa d'un moyen qui avait fait ses preuves : le rapatriement. Au mois de septembre 1919, six cents hommes noirs furent ainsi « renvoyés d'où ils venaient¹¹ ».

Même s'il s'évertue à prouver le contraire, le Royaume-Uni est loin d'être un pays monoculturel. L'histoire nous montre en effet un pays ouvert sur l'extérieur au gré de ses intérêts, à la tête d'un empire où puiser de la main-d'œuvre à son aise. Mais un pays peu

disposé à assumer les répercussions et les responsabilités découlant de la colonisation d'autres peuples et cultures. Ce sont les personnes de couleur qui en subirent les conséquences.

Certaines d'entre elles surent tout de même riposter. Né en 1882 à Kingston, en Jamaïque, le docteur Harold Moody ne faisait pas partie de ces jeunes Caribéens à avoir combattu pour la Grande-Bretagne pendant la guerre. Il arriva à Bristol en 1904, à l'âge de 22 ans, avec la ferme intention de réaliser son rêve : obtenir son diplôme de médecin. Avant cela, il avait consacré une partie de sa jeunesse à travailler dans la pharmacie florissante de son père, à Kingston, pour financer ses études. À l'époque, la Jamaïque étant toujours sous domination britannique, son déménagement en Angleterre n'avait rien de surprenant : pour les Jamaïcains, l'Angleterre était considérée comme la mère patrie.

Dès son arrivée, il monta à bord d'un train express, direction la gare de Paddington, à Londres. Il se rendit ensuite à l'auberge de jeunesse Young Men's Christian Association (mieux connue aujourd'hui sous le sigle YMCA), en attendant de trouver un logement pérenne. En quelques jours à peine passés sur le sol britannique, il prit conscience que la mère patrie n'allait pas se montrer aussi hospitalière que ce qu'on avait bien voulu lui faire croire. Sa recherche d'appartement fut difficile : de nombreux logements lui passèrent sous le nez. Mais il finit tout de même par trouver un appartement à Canonbury, au nord de Londres.

Une fois installé, Harold commença sa formation médicale. Diplômé en 1912, il se mit en quête d'un emploi. Il postula au King's College Hospital, mais les recruteurs refusèrent d'embaucher un homme noir¹². Il tenta de nouveau sa chance en candidatant au Board of Guardians* de Camberwell, un quartier pauvre du sud de Londres. Ce comité était une émanation du Poor Law Parish, un

organisme communal ayant pour mission de secourir les habitants les plus âgés et les plus vulnérables, en mettant à leur disposition une infirmerie ainsi que des foyers et des centres d'accueil pour enfants. On lui refusa également ce poste, après lui avoir fait comprendre que « les pauvres ne se laisseraient pas soigner par un nègre ¹³ ». Toujours déterminé à servir l'intérêt général, Harold ne se laissa pas abattre et ouvrit son propre cabinet.

Un an après l'obtention de son diplôme, le docteur Moody posa donc sa plaque au 111, King's Road à Peckham, dans le sud-est de Londres. Malgré les nombreuses manifestations de racisme auxquelles il s'était heurté, c'est plus par foi chrétienne que par conviction politique qu'il en vint au militantisme. Pour lui, le racisme était un problème d'ordre religieux. Il était très actif au sein de la communauté chrétienne au sens large. Et comme il occupait par ailleurs un emploi honorable et bien rémunéré, il endossa naturellement un rôle de guide auprès des Noirs en Grande-Bretagne, dans les années 1920 et 1930. Il savait défendre leurs intérêts, et fut bientôt identifié comme une personne-ressource en cas de besoin. Cet élan de popularité le poussa à créer, en 1931, la League of Coloured Peoples, une organisation de défense des droits civiques.

La League était autant une mission chrétienne qu'une organisation militante. Ses objectifs, tels que publiés dans la revue trimestrielle *The Keys*, étaient les suivants :

- promouvoir et protéger les intérêts sociaux, éducatifs, économiques et politiques de ses membres ;
- impliquer ses membres dans la défense du bien-être des personnes de couleur partout dans le monde ;
- améliorer les relations entre les races ;
- coopérer et s'affilier avec des associations bienveillantes à l'égard des personnes de couleur ¹⁴.

Paru pour la première fois en 1933, *The Keys* était l'organe de presse attitré de la League. Son rôle était de lutter contre le racisme à l'embauche, en matière de logement et dans la société de manière générale. En 1937, par exemple, *The Keys* rendait compte d'un échange tendu avec le Manchester Hospital au sujet de l'exclusion à l'embauche des infirmières noires. L'article visait une citation de l'infirmière en chef de l'hôpital, L. G. Duff Grant, qui avait très explicitement écrit : « Nous n'avons jamais pris d'infirmières noires en stage ici. La question a été déjà abordée lors du comité sur la pratique infirmière : une règle stricte stipule que les personnes d'ascendance négroïde ne sauraient en aucun cas être prises en considération. » Alors président de la League, le docteur Moody écrivit au conseil d'administration de l'hôpital et découvrit qu'il n'existait aucune règle de ce type. « Aucune règle n'interdit l'embauche d'infirmières stagiaires de couleur au Manchester Royal Infirmary, répondit N. Cobboth, son président. Le conseil tient à préciser que toutes les candidatures seront étudiées, en toute objectivité. »

L'œuvre du docteur Moody au sein de la League of Coloured Peoples fut sans doute la toute première campagne antiraciste du xx^e siècle. Elle allait avoir de profondes répercussions sur l'avenir des relations interraciales en Grande-Bretagne.

Tandis que, depuis Londres, le docteur Moody menait un combat pionnier pour la défense des droits des Noirs, un élément de sa vie privée constituait un point de crispation dans la société britannique de l'époque : sa relation amoureuse avec une femme blanche et les enfants métis qu'ils avaient ensemble¹⁵. Les relations mixtes étaient profondément controversées au début du xx^e siècle. Au nord-ouest de l'Angleterre, elles étaient jugées assez troublantes pour justifier des recherches universitaires. À la fin des années 1920, l'université

de Liverpool développait son département de sciences sociales, dirigé par l'anthropologue Rachel M. Fleming, qui mena alors une étude sur ceux qu'elle nommait les « enfants hybrides », de père noir et de mère blanche¹⁶. Liverpool étant une ville portuaire, de nombreux matelots noirs y résidaient de façon permanente. À l'époque, les chercheurs estimaient que Liverpool comptait environ cinq mille habitants noirs. Malgré le contexte d'émeutes raciales provoquées par le lynchage de Charles Wootton, des couples mixtes subsistaient. Mais ils étaient largement considérés comme un véritable problème de société, devant être éradiqué.

C'est dans ce cadre-là que Rachel Fleming obtint l'accord des autorités de Liverpool pour mener une étude sur les enfants « misérables » – entendre : métis – de la ville. En 1927, elle fonda la Liverpool Association for the Welfare of Half-Caste Children, destinée à venir en aide à ces enfants. Diplômée de l'université de Liverpool, Muriel Fletcher y officiait en tant qu'agent de probation. C'est elle qui fut chargée de rédiger le premier rapport de l'association. Par l'intermédiaire des services sociaux, elle entra en contact avec certaines des familles les plus pauvres de la ville. C'est de ce point de vue faussé, exclusivement axé sur une poignée de familles défavorisées, que son étude fut conduite.

Le « Report on an Investigation into the Colour Problem in Liverpool and Other Ports », compte rendu de l'enquête sur le « problème noir » à Liverpool et dans les autres villes portuaires, fut publié en juin 1930. Il concluait, malgré un criant manque de preuves, que les maladies sexuellement transmissibles étaient deux fois plus fréquentes chez les marins noirs que chez les blancs, et que les enfants métis – « mulâtres », pour reprendre les termes du rapport – étaient, de fait, beaucoup plus fragiles. « Ces enfants semblaient plus souvent enrhumés, bon nombre d'entre eux étaient

frêles, et de nombreux cas faisant état d'antécédents familiaux de tuberculose ont été rapportés », déclarait Mme Fletcher. Se faisant sans doute l'écho de thèses répandues à l'époque, Muriel Fletcher estimait que les femmes et les filles métisses étaient contaminées par leur race. Elle affirmait notamment que « seuls deux cas de filles mulâtres ayant épousé un homme blanc ont été observés à Liverpool, dont l'un où la famille de la fille a forcé l'homme à se marier¹⁷ ». Dans son rapport, Muriel Fletcher classait les femmes ayant choisi de se mettre en couple avec un homme noir en quatre catégories : les déficientes mentales, les prostituées, les irresponsables et les femmes contraintes au mariage à cause de grossesses illégitimes.

On examina les yeux des enfants, on mesura leur nez afin de les classer, en fonction de leurs caractéristiques faciales, soit dans la catégorie « négroïde » soit dans celle d'« Anglais ». Évoquant ensuite la difficulté des jeunes adultes métis à trouver du travail, Muriel Fletcher ajoutait : « Les mères d'un meilleur type regrettaient d'avoir mis au monde ces enfants handicapés par leur couleur de peau. » Dans la lignée du mouvement eugéniste très en vogue à l'époque, elle pensait manifestement que le métissage – ou « croisement des races », comme disaient les eugénistes – était une abomination telle qu'elle bouchait l'horizon des enfants issus de couples mixtes.

Populaire au début du xx^e siècle, le mouvement eugéniste britannique soutenait l'idée que la classe sociale était déterminée par des facteurs biologiques tels que l'intelligence, la santé et les « valeurs morales », un critère particulièrement flou. Pour les eugénistes, les individus pourvus de telles qualités devaient être encouragés à se reproduire, et les autres au contraire dissuadés. Leur idéologie était empreinte de racisme : la couleur de peau blanche était le but à atteindre, tandis que le moindre soupçon de race noire

était perçu comme une forme de contamination. Leur position envers les relations mixtes et les personnes métisses était sans équivoque : elles étaient à proscrire. Malgré le soutien de personnalités influentes, tels John Maynard Keynes ou George Bernard Shaw, aucune loi ne fut adoptée en Angleterre qui ancre l'eugénisme dans les rouages du pays (la stérilisation forcée, par exemple). En 1931, un projet de loi d'initiative parlementaire allant en ce sens fut même rejeté par le Parlement.

Lors de sa publication, le compte rendu de l'enquête de Muriel Fletcher sur le « problème noir » à Liverpool et dans les autres villes portuaires eut un retentissement national. Un représentant de l'Anti-Slavery Society – une association de lutte contre l'esclavage – affirma qu'il était « incroyablement pertinent » et qu'il comportait « des éléments extraordinairement justes et précis ». Dans une étude récente, le chercheur Mark Christian a soutenu que l'impact négatif de ce rapport sur la population noire de Liverpool était encore sensible et qu'il avait notamment contribué à ancrer l'usage du terme « mulâtre ¹⁸ ».

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la demande de main-d'œuvre était très forte. Une fois de plus, le gouvernement britannique encouragea activement l'immigration. Lorsque le SS *Empire Windrush* quitta les Caraïbes pour l'Angleterre, il avait à son bord quatre cent quatre-vingt-dix hommes et deux femmes prêts à se salir les mains pour que la Grande-Bretagne retrouve de sa superbe ¹⁹. Le 22 juin 1948, le *Windrush* arrima au port de Tilbury à Thurrock, dans l'Essex. La même année, le gouvernement adopta le British Nationality Act, une loi qui attribuait aux citoyens du Commonwealth les mêmes droits de résidence qu'à ses sujets britanniques.

Pendant ce temps, la population noire du pays ne cessait d'augmenter. Entre 1951 et 1961, le nombre de citoyens britanniques nés aux Caraïbes est passé de 15 000 à 172 000²⁰, parmi lesquels une grande majorité de Jamaïcains (passés pour leur part de 6 000 à 100 000²¹).

En 1958, la population noire de Nottingham était estimée à 2 500 personnes. Malgré les lois qui, depuis dix ans, visaient à accueillir les citoyens du Commonwealth au Royaume-Uni, les comportements au quotidien n'avaient pas réellement changé. D'après un journal local, certains pubs de Nottingham pratiquaient toujours la ségrégation raciale : tant que les Blancs n'avaient pas été servis, les Noirs étaient censés se tenir à l'écart. La haine des Blancs à l'égard des habitants noirs de la ville était omniprésente et la haine de cette haine couvait chez les Noirs. Le 23 août 1958, une altercation dans un pub entre une femme blanche et un homme noir ne tarda pas à dégénérer. On ne sait pas précisément ce qui mit le feu aux poudres. Ce que l'on connaît, en revanche, ce sont les faits qui s'ensuivirent : plus tard ce jour-là, près de mille individus investirent St Ann's Well Road avec la ferme intention d'en découdre. Des lames de rasoir, des couteaux, des bouteilles de verre furent utilisées en guise d'armes. Huit personnes furent hospitalisées.

Les événements de Nottingham n'étaient malheureusement pas des actes isolés. Le 20 août, à Notting Hill, un quartier de l'ouest de Londres, un groupe de Teddy Boys – ces jeunes Blancs, fans de rock et vêtus à la mode édouardienne – descendirent dans les rues avec pour seul but d'agresser des Noirs. Ils s'appelaient entre eux les « chasseurs de nègres ». Cette nuit-là, leur virée sanglante envoya cinq Noirs à l'hôpital²².

À l'époque, Notting Hill était une zone de Londres pauvre et surpeuplée, où l'on s'arrachait les taudis exploités par Peter

Rachman, célèbre bailleur de ces bas-quartiers. Rachman avait si mauvaise réputation que son nom devint synonyme de traitement indigne des locataires. Aujourd'hui, par exemple, le *Chambers 21st Century Dictionary* définit le « rachmanisme » comme « l'exploitation ou l'intimidation par leur propriétaire d'occupants vivant dans des conditions insalubres²³ ». Surfaces minuscules, intérieurs délabrés, loyers exorbitants : les Noirs étaient les principales victimes du marchand de sommeil. Car, malheureusement, peu d'autres choix s'offraient à eux. Des témoins racontent qu'à l'époque, les fenêtres des logements un peu plus décentes arboraient des pancartes : « Interdit aux Noirs, aux chiens et aux Irlandais²⁴ ». Ce qui ne faisait qu'exacerber les tensions raciales dans la capitale.

Neuf jours après la « chasse aux nègres » perpétrée par les Teddy Boys de Notting Hill, un couple mixte marié – un homme noir et une femme suédoise – se disputa devant la station de métro Latimer Road. C'était un jour férié, en plein mois d'août. L'altercation attira une foule d'hommes blancs, en congé pour la plupart, qui prirent la défense de la femme, croyant probablement qu'elle se faisait agresser. Parallèlement, quelques hommes noirs témoins de la scène s'interposèrent pour venir en aide au mari. Une bagarre éclata.

Plus tard, lorsqu'ils furent interrogés, certains émeutiers blancs expliquèrent qu'une rumeur avait circulé selon laquelle une femme blanche s'était fait violer par un Noir²⁵. Devant la station de métro, la rixe devint vite incontrôlable : près de deux cents hommes blancs erraient dans les rues en proférant des insultes racistes. Alors que la bagarre s'intensifiait, les Blancs s'en prirent à la police, qui les empêchait d'en découdre avec leurs cibles. Les émeutes durèrent trois jours. Des croix gammées furent peintes sur les portes des familles noires, qui répliquèrent à coups d'armes à feu et de cocktails

Molotov. Quand ils se faisaient arrêter par la police, ces Noirs invoquaient la légitime défense. Il n'y eut pas de mort, mais plus d'une centaine de personnes furent interpellées, essentiellement des Blancs.

En 2002, des archives gouvernementales déclassifiées plus tôt que prévu révélèrent que les inspecteurs de police de l'époque avaient réussi à convaincre le secrétaire d'État à l'Intérieur, Rab Butler, que les émeutes de Notting Hill n'avaient aucun caractère racial, mais étaient l'œuvre de hooligans. « S'il y avait effectivement quelques tensions entre les résidents blancs et ceux de couleur dans ce quartier, il semble plus qu'évident que la plupart des dégâts ont été l'œuvre de voyous, aussi bien blancs que de couleur, qui ont profité de l'occasion pour se livrer à des actes de vandalisme. » À aucun moment la « chasse aux nègres » des Teddy Boys n'y est mentionnée²⁶.

Après Nottingham et Notting Hill, les relations interraciales en Grande-Bretagne se dégradèrent rapidement. Manifestement, les Noirs de l'ère post-*Windrush* n'allaient pas pouvoir vivre, travailler, payer leurs impôts et s'intégrer tranquillement au Royaume-Uni. Ils allaient au contraire payer cher leur simple présence dans le pays. Bien qu'ayant activement contribué à la victoire de la Grande-Bretagne dans les deux guerres mondiales, les personnes de couleur seraient victimes d'un rejet extrêmement violent au cours des décennies suivantes.

*

Dans les années 1950, le gouvernement était peu disposé à reconnaître le problème de racisme dont souffrait le pays. Mais les choses finirent par évoluer. En 1960, Archibald Fenner Brockway – député d'arrière-ban du parti travailliste – tenta plusieurs fois de

faire passer une loi contre la discrimination raciale. Il s'agissait de rendre illégal « tout type de discrimination fondée sur la couleur, la race ou la religion au Royaume-Uni²⁷ ». À neuf reprises, ce projet de loi fut déposé et rejeté²⁸. À l'autre bout de l'échiquier politique, en 1959, Oswald Mosley – fondateur de la British Union of Fascists (Union britannique des fascistes) –, bien qu'en retrait depuis 1930, jugea nécessaire de reprendre son activité parlementaire. Il se présenta dans une circonscription proche de Notting Hill en prônant le rapatriement des immigrants. Il obtint 8,1 % des voix et perdit l'élection.

Il fallut attendre près d'une décennie après les émeutes raciales de Nottingham et de Notting Hill pour que l'État se penche enfin sérieusement sur le problème du racisme en Grande-Bretagne. Avec le Commonwealth Immigrants Act, entré en vigueur le 31 mai 1962, les droits à l'immigration des citoyens britanniques du Commonwealth furent sensiblement réduits. Le changement de lexique était significatif. Tandis que le British Nationality Act de 1948 désignait les personnes originaires des pays du Commonwealth par le terme de « citoyens », en 1962 ils étaient qualifiés d'« immigrants », ce qui excluait encore un peu plus ces individus qui, à peine quatorze ans plus tôt, avaient pourtant acquis le droit de résidence. Accordant la priorité aux travailleurs qualifiés, le Commonwealth Immigrants Act stipulait que les personnes désirant immigrer en Grande-Bretagne devaient désormais disposer d'un permis de travail²⁹. La même logique prévaut encore aujourd'hui.

En 1965, le Parlement adopta le Race Relations Act, la toute première législation sur les relations interraciales en Grande-Bretagne. C'était une démarche plutôt curieuse pour ce gouvernement britannique qui, trois ans plus tôt, s'était fermement opposé à la libre circulation des citoyens du Commonwealth. La loi

stipulait en effet que la discrimination raciale était désormais illégale dans les lieux publics, à défaut des magasins et des logements privés. Les comportements discriminatoires visés, précisa à l'époque la BBC, pouvaient être « refuser de servir un client, faire attendre indéfiniment un client ou encore surfacturer un client³⁰ ». Dans le cadre de cette loi, un Comité des relations interraciales (Race Relations Board) fut créé³¹. Sa mission était d'enregistrer les plaintes et de surveiller les incidents racistes – ce qui n'était pas une mince affaire étant donné que, d'après le recensement de 1961, la population totale du pays s'élevait à 52 700 000 personnes³². Le nombre d'individus non blancs résidant en Grande-Bretagne était par ailleurs impossible à déterminer, car avant 1991, le recensement ne comprenait aucune question portant sur la race. Le comité ne reçut pratiquement aucune plainte, et les seules qu'il récolta étaient insignifiantes. Il faut dire que cette instance n'avait pas le pouvoir de sanctionner ceux contre qui les plaintes étaient déposées. Son rôle était plutôt celui d'un médiateur entre le plaignant et l'organisation ou la personne accusée.

Ainsi la première loi sur les relations entre races en Grande-Bretagne était-elle inconsistante. Elle n'abordait même pas le problème de la discrimination dans l'accès logement, pourtant très fréquente, et ses nombreuses lacunes offraient une grande marge de manœuvre à ceux qui voulaient maintenir les Noirs britanniques dans un rôle de citoyens de seconde zone. Remède insuffisant pour guérir des décennies de violence et de harcèlement ciblés, le Comité des relations interraciales n'était rien d'autre qu'un gage de bonne volonté. La plupart des Noirs et des Asiatiques en Grande-Bretagne n'étaient même pas au courant de son existence. Les failles de la loi de 1965 étaient patentes. Sans compter que cet État, qui tentait aujourd'hui de lutter contre le racisme, était le même qui, des années

plus tôt, l'avait approuvé en réagissant aux émeutes racistes par des mesures de rapatriement. Le même qui avait enrôlé des personnes de couleur et disposé de leur corps à sa guise.

Trois ans plus tard, la loi fut renforcée : elle interdisait désormais toute discrimination raciale dans l'accès au logement, à l'embauche ou aux services publics. En revanche, le gouvernement bénéficiait d'une immunité en la matière. À l'époque, la BBC avait rapporté que « la nouvelle loi sur les relations interraciales avait pour but de faire contrepoids à la loi sur l'immigration, tout en honorant les promesses du gouvernement, à savoir d'être "juste mais ferme" envers les immigrants³³ ».

Le 7 mars 1965, des Afro-Américains furent passés à tabac lors d'une marche pour les droits civiques menée par Martin Luther King. Ils réclamaient alors l'obtention du droit constitutionnel de voter. Deux ans après cette journée désormais historique, à l'ouest de l'Angleterre, Guy Bailey – un Jamaïcain âgé de 19 ans – se rendit à un entretien d'embauche auprès de la Bristol Omnibus Company, le service d'autobus de la ville. Paul Stephenson, un travailleur social de la région, avait organisé l'entretien pour Guy, en s'assurant tout d'abord qu'il y avait bel et bien des postes vacants et que Guy possédait les compétences requises. Quand il se présenta pour l'entretien, Guy découvrit que celui-ci avait été annulé.

En racontant l'événement à la BBC³⁴ cinquante ans plus tard, Guy s'est remémoré l'instant précis où la réceptionniste l'avait mis dehors. « Elle a dit à son responsable : "Votre rendez-vous de 14 heures est arrivé. Mais sachez qu'il est noir." Le responsable lui a répondu : "Dites-lui que nous n'avons aucun poste vacant. Que tous les postes sont pourvus." »

Le fait que Guy ait été refusé était loin d'être une surprise pour les trois mille membres de la communauté noire de Bristol, dont la

plupart étaient originaires des Caraïbes et installés en Grande-Bretagne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pour eux, le racisme de la société d'autobus ne datait pas d'hier : bon nombre d'entre eux avaient déjà postulé auprès de la Bristol Omnibus Company, mais s'étaient systématiquement vus recaler. Tous les employés de la société étaient blancs.

La candidature de Guy Bailey, elle, n'était pas fortuite. Elle avait été organisée par un petit groupe de jeunes gens – Roy Hackett, Owen Henry, Audley Evans et Prince Brown –, qui se faisait appeler le West Indian Development Council. Pour mettre leur plan à exécution, ils avaient demandé son aide à Paul Stephenson, qui avait accepté. Paul connaissait déjà Guy, qui suivait des cours du soir là où lui-même en dispensait. Guy était le candidat idéal. Il était soigné, travaillait déjà, étudiait à mi-temps et il était membre actif d'une association de jeunes chrétiens.

Quand l'entretien de Guy fut annulé, le groupe organisa une conférence de presse. Curieux de savoir ce qui s'était réellement passé, les journalistes locaux s'entassèrent dans l'appartement de Paul. Une séance photo fut organisée, durant laquelle Owen prit la pose à l'arrière d'un bus, en hommage à Rosa Parks. La presse, aussi bien nationale que locale, s'empara de l'événement, tandis que le directeur général de la compagnie d'autobus, Ian Patey, subissait une pression de plus en plus forte. Quand le *Bristol Evening Post* lui demanda de s'expliquer, il affirma : « Aucun Blanc ne le reconnaîtra à Londres, mais lequel d'entre eux accepterait d'intégrer un service où il pourrait être dirigé par un chef d'équipe noir³⁵ ? »

Paul et le West Indian Development Council gagnèrent le soutien d'étudiants de la ville ; l'on vit des hommes politiques s'exprimer publiquement en leur faveur et des articles bienveillants fleurir dans la presse locale. En revanche, malgré de multiples tentatives de prise

de contact, la société d'autobus et le syndicat des transports, le Transport and General Workers' Union (TGWU), refusaient systématiquement de parler à Paul. D'ordinaire divisés par des conflits professionnels, la direction et le syndicat se trouvaient cette fois-ci unis par le racisme. L'accord qu'ils avaient passé s'accommodait bien de la discrimination : la société s'engageait à n'embaucher personne sans l'approbation de la division locale du TGWU. Bien que les commentaires de Ian Patey aient été enregistrés, la Bristol Omnibus Company nia toute responsabilité, en rejetant la faute sur le syndicat. Le racisme avait par ailleurs infesté le syndicalisme : l'un de ses représentants de l'époque martelait ainsi que, s'ils étaient trop nombreux, les travailleurs noirs prendraient la place de potentiels travailleurs blancs et seraient cause d'une baisse du nombre d'heures de travail des employés actuels.

Alors que la campagne se poursuivait, Paul fut la cible de vives critiques. Ron Nethercott, secrétaire de la branche régionale sud-ouest du syndicat, rédigea un article dans un journal national, où il qualifiait Paul de « malhonnête » et d'« irresponsable ». Pour ses détracteurs, le cœur du problème était son activisme plutôt que la ségrégation raciale. Paul poursuivit certains d'entre eux pour diffamation, et l'emporta. Parallèlement, tous les résidents caribéens de la ville se mirent à boycotter le service d'autobus. L'un des leaders de la campagne confia au journal local : « Même si ce n'est pas évident à voir, de nombreux Blancs nous soutiennent. » La campagne obtint aussi l'appui de Sir Learie Constantine, haut-commissaire de Trinité-et-Tobago au Royaume-Uni. Plus d'une centaine d'étudiants de l'université organisèrent une marche de soutien, tandis que tous les gens qui boycottaient le service d'autobus se déplaçaient en ville à pied ou à vélo.

La veille du fameux « I have a dream » de Martin Luther King, prononcé devant deux cent cinquante mille personnes, près de cinq cents chauffeurs de bus se réunirent pour en finir avec la ségrégation raciale officielle exercée par la Bristol Omnibus Company. Le lendemain, son directeur général Ian Patey s'engagea à y mettre un terme pour de bon. Lors d'une conférence de presse, il annonça que « le seul critère d'embauche serait désormais l'aptitude pour le poste ». Fait intéressant, la Bristol Omnibus, qui, après sa fusion avec d'autres entreprises, se nomme aujourd'hui First Somerset & Avon, n'a jamais présenté d'excuses pour ses agissements. Pas plus que la section locale du TGWU, qui a entre-temps fusionné avec le syndicat Unite The Union.

La première fois que j'ai entendu parler du boycott des bus de Bristol, c'était en 2013. Jeune diplômée, je travaillais alors pour le Runnymede Trust, un think tank dédié à la lutte contre le racisme. Avec quelques collègues, nous étions allés à Bristol pour lancer une campagne. Sur place, nous avons animé un stand éphémère de dialogue autour du racisme et organisé divers événements en soirée, dont l'un en présence de Paul Stephenson. À l'époque, il approchait les 80 ans. À l'étage de la librairie Foyles, dans l'espace consacré aux rencontres, sa voix affaiblie par l'âge, les années d'activisme et une colère toujours palpable a capté sans peine l'attention de toute la salle. J'avais l'impression qu'un livre d'histoire s'ouvrait devant moi.

Tandis que les habitants de Bristol tentaient de s'organiser pour lutter contre la ségrégation raciale, le nationalisme blanc gagnait du terrain dans tout le pays. Parti politique d'extrême droite, anti-immigration et exclusivement blanc, le Front national britannique alimentait la colère et le ressentiment de la population. Formé en 1967, le Front national était étroitement lié aux mouvements suprémacistes blancs partout dans le monde. Dans les années 1970,

les membres du parti, alors à son apogée, se paraient volontiers du drapeau du Royaume-Uni (l'Union Jack) ou de l'Angleterre (la croix de saint Georges), comme si leurs idées politiques incarnaient à elles seules la quintessence de l'identité britannique. Dix ans à peine après sa fondation, le Front national présenta plus de trois cents candidats lors des élections générales de 1979, et remporta près de deux cent mille votes. Avec la popularité croissante du nationalisme blanc dans les années 1970, les Noirs et les Asiatiques étaient tenus pour responsables de l'instabilité de la société britannique. Le nombre d'adhésions au Front national finit par chuter dans les années 1980, mais les opinions du parti trouvèrent à s'exprimer dans d'autres formes d'activisme.

Dans les années 1970, les officiers de police se référaient souvent à un article du très archaïque Vagrancy Act de 1824^{*}. L'article en question donnait aux policiers le droit d'interpeller, de fouiller et d'arrêter tout individu suspecté d'avoir l'intention de commettre un délit. Le Vagrancy Act finit par hériter du surnom de *sus laws* (l'abréviation *sus* étant tirée de l'expression *suspected person*, le suspect, mentionné dans le texte de la loi). Comme la police ne faisait aucune statistique sur les personnes interpellées en vertu de cette loi, on ne sait pas exactement combien d'individus ont été importunés par des policiers au seul motif que leur tête ne leur revenait pas³⁶. Selon les militants antiracistes, les *sus laws* visaient insidieusement les Noirs. Dans un contexte politique où, à peine dix ans plus tôt, les Noirs se voyaient refuser l'accès au logement et à l'emploi, la question de savoir qui avait ou non l'air suspect était inévitablement teintée de racisme.

Les *sus laws* contribuaient évidemment aux rapports conflictuels entre les Noirs et la police, encore aggravés, à l'époque, par l'augmentation des vols à l'arraché (*mugging*), qui nourrissaient un

sentiment de panique générale. En 1972, une agression de ce type particulièrement violente et meurtrière eut ainsi lieu à Handsworth, un quartier de Birmingham, et l'année suivante, les journaux ne parlaient plus que de ces vols en pleine rue. Le mot *mugging* était un terme américain, provenant des rapports de police et des articles de presse des villes à forte concentration noire. Et la peur que ce type d'agressions suscitait était également importée.

Les vols à l'arraché ont toujours existé en Grande-Bretagne. Mais le mot *mugging* était chargé d'une connotation nouvelle : l'idée que les malfaiteurs étaient majoritairement noirs, que c'était là un crime exclusivement commis par des Noirs. À en croire les journaux, c'était une nouvelle mode. Ainsi, la peur du vol à l'arraché dépassait largement la simple peur du crime violent : elle ranimait l'angoisse de ceux que les luttes pour la libération des Noirs avaient terrifiés dans les années 1960. Leur peur extrême face à toutes ces questions de race, de réparations et de vengeance.

Nous avons la preuve d'au moins un incident : l'arrestation par la police de jeunes Noirs, dont le seul délit était d'avoir l'air de criminels. Le 16 mars 1972, à la station Oval au sud de Londres, un groupe de policiers en civil repéra puis aborda dans le train quatre jeunes hommes, qui se trouvaient être par ailleurs membres d'une organisation noire radicale. Plus tard cités en justice, les policiers affirmèrent que « de toute évidence, ils avaient l'intention de faire les poches des autres passagers ». Mais à part les policiers eux-mêmes, personne ne pouvait en témoigner : les jeunes prévenus n'avaient aucun objet volé sur eux³⁷. La bande des Oval 4 fut condamnée à deux ans de prison, avant d'être libérée en appel au bout d'un an. Tous clamaient haut et fort leur innocence.

Alors que de jeunes Noirs continuaient d'être interpellés par la police pour la simple raison qu'ils avaient l'air suspect, le Front

national profitait de la montée du sentiment national anti-noir. En 1975, le parti organisa dans l'East End londonien une manifestation de protestation contre les vols à l'arraché commis par des Noirs. Un an plus tard, il trouva une nouvelle cause suprémaciste à défendre. En 1976, en effet, Robert Relf, chauffeur de bus à Leamington Spa, fit la une des journaux pour avoir affiché sur sa maison une pancarte indiquant : « À vendre – à une famille anglaise uniquement ». Une première version de la pancarte était encore plus extrême : « Pour éviter toute forme de violence, interdit aux Noirs ». Une telle inscription contrevenait au Race Relations Act, et on demanda au propriétaire de la retirer. Il refusa et fut incarcéré pour outrage au tribunal. Dans la foulée, Relf entama une grève de la faim. La presse tabloïd prit prétexte de son incarcération pour dénoncer le règne du « politiquement correct ». Dans le même temps, le Front national faisait passer Relf pour un martyr, lançant une campagne de soutien en son nom et organisant des manifestations appelant à « libérer Relf ».

Le fait d'être noir et la criminalité se trouvaient de plus en plus souvent associés dans la tête des gens. En 1984, trois ans après la suppression des *sus laws*, les contrôles d'identité avec fouille au corps prirent le relais. En apparence, cela ne changeait pas grand-chose. Mais en réalité, alors que les *sus laws* permettaient aux policiers d'interpeller quiconque leur semblait vagabonder avec l'intention de commettre un délit, la nouvelle loi leur imposait, avant d'interpeller et de fouiller un suspect, d'avoir de bonnes raisons de croire qu'une infraction avait déjà été commise³⁸. Si la police soutient que de telles méthodes permettent d'enrayer la criminalité, le fait est que les Noirs ont toujours été la cible disproportionnée des contrôles et des fouilles (une étude de 2015 a montré que, dans certaines zones, les Noirs avaient dix-sept fois plus de chances d'être

interpellés et fouillés que les Blancs³⁹). Ces procédés ont été (et sont toujours) des *sus laws* qui ne disent pas leur nom.

Entre 1980 et 1982, avec la récession économique, le chômage touchant les Noirs et les Asiatiques augmenta d'environ 20 %, contre seulement 2 % pour les Blancs⁴⁰. Même si ces minorités faisaient désormais partie intégrante du paysage urbain britannique, leur présence semblait toujours déranger certaines communautés blanches. Certains estimaient en effet que les jeunes Noirs au chômage avaient choisi de ne pas travailler, œuvrant ainsi à la détérioration de la société. Dans un documentaire radio diffusé sur Radio Birmingham en 1982, Dick Board, un officier de police municipale, exprima clairement son ressenti au sujet du chômage des jeunes Noirs. « Soyons francs, commença-t-il. Aujourd'hui, le problème vient surtout d'une certaine catégorie d'individus. On avait le même contexte dans les années 1920 et 1930 et on n'a jamais vu ça. On n'a jamais eu un tel taux de criminalité. Ni ce qu'on désigne du terme américain *mugging*. C'est-à-dire le vol avec violence. Ça n'existait pas. Là, on a affaire à une nouvelle catégorie d'individus qui ne reculent devant rien pour obtenir ce qu'ils veulent. Et tant pis pour les autres, y compris les leurs, d'ailleurs. C'est ça, le problème. Et pas ces histoires de chômage, qui les arrangent bien. Car laissez-moi vous dire une bonne chose : ils s'en fichent totalement d'avoir un boulot ou pas. À vrai dire, ils se portent bien mieux sans ! » Et de poursuivre : « On veut nous faire gober qu'ils cherchent du travail et qu'ils "n'arrivent pas à en trouver", etc. Mais pour la plupart d'entre eux, leur couleur de peau n'est qu'une arme contre nous... Et ils en font bon usage. Très bon usage, même. Il y a trop de gens dans ce pays tout prêts à les écouter, et à fermer les yeux sur les agissements de ces gens-là⁴¹. »

En mentionnant les « agissements de ces individus », Dick Board faisait probablement allusion au crime. La montée du chômage sur fond de récession économique exacerbait en effet la peur de la criminalité dans les quartiers défavorisés, stigmatisant ainsi les lieux de résidence des personnes de couleur.

L'été 1981 fut le théâtre de nouvelles émeutes à travers le pays : à Brixton le 10 avril, à Toxteth (Liverpool) le 3 juillet, à Handsworth (Birmingham) le 10 juillet et à Chapeltown (Leeds) ce même mois. Le contexte social dans toutes ces zones était sensiblement le même. Des quartiers pauvres. Noirs. À Brixton et Toxteth, le comportement de la police avait joué un rôle-clé dans le déclenchement des troubles. À Brixton, les premières émeutes de l'année furent attisées par l'opération de police Swamp, qui donna lieu à près de mille interpellations en six jours⁴². Alors qu'ils tentaient de venir en aide à un jeune Noir blessé, des officiers de police furent pris à partie par une horde d'individus et la situation dégénéra⁴³. À Toxteth, la police prit en chasse un motard noir, persuadée qu'il conduisait un véhicule volé. Après qu'il eut chuté de sa moto, les policiers tentèrent de l'interpeller, mais se heurtèrent à une foule hostile. Là encore, le contrôle de la situation leur échappa. Les émeutes semblaient se propager comme une traînée de poudre.

Comme ce sont toujours les vainqueurs qui écrivent l'histoire, les preuves du harcèlement policier à l'égard des personnes de couleur au début des années 1980 sont rares. Mais le Newham Monitoring Project parvint à enrayer cette tendance. Cette organisation vit le jour en 1980, après la mort de l'adolescent asiatique Akhtar Ali Baig, assassiné par une bande de skinheads blancs en rentrant du collège. Durant le procès qui s'ensuivit, un juge affirma qu'il s'agissait d'un meurtre « motivé par la haine raciale⁴⁴ ». Frustrés par le non-respect des lois contre le racisme, les membres de la communauté se

réunirent pour offrir un soutien logistique à la lutte contre le harcèlement raciste : le Newham Monitoring Project était né. Ce mouvement citoyen fit campagne contre les violences racistes, y compris celles commises par la police, et ce jusqu'en 2015, où il fut contraint de mettre la clé sous la porte faute de moyens financiers.

L'une des missions du Newham Monitoring Project consistait à produire des rapports annuels. Celui de 1983, par exemple, donne un bel aperçu de ce à quoi ressemblait la vie des Noirs dans l'est de Londres à l'époque. Cette année-là, soixante-seize cas de harcèlement policier lui furent signalés. Parmi les personnes harcelées puis arrêtées par la police, quarante-sept furent libérées sans inculpation. Celles que la police inculpa finirent tout de même par être relâchées. Les études de cas de ce rapport dressent le portrait de familles noires en état de siège. « Rien que cette année, le domicile de monsieur N. et de sa famille a été perquisitionné à quatre ou cinq reprises, précisait le rapport. À chaque fois, les officiers disposaient de mandats d'arrêt pour vol du bien d'autrui. Ils n'ont jamais trouvé aucune preuve ni pu engager la moindre poursuite [...]. Les membres de la famille craignent à présent de voir leur domicile envahi à tout moment. Ils vivent dans la peur permanente de la prochaine visite de la police⁴⁵. »

Il y eut également l'affaire Osei Owusu, un homme de 45 ans qui, quand la police se présenta à son domicile pour le soumettre à un contrôle d'alcoolémie, refusa de passer le test. Quelques minutes plus tard, « alors qu'il était dans sa salle de bains, dix à douze policiers défoncèrent sa porte d'entrée et firent irruption chez lui. Il fut extrait de sa baignoire de force, nu, frappé à coups de matraque, puis embarqué au commissariat de Forest Gate. Une fois au poste, il fut soumis à l'alcootest. Les trois tests qu'il passa se révélèrent négatifs ».

Une autre fois, des policiers réussirent en un seul coup à s'en prendre à une famille entière. « John Power rentrait chez lui à pied d'une MJC, rapporta l'association. Alors qu'il marchait sur le trottoir, une voiture de police s'arrêta à sa hauteur. L'un des officiers lui cria : "Hé, viens par là, sale Noir". John pressa le pas. Puis, craignant que cela ne dégénère, il se mit à courir. Les policiers le suivirent jusque chez lui, s'avancèrent jusqu'à la porte, l'ouvrirent et le traînèrent dehors pour le passer à tabac. » Lorsque son père intervint, « les policiers le frappèrent à son tour ». Quand la sœur de John vit ce qui se passait, elle hurla de peur. « L'officier de police lui ordonna de se taire, la poussa, et se mit à la brutaliser. Tous les trois furent embarqués dans des véhicules différents et conduits au poste de police d'East Ham. On les accusa d'entrave à la justice et de plusieurs voies de fait sur agents de police. »

Parallèlement à ces brutalités policières, un ensemble de mesures visaient à restaurer la confiance entre les personnes de couleur et la police. En s'inspirant du modèle américain, la police adopta une nouvelle stratégie. Elle mit sur pied une police de proximité, en plaçant des officiers sur le terrain, au contact de la population locale. Les habitants pourraient ainsi apprendre à les connaître. Chef de la police au début des années 1980, John Alderson plaidait ainsi pour une implication plus forte et plus humaine de la police dans les zones qu'elle surveillait⁴⁶. Mais au final, cette politique de proximité ne servit pas vraiment les intérêts des habitants noirs. C'est ce que montra le rapport de 1983 du Newham Monitoring Project en évoquant l'affaire d'un écolier noir innocent arrêté par la police. Le collègue de Shaun Roberston, un garçon de 11 ans, avait communiqué à un agent de police enquêtant sur une affaire de vol les noms et adresses de tous les enfants noirs de l'établissement. Quand le policier précisa que l'un des suspects avait deux dents de devant

proéminentes, un membre du corps enseignant l'informa que Shaun était allé chez l'orthodontiste le jour même. C'est ainsi qu'il devint un suspect.

Dans son rapport annuel de 1984, le Camden's Committee for Community Relations (Comité pour les relations intercommunautaires de Camden) pointait le double jeu de la police, dénonçant une « stratégie [...] teintée d'hypocrisie. De manière générale, la brutalité, le racisme et la privation des libertés civiles sont cachés au public. Pour contrebalancer, on a créé la "police de proximité", la "surveillance de quartier", le "comité consultatif communautaire" de la police et "l'agent de liaison communautaire" : mais ce ne sont là que des manœuvres médiatiques, visant à nous convaincre que la police s'intéresse réellement au bien-être de tous⁴⁷ ».

Les témoignages des Noirs qui ont vécu cette période s'accordent tous sur un point : la police n'était pas là pour les protéger. Après les émeutes de 1981, les autorités locales et le gouvernement national manifestèrent un regain d'intérêt pour la cohésion sociale. Le gouvernement mandata Lord Scarman pour enquêter sur les causes des émeutes de Brixton. Le rapport fut publié avant la fin de l'année. Il recommandait à la police de recruter davantage d'agents issus des minorités ethniques. Il concluait néanmoins que le problème social prioritaire n'était pas le racisme institutionnel mais bien plutôt les « inégalités raciales ».

Conformément aux recommandations du rapport, le Hendon Police College, principal centre de formation de la police métropolitaine de Londres, mit sur pied sa première unité multiculturelle. En 1982, John Fernandes était professeur et maître de conférences en sociologie à l'école polytechnique de Kilburn (Kilburn Polytechnic), aujourd'hui dissoute. Il était également noir.

Alors employés par la municipalité de Brent, John et certains de ses collègues professeurs furent temporairement transférés à l'école de police locale pour y enseigner. « Là-bas, tout le monde s'est dit : "Oh mon Dieu, si [Lord Scarman] vient mettre son nez dans nos affaires, il vaudrait mieux commencer à s'activer pour montrer qu'on s'occupe du problème" », me confia John depuis sa maison de campagne, lors d'un entretien téléphonique.

Le Hendon Police College voulait que John et ses collègues préparent un cours sur le multiculturalisme et qu'ils l'enseignent aux élèves policiers en formation. La formation des jeunes officiers s'effectuait sous forme de stages, débouchant souvent sur des postes à plein temps au sein des forces de police. John fut désigné par ses collègues pour diriger l'unité multiculturelle du Hendon Police College. Dès le départ, il se heurta à de nombreux problèmes. Premier point de discord : l'école voulait mettre l'accent sur le multiculturalisme, et non sur l'antiracisme. « En tant que sociologue noir, j'étais plutôt mécontent, expliqua-t-il. Je souhaitais adopter une approche antiraciste, car le problème ne vient pas des Noirs. Ce ne sont ni ma culture ni ma religion qui posent problème. C'est le racisme des institutions blanches. »

Pour prouver que son approche antiraciste était la plus pertinente, il dut faire quelques recherches. « Si je voulais préparer un cours en accord avec ma vision, il m'incombait de fournir des preuves, ajouta John. Je ne pouvais pas me contenter d'affirmer vouloir donner un cours antiraciste, et non multiculturel, sans fournir d'explications. » Ainsi, il lui fallait prouver que certaines recrues entretenaient déjà des préjugés racistes tenaces. « Mon enquête aurait aussi pu me faire découvrir que ces préjugés n'existaient pas, ou seulement chez quelques élèves, qu'il n'y avait donc aucun problème et alors, j'aurais préparé un cours sur le multiculturalisme. »

Dans le cadre de ses recherches, il demanda aux officiers stagiaires de rédiger une dissertation anonyme sur le sujet des « Noirs en Grande-Bretagne ». Les réponses qu'il obtint furent choquantes.

« Les Noirs en Grande-Bretagne sont des parasites, pouvait-on lire dans l'un de ces textes⁴⁸. Ils viennent de pays de pacotille, de républiques bananières, ou [sic] ils vivent dans des cabanes et travaillent dans les champs à cultiver du riz, des bananes, des noix de coco et du tabac, et viennent s'installer sur notre île, qui est pourtant déjà surpeuplée [...]. Ils sont par nature inintelligents [sic] et ne seront jamais suffisamment instruits pour vivre dans une société civilisée du monde occidental. »

« Leurs logements et leurs équipements pourraient être améliorés, mais à quoi bon, si c'est pour qu'ils les dégradent », lisait-on dans une autre copie.

« Je pense que tous les Noirs sont des boulets et qu'on devrait les expulser de notre pays. La plupart d'entre eux sont au chômage, notamment les rastas [sic] qui se baladent avec leurs gros bonnets, leurs patins à roulettes et leurs postes radio en fumant de l'herbe, et qui vivent aux crochets de l'État. »

« Les Noirs en Grande-Bretagne disent qu'ils sont britanniques, av [sic] l'aide des [sic] phrases du genre : "J'ai vécu ici toute ma vie et aussi ma mère". Pour moi, c'est que des conneries, parce que les Blancs qui vivent au Mozambique, par exemple, ils ne sont pas considérés comme des citoyens du pays. Et les Noirs savent très bien [sic] comment en profiter je veux dire si un policier arrête un Noir, il va se faire traiter de raciste. Si tous les Noirs étaient renvoyés en Afrique ou en tout cas de là d'où [ils] viennent, il y aurait moins de chômage, et donc plus d'argent pour que le gouvernement crée des emplois. »

« Quand j'ai lu tout ça, je me suis dit "Mon Dieu...", m'avoua John. C'était précisément pour cela que je voulais absolument donner un cours antiraciste. Non pas pour juger leurs opinions, mais pour leur expliquer les choses. Leur expliquer comment ils en viennent à penser de cette manière. » Maintenant qu'il avait les preuves dont il avait besoin, il choisit de ne pas présenter tout de suite ces dissertations à l'école de police. À la place, il rédigea le programme de son cours et le présenta au conseil académique de l'école de Kilburn. Après avoir obtenu l'approbation du conseil, il présenta son programme au Hendon Police College. « Ils étaient toujours opposés à l'idée que j'adopte une approche antiraciste », poursuivit-il. L'école lui demanda également de rendre les dissertations racistes sur lesquelles son cours était fondé. « Je devais les leur remettre, soutenaient-ils, car les étudiants les avaient rédigées sur du papier appartenant à la police. » John refusa d'obtempérer.

Et il renonça à enseigner à l'école de police dans ces conditions. « Il m'était impossible de rester là-bas, m'avoua-t-il. En tant qu'universitaire noir, c'était au-dessus de mes forces [...]. Si j'étais resté et que j'avais donné ce cours sur le multiculturalisme, j'aurais été complice de la situation. Je n'avais pas d'autre choix, quand bien même je risquais de perdre mon poste. En tant que Noir et partisan de l'antiracisme, je me devais de partir, en mon âme et conscience. Il était hors de question que je continue. »

Estimant que l'attitude de l'école était révélatrice d'un problème plus large, il décida d'alerter l'opinion publique. La presse avait eu vent du scandale qui se préparait. Et bientôt *Eastern Eye*, une série documentaire produite par la London Weekend Television (aujourd'hui ITV London), diffusa une émission de trente minutes, axée sur ce que John avait découvert. Dans l'émission, un officier

chevronné de l'école de police réagissait au scandale en déclarant : « Si j'avais ne serait-ce que soupçonné l'un de ces jeunes élèves d'entretenir des préjugés racistes aussi graves et profonds, et non des préjugés superficiels, je ne l'aurais jamais laissé entrer dans la police⁴⁹. »

J'ai demandé à John ce qu'il était advenu de ces officiers de police stagiaires. « Il n'y avait pas de nom, ces [dissertations] étaient anonymes, me rappela-t-il. Et même si j'avais su qui étaient les auteurs de ces propos, je n'aurais pas communiqué leurs noms. C'est une question de professionnalisme. » Il est donc impossible de savoir si ces personnes ont fini par intégrer les rangs de la police ou si elles se sont dirigées vers d'autres carrières. Ce qui est sûr, c'est que John Fernandes a mis en lumière un état d'esprit archaïque, qui a très probablement influencé les comportements policiers à l'époque. Son cours sur l'antiracisme était plus que nécessaire.

En observant la manière dont leurs communautés d'origine étaient traitées, certains aspirants politiciens noirs commencèrent à se mobiliser pour que leurs semblables soient mieux représentés. Bien que majoritairement dirigé par des Blancs, le parti travailliste de l'époque s'était imposé comme le foyer politique des personnes de couleur du pays. Sans avoir, d'ailleurs, grand-chose à faire de spécial pour s'attirer leur soutien, ces derniers n'ayant guère d'alternative. À peine vingt ans plus tôt, le député conservateur Peter Griffiths avait été élu dans la circonscription de Smethwick, dans le comté des Midlands, avec pour slogan de campagne : « Si vous voulez un voisin nègre, votez Labour ».

En 1983, Leo Dickson et Marc Wadsworth créèrent les *black sections* (les sections noires) du parti travailliste, à Vauxhall, dans le sud de Londres. C'était un mouvement interne, dont le but était de soutenir la représentation des Noirs au sein du parti (utilisé ici dans son sens

politique, le terme « noir » désigne toutes les personnes non blanches). Des élections générales avaient eu lieu la même année, et la faible participation des électeurs noirs avait fait prendre conscience aux travaillistes qu'ils devaient s'activer pour les attirer davantage. En 1984, une brochure publiée par le parti travailliste de Vauxhall révéla la réflexion stratégique qui sous-tendait la formation de ces sections, ainsi que les débats enflammés qu'elles avaient suscités en interne, une fois constituées. Dans ce document, Leo et Marc écrivaient notamment : « Notre circonscription couvre une zone défavorisée (Brixton), où les manifestations de racisme sont omniprésentes⁵⁰. » On ne s'étonnera pas que la mobilisation pour une meilleure représentation des Noirs au sein de la gauche britannique soit venue du sud de Londres : c'est un territoire qui, depuis trois décennies, est connu pour accueillir les immigrés africains et caribéens.

À l'époque où fut publiée la brochure des travaillistes de Vauxhall, le débat faisait rage dans la presse nationale quant à la légitimité des *black sections* du parti travailliste. Pour gagner du poids au sein du parti et s'ouvrir à d'autres membres noirs, les instigateurs des sections vinrent plaider leur cause au comité exécutif du parti. En retour, le comité se chargea d'avertir les membres du parti de toutes races qu'un « caucus noir » était sur le point de se réunir. Leo et Marc se retrouvèrent alors dans la position inconfortable d'avoir à défendre la cause de la représentation des Noirs auprès de certaines antennes locales du parti. Ils se heurtèrent à une opposition majoritairement blanche.

Quand la presse se saisit de ces débats internes relatifs à l'organisation du parti, elle évoqua des conflits raciaux. Dans une lettre adressée à l'antenne de Vauxhall en juillet 1984, Neil Kinnock, alors leader du parti travailliste, exprima son soutien à la lutte contre

les discriminations raciales au sein du parti, tout en qualifiant l'entreprise des *black sections* de « ségrégationniste ».

Le congrès du parti travailliste de 1984 allait être déterminant. Les adhérents devaient se prononcer sur l'inscription officielle des *black sections* dans la constitution du parti. À l'initiative de cette motion, le regretté Bernie Grant (député et alors conseiller dans l'arrondissement londonien de Haringey), qui affirma : « Notre problème, c'est qu'à l'heure actuelle, les Noirs sont loin d'être une priorité pour le parti et les mouvements syndicalistes. Les *black sections* sont là pour faire en sorte qu'ils le deviennent [...]. Nous sommes inquiets car on nous a rapporté que nos dirigeants sont opposés à la mise en œuvre des *black sections*. L'un de nos camarades a dit qu'elles étaient vouées à devenir des ghettos noirs⁵¹. » Dans son compte rendu du congrès publié dans *Race Today*, l'activiste Darcus Howe décrit une volonté générale d'éliminer les *black sections* : « L'argument invoqué était relativement basique, explique-t-il. Les *black sections* divisent la classe ouvrière⁵². » La motion devant officialiser les *black sections* fut rejetée, mais l'initiative favorisa tout de même l'élection des premiers députés noirs du Parlement britanniques en 1987 : Diane Abbott, Paul Boateng et Bernie Grant.

Un matin de septembre 1985, très tôt, des officiers de police enfoncèrent la porte d'entrée de la famille Groce à Brixton, dans le sud de Londres. Dans cette maison vivait Cherry Groce, 37 ans, et cinq de ses six enfants. En entendant des coups et des cris, Cherry laissa Lee, son fils de 11 ans, dans sa chambre pour aller voir ce qu'il se passait. Elle paya cher sa curiosité : un policier lui tira une balle dans la poitrine. Plus tard, Cherry raconta qu'alors même qu'elle était à terre, baignant dans son sang, les policiers continuaient à lui hurler dessus, en lui demandant où se trouvait son fils aîné⁵³. Le témoignage de son fils confirmait ses dires. Interrogé par Channel 4

News en 2014, Lee avait bien grandi, mais il se souvenait parfaitement de cette matinée qui avait changé le cours de sa vie. « Je l'ai vue sur le plancher. Allongée. Et j'ai vu cet agent de police, debout avec son arme pointée sur elle. Il avait les jambes légèrement écartées et criait : "Où est Michael Groce ? Où est Michael Groce ?" J'étais debout sur le lit et je hurlais : "Qu'est-ce que vous avez fait à ma mère ?" Alors le policier braqua son pistolet vers moi et me dit : "Ferme-la⁵⁴ !" » Âgé de 21 ans à l'époque, Michael Groce était soupçonné d'avoir participé à un vol à main armée. Il ne vivait pas chez Cherry au moment de la descente de police.

Cherry fut transférée à l'hôpital St Thomas dans la matinée⁵⁵. Pendant ce temps, on apprenait dans le quartier ce qui lui était arrivé, et de petits groupes commencèrent à se former dans les rues de Brixton. Pour les disperser, la police s'équipa de matériel anti-émeute. S'ensuivirent des affrontements entre la population et les forces de l'ordre, qui débouchèrent sur deux jours d'émeutes⁵⁶ assortis de cambriolages et de pillages. Des dizaines de personnes furent blessées et un photographe qui tentait de couvrir l'événement trouva la mort.

En 1985, Broadwater Farm, un quartier de Tottenham, au nord de Londres, était sous haute surveillance. Mais après les événements de Brixton, les policiers reçurent l'ordre de quitter les lieux⁵⁷. Le 5 octobre, près d'une semaine après les émeutes de Brixton, Floyd Jarrett fut contrôlé par la police au volant de sa voiture. Sa vignette avait expiré. À cause d'un léger écart entre le numéro d'immatriculation de son véhicule et celui de sa vignette, il fut arrêté pour suspicion de vol. Au commissariat de Tottenham, le sergent-détective Randall, pourtant en relâche, proposa à ses collègues d'aller perquisitionner le domicile de Floyd, au cas où d'autres objets volés s'y trouveraient. Après s'être emparé de ses clés à son insu,

quatre policiers, dont le sergent-détective Randall, se rendirent chez sa mère.

Une fois sur place, ils tombèrent nez à nez avec Cynthia, la mère de Floyd, sa sœur Patricia et leur grand-mère. Plus tard dans l'année, Patricia, appelée à témoigner dans le cadre de l'enquête sur la mort de sa mère, affirma : « J'ai vu Randall entourer de son bras gauche l'épaule de ma mère et la pousser avec une partie de son corps. Ne pouvant se retenir, elle s'est écroulée sur la table basse, qui s'est brisée sous son poids. » De son côté, le sergent-détective Randall assurait ne pas l'avoir touchée. S'appuyant sur le rapport du coroner, l'enquête conclut que Randall n'avait pas volontairement poussé Cynthia Jarrett, mais que c'était bien ce mouvement qui avait provoqué sa chute. En tout cas, elle perdit connaissance et fut transportée à l'hôpital North Middlesex, où elle mourut d'un arrêt cardiaque le soir même. L'enquête pour laquelle Patricia avait témoigné fit état d'une mort accidentelle.

Le jour suivant, une foule se réunit devant le commissariat de Tottenham, exigeant que l'on rende des comptes pour la mort de Cynthia. D'après le témoignage du leader et militant communautaire Stafford Scott ⁵⁸, le sergent-détective Randall, impliqué dans le drame de la veille, fut aperçu à la fenêtre du commissariat. Tenant Randall pour responsable, les manifestants commencèrent à jeter des objets dans sa direction. Dans le chaos qui s'ensuivit, plus de deux cents policiers furent blessés. L'agent de police municipale Blakelock fut tué par les émeutiers.

Une enquête ultérieure sur les événements de ce soir-là précisa : « Tout d'abord, rappelons-nous ce que les témoignages recueillis pendant l'enquête et par la Cour des magistrats ont révélé : 1) Que les officiers de police qui ont interpellé Floyd Jarrett en premier lieu ont procédé au contrôle informatique de son véhicule,

manifestement pour la simple et bonne raison qu'il était jeune et noir. 2) Qu'ils l'ont arrêté et placé en garde à vue car ils le soupçonnaient de conduire un véhicule volé, ce qui n'était pas réellement fondé. 3) Qu'ils l'ont accusé de voie de fait, ce qui s'est avéré inexact⁵⁹. En outre, l'affirmation des policiers selon laquelle les membres de la famille de Jarrett leur avaient crié dessus et avaient adopté un comportement violent pendant la perquisition du domicile était également fausse.

À Brixton, la blessure par balle dont Cherry Groce avait été victime la laissa paralysée des membres inférieurs. Ses enfants furent ainsi contraints de s'occuper d'elle à temps plein. Vingt-six ans plus tard, elle décéda d'une insuffisance rénale à l'âge de 63 ans. Ses médecins confirmèrent que sa mort était directement liée à sa blessure. Une enquête de 2014 tint la police pour responsable directe de son décès, concluant qu'elle n'avait pas correctement planifié la perquisition au domicile de la famille Groce, ni vérifié qui vivait réellement à cette adresse⁶⁰. La même année, Bernard Hogan-Howe, le chef de la police métropolitaine, présenta ses excuses à la famille.

Trente ans après les émeutes de 1985, les causes de la négligence abjecte dont souffraient les communautés noires dans les grandes villes britanniques apparurent au grand jour. Des documents du 10 Downing Street furent divulgués et versés aux archives nationales. Ils révélèrent que le député Oliver Letwin, alors conseiller de Margaret Thatcher, avait écarté les propositions de certains ministres, qui souhaitaient mettre en œuvre des programmes de discrimination positive dans les quartiers défavorisés et rénover les cités délabrées, laissées à l'abandon. Letwin, qui est encore député à l'heure où j'écris ces lignes, décida de rejeter ces initiatives. « Les émeutes, la criminalité et la désintégration sociale sont uniquement dues à des comportements et

des traits de caractère individuels », écrivit-il dans une lettre adressée à Thatcher et cosignée par le conseiller en charge des zones défavorisées, Hartley Booth. « Tant que ces comportements immoraux perdureront, poursuivaient-ils, tous les efforts visant à améliorer les quartiers populaires seront vains. Ces nouveaux entrepreneurs, qu'aime à décrire le romancier David Young, continueront de se lancer dans le commerce des boîtes de nuit et de la drogue⁶¹. »

En épluchant les récits d'affrontements entre les Noirs et la police, j'ai fait la découverte d'un autre épisode conflictuel, et pas des moindres. Alors que certains utilisent le mot « émeute » pour décrire ce qui s'est passé à Tottenham ou à Brixton, d'autres préfèrent le terme de « soulèvement » : la révolte de ceux que l'on n'entend jamais. Les deux points de vue se défendent et, à mon sens, le côté extrême des émeutes n'est que le reflet des conditions de vie extrêmes des prétendus émeutiers. Mais les mots ont leur importance, et le terme « émeute raciale » ne fait que renforcer l'impression que la criminalité et le fait d'être noir sont liés, tout en occultant les faits contre lesquels les Noirs s'élèvent. Manifestement, la situation n'a guère évolué. Quand les émeutes du mois d'août 2011 à Londres ont reproduit, quasiment étape par étape, ce qui s'était passé à Brixton en 1985, je me suis demandé combien de fois il faudrait que l'histoire se répète avant que l'on se décide à s'attaquer aux problèmes de fond.

Si j'évoque ces événements, ce n'est pas pour ressasser le passé de manière obsessionnelle, mais simplement pour que nous en prenions conscience. Peut-être que ma mémoire me fait défaut, mais avant que je commence à me pencher sur l'histoire des Noirs en Grande-Bretagne, ces récits m'étaient inconnus. J'avais entendu dire qu'au Royaume-Uni, les Noirs avaient toujours entretenu des relations

tumultueuses avec la police. Mais je ne m'étais jamais demandé pourquoi. Tout m'a semblé beaucoup plus logique quand j'ai compris que des innocents avaient perdu la vie, que des maisons avaient été vandalisées et perquisitionnées sans raison apparente, que des adolescents et de jeunes adultes étaient régulièrement fouillés et soumis à des humiliations routinières. Aujourd'hui, je saisis mieux comment, dans un tel contexte, l'hostilité peut germer, et pourquoi certains affirment que la police est la pire des bandes organisées.

Je ne pense pas être un cas isolé. Le fait d'avoir dû fouiller dans les recoins de l'histoire des Noirs en Grande-Bretagne pour trouver trace de tels incidents me pousse à croire que j'ai été délibérément maintenue dans l'ignorance. Alors que l'histoire des Noirs dans ce pays est passée sous silence, la lutte contre le racisme aux États-Unis est présentée comme LE combat universel contre le racisme dont nous devrions nous inspirer, reléguant ainsi l'histoire des Noirs au Royaume-Uni au second plan, à tel point que nous finissons par nous convaincre que la société britannique n'a jamais eu de problème de racisme.

Nous devons cesser de nous mentir à nous-mêmes, et nous devons cesser de mentir aux autres. Affirmer qu'il n'y a jamais eu de mouvement des droits civiques au Royaume-Uni est tout simplement faux. Cela fait du tort à notre histoire noire, tout en laissant des trous béants au lieu de l'histoire d'un progrès. Les Noirs britanniques ont droit à leur contexte. Dans l'émission Radio Times, l'acteur David Oyelowo a ainsi évoqué le manque de films britanniques sur l'histoire des Noirs : « On fait des drames d'époque [en Grande-Bretagne], mais on n'y voit pratiquement jamais de Noirs, alors que nous sommes sur ces terres depuis plusieurs centaines d'années. Je me souviens d'avoir proposé à un réalisateur britannique influent un drame historique, dont le rôle principal

serait tenu par un Noir. Il m'a répondu que si ce n'était pas du Jane Austen ou du Dickens, le public ne comprendrait pas. Je me suis dit : "Très bien, non seulement vous privez de leur histoire les habitants de ce pays, mais vous êtes aussi en train de me marginaliser. C'est insupportable. Mieux vaut que je m'en aille⁶²." Face à l'oubli collectif, le devoir de mémoire est un combat. »

Je n'ai fait qu'effleurer l'histoire des personnes de couleur en Grande-Bretagne : qui se donne la peine de chercher trouverait bien d'autres choses à ajouter. Après que le Royaume-Uni a voté le Brexit en juin 2016, il paraît que le nombre de crimes haineux a sensiblement augmenté et que le racisme est reparti à la hausse. Il suffit de considérer notre histoire pour comprendre que le racisme ne surgit pas de nulle part : il est incrusté dans la société britannique. Il réside au cœur même du fonctionnement de l'État. Il n'est pas extérieur au système. Il est dans le système.

Le système

Dans la soirée du 22 avril 1993, le jeune Stephen Lawrence, âgé de 18 ans, quitta le domicile de son oncle à Plumstead, dans le sud-est de Londres, accompagné de son ami Duwayne Brooks. Alors que Stephen et Duwayne attendaient le bus, Stephen décida de traverser la route pour voir s'il approchait. Il ne parvint jamais de l'autre côté. Plus tard, une enquête révéla qu'il avait été pris à partie par une bande de jeunes Blancs de son âge, qui l'avaient encerclé avant de l'agresser et de le poignarder à plusieurs reprises. Duwayne parvint à s'enfuir et Stephen tenta de faire de même. Il courut sur une centaine de mètres mais finit par s'effondrer, car il perdait trop de sang. Il mourut au beau milieu de la route, des suites d'une hémorragie.

Le lendemain de la mort de Stephen Lawrence, une lettre énumérant les noms des principaux suspects dans cette affaire fut déposée dans une cabine téléphonique proche de l'arrêt de bus. Durant les mois suivants, elle donna lieu à divers contrôles et arrestations. Deux personnes furent inculpées. Mais vers la fin du mois de juillet 1993, les charges retenues contre elles furent toutes abandonnées. D'après la police, les éléments fournis par Duwayne,

seul témoin du crime, n'étaient pas assez fiables. Une enquête fut ordonnée plus tard dans l'année, puis fut interrompue après que les avocats de la famille eurent apporté de nouveaux éléments. Un an plus tard, le Crown Prosecution Service* décida d'abandonner les poursuites à l'encontre des suspects, par manque de preuves.

Les parents de Stephen intentèrent une procédure privée contre trois des suspects. Alors qu'ils avaient été placés sous surveillance policière, ceux-ci furent surpris en train de tenir des propos violents et racistes. En avril 1996, la procédure privée engagée par la famille fut à son tour abandonnée. Cette fois-ci, le juge estima que les preuves fournies par Duwayne Brooks, l'ami de Stephen, étaient irrecevables.

En 1997, le jugement de l'enquête entamée en 1993 fut prononcé. Alors que les cinq suspects refusaient tous de répondre aux questions qui leur étaient posées, le verdict fit état d'un assassinat, perpétré au cours d'une « attaque raciste gratuite ». Plus tard dans l'année, la police du Kent enquêta sur la conduite des policiers, après que les parents de Stephen Lawrence eurent officiellement déposé une plainte auprès de la Police Complaints Authority*. Neuf mois plus tard, les résultats obtenus révélèrent « d'importantes failles, omissions et occasions manquées » dans la manière dont la police avait mené l'enquête sur la mort de Stephen Lawrence. Deux ans plus tard, Bob Ayling, le commissaire adjoint du Kent, invité dans l'émission *Newsnight* de la BBC, qualifia l'enquête policière sur la mort de Stephen de « très surprenante ». Il raconta notamment qu'un autre témoin-clé s'était présenté, mais qu'il avait été reçu par un officier subalterne et que son témoignage avait été écarté. La police avait également reçu trois appels téléphoniques d'une femme visiblement proche de l'un des suspects, mais ses déclarations n'avaient pas bénéficié d'un suivi approprié.

Aujourd'hui, tout le monde s'accorde à dire que la procédure de condamnation des assassins de Stephen ne fut qu'une vaste mascarade. Mais en 1997, l'opinion publique avait toujours confiance en la capacité de la police à résoudre ce crime. En juillet de cette même année, Jack Straw, alors secrétaire d'État à l'Intérieur, annonça que le décès de Stephen Lawrence et l'enquête policière qui avait suivi feraient l'objet d'une nouvelle enquête judiciaire. Celle-ci serait présidée par un juge de la Haute Cour de Justice : Sir William Macpherson.

En 1998, toujours en quête de justice et très insatisfaite de la manière dont la police avait traité cette affaire, la famille de Stephen Lawrence demanda la démission de Sir Paul Condon, alors commissaire de la police métropolitaine. Lequel répondit non pas en démissionnant, mais en s'excusant : « Je regrette profondément que nous n'ayons pas été capables de punir les assassins racistes de Stephen et j'aimerais, aujourd'hui encore, m'excuser personnellement auprès de M. et Mme Lawrence pour nos manquements, confia-t-il durant l'enquête au cours de laquelle il fut interrogé. Nous avons entendu ce qui se dit, et je comprends que le racisme de la police métropolitaine pose un vrai problème. Je reconnais que nous n'avons pas suffisamment lutté contre les crimes et le harcèlement à caractère raciste. »

Malgré cet aveu, Sir Paul refusa de donner foi aux accusations de racisme institutionnel de la police métropolitaine. Fer de lance du combat pour la justice menée par la famille Lawrence, Doreen, la mère de Stephen, répondit dans la presse : « Ce sont là de belles paroles. Mais on ne m'a toujours pas expliqué pourquoi les assassins de Stephen étaient toujours en liberté¹. »

Plus tard, les membres de la famille Lawrence ajoutèrent : « Ce qu'il faudrait, c'est une nouvelle enquête publique sur la corruption

policière, pour que le commissaire daigne enfin reconnaître que, d'une manière ou d'une autre, ces garçons ont été protégés. Sans cela, le commissaire continuera d'affirmer que les officiers ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour traduire en justice l'assassin de notre fils². »

Le rapport de l'enquête dirigée par Sir William Macpherson fut publié en février 1999. Il concluait que l'instruction sur la mort de Stephen Lawrence « avait été entachée d'un mélange d'incompétence professionnelle, de racisme institutionnel et de leadership défaillant de la part des officiers plus expérimentés ». Ce racisme institutionnel, poursuivait le rapport, consiste en « l'incapacité collective d'une organisation à fournir des services professionnels et corrects à certains individus, du fait de leur couleur de peau, de leur culture ou de leur origine ethnique. Il peut se manifester et se repérer dans des procédures, des attitudes ou des comportements discriminatoires, par préjugés, ignorance, inconséquence ou influence de stéréotypes racistes qui pénalisent les minorités ethniques³. » Plus important encore, le rapport décrivait le racisme institutionnel comme une forme de comportement collectif, une culture organisationnelle favorisant le *statu quo* structurel, un consensus – tout cela généralement toléré ou tu par les autorités. Parmi ses nombreuses recommandations, le rapport suggérait aux forces de police de renforcer la proportion de Noirs dans leurs rangs et de sensibiliser leurs officiers au racisme et à la diversité culturelle.

En 2004, à l'issue d'un nouveau recours, le Crown Prosecution Service déclara que les preuves étaient insuffisantes pour poursuivre les suspects du meurtre de Stephen Lawrence. En 2005, la modification d'une loi pourtant vieille de huit cents ans entraîna la révocation du principe de double incrimination (*double jeopardy*) : il serait désormais possible de juger des suspects deux fois pour le

même crime. Après examen des preuves médico-légales, les assassins présumés de Stephen Lawrence furent de nouveau traduits en justice.

Le 4 janvier 2012, soit *dix-neuf ans* après la mort de Stephen, deux des cinq suspects furent finalement reconnus coupables et condamnés pour ce meurtre. Quand Gary Dobson et David Norris assassinèrent Stephen, ils étaient adolescents. Lorsqu'ils furent emprisonnés, ils étaient adultes, proches de la quarantaine. Tandis que Stephen avait été arraché à la vie à 18 ans, ils avaient poursuivi la leur sans encombre, en partie grâce à la police.

Les deux hommes furent condamnés à perpétuité. En prononçant la sentence, le juge, Colman Treacy, évoqua un « crime qui avait mis à vif la conscience du pays ». Ce fut une journée mémorable pour le Royaume-Uni, quoique bien trop tardive. Beaucoup se demandaient comment la police avait pu se fourvoyer aussi radicalement, et pourquoi il avait fallu attendre aussi longtemps pour que justice soit rendue.

J'avais 3 ans quand Stephen Lawrence est mort. J'en avais 22 quand deux de ses assassins ont été condamnés et emprisonnés. Le combat pour la justice de Doreen Lawrence a duré toute mon enfance. Les reportages sur l'affaire Stephen Lawrence sont un des rares souvenirs d'actualité télé de cette période qui m'aient marquée. Une violente agression raciste, un jeune Noir poignardé et mort dans son sang, une mère prête à tout pour faire éclater la vérité. Sa mort m'a hantée. C'est là que j'ai cessé de croire au système.

Avant, j'avais une impression, un vague sentiment de sécurité logé dans un coin de ma tête, qui me faisait croire que si un jour je rentrais chez moi et retrouvais mon appartement saccagé et mes affaires volées, je pourrais appeler la police à l'aide. Mais si j'ai

retenu une chose de l'affaire Stephen Lawrence, c'est qu'on ne peut pas toujours compter sur la police pour agir avec justice.

Pendant très longtemps, on n'a rangé sous l'étiquette « racisme » que les pratiques facilement condamnables des extrémistes blancs et du nationalisme blanc. Les extrémistes blancs ont toujours été vivement réprouvés par nos trois grands partis politiques. Pourtant, ce sentiment de fierté blanche réactionnaire, très souvent opposé au progrès social, n'a jamais réellement disparu. Il revient régulièrement dans l'action du Front national, du Parti national britannique et de l'English Defence League. Qu'ils déboulent en cagoules et capuches dans les rues des grandes villes, ou qu'en costards ils se donnent un air respectable dans leurs meetings, leur politique a une réelle influence sur la vie de ceux qui ne sont ni blancs ni britanniques.

Si toutes les formes de racisme étaient aussi faciles à détecter, à identifier et à dénoncer que l'extrémisme blanc, le travail des antiracistes serait un jeu d'enfants. Les gens croient que, s'il n'y a pas eu d'agression ou si le mot « nègre » n'a pas été prononcé, un acte ne peut pas être raciste. Tant qu'un Noir ne s'est pas fait cracher dessus dans la rue, ou qu'un extrémiste en costard n'a pas déploré le manque d'emplois, en Grande-Bretagne, pour les travailleurs britanniques, ce n'est pas du racisme (et encore, même si le politique en costard a effectivement prononcé ces mots, il faudra alors débattre du caractère raciste ou non de sa déclaration, car qu'y a-t-il de raciste à vouloir protéger son pays ?!). Dernier point, enfin, d'une évidence manifeste : si le racisme se ramenait finalement à l'extrémisme blanc, pourquoi et comment parviendrait-il à infiltrer des milieux dont les responsables ont des opinions fort différentes de celles des extrémistes blancs ? C'est bien la preuve que le problème est plus profond.

On aime à se dire que les gens biens ne peuvent pas être racistes. On se conforte dans l'idée que le véritable racisme n'existe que dans le cœur des gens mauvais. On se raconte que le racisme est une question de valeurs morales, alors qu'il s'agit de la stratégie de survie du pouvoir systémique. Quand des franges entières de la population votent pour des politiciens et des projets politiques usant explicitement du racisme comme argument électoral, on se dit qu'il est impossible que tous ces électeurs soient racistes, car cela ferait d'eux des monstres insensibles. Mais en fait, il ne s'agit pas là d'être bon ou méchant.

Le racisme structurel avance masqué. Il nous glisse entre les mains, comme un serpent d'eau dans celles d'un enfant. Il se repère moins qu'une croix de saint Georges ou qu'un torse nu dans une manifestation de l'English Defence League. Il prend un visage bien plus respectable.

Je reconnais que le mot « structurel » peut paraître abstrait. *Structurel*. Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? Mais je le préfère au terme d'*institutionnel*, car il recouvre à mon sens un champ plus large que celui de nos institutions les plus courantes. Adopter un point de vue global sur le phénomène permet d'en percevoir les structures. Le racisme structurel, ce sont des dizaines, des centaines, voire des milliers d'individus animés des mêmes préjugés qui se réunissent et agissent en conséquence. Le racisme structurel, c'est une culture organisationnelle blanche, impénétrable, créée par ces mêmes individus ; quiconque ne s'inscrit pas dans cette culture doit, au choix, s'adapter ou s'attendre à échouer. Le terme *structurel* est souvent le seul moyen de désigner ce qui est imperceptible : les froncements de sourcils silencieux, les préjugés implicites, les jugements à l'emporte-pièce, sans fondement réel, sur la compétence d'une personne. L'année où j'ai décidé que je ne

parlerai plus de race avec des Blancs, l'enquête de la British Social Attitudes * révélait que le nombre d'individus prêts à reconnaître qu'ils étaient racistes avait sensiblement augmenté⁴. La hausse la plus forte, d'après un article du *Guardian*, concernait « les travailleurs blancs âgés de 35 à 64 ans, très instruits et gagnant beaucoup d'argent⁵ ». Voilà à quoi ressemble le racisme structurel. Il ne se limite pas aux *a priori* personnels, mais comprend également les répercussions collectives des préjugés. Ce type de racisme est susceptible de peser de manière considérable sur les chances de réussite de certains. Il est fort probable, en effet, que ces hommes blancs, éduqués et hautement rémunérés soient des propriétaires, des chefs d'entreprises, des P.-D.G., des chefs d'établissement ou des vice-présidents d'université. Très souvent, ils seront en position d'avoir un impact sur la vie d'autrui. Très souvent, ce sont eux qui définissent nos cultures organisationnelles. Ils n'iront certainement pas se vanter de leurs opinions politiques auprès de leurs collègues ou connaissances, de peur d'être étiquetés comme « raciste ». Leur racisme reste camouflé. Ils ne le manifestent pas en crachant au visage des étrangers dans la rue. Ils l'abritent plutôt derrière un sourire confus, lorsqu'ils expliquent à une pauvre âme qu'elle n'a pas été retenue pour le poste. Ils l'expriment d'un mouvement du poignet en jetant un CV à la poubelle quand le candidat a le malheur d'avoir un nom à consonance étrangère.

Le tableau national est sombre. De multiples enquêtes, de sources diverses, montrent à quel point le racisme est ancré dans les mœurs de notre société. C'est donc tous ensemble que nous devons redéfinir la signification du mot raciste, les manifestations du racisme et les actions à mener pour y mettre un terme.

À chaque étape importante de leur vie, les Noirs auront à composer avec des handicaps. Imaginons un petit garçon noir à son

premier jour d'école, soit la première institution britannique à laquelle il sera confronté sans ses parents. Maman et Papa ont beaucoup d'ambition pour lui : il deviendra peut-être médecin, artiste ou Premier ministre. Or c'est là qu'il va se former pour tenter d'atteindre ces objectifs tant convoités. Mais ses parents feraient peut-être bien de tempérer leur enthousiasme, car ce n'est pas gagné pour lui. D'après le ministère de l'Éducation, un écolier noir a près de trois fois plus de chances de subir une exclusion définitive que le reste de la population scolaire en Angleterre⁶. Imaginons que notre garçon noir (oui, c'est toujours un garçon : les travaux de recherche sur les chances de réussite des filles noires sont quasiment inexistantes) parvienne à éviter de se faire exclure et progresse suffisamment dans son parcours scolaire pour avoir à passer des examens. Même s'il n'a pas pleinement conscience des barrières invisibles placées sur son chemin, celles-ci sont bien réelles. À l'âge de 11 ans, alors qu'il se prépare à passer ses épreuves SAT (évaluation des acquis en fin de primaire), une étude montre que ses copies sont systématiquement sous-notées par ses professeurs. Et que cette tendance est corrigée lorsque des examinateurs n'enseignant pas dans son établissement évaluent ses travaux⁷. Seul l'anonymat lui permet ainsi d'obtenir les notes qu'il mérite.

Dans un élan d'optimisme, imaginons que notre garçon noir fictif parvienne à intégrer une bonne école secondaire, qu'il étudie des matières qu'il aime, et qu'il décide d'aller à l'université. Son destin pourrait radicalement changer, car les chiffres sont clairs : les étudiants noirs sont proportionnellement plus nombreux que les Blancs à accéder à des études supérieures à la sortie du lycée. En revanche, selon les races, l'accès aux universités britanniques prestigieuses reste profondément déséquilibré. Les étudiants noirs ont moins de chances que leurs camarades blancs d'être admis dans

une des grandes universités du Russell Group, réputées pour l'excellence de leurs activités de recherche ⁸.

Admettons que notre enfant noir, aujourd'hui en passe de devenir adulte, ait obtenu les notes qu'il fallait et ait été admis dans une bonne université, malgré les obstacles ayant joué en sa défaveur. Trois ans plus tard : le voilà sur le site Internet de son université, à réactualiser fiévreusement la page où doivent apparaître les résultats de ses examens, sésame vers l'embauche postuniversitaire. Il espère au moins obtenir une mention « Bien », mais croise les doigts pour une mention « Très bien », car toutes les offres d'emploi qu'il a consultées déconseillaient explicitement de postuler aux diplômés n'ayant pas mieux qu'une mention « Assez bien ».

Loin de moi l'envie de briser les rêves de notre lauréat, mais ça ne se présente pas très bien pour lui. Entre 2012 et 2013, la plus forte proportion d'étudiants anglais à obtenir des résultats médiocres à leurs examens (mention « Assez Bien » ou « Passable ») se comptait parmi les étudiants noirs, et la plus faible proportion parmi les étudiants blancs ⁹. Vu que les jeunes Noirs ont proportionnellement plus de chances que les Blancs d'accéder à l'éducation supérieure, soutenir qu'un tel écart s'explique par une intelligence, des capacités ou des ambitions moindres chez les étudiants noirs serait pure hypocrisie. Pour tenter de comprendre les facteurs de cet échec systématique, il n'est pas inutile de se pencher sur le cruel manque d'enseignants de couleur dans le milieu universitaire. Comme l'a révélé en 2016 la Higher Education Statistics Agency ^{*}, près de 70 % des professeurs enseignant dans les universités britanniques sont des hommes blancs ¹⁰. Ce qui en dit long sur l'idée de l'intelligence que se font les universités.

Puisqu'il n'est là que pour illustrer notre propos, imaginons toutefois que notre jeune homme noir termine ses études en un seul

morceau, obtienne un bon diplôme, d'une université prestigieuse, et qu'il se concentre désormais sur sa recherche d'emploi, comme n'importe quel jeune diplômé ambitieux. Bien qu'il n'en ait pas conscience, ces profondes inégalités raciales vont persister, en dehors même du circuit scolaire. Il verra certainement les jeunes Blancs qu'il a côtoyés à l'université passer sans le moindre effort du statut d'étudiants mal dégrossis carburant à la cuite à celui de jeunes professionnels prometteurs. Plein d'espoir, notre jeune Noir continuera d'envoyer des CV un peu partout car il croit fermement en la méritocratie. Il n'existe, selon lui, aucune différence entre ses camarades blancs et lui-même. Ils ont fréquenté les mêmes salles de cours, ils ont lu les mêmes livres. Mais ses employeurs potentiels le verront peut-être d'un œil différent. En 2009, des chercheurs missionnés par le ministère du Travail et des Retraites ont envoyé diverses candidatures, présentant des qualifications, des compétences et des expériences professionnelles similaires, à un certain nombre d'employeurs. Parmi toutes ces candidatures, la seule différence notable portait sur les noms : certains avaient une consonance britannique et blanche, les autres non. Les chercheurs se sont rendu compte que les candidatures dont les noms sonnaient « blancs » débouchaient bien plus souvent sur des entretiens que celles à consonances africaine ou asiatique¹¹. « Un niveau de discrimination élevé, purement fondé sur le nom, a été observé en faveur des candidats blancs », précisait le rapport.

Notre jeune homme noir pourrait donc se retrouver sans emploi, à vivoter pendant de longues années. Une étude de 2012 a révélé que les jeunes Noirs étaient particulièrement touchés par l'austérité, que leur segment démographique faisait face à une forte hausse du chômage, datant d'avant même la crise de 2008. Chiffre sidérant, 45 % des Noirs de 16 à 42 ans étaient sans emploi en 2012, contre

seulement 27 % en 2002¹². De manière plus générale, les minorités ethniques en Angleterre et au Pays de Galles ont toujours présenté des taux d'emploi plus faibles et des taux de chômage plus élevés que les Blancs¹³. Si l'on observe les données de recensement sur une période de vingt ans allant de 1991 à 2011, on remarque que le taux de chômage des hommes noirs a toujours été relativement élevé : plus du double de celui de leurs homologues blancs. Les femmes noires d'origines caribéenne et africaine subissent les mêmes désavantages par rapport aux femmes blanches.

Mais la vie ne se limite pas aux études et à l'obtention d'un bon travail. Produire ne saurait suffire à l'épanouissement humain. Qu'en est-il, donc, de la vie sociale et intime de notre jeune Noir ? Sur le chemin de l'école, du travail ou d'une rencontre entre amis, il peut se faire interpellé et fouillé par les flics. Et de fait, il aura très certainement affaire à la police un jour ou l'autre. Un rapport britannique de 2013 a révélé que les Noirs avaient deux fois plus de chances que les autres d'être inculpés pour détention de drogues, bien que leurs taux de consommation soient inférieurs. La probabilité est aussi plus importante pour les Noirs d'être traités plus durement par la police (ils ont cinq fois plus de chances d'être inculpés que d'être simplement mis en garde ou avertis), en cas de possession de drogue¹⁴. Notre jeune homme, toutefois, ne s'en étonnera pas, car il se sera habitué à l'omniprésence autoritaire de la police dans sa vie. Il aura probablement déjà vu ses frères, ses oncles ou des amis plus âgés se faire régulièrement fouiller. En réalité, la surveillance incessante de la communauté noire en Grande-Bretagne explique sa surreprésentation dans les statistiques de la Base de données ADN du Royaume-Uni. Malgré l'absence de chiffres officiels récents, un rapport de 2009 produit par la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme estimait que près de 30 % des

hommes noirs vivant en Grande-Bretagne étaient fichés dans cette Base de données ADN, contre seulement 10 % des Blancs et 10 % des Asiatiques. Il estimait également que les Noirs avaient quatre fois plus de chances que les Blancs de voir leur profil ADN enregistré dans la base de données de la police. D'où cette conclusion : « Nous craignons que l'importante proportion d'hommes noirs enregistrés dans notre base de données (estimée à au moins un Noir sur trois) donne l'impression que ce seul groupe racial constitue un monde à part au sein de la criminalité ¹⁵. »

Espérons que, plus tard dans sa vie, notre homme noir n'ait pas de problèmes de santé, qu'ils soient physiques ou mentaux. Un rapport de 2003 conduit par NHS England ^{*} a en effet confirmé que « les faits montrent sans ambiguïté que les individus d'origine africaine et afro-caribéenne sont plus exposés que n'importe quel autre groupe ethnique au risque d'être hospitalisés d'office dans un établissement psychiatrique, au nom de la loi sur la santé mentale », c'est-à-dire d'être internés contre leur volonté ¹⁶. La même année, une enquête sur la mort de David Bennett, un homme noir décédé dans une unité psychiatrique, ajouta que : « [Les Noirs] reçoivent en général des doses de médicaments antipsychotiques supérieures à celles de Blancs souffrant de problèmes de santé similaires. Le personnel des services de santé mentale les perçoit généralement comme étant plus agressifs, plus inquiétants, plus dangereux et plus difficiles à soigner. Au lieu d'être réintégrés dans la communauté, ils ont plus de chances d'être hospitalisés à long terme ¹⁷. » Alors, enfin, que notre Noir imaginaire prend de l'âge, il aura moins de chances que ses homologues blancs d'être diagnostiqué comme étant sénile. Et si cela arrive, ce sera à un stade plus tardif que pour un individu britannique blanc ¹⁸.

À chaque étape de sa vie, les chances de réussite de notre homme noir sont entravées et compromises. Il n'y a rien de profondément raciste chez les gens qui travaillent dans les institutions auxquelles il aura affaire. Certains d'entre eux seront même noirs, comme lui. Mais peu importe leur race, ils sont issus et partie prenante d'une société structurellement raciste. Il n'est donc pas surprenant que des préjugés inconscients s'immiscent dans leur travail lorsqu'ils interagissent avec la population. Confronté à des *a priori* aussi ancrés et bien trop présents à tous les niveaux de la société, notre homme noir aura beau faire de son mieux, les règles du jeu seront tout de même faussées. Ses parents et ses pairs l'auront sûrement encouragé : en travaillant assez dur, il pourrait tout surmonter. Mais les faits prouvent que cela n'est pas vrai, et qu'il est tout à fait exceptionnel de réussir dans un environnement où tout vous mène à l'échec. Certains leur diront même, si leurs performances leur permettent de bénéficier de mesures de discrimination positive, que c'est certainement plus une question de « tokénisme », de mesure symbolique, que de réel talent.

Les statistiques sont affligeantes. Mais elles ne viennent pas d'un manque de talent, d'éducation, de travail ou de créativité chez les Noirs. D'autres forces, autrement plus sinistres, entrent en jeu.

Les exemples sont légion, qui prouvent à quel point vos chances de réussite sont freinées voire entravées, lorsque vous êtes né Noir en Grande-Bretagne. Malgré cela, nombreux sont ceux qui affirment que toute tentative de nivellement des règles du jeu serait un traitement de faveur, et qu'il faut privilégier l'égalité des chances, sans réaliser que c'est précisément ce nivellement qui permettrait d'équilibrer les chances de réussite. Rien de bien nouveau. Il y a un peu plus de dix ans, Neil Davenport écrivait dans *Spiked Online* ainsi que « les mesures de discrimination positive accentuent les inégalités

raciales au lieu de les combattre¹⁹. » Au lieu d'être perçue comme la réponse à un problème systémique, la discrimination positive est souvent pointée du doigt comme l'un des principaux accélérateurs d'un « politiquement correct » envahissant, tandis que les quotas visant à assurer la diversité dans les entreprises figurent parmi les méthodes les plus vivement contestées de ces dernières années. Voici *grosso modo* comment ça se passe : les dirigeants d'une entreprise prennent conscience que leur boîte ne reflète pas la réalité du monde dans lequel ils vivent (suite à des pressions internes ou externes), et mettent alors en œuvre de nouvelles stratégies de recrutement en vue de rétablir l'équilibre. Encouragée dans de nombreux secteurs – politique, sport, théâtre –, la méthode des quotas génère systématiquement des réactions violentes.

En 2002, la ligue de football américain aux États-Unis (la NFL) adopta des mesures visant à pallier le manque d'entraîneurs et de dirigeants noirs dans ce sport. La Rooney Rule, du nom du chef du comité de la diversité à la NFL, Dan Rooney, avait pour but de faciliter l'emploi des personnes de couleur, par le biais d'une méthode plutôt douce. Lorsqu'un poste d'entraîneur ou de dirigeant se libérait, les équipes étaient censées s'entretenir avec au moins une personne noire ou issue d'une minorité ethnique. Cette obligation ne concernait que les phases de présélection. Les clubs n'étaient pas tenus d'embaucher cette personne. Cette règle n'établissait donc pas de quotas, à proprement parler. Elle n'exigeait pas que tous les candidats présélectionnés soient noirs ni qu'un pourcentage donné de Noirs soient embauchés. Au contraire : c'était une tentative extrêmement prudente et progressive de rééquilibrer la situation. La Rooney Rule fut appliquée un an après sa présentation. Une décennie plus tard, les résultats obtenus prouvaient qu'elle avait fort bien fonctionné. Pendant ces dix ans, douze nouveaux entraîneurs

noirs furent embauchés aux États-Unis et dix-sept équipes furent dirigées par un entraîneur noir ou latino, parfois à intervalles rapprochés. Le constat était unanime : les patrons du sport s'étaient mis à recevoir des candidats auxquels ils n'auraient auparavant prêté aucune attention.

Au bout de dix ans, devant le succès de cette méthode aux États-Unis, on songea à l'implanter dans le football britannique. Certains patrons de clubs voyaient là un bon moyen de solder le lourd passif de ce sport en matière de racisme décomplexé, un moyen de soigner les blessures encore vives causées par les cris de singe et autres jets de bananes destinés aux joueurs noirs dans les stades. L'idée fut validée par Greg Dyke, alors président de la Football Association (FA), qui confirma à la BBC en 2014 que le comité consultatif sur l'intégration envisageait la mise en œuvre d'une règle similaire. Jusqu'en 2015, dans le football britannique, les chiffres en matière de diversité étaient pathétiques. Bien que les joueurs noirs et issus de minorités ethniques aient représenté 25 % des joueurs des deux ligues, la Premier League ne comptait qu'un seul entraîneur noir et la Football League seulement six. Il n'y avait aucun entraîneur noir dans les quatre premières divisions écossaises, et un seul dans l'Elite League, au Pays de Galles²⁰.

Malgré sa nature totalement inoffensive, la simple idée d'instaurer la Rooney Rule dans le football britannique plongea le pays dans la confusion la plus totale. Karl Oyston, le président du Blackpool FC, parla à son sujet de « tokénisme » et de « véritable affront » pour les gens du milieu²¹. Entraîneur du Carlisle United, Keith Curley dénonça un exercice totalement stérile²². De son côté, Richard Scudamore, directeur général de la Premier League, lança un programme visant à former un vivier d'entraîneurs noirs, pour mieux démontrer l'inutilité de la Rooney Rule²³. À les entendre, on

eût dit que la FA exigeait des dirigeants de clubs non pas de présélectionner au moins une personne de couleur, mais d'offrir leurs plus hauts postes au premier Noir croisé au rayon fruits et légumes du supermarché du coin. En 2016, l'English Football League proposa de rendre obligatoire l'application de la Rooney Rule. La Premier League, quant à elle, n'envisagea pas un seul instant d'y donner suite, même sur une base volontaire.

À peu près à la même période, le secteur privé connut une polémique similaire à celle soulevée par la Rooney Rule. Vince Cable, le secrétaire d'État au Commerce, à l'Innovation et aux Compétences, fit des propositions visant à diversifier les comités d'entreprises : l'objectif affiché était que, dans un délai de cinq ans, une proportion de 20 % des dirigeants des entreprises du FTSE 100^{*}, soit issue des communautés noires ou des minorités ethniques. La même année, une enquête révéla que plus de la moitié des entreprises du FTSE ne comptaient aucune personne de couleur dans leur conseil d'administration²⁴. Jusqu'alors, tout ce qui touchait au CA de ces entreprises avait toujours été abordé d'un point de vue essentiellement blanc et sexospécifique, donc l'intervention de Cable était rafraîchissante. Mais, là encore, l'idée fut globalement rejetée, à l'image de la prise de position de Simon Walker, directeur général de l'Institute of Directors, dans le *Telegraph* : « Les entreprises britanniques s'efforcent de nommer leurs administrateurs sur la base de leurs compétences. Elles ne prennent peut-être pas toujours de bonnes décisions, mais rien n'indique que ce sont les préjugés raciaux qui dictent la conduite de leurs organes de direction²⁵. »

En 2015, à l'issue d'un débat portant sur la pertinence des quotas pour augmenter le nombre de juges femmes et de couleur, le juge doyen Brian Leveson déclara devant une salle de conférence qu'il trouvait cette idée rabaissante. « La mise en œuvre d'un principe de

nomination non pas sur le critère du mérite mais pour atteindre l'équilibre ethnique ou la parité nous amènera inévitablement à la conclusion que ces nominations, dans leur majorité, ne reposent pas sur le seul mérite », affirma-t-il ²⁶. Bien que fondée en 1875, la Haute Cour de Justice n'a accueilli sa première juge noire, Dame Linda Dobbs, qu'en 2004. Née au Sierra Leone, celle-ci s'est formée en Grande-Bretagne, avant d'être nommée au barreau en 1981. Dans une interview extraite des archives de *First 100 Years*, elle détaille quelques-unes des discriminations qu'elle a subies : « C'était difficile de se plaindre de ce genre de choses à l'époque. Aucune procédure n'avait été mise en place. Rien n'était enregistré. Il était presque impossible de prouver que nous subissions des discriminations ²⁷. » Dame Linda Dobbs s'est retirée de la Haute Cour de Justice en 2013. En 2015, dans les cours et tribunaux, seuls 7 % des juges étaient noirs ou issus d'une minorité ethnique.

Quand il s'agit des femmes, dans bien des secteurs leur faible représentation plaide en faveur d'une application maximale des quotas. Un rapport de 2015 établi par la London School of Economics* appelait à la mise en place de quotas de genre pour tous les postes de direction des secteurs public et privé. Lorsqu'une enquête conduite la même année révéla que moins de 20 % des cadres supérieurs de la City de Londres étaient des femmes, celles-ci commencèrent à demander des quotas pour lutter contre la surreprésentation des hommes dans le secteur financier ²⁸. Interrogées en 2013, plus de la moitié des femmes évoluant dans le secteur du bâtiment, dont la plupart travaillaient pour des entreprises où elles ne constituaient que 10 % de la main-d'œuvre, étaient favorables au principe des quotas ²⁹.

Mais quand il s'agit de la race, le langage censé sensibiliser à ce type de problématiques est bien moins catégorique. En lieu et place

des quotas, qui permettent de quantifier les progrès réalisés, les solutions proposées restent assez floues. En 2015, le directeur de l'Ofsted (Office for Standards in Education, Children's Services and Skills) proposa que l'on applique la discrimination positive lors du recrutement des enseignants, estimant que la mixité ethnique des professeurs devait refléter celle des élèves à qui ils enseignent³⁰. Quand il était chef de la police du Grand Manchester, Sir Peter Fahy tenta de faire modifier la législation sur l'égalité, de manière à ce que les forces de l'ordre puissent avoir recours à la discrimination positive lors du recrutement d'officiers de police noirs. Mais ce faisant, il se garda bien de fixer en la matière des « objectifs³¹ ». Manifestement, les racines du problème de sous-représentation sont les mêmes qu'il s'agisse de race ou de genre. Pourtant, les solutions proposées dans un cas et dans l'autre sont radicalement différentes. Quand les mesures de discrimination positive ne visent pas d'objectifs fermes, elles risquent fort de brasser du vent.

Les mesures de discrimination positive suscitent souvent un vif rejet. Ces moyens de lutter contre la surreprésentation de la couleur de peau blanche sont souvent décrits comme du simple « tokénisme », comme une insulte pure et simple envers ceux qui n'ont obtenu leur poste qu'à force de travail et de mérite. Quand je participe à des tables rondes, le débat revient souvent sur la méritocratie et les quotas. Les questions les plus fréquentes sont les suivantes : est-ce vraiment juste ? Est-ce à dire que les femmes et les personnes de couleur bénéficieront d'un traitement de faveur ou de coups de pouce auxquels d'autres n'auront pas droit ? Ne devrions-nous pas juger les candidats sur le seul mérite ? Derrière cette opposition à la discrimination positive, il y a toujours l'idée qu'elle n'est tout simplement pas *fair-play*.

On insiste sur le mérite, comme si tous les dirigeants blancs actuels, quel que soit le secteur, n'en étaient arrivés là qu'à force de travail et sans aide extérieure. Comme si leur couleur de peau n'était pas en soi un « coup de pouce », comme si elle n'éveillait pas la sympathie d'un recruteur envers un candidat. Vu l'état calamiteux de la diversité dans chacun des secteurs que j'ai mentionnés plus haut, il faudrait être sacrément dupe pour croire que seul le talent explique ce monopole des hommes blancs d'âge mûr aux échelons supérieurs de la plupart des corps de métiers. Nous ne vivons pas en méritocratie. Prétendre que la réussite ne s'obtient qu'à force de travail est une forme d'ignorance délibérée.

Ceux qui s'opposent à la discrimination positive par crainte que les postes ne soient pas confiés aux personnes les plus qualifiées révèlent au passage la perception qu'ils ont du talent, et le type de personnes chez qui ils estiment que le talent réside. Car si le système actuel fonctionnait correctement, et si les pratiques de recrutement permettaient d'embaucher et de promouvoir les bonnes personnes aux bons postes, quelles que soient les circonstances, je ne pense pas que les fonctions de direction seraient si fréquemment occupées par des hommes blancs d'âge mûr. Ceux qui invoquent sans cesse l'équité oublient que la situation actuelle est loin d'être juste. Quand le manque de diversité est pointé du doigt, d'aucuns brandissent les statistiques ethniques de la Grande-Bretagne, pour rappeler que la population non blanche est minoritaire, et qu'il est donc logique que ce ratio se retrouve dans les entreprises. C'est cette approche mathématique qui constitue le vrai « tokénisme ». On se concentre exclusivement sur les individus présents dans la pièce, au lieu de recruter des personnes qualifiées qui agiront vraiment dans l'intérêt des marginalisés. La représentation ne signifie pas nécessairement

que le représentant agira en faveur de ceux qui ont besoin d'être représentés.

Pour être tout à fait honnête, je dois reconnaître qu'à une époque je trouvais suspects ces efforts pour améliorer la représentation des Noirs. Je n'en comprenais pas la nécessité. De même que je n'ai jamais compris pourquoi ma mère, me voyant grandir, m'avait conseillé de fournir deux fois plus d'efforts que mes camarades blancs. Pour moi, nous étions tous les mêmes. C'est pourquoi, quand elle m'a incité à candidater pour un programme de diversité au sein d'un journal national, alors que j'étais encore étudiante, j'ai ressenti de la colère, de l'indignation et de la honte. Au départ, j'ai refusé de postuler, en lui rétorquant que « si je devais être en concurrence avec mes pairs blancs, ce serait sur un pied d'égalité ». Puis je m'y suis résolue, après qu'elle m'eut persuadée. J'ai décroché un entretien et j'ai fini par obtenir ce stage.

Plusieurs choses m'ont sauté aux yeux dès mes premiers pas dans cette rédaction. Durant la phase des entretiens, je me suis rendue compte que j'étais l'une des seules candidates qui n'étudiait pas à Oxford ou Cambridge, ou n'était pas diplômée de ces universités. Puis, pendant le stage, j'ai rapidement compris pourquoi ce type de programme était nécessaire pour faire bouger les choses. À l'époque, je trouvais que ce système de stage réservé aux candidats noirs et issus de minorités ethniques était profondément injuste. Mais après avoir franchi le seuil du journal, j'ai pris conscience que les personnes noires qui y travaillaient étaient plus souvent confinées aux tâches de restauration et de nettoyage qu'au traitement de l'actualité. De plus, il était plutôt rare, à l'époque, de trouver une annonce en bonne et due forme pour un stage. Jusqu'à très récemment, les stages dans les médias ne s'obtenaient que par bouche-à-oreille et autre piston, et les opportunités étaient réservées

à ceux « dont les connaissances avaient des connaissances ». Si vous n'aviez personne dans votre entourage, famille ou réseau ayant déjà un pied dans la profession, ou si vous n'étiez pas disposé à travailler gratuitement, vous étiez éliminé d'office. Pour ma part, j'avais travaillé des mois dans un atelier pour pouvoir me permettre de travailler gratuitement pendant trois semaines, et comme ma famille vivait à Londres, j'ai pu réduire au maximum mes dépenses courantes.

Alors, bien malgré moi, j'ai dû reconnaître que la discrimination positive n'avait pas pour ambition de remplacer les Blancs par des Noirs, mais de faire en sorte que l'entreprise reflète mieux la société dans laquelle elle évolue.

Parler de racisme structurel, ce n'est certainement pas opposer des personnes de couleur innocentes, pures et opprimées à des individus blancs, antipathiques et malveillants. Il s'agit plutôt de montrer comment la relation de la Grande-Bretagne avec les questions de race corrompt et fausse l'égalité des chances. À mon avis, c'est pour se rassurer que l'on brandit ce concept illusoire de méritocratie, en feignant de *ne pas voir* la race. Cela nous donne l'impression d'être progressiste. Mais affirmer ainsi ne pas voir la race, c'est presque de l'assimilation forcée. Certes, ma couleur de peau a été politisée malgré moi, mais pour autant, je refuse qu'elle soit délibérément ignorée pour instaurer un semblant de fragile harmonie. Même si bien des gens tentent de se rassurer en embrassant le leurre de la *colour-blindness**, l'énorme différence des chances de réussite en fonction de la race, telle que nous venons de l'évoquer, prouve que ce concept, bien qu'encouragé par nos institutions, n'est pas appliqué.

Dès lors que nous vivons à l'ère de la *colour-blindness*, bercés par l'illusion de la méritocratie, certains doivent se taire pour que

d'autres puissent prospérer. En 2014, j'ai interviewé la féministe noire et universitaire Kimberlé Crenshaw, qui s'était intéressée de près à la politique de la *colour-blindness* : « C'est l'idée selon laquelle, pour éliminer la race, il faut éliminer tous les propos qui s'y rapportent, y compris ceux qui visent à identifier les structures et hiérarchies raciales et à y remédier, m'expliqua-t-elle. C'est cette bien-pensance cosmopolite propre au xx^e siècle "qui s'efforce de s'acquitter des fardeaux du passé et qui vous suggère d'en faire de même". Elle compte dans ses rangs des gens qui s'estiment de gauche, progressistes et très importants et qui, d'une certaine façon, se joignent aux libéraux post-raciaux et autres conservateurs "qui ne voient pas la couleur" pour dire que "si nous voulons surmonter le racisme, nous devons arrêter de parler de race". »

La *colour-blindness* offre une vision naïve et réductrice du racisme. Elle se contente d'affirmer que « le fait de discriminer certaines personnes en raison de leur couleur de peau, c'est mal », en oubliant totalement que dans ce type d'échanges s'exerce un pouvoir structurel. Reposant sur une analyse aussi immature, cette définition du racisme sert souvent à faire taire les personnes de couleur qui tentent d'exposer le racisme qu'elles subissent. Quand, en effet, des personnes de couleur témoignent de la sorte, elles sont accusées de racisme anti-Blancs, ce qui ne fait que perpétuer le déni de responsabilité. Ainsi, la *colour-blindness* réfute l'existence du racisme structurel et l'histoire de la domination raciale blanche.

Le fait de nous rabâcher, et pire encore d'inculquer à nos enfants, que nous sommes tous égaux est un mensonge maladroit, bien que bienveillant. Pourquoi ne pas tout simplement reconnaître la ségrégation raciale ouvertement pratiquée jadis. En entretenant la légende de l'égalité universelle, nous ne faisons que nier l'héritage économique, politique et social de la société britannique, qui a été

historiquement organisée par la race. La réalité, c'est que d'un point de vue matériel, nous sommes tout sauf égaux. Cette situation est terriblement injuste. C'est une construction sociale, créée pour perpétuer la domination raciale et l'injustice. Et cette *différence*, dont les personnes de couleur ont une conscience diffuse depuis leur enfance, n'est pas anodine. Elle est teintée de racisme, de stéréotypes racistes et, pour les femmes, de misogynie racialisée.

On enseigne aux enfants blancs à ne pas « voir » la race, tout en inculquant aux enfants de couleur, souvent sans plus d'explication, qu'ils devront fournir deux fois plus d'efforts que leurs camarades blancs s'ils veulent réussir. Il y a là une contradiction. Le concept de *colour-blindness* ne prend pas le problème du racisme à la racine. Et pendant ce temps, il est quasiment impossible pour les enfants de couleur, quand bien même ils ont fait des études, d'échapper aux stéréotypes racistes. Même si, en devenant suffisamment riche, on peut feindre de ne plus en être affecté.

Choisir de ne pas voir la race n'aide pas à déconstruire les structures racistes ni à améliorer concrètement le sort quotidien des personnes de couleur. Pour démanteler les structures racistes et injustes, nous devons voir la race. Nous devons voir qui tire parti de sa couleur de peau, qui est injustement affecté par les stéréotypes négatifs pesant sur sa race, et à qui reviennent le pouvoir et les privilèges – mérités ou non –, en raison de sa race, de sa classe ou de son sexe. Pour changer le système, il est essentiel de voir la race.

Qu'est-ce que le privilège blanc ?

À l'âge de 4 ans, j'ai demandé à ma mère quand est-ce que j'allais devenir blanche, parce qu'à la télévision, les gentils étaient tous blancs, et les méchants étaient tous noirs ou basanés. Comme j'estimais être quelqu'un de bien, j'allais forcément finir par devenir blanche. Ma mère se souvient encore de mon air abattu quand elle m'a annoncé la mauvaise nouvelle.

Le blanc est la couleur de la neutralité. Le blanc est la couleur par défaut. Quand nous arrivons au monde, nous trouvons un scénario déjà écrit, qui nous indique quoi penser des étrangers, selon leur couleur de peau, leur accent ou leur statut social : l'humanité tout entière est codée en blanc. La couleur de peau noire, en revanche, est perçue comme « l'autre », celle dont on doit se méfier. Dans l'imaginaire collectif de l'humanité, ceux qui sont identifiés comme des menaces ne sont pas blancs. Ces messages étaient tellement puissants que la petite fille de 4 ans que j'étais les avait déjà identifiés, en regardant la télévision, et en remarquant que les personnages qui me ressemblaient étaient, dans le pire des cas, des criminels ou, au mieux, des seconds rôles vulgaires.

*

Comment définir le privilège blanc ? C'est tellement dur de décrire l'absence de quelque chose. Or le privilège blanc, c'est vivre sans les conséquences négatives du racisme. Sans la discrimination structurelle, sans la conscience que votre race est toujours et avant tout perçue comme un problème, sans avoir « moins de chances de réussir à cause de sa race ». C'est vivre sans ces regards insistants qui vous font savoir que vous n'êtes pas à votre place, sans déterminisme culturel, sans la mémoire de la violence subie par vos ancêtres en raison de leur couleur de peau, c'est ne pas vivre sa vie entière marginalisé et aliéné, ne pas être exclus du grand récit de l'humanité. En décrivant et définissant l'absence de tout cela, on vient en quelque sorte bousculer le blanchocentrisme, on rappelle aux Blancs que, pour nous autres, leur expérience n'est pas la norme. Bien entendu, il est beaucoup plus facile d'identifier ce que l'on ne possède pas, et c'est d'un point de vue extérieur que j'observe l'autocentrisme de la couleur de peau blanche. J'ai déjà aspiré à devenir blanche, mais j'avais conscience, au fond de moi, que cette escroquerie qu'est l'assimilation ne ferait de moi qu'une mauvaise imitation de ce que je ne pourrais jamais devenir.

Vous serez peut-être surpris d'apprendre que la première personne à avoir donné un nom au privilège blanc était un homme blanc. Theodore W. Allen est né à Indianapolis, dans l'Indiana, en 1919. Adulte, il s'illustra par son activisme syndical. Profondément marqué par les actions du mouvement américain pour les droits civiques, dans les années 1960, et par ses lectures d'auteurs afro-américains, tel W.E.B. Du Bois, il s'intéressa à ce qu'il appelait le « privilège de la peau blanche ». Sa vision de la race s'inscrivait dans la perspective anticapitaliste du mouvement ouvrier. En 1967, en détournant le slogan de la lutte pour les droits

civiques, « une attaque contre un est une attaque contre tous », il écrivit : « [...] l'attaque que subit l'ouvrier noir est l'autre face du privilège de l'ouvrier blanc. Attendre de l'ouvrier blanc qu'il s'oppose à l'attaque contre le Nègre, c'est lui demander d'agir à l'encontre de ses intérêts¹. »

Pour certains, le mot « privilège » – appliqué à la blancheur – évoque une vie de nanti, vécue dans l'opulence. Mais quand je parle de privilège blanc, je ne veux pas dire que tout est facile pour les Blancs, qu'ils n'ont jamais eu à se battre ou qu'ils n'ont jamais connu la pauvreté. Le privilège blanc signifie plutôt que, si vous êtes blanc, votre race aura très certainement, d'une manière ou d'une autre, une influence positive sur votre parcours de vie. Sans même que vous ne vous en rendiez compte.

Le privilège blanc est l'une des raisons pour lesquelles j'ai cessé de parler de race avec des Blancs. M'efforcer de convaincre des visages stoïques d'incrédulité ne m'a jamais amusée. Le concept de privilège blanc incite les Blancs qui ne sont pas activement racistes à s'interroger tout de même sur leur complicité dans l'existence d'un racisme latent. Le privilège blanc, c'est cette complaisance usante et détachée, toile de fond d'un monde où les inégalités raciales sont accueillies d'un haussement d'épaules et jugées comme étant la norme.

Nous gagnerions tous à observer la manière dont le système avantage injustement tel ou tel d'entre nous. Il y a quelques années, forcée de passer près de quatre heures par jour dans les transports, j'en ai conclu que la seule façon de réduire mes dépenses pour me rendre au travail était de faire la moitié du trajet en métro et le reste à vélo. Alors que je traînais mon vélo dans les escaliers des différentes gares de banlieue, une vérité déplaisante s'est imposée à moi : la plupart des transports que j'utilisais étaient très difficiles d'accès. Pas

de rampes ni d'ascenseurs. Ils étaient pratiquement inaccessibles pour des parents avec des poussettes, des personnes en fauteuil roulant ou à mobilité réduite, qui se déplacent avec une canne ou des béquilles. Je n'avais jamais remarqué ce problème avant d'avoir à mon tour mon propre « véhicule » à transporter. J'étais totalement passée à côté du fait que des centaines d'individus souffrent de ce manque d'accessibilité. Ce n'est qu'une fois confrontée au problème que j'ai réalisé à quel point il pouvait être révoltant.

Pour être honnête, quand je dis que j'écris d'un point de vue extérieur, j'ai aussi un point de vue intérieur à bien des égards. J'ai fait des études universitaires, je suis en bonne santé, je parle et j'écris très souvent de la même façon que ceux que je critique. Je me comporte comme eux, et c'est en partie pour cela que je suis prise au sérieux. Quand je parle de bouleverser la perspective et d'en finir avec la fausse objectivité, je n'oublie pas que certains aspects de ma vie donnent à ma voix plus de résonance qu'à d'autres.

On confond souvent racisme et préjugés, et l'on utilise parfois les deux termes l'un pour l'autre. C'est un obstacle de plus pour les antiracistes, qui se voient contraints d'écouter les détracteurs de leur mouvement dire leur indignation face à la discrimination subie par les Blancs, parce qu'ils sont blancs. Certains Noirs nourrissent une haine viscérale envers les Blancs, arguent-ils, et c'est inacceptable. Il s'agit là de « racisme inversé », poursuivent-ils. Les préjugés existent certes aussi au sein des communautés de couleur. Il y a quelques années, en allant déjeuner dans un restaurant caribéen, j'ai été accueillie par un propriétaire tout sourire derrière son comptoir, qui a attendu le départ de ses clients blancs pour me confier qu'il gardait de côté les meilleurs morceaux de viande pour les « gens comme nous ». Oui, cet homme avait des préjugés. Oui, mon déjeuner a été délicieux. Mais non, le propriétaire de ce restaurant n'avait aucun

moyen de compromettre les chances de réussite de ses clients blancs, malgré l'hostilité qu'il nourrissait à leur égard. La seule chose à laquelle il pouvait nuire, c'était à leur déjeuner.

C'est là toute la différence entre racisme et préjugés. Pour qu'il y ait racisme, selon une définition non officielle, il faut qu'il y ait préjugés *et* exercice d'un pouvoir. Ceux qui sont défavorisés par le racisme peuvent effectivement se montrer cruels, rancuniers et pleins d'*a priori*. Tout le monde est capable d'être méchant envers son prochain, de le juger avant d'avoir appris à le connaître. Mais les Noirs sont tout simplement trop peu nombreux à être en position de pouvoir pour qu'un racisme anti-Blancs, similaire à celui qui s'exerce envers les Noirs, puisse s'imposer. Les Noirs sont-ils surreprésentés dans les lieux et espaces où les préjugés peuvent avoir un véritable impact ? La réponse est presque toujours non.

Il y a quelques années, j'ai engagé une conversation sur le racisme avec la petite amie d'un ami, française et blanche. Je lui ai parlé honnêtement de mes expériences. Tout se passait très bien, elle me racontait aussi les difficultés qu'elle avait rencontrées car, étant la plus jeune et la seule femme sur son lieu de travail, elle devait souvent fournir deux fois plus d'efforts pour prouver à ses employés qu'elle était compétente. Nous nous entendions bien, et nous nous étions découvert de nombreux points communs. Je lui ai parlé de la fois où je m'étais fait recalier pour un poste, avant d'apprendre plus tard, par le biais d'amis communs, que celui-ci avait été attribué à une femme blanche de mon âge, qui avait pratiquement la même expérience que moi. J'avais pris de plein fouet le racisme structurel, celui que l'on n'entrevoit que dans les statistiques sur le chômage des Noirs, sans jamais entendre témoigner ceux qui en sont victimes.

C'est alors qu'elle m'a dit : « Tu ne sais pas si c'était du racisme. Comment peux-tu être sûre qu'il n'y avait pas d'autre raison ? » Puis

elle m'a raconté la colère et la peur qu'elle avait ressenties le jour où un Algérien l'avait traitée de raciste. Ça l'énervait profondément, m'a-t-elle confié, que des gens puissent invoquer le racisme pour faire taire les Blancs, et que le type en question aurait peut-être dû se dire que si les gens ne l'aimaient pas, c'était bien plutôt à cause de son comportement. Elle m'a dit qu'elle s'était sentie intimidée parce que c'était un homme, et qu'elle craignait qu'il ne devienne violent.

J'avais été naïve. Nous nous étions si bien entendues jusqu'ici que je pensais qu'elle saurait faire preuve d'empathie. Qu'elle serait capable de reconnaître les conditions structurelles ayant permis à une telle situation de se produire. J'ai donc essayé de lui faire prendre conscience de la suspicion et de la colère qu'une personne ayant toujours souffert du racisme pouvait nourrir. Je pensais être capable de la convaincre d'aborder les choses d'un point de vue extérieur, de s'interroger sur le contexte général. Mais les arguments qui sortaient de sa bouche étaient, au mot près, identiques à ceux des gens qui défendent corps et âme la couleur de peau blanche. Comme s'ils chantaient tous la même partition.

J'ai songé ensuite aux répercussions sociales que ne manquerait pas d'avoir notre échange : l'avis général serait que j'avais tort, car c'est ainsi que le *statu quo* blanc parvient à se maintenir. En me disputant avec elle, je risquais de ne plus être la bienvenue sous ce toit, où je « cassais l'ambiance ». On m'accuserait de « racisme inversé », on m'attribuerait le rôle de la fauteuse de troubles, excessive et colérique, voire d'adepte de l'action violente. Le jeu n'en valait pas la chandelle. Je me suis donc abstenue.

Le privilège blanc se manifeste chez tout le monde et personne à la fois. Tout le monde est complice, mais personne ne veut en assumer la responsabilité. Tenter de le remettre en cause peut avoir de réelles conséquences sur le plan social. C'est une hydre multicéphale, qui

vous force à choisir soigneusement les Blancs à qui vous faites confiance, quand vous entreprenez de parler de race et de racisme. Vous n'avez pas le privilège de pouvoir engager une conversation sur le racisme en partant du principe que les autres partageront votre point de vue. Parler de racisme dans une conversation, c'est toujours à quitte ou double. Que vous ayez en face une personne que vous venez juste de rencontrer ou avec qui vous vous êtes toujours senti à l'aise et en sécurité, vous ne savez jamais à quel moment la discussion peut déraiper, menacer votre sécurité physique ou votre position sociale.

Le privilège blanc est une nappe de pouvoir, manipulatrice et étouffante, qui recouvre toutes nos certitudes, comme un jour de neige. Il est brutal et oppressant, et vous dissuade de prendre la parole, de peur de perdre vos proches, votre travail ou votre appartement. Il vous effraie au point de vous réduire au silence : vous n'avez pas le droit d'exprimer franchement ce que vous ressentez, sans en avoir mesuré toutes les conséquences. Plus d'une fois, j'ai dû me mordre la langue à me la couper.

Car, bien sûr, remettre en cause le privilège blanc peut avoir de sérieuses répercussions sur votre qualité de vie. Vous pouvez, par exemple, passer à côté de certaines offres d'emploi, pour avoir évoqué ouvertement certaines de vos expériences ou votre perception du racisme sur Internet. Il y a quelques années, lors d'un entretien pour un poste d'administratrice, une potentielle future collègue m'a interrogée à propos de l'un de mes tweets sur la race. Vu qu'il s'agissait d'un emploi subalterne, je ne pensais pas nécessaire d'aller si loin dans le détail. Le privilège blanc est à la fois retors, étouffant et habile : il infiltre les entreprises qui vous embauchent, les secteurs auxquels vous souhaitez accéder. De sorte que, si vous avez besoin de travailler pour vivre, il vous faudra bien

vous soumettre à ses besoins (j'ai verrouillé mon compte Twitter après cet incident, et je n'ai laissé aucune conversation dépasser les simples banalités dans tous les autres emplois que j'ai occupés). Il vous pousse à baisser la garde en présence des Blancs, une fois sûr d'être pris au sérieux, mais en même temps à ne pas être surpris si certains propos soulignent ce qui vous différencie de vos homologues blancs. La perversité du privilège blanc va jusqu'à vous faire préférer la compagnie de personnes d'extrême droite ouvertement racistes, car au moins, avec eux, vous savez à quoi vous en tenir : les limites sont claires.

Ce qui est insidieux est bien plus difficile à appréhender. Vous parviendrez à l'anticiper, mais jamais à l'accepter. Vous apprendrez à choisir judicieusement vos luttes, pour ne pas laisser croire que vous vous énervez sans raison. Que vous êtes une emmerdeuse, qui ne vaut pas la peine d'être prise au sérieux, une femme noire en colère obsédée par les questions raciales.

En janvier 2012, à peine deux jours après la condamnation à perpétuité de deux des meurtriers de Stephen Lawrence, Diane Abbott, l'une des rares députées noires du Parlement, fut emportée par une véritable tornade sur Twitter. Elle échangeait des tweets avec la journaliste Bim Adewunmi au sujet de la couverture médiatique du verdict. Il lui suffit d'un message malencontreux pour déclencher l'un des plus grands scandales de racisme anti-blanc de l'histoire récente du Royaume-Uni. Dans le *Guardian*, Bim expliqua ainsi la situation² : « Alors que nous tweetions sur les événements qui entouraient le procès, le jugement et la condamnation de Gary Dobson et David Norris pour le meurtre de Stephen Lawrence, j'ai écrit : "J'aimerais bien que les gens arrêtent une bonne fois pour toutes de parler de 'communauté noire'". Et j'ai développé ensuite : "Pour clarifier mon tweet sur la 'communauté noire' : j'ai horreur de

la généralisation abusive que renferme ce terme. De même pour l'expression 'leaders de la communauté noire'. Ce à quoi ma députée locale Diane Abbott a répondu : "Je perçois la portée culturelle de votre propos. Mais vous jouez là à 'diviser pour mieux régner'". Nous avons échangé encore quelques tweets, avant qu'Abbott ne poste le message qui a mis le feu aux poudres : "Les Blancs adorent ce jeu, 'diviser pour mieux régner'. Nous ne devons pas entrer dans leur jeu. #tacticsoldascolonialism *." »

À partir de ce moment-là, les foudres se déchaînèrent et le traitement de l'actualité changea subitement. Dans la presse papier, à la radio, à la télé, on cessa de parler de Stephen Lawrence, des différentes formes de racisme institutionnel, du climat de peur dans lequel grandissent les jeunes Noirs au Royaume-Uni. Désormais, les reportages ne traitaient plus que de racisme anti-blanc. Le racisme existe dans les deux sens, avançaient les détracteurs de Diane Abbott, à l'instar du journaliste Toby Young, qui écrivit dans le *Daily Telegraph* : « Je vous laisse imaginer le tollé si un député conservateur aussi important qu'elle avait parlé ainsi des Noirs sur Twitter³. » Les soutiens de Diane au sein du parti travailliste, même s'ils prenaient sa défense, qualifiaient tout de même son ton de « dur et agressif⁴ », comme si le problème était le ton de son tweet, et non l'injustice qu'il soulignait. Et tandis que les conservateurs blancs martelaient cette notion de « racisme inversé », manifestement aussi impardonnable que le meurtre d'un adolescent noir sans défense, les libéraux britanniques blancs craignaient surtout que la formule radicale d'Abbott compromette tout le travail qu'elle avait accompli jusqu'ici : elle aurait pu atténuer l'effet de son tweet, affirmaient-ils, en parlant de « certains Blancs » plutôt que des Blancs en général.

Certains Blancs, tous les Blancs ou aucun : en fin de compte, qu'est-ce que cela aurait changé ? Car le but de ces commentateurs – qu'ils

en aient eu conscience ou non – n'était pas d'avoir une honnête discussion sur le racisme en Grande-Bretagne. C'était de masquer, de détourner et d'éviter à tout prix le véritable problème. Si on regarde les chiffres dans les bastions d'influence du Royaume-Uni, là où les politiques nationales et les programmes politiques sont élaborés, il n'y a pas photo. Les chiffres officiels de la Chambre des communes indiquent que 94 % des députés sont blancs⁵. La différence de Diane Abbott, l'une des seules femmes noires du Parlement, qui avait osé des propos si contraires aux règles de la courtoisie blanche, saute aux yeux. Elle avait jeté un pavé dans la mare et en payait le prix.

Mais en réalité, ce changement si soudain dans le traitement de l'actualité n'avait rien à voir avec les ravages imaginaires du racisme anti-blanc. Le lynchage en règle de l'une des principales députées noires de Grande-Bretagne était encore plus cynique que cela. Il relevait de ce que les universitaires Alana Lentin et Gavin Titley ont appelé la « victimisation blanche⁶ » : une action des pouvoirs publics visant à détourner le débat sur les conséquences du racisme structurel, et ce afin de préserver la blancheur^{*} d'une nécessaire et vive critique. Durant le procès de l'affaire Stephen Lawrence, la Grande-Bretagne avait poussé plus loin que jamais le débat national sur la nature insidieuse du racisme structurel, et sur la manière dont celui-ci se manifeste dans l'inconscient collectif – avec une part de malveillance, d'insouciance et d'ignorance –, en avantageant discrètement certains, tout en en désavantageant d'autres. Mais le débat une fois réorienté sur le seul racisme anti-blanc s'essouffla rapidement. L'occasion pour notre nation de s'interroger sur l'héritage du racisme sur son territoire était manquée. À la place, bon nombre de personnalités très influentes jugèrent préférable de rappeler que le racisme existait dans les deux sens. Cette possibilité gâchée, le débat faussé qui suivit révéla l'obsession britannique

consistant à étouffer toute discussion sur la race. Avec des conséquences aussi vieilles que le colonialisme.

Pointer la manière dont ce pays manie la stratégie politique du « diviser pour mieux régner » est considéré comme une attaque au cœur de la sensibilité britannique. Le tollé dont fut victime Diane Abbott ne visait pas à défendre un groupe d'individus assiégés et constamment dénigrés dans les médias que nous fréquentons au quotidien. En réalité, ce tapage autour du racisme inversé était le moyen pour la presse britannique de resserrer les rangs autour de ses propres intérêts, autrement dit protéger la blancheur en tant qu'autorité faussement neutre et objective. Pendant trop longtemps, celle-ci s'était présentée comme le juge autoproclamé et autocentré des problématiques raciales dans la presse, où elle ne se lassait pas d'expliquer pourquoi les communautés noires et basanées étaient aussi exposées à la violence et à la pauvreté, et cela sans une once d'autocritique.

En 2012, la condamnation de deux des assassins de Stephen Lawrence aurait pu donner lieu à un débat national sur la race. Nous aurions pu parler des manquements de la police envers la famille de Stephen, qui se battait pour obtenir justice (en 2016, une enquête menée par la Commission indépendante des plaintes contre la police, montra que, tandis que la police s'efforçait de bâcler l'enquête, un agent infiltré espionnait la famille de Stephen⁷). Nous, en tant que pays, aurions pu nous demander en toute transparence s'il était acceptable de mettre deux décennies à condamner seulement deux membres d'une bande qui avait assassiné un adolescent innocent. Nous aurions pu nous demander si nous en avons honte. Nous aurions pu, peut-être, parler du fait que la lutte contre le racisme n'était une priorité politique que depuis moins d'un demi-siècle. Nous aurions pu aborder le sujet des émeutes

raciales, poser la question de la responsabilité, réfléchir à comment se relever de l'affaire de haine raciale la plus célèbre de l'histoire de la Grande-Bretagne. Nous aurions pu débattre des moyens de commencer à éradiquer le racisme. Nous aurions pu commencer à nous demander comment guérir le pays. Cela aurait pu être un tournant. Mais au lieu de cela, nous avons parlé de racisme anti-blanc.

Le racisme ne fonctionne pas dans les deux sens. Il existe des formes de discrimination uniques, adossées à des prérogatives, à une assurance et, plus grave encore, soutenues par un pouvoir structurel assez puissant pour nous intimider et nous forcer à nous soumettre aux exigences du *statu quo*. Il nous faut le reconnaître.

En théorie, personne n'a rien contre l'antiracisme. Mais en pratique, dès que des gens commencent effectivement à mener des actions antiracistes, la liste de commentateurs convaincus que ces gens s'y prennent mal n'en finit plus de s'allonger. Et cela, même chez ceux qui se considèrent comme progressistes.

En 2014, dans le *Weekly Worker*, le journaliste socialiste Charlie Winstanley décrivit avec le plus grand mépris un conflit sur le thème de la race survenu entre des militants de son parti. « Ainsi, écrivit-il, les groupes opprimés monopolisent la discussion, en vertu du poids moral indiscutable de leur vécu subjectif, auquel s'ajoute un politiquement correct inattaquable, dont ils usent pour prendre totalement le contrôle sur le cours du débat. »

Il poursuivait : « L'effet recherché est de créer un environnement dans lequel le libre-échange d'idées est tout simplement impossible. Les groupes et les individus opprimés agissent comme des prêtres inattaquables, qui assoient leur légitimité sur la doctrine du péché originel. Pour filer la métaphore, ces débats prennent des allures de confessionnal, où les participants sont encouragés à s'autoflageller et

à se prosterner devant la sainte ordonnance de la conscience de soi. La contrition et l'autocritique y sont encouragées pour maintenir les non-opprimés à leur place, et renverser la pyramide sociale de l'oppression, en plaçant les opprimés tout en haut⁸. »

Irrités par les débats sur le privilège blanc qui faisaient rage à l'époque, les journalistes de gauche en conclurent que les personnes les plus touchées par le racisme étaient en réalité les plus privilégiées, car parler des effets du racisme leur donnait en quelque sorte le beau rôle. En l'occurrence, ce journaliste-ci était encore plus énervé par les réactions des gens face au racisme, que par le racisme lui-même. Dès lors, les discussions sur le privilège blanc se mirent à soulever de véritables tollés.

Quand des victimes de racisme souhaitaient aborder ces questions avec des gens bienveillants, elles avaient la possibilité de former un groupe à cet effet, parfois appelé « espace sûr ». Ce concept d'espace sûr n'a rien d'exceptionnel. En l'occurrence, cela pouvait être n'importe où, du moment que vous vous sentiez assez à l'aise pour parler de vos frustrations face à la domination blanche, sans craindre d'être ostracisé. Cela pouvait être un moment passé dans votre salon avec un proche, un déjeuner avec un collègue, ou encore une rencontre d'activistes organisée à cet effet. Mais vu l'hostilité générale à l'encontre des organisations antiracistes à l'époque, l'expression « espace sûr » devint une nouvelle cible des enrégés du privilège blanc.

« Les espaces sûrs sont en corrélation directe avec la montée des politiques identitaires, écrit Ian Dunt dans le *Guardian*. Les différends économiques qui opposaient la gauche de la droite s'étant apaisés, ils ont été remplacés par une guerre culturelle, dans laquelle le genre, la sexualité et la race occupent le cœur des débats. »

« C'est là l'œuvre de crétins libéraux de classe moyenne, privilégiés, riches, surdiplômés et gâtés », ajouta l'écrivaine féministe Julie Bindel dans le même article⁹.

J'ai souvent eu affaire à des Blancs qui me citaient les mots de Martin Luther King, le leader du mouvement des droits civiques, pour me prouver que j'étais mal inspirée ou que je faisais fausse route. Dans des e-mails et des tweets, on me rappelait que Martin Luther King rêvait d'un monde dans lequel les gens ne seraient pas jugés en fonction de leur couleur de peau, mais de leur caractère. Étant donné l'orientation générale de ces messages, ce que suggèrent ces remarques amicales, c'est que, dans le contexte actuel, il faut entendre là que les *Blancs* non plus ne doivent pas être jugés d'après leur couleur de peau. Que le pouvoir qui s'attache à la blancheur, en tant que race, ne doit pas être jugé. Mais ce qu'oublient les auteurs de ces messages, c'est que le discours de Martin Luther King, publié dans le *Liberation Magazine* de juin 1963 et écrit depuis une cellule de prison à Birmingham, en Alabama, disait aussi :

« Tout d'abord, je dois vous avouer que, ces dernières années, j'ai été gravement déçu par les Blancs modérés. J'en suis presque arrivé à la conclusion regrettable que le grand obstacle opposé aux Noirs en lutte pour leur liberté, ce n'est pas le membre du Conseil des citoyens blancs ni celui du Ku Klux Klan, mais le Blanc modéré qui est plus attaché à l'"ordre" qu'à la justice ; qui préfère une paix négative issue d'une absence de tensions à une paix positive issue d'une victoire de la justice ; qui répète constamment : "Je suis d'accord avec vous sur les objectifs, mais je ne peux approuver vos méthodes d'action directe" ; qui croit pouvoir fixer, en bon paternaliste, un calendrier pour la libération d'un autre homme ; qui cultive le mythe du "temps-qui-travaille-pour-vous" et conseille constamment au Noir d'attendre "un moment plus opportun". La

compréhension superficielle des gens de bonne volonté est plus frustrante que l'incompréhension totale des gens mal intentionnés. Une acceptation tiède est plus irritante qu'un refus pur et simple¹⁰. »

En février 2014, la revue politique *The Economist* a publié un superbe éditorial sur la progression du métissage en Grande-Bretagne. En s'appuyant sur les données du recensement, l'article analysait en profondeur les tendances relatives au métissage au Royaume-Uni. D'après le magazine, depuis 2001, les métis constituent le groupe ethnique affichant la croissance la plus forte en Grande-Bretagne : 6 % des enfants de moins de 5 ans sont identifiés comme métis. Soit un chiffre supérieur à n'importe quel groupe ethnique minoritaire dans le pays. « Pour les jeunes habitués à côtoyer des individus de toutes origines, la race compte déjà beaucoup moins qu'elle ne comptait pour leurs parents, concluait l'article. D'ici une à deux générations, elle pourrait ne plus compter du tout¹¹. »

Dans les plus grandes villes de Grande-Bretagne, les amitiés et les couples mixtes sont beaucoup plus fréquents que controversés. Mais cette croissance du métissage dans le pays complique les relations raciales plus qu'elle ne les simplifie. Même si, de nos jours, les gens ont de moins en moins peur de vivre côte à côte et de s'aimer, les problèmes de racisme ne vont pas subitement disparaître. Malgré les moments de joie et les leçons que procure la vie au contact de l'autre, les enfants métis ne vont pas mettre un terme au racisme du simple fait de leur existence. Le privilège blanc n'est jamais aussi marqué que dans nos relations les plus intimes, nos amitiés les plus proches et nos familles.

La conscience de la race n'est ni contagieuse ni héréditaire. En revanche, avec la hausse du nombre de familles mixtes et d'enfants métis, les vifs débats relatifs à la race et au privilège blanc se

retrouvent désormais au cœur des foyers. On ne peut plus tranquillement fermer les yeux sur l'injustice en coupant la télé ou en fermant sa porte d'entrée.

À cet égard, ma conversation avec Jessica, une jeune femme métisse, fut très instructive. Nous avons toutes deux longuement parlé du privilège blanc et de la famille, ainsi que de la nature complexe, parfois profondément douloureuse, des discussions sur la race avec les gens qui nous sont le plus proches. Le sujet étant délicat, et cette jeune femme ayant précisément besoin de préserver ses relations familiales, j'ai choisi de modifier son nom dans ce livre.

« Ces sujets sont délicats, difficiles à aborder, m'a-t-elle confié. J'ai grandi dans un contexte familial principalement blanc. La partie noire de ma famille a connu des problèmes de violence domestique, ce qui explique pourquoi nous l'avons moins fréquentée. Tout ma vie, jusqu'à mes 28 ans pour être précise, je n'ai tout simplement jamais parlé de race avec ma famille blanche. Ma mère est blanche et mon père est noir. Tous deux m'ont élevé dans une sorte de culture d'invisibilité de la race. »

Contrairement à moi, Jessica ne peut pas décider d'arrêter de parler de race avec des Blancs. Elle ne peut se soustraire à ce type de discussion, car sa mère, tout comme la moitié de sa famille élargie, est blanche.

« Au fil des années, je comprends mieux l'importance de la race, en tant que femme métisse qui s'identifie comme Noire. Mais j'ai aussi réalisé que je n'avais pas été préparée pour affronter le monde telle que je suis, explique Jessica. J'ai récemment commencé à parler de race avec ma famille. C'était assez gênant car, à mon avis, ils ont volontairement évité le sujet jusqu'ici. [Quand j'étais plus jeune,] ils faisaient comme s'il n'y avait aucun enjeu là-dedans. Quand j'en ai parlé avec ma mère, elle m'a dit qu'elle n'avait jamais perçu cela

comme un problème, que je n'avais jamais eu l'air affectée par ces questions, durant mon enfance. Que nous n'avions jamais vécu d'incident raciste. Je lui ai répondu que c'était vrai, mais que le racisme allait au-delà des incidents ponctuels. Qu'il concerne le monde dans lequel on vit, et la manière dont on appréhende notre environnement.

Durant toute mon enfance et au début de ma vie adulte, j'ai eu le sentiment d'être différente, voire un peu étrange. Je n'ai jamais vraiment réussi à comprendre pourquoi je ne me sentais pas à ma place. Maintenant que j'ai grandi et que je comprends mieux les choses, je pense que c'était à cause de la race. Le fait d'être la seule enfant noire dans ma classe, de vivre dans une ville blanche, de n'être entourée que de proches blancs. »

J'ai demandé à Jessica si elle avait quelques exemples en tête d'échanges difficiles sur le sujet. « Récemment, m'a-t-elle répondu, mon oncle et mon cousin ont été plutôt... Pour ne rien vous cacher, ils ont été carrément racistes. Ils partagent des trucs sur Facebook, des trucs de Britain First^{*}, qui soutiennent l'interdiction de la burqa. J'ai essayé de leur expliquer en quoi c'était raciste et pourquoi ça me faisait mal, mais ça n'a rien changé. Vu que c'est moi qui soulève le sujet de la race, ils me voient comme le problème, comme la fauteuse de troubles. Ces deux dernières années, toutes ces choses m'ont poussée à prendre mes distances avec ma famille blanche. Je ne les vois plus trop. Je n'arrivais plus à supporter qu'ils ne comprennent pas où je voulais en venir. »

Plus tard, elle ajouta : « Plus je prenais conscience de la race et de ma place dans ce monde, plus ils devenaient distants. Je sais que ma présence les met mal à l'aise, et ma sœur le ressent aussi. Plus je m'affirme, plus ils se sentent gênés quand je suis là. C'est très triste,

car nous étions une famille relativement soudée. Mais aujourd'hui, je préfère éviter les fêtes de famille. »

On peut éviter sa famille élargie. Mais quand il s'agit du lien familial sans doute le plus intime : qu'en est-il de sa relation avec sa mère ? « Elle a tendance à se mettre sur la défensive, explique Jessica. Elle m'a dit, par exemple : "J'ai l'impression que tu oublies que tu es aussi blanche." Je lui ai répondu : "C'est vrai, maman, mais quand je marche dans la rue, les gens voient une femme noire." Je vis au quotidien comme une Noire. Notre relation en pâtit, car je l'aime énormément, et je veux juste qu'elle m'accepte. Mais elle aussi tient des propos qui sont racistes [...]. C'est très douloureux. Très souvent, ma mère est complètement aveuglée par sa couleur de peau blanche [...]. Elle me dit qu'elle "n'arrive pas à croire que l'on puisse être à ce point victime de préjugés." Pour elle, la partialité institutionnelle n'existe pas. Il faut donc tout reprendre depuis le début. Mais je ne peux pas faire ça avec chaque membre de ma famille, vous comprenez ? »

Parmi les réflexions de la maman de Jessica jouant le jeu des stéréotypes racistes, l'une concernait son père jamaïcain : « Je me souviens d'une remarque qu'elle avait faite à propos des hommes noirs et de la taille de leurs pénis. Elle a dit que ce qu'on disait était vrai, à cause de mon père. Je lui ai dit : "Maman, est-ce que tu sais à quel point ce que tu viens de dire est débile ?" »

« J'aime profondément ma mère, m'a répété Jessica d'un ton ferme. Nous sommes très proches et nous nous parlons beaucoup. Mais ça me révolte qu'elle ait du mal à comprendre certaines choses. Elle progresse, petit à petit, mais parfois je dois la protéger de ma colère. Je suis déchirée. Est-ce que je peux vraiment lui parler franchement ? Même quand elle tient des propos qui me mettent hors de moi, je ne me sens pas capable de m'énerver contre elle. Mais

au bout de quelques semaines, j'ai juste envie de l'appeler et de provoquer une dispute sous n'importe quel prétexte, pour me débarrasser du poids de ma colère. Je dois diriger ma rage vers autre chose.

« J'ai accumulé beaucoup d'amertume. Ma famille ne s'est jamais demandé ce dont j'avais besoin, en tant qu'enfant métisse. Quand mes parents se sont mariés, ça n'a pas dû être simple, car j'imagine que les relations interracialles étaient toujours controversées. Après leur mariage, il y a environ trente-cinq ans, ils ont tous deux perdu des amis. Pourquoi ne se sont-ils pas dits : "Vu ce que nous avons vécu, qu'est-ce que cette enfant métisse va bien pouvoir traverser ?" Ils n'ont jamais rien fait pour répondre à mes besoins culturels, par exemple m'apprendre à m'occuper de mes cheveux, me faire découvrir la cuisine jamaïcaine, vous voyez ? Tout ce dont on a besoin quand on grandit et qu'on essaie de savoir d'où l'on vient. »

Jessica m'a confié aussi qu'elle suivait une thérapie et qu'elle s'était rapprochée de groupes de parole fréquentés par des personnes métisses, ayant vécu des choses similaires. « Tous ces ressentis, toutes ces questions sur mon identité, que j'ai refoulées au plus profond de moi, je pense que ça a joué sur mon équilibre psychique. J'ai quelques amies dont les mères sont blanches, qui rencontrent aussi des difficultés. Certaines mères [blanches] ayant des enfants noirs utilisent le mot « nègre » sans même voir le problème. Maintenant, quand je vois un couple mixte, je me sens mal à l'aise, alors que je suis moi-même dans une relation mixte. Quand je vois un parent blanc avec un enfant métis, je ne peux m'empêcher de penser : "Est-ce que cet enfant aura droit à tout ce dont il a besoin ?" Car, pour ma part, je n'ai pas eu ce dont j'avais besoin. Je pense que pour les Blancs qui sont en couple mixte, qui ont des enfants métis, ou qui adoptent des enfants d'une autre race, la seule

manière pour que cela fonctionne est d'embrasser pleinement l'antiracisme. Ils doivent faire preuve d'humilité et reconnaître qu'ils peuvent parfois eux aussi se montrer racistes, même s'ils sont persuadés de ne pas l'être. »

Au sujet de son partenaire, elle ajoute : « Il sait par quoi je suis passée. Nous voulons des enfants ensemble, et il fait partie de ces Blancs prêts à désapprendre, à déconstruire. Je ne côtoie que quelques personnes blanches au quotidien, et je ne pourrais pas être en couple avec un Blanc qui refuserait de s'y résoudre. Dans ce pays, on parle relativement peu de la race, comme du métissage. Certains pensent qu'on est moitié-moitié, qu'on ne peut qu'être coincés entre deux mondes. Avant, j'avais peur de ne pas être assez noire, mais aujourd'hui, j'estime que je fais partie de la diversité de la couleur noire. Il n'y a pas qu'une façon d'être noir. »

La relation que Jessica entretient avec sa mère est contrastée, à la fois profondément tendre et vivement douloureuse. Représentative d'une réalité trop souvent ignorée par des médias paresseux, elle illustre à quel point le racisme peut être complexe et démontre qu'il n'est pas nécessairement perpétré par des créatures malveillantes et perfides, mais qu'il surgit parfois simplement à travers la blancheur. Loin de prouver que la société a réussi à surmonter le racisme, les couples mixtes attestent que les actions individuelles vont souvent plus vite que le progrès social.

Il semble normal que les couples mixtes n'aient pas envie de s'encombrer du lourd fardeau de notre histoire raciale quand ils font des projets à deux, mais ignorer la race ne fera que compliquer la vie de leurs enfants, qui ne méritent pas une telle inconséquence. De même que les couples établis doivent parler mariage, finances, enfants, les couples mixtes se doivent de parler de race : de ce qu'elle

signifie pour eux, de l'impact qu'elle a sur leur vie et qu'elle pourrait avoir sur celle de leurs futurs enfants.

Sous la pluie de confettis déversée sur les familles mixtes, célébrant la disparition du racisme, plane l'œil suspicieux du rabat-joie qui n'a rien compris à la fête. Notre population change plus rapidement que nos comportements, ce qui crée de la confusion. Certains enfants désormais adultes, issus de familles mixtes, m'ont confié qu'étant plus jeunes, il leur arrivait de se faire arrêter et interroger dans la rue lorsqu'ils sortaient avec leurs parents, et qu'ils se faisaient régulièrement insulter quand ils se déplaçaient en famille. La pire insulte était celle de « famille arc-en-ciel ».

On ne parle guère plus du privilège blanc dans le cadre de l'adoption transraciale, quand des enfants de couleur sont adoptés par des familles blanches. En 2010, le journaliste Joseph Harker écrivit : « Mon père nigérian a abandonné ma mère irlandaise avant ma naissance. Trois ans plus tard, elle a épousé un Anglais du coin, qui m'a ensuite adopté et donné son nom. Je n'ai jamais manqué d'amour, de soutien ni d'encouragement. Mais quand la race est entrée en collision avec ma vie, j'ai réalisé que j'avais été mal préparé. J'avais du mal à affronter les moqueries en classe et dans la cour de récréation et, en grandissant, la coupure avec mon héritage africain devenait de plus en plus problématique. J'ai discuté avec de nombreux autres Noirs qui ont reçu le même type d'éducation et ils témoignent souvent d'expériences similaires¹². »

Il touchait là le cœur du problème. Il n'y a aucune raison pour qu'un enfant noir ayant un parent blanc, ou adopté par une famille blanche, ne soit pas immensément soutenu et aimé. Mais, n'ayant jamais eux-mêmes subi le racisme, ses parents seront sans doute peu armés pour faire face à celui dont leur enfant sera la cible.

En 2012, en un ultime acte de *colour-blindness*, l'ancien Premier ministre David Cameron proposa de supprimer l'obligation légale qui imposait aux autorités locales de tenir compte des origines raciales, culturelles et linguistiques d'un enfant lors d'une procédure d'adoption. Cela partait d'une bonne intention. En 2013, le ministère de l'Éducation fit savoir à la presse que les enfants noirs ou issus de minorités ethniques étaient adoptés, en moyenne, un an plus tard que les enfants blancs. Or, plus la période de prise en charge d'un enfant par l'État est longue, plus il risque de souffrir de problèmes affectifs plus tard dans sa vie. Il est donc essentiel de lui trouver rapidement une bonne famille : « Si une famille aimante est prête et apte à accueillir un enfant, les questions d'appartenance ethnique ne doivent en aucun cas lui faire obstacle », concluait Michael Gove, alors secrétaire d'État à l'Éducation ¹³.

À la faveur d'un tour de passe-passe linguistique particulièrement sournois, les politiciens parvenaient ainsi à laisser croire que tenir compte de la race d'un enfant alimentait le racisme. Les remarques de Gove impliquaient que, si les enfants noirs attendaient plus longtemps avant d'être adoptés, c'était à cause des barrières « politiquement correctes » instaurées par le « multiculturalisme d'État » (promu par Cameron), et non à cause du racisme systémique. Or les raisons pour lesquelles l'attente des enfants noirs est aussi longue sont loin d'être aussi simples. Mais nous vivons dans un monde rongé par le racisme, et ce phénomène illustre encore une fois le coup porté aux chances de réussite des enfants noirs.

En attendant, les parents blancs qui adoptent des enfants de couleur endossent du même coup une nouvelle responsabilité : prendre conscience de la race. Ils partent à la découverte d'eux-mêmes en un voyage tout à fait inédit, et ce faisant ils ont le devoir

de se détacher des idées restrictives de la *colour-blindness*. Oui, c'est leur devoir, car un enfant noir ne peut assumer seul la lourde responsabilité d'affronter les injustices de ce monde. Les parents blancs ne prennent pas tous le temps d'apprendre. Malheureusement, j'ai rencontré des parents d'enfants métis qui m'ont invectivée violemment, arguant qu'eux « ne voyaient pas la race » et que ce que je faisais n'aidait en rien. Bien sûr, je ne leur demande pas d'être d'accord avec chacun de mes arguments. Mais je reste persuadée qu'il est important qu'ils reconnaissent le racisme de fond de notre société, ne serait-ce que pour mieux conseiller leurs enfants. S'ils ne le font pas pour eux, qu'ils le fassent pour leurs enfants. Je crois vraiment que c'est la moindre des choses. Inversement, j'ai également rencontré des parents d'enfants métis qui avaient réellement envie de comprendre ce à quoi leur enfant sera confronté. Ils faisaient tout pour combler leur manque d'informations, ce que les Blancs sont rarement amenés à faire. Prétendre que tout va bien n'aide personne.

Malgré ma décision de ne plus en parler avec les Blancs, je savais pertinemment qu'il me serait impossible d'écrire sur la race sans échanger avec au moins une personne blanche concernée par le sujet. Jennifer Krase est américaine, mais elle a vécu au Royaume-Uni ces sept dernières années. En tant qu'immigrée blanche vivant en Grande-Bretagne, elle a un double point de vue : extérieur, car son pays a sa culture et son histoire propres en matière de racisme ; et intérieur, car, étant blanche et américaine, elle est considérée comme une expatriée plutôt qu'une immigrée. Le fait qu'elle ait parfaitement conscience de son statut est vraiment appréciable : « Je crois que les Blancs se mettent sur la défensive quand on les appelle "Blancs", m'a-t-elle expliqué par Skype, car ils ont intériorisé qu'il était impoli de pointer la race d'autrui. C'est un terrain miné, car on

se retrouve raciste sans l'avoir voulu, s'ils se sentent offensés par la mention de leur race. C'est une logique relativement tordue et très bizarre, qui empêche d'aborder les problèmes de fond. »

Je lui ai ensuite demandé quelles avaient été ses premières perceptions du racisme, en tant qu'enfant blanc. Étant blanche, Jenny a probablement fréquenté une école où elle a côtoyé d'autres enfants blancs. Bien que les enfants trouvent toujours le moyen de tyranniser leurs camarades, Jenny n'a pas connu le racisme dans la cour de récréation.

« Au départ, je pensais simplement que certains mots étaient à proscrire, m'expliqua-t-elle. Le concept de *colour-blindness* nous était effectivement enseigné à l'école. Enfant, je vous aurais dit que le racisme, c'était quand des gens se faisaient insulter à cause de leur couleur de peau. Ou quand des lois instaurent une ségrégation. Et que le racisme existait dans les deux sens, que tout le monde pouvait être raciste. Je vous aurais probablement dit qu'il était pire de traiter quelqu'un de "nègre" que de "petit Blanc", mais que l'expression "petit Blanc" était tout de même raciste. Maintenant, tout cela me paraît ridicule, mais c'était ma vision simpliste de l'époque. Pour moi, le racisme n'existait qu'à l'échelle des individus, je n'en percevais pas la dimension systémique. »

Jenny a grandi dans la ville de Fort Worth, au Texas. Je lui ai demandé à quel moment de sa vie elle avait pris conscience de la race. « La race est quelque chose dont j'ai toujours eu conscience, mais je ne la rattachais pas à ma propre personne, m'a-t-elle confié. Je pensais que la race, c'était l'affaire des autres. Je veux dire, ceux qui n'étaient pas blancs. » Le Texas, ajouta-t-elle, est un État où « les tensions raciales sont vives [...]. Les conflits de race, entre les anglophones et les latinos non anglophones, y ont toujours existé.

Fort Worth est une ville très divisée, non seulement sur le plan géographique, mais aussi en matière de niveau de vie ».

Jenny m'a confié que tout, dans son éducation essentiellement mono- raciale, avait été confortable et programmé : « J'ai grandi dans un cadre volontairement très protégé, à tous points de vue. Je ne vivais pas seulement, j'imagine par choix de ma famille, entourée de Blancs et de communautés blanches : l'école où j'allais était majoritairement blanche, mais aussi fréquentée surtout par des enfants issus des classes moyennes. À l'époque, l'école était entourée de quartiers relativement aisés. Tous ces facteurs ont fait que j'ai grandi dans un environnement très spécifique. Rien de tout cela, à mon avis, n'était dû au hasard. Quand mes parents ont acheté leur maison, ils se sont certainement renseignés sur les quartiers et les écoles, et ont pris leur décision en fonction de critères bien à eux, dont certains étaient peut-être ouvertement racistes ou classistes. "Je veux que mes enfants aillent dans une bonne école." Mais qu'est-ce qu'une bonne école ? »

Vu ses origines, je me demande comment son point de vue sur la race a pu changer de manière aussi drastique. D'après mon expérience, les personnes blanches ayant grandi dans un milieu quasi totalement blanc sont généralement assez autocentrées et ont ce besoin presque impulsif de défendre la couleur de peau blanche quand elle est critiquée. À quel moment de sa vie a-t-elle pris conscience qu'elle était blanche ? « [J'ai eu un professeur dont] le cours était extrêmement éprouvant pour moi, car il traitait des problématiques raciales. Il était question de race, mais aussi d'impérialisme [...]. Ça a été ma première exposition non seulement aux faits, mais à des points de vue qui remettaient en question l'histoire politique du racisme telle que je la connaissais. À l'époque, j'y étais très réticente. Quand je repense aujourd'hui aux propos que

je tenais, j'ai trop honte. Mais ce cours a vraiment planté en moi les graines du changement. »

Au départ, elle y était résolument hostile. « Je pense que j'étais sur la défensive, parce que j'étais terriblement gênée à l'idée que quelqu'un savait peut-être quelque chose que j'ignorais. D'une certaine manière, je sentais qu'accepter ce que cette personne me disait pourrait ouvrir une boîte de Pandore. C'était un mélange de honte et de panique. Je ne saurais pas dire ce que j'essayais de protéger ou de défendre. Je crois que je ressentais une forme d'indignation. Je suis beaucoup moins sensible, aujourd'hui, quand on me dit que j'ai tort. Sur le plan personnel, c'est un atout considérable. Pour autant, je n'ai pas perdu mon privilège blanc. Il ne s'est pas réduit sous prétexte que je comprends maintenant ce que c'est. »

J'étais curieuse de connaître l'impact que l'activisme antiraciste de Jenny avait eu sur le reste de sa vie. « Je discute [de racisme] avec ma famille, mes amis, ou même mes collègues, même si ces discussions sont parfois réellement éprouvantes, me confie-t-elle. Ces trois ou quatre dernières années, j'ai connu quelques échecs retentissants : dans certains cas, j'aurais mieux fait de m'abstenir de lancer le sujet, et dans d'autres, j'ai raté l'occasion d'engager une discussion qui aurait pu être essentielle.

« J'essaie d'agir plus au quotidien, en dehors des espaces militants, pour pointer des problèmes qui me semblent importants sur le moment. Parfois, je ne sais pas ce que les autres personnes présentes pensent, mais si l'idée me traverse l'esprit et que personne ne dit rien, alors j'estime que c'est à moi de prendre la parole. Il en va de ma responsabilité, avant tout envers moi-même. Je me dois d'agir même quand personne n'est là pour le voir, car ce n'est ni pour plaire aux autres ni pour qu'on m'envoie des fleurs que je fais ça. »

Il est rare qu'une personne comme Jenny accepte cette lourde tâche consistant à déconstruire le racisme. Et ce, d'autant plus qu'elle est blanche. Trop de Blancs pensent que le racisme n'est pas leur problème. Mais le privilège blanc est une composante essentielle du racisme. Quand je parle des Blancs dans ce livre, je ne vise pas toutes les personnes blanches, individuellement. Je parle de la blanchité en tant qu'idéologie politique. Un courant de pensée qui favorise les Blancs au détriment de ceux qui ne le sont pas. Pour moi, c'est comme le yin et le yang. Si le racisme se perpétue, ce n'est pas sans raison. Il implique non seulement la privation de pouvoir de ceux qui en sont victimes, mais aussi le maintien du pouvoir de ceux qui ne le sont pas. C'est cela, le privilège blanc. Le racisme renforce les chances de réussite des Blancs. Il leur accorde un pouvoir immérité ; il a pour but de préserver leur domination silencieuse. Pourquoi, dès lors, les Blancs pensent-ils ne pas avoir d'identité raciale ?

Peur d'une planète noire

En 1968, lors d'un discours sur les méfaits de l'immigration, le conservateur Enoch Powell déclara à une foule captivée : « Dans ce pays, d'ici quinze à vingt ans, les Noirs auront la mainmise sur les Blancs ¹. » Il reconnaissait ainsi à demi-mot le rapport de force raciste qui régissait le pays et, même s'il ne le dit pas explicitement (sachant très bien de quel côté il était), Powell pensait clairement que si le pouvoir changeait de camp dans les relations raciales, les citoyens britanniques blancs subiraient la même maltraitance et les mêmes barrières systémiques que celles que les Noirs s'efforçaient de surmonter. Ce n'est pas pour rien qu'il utilisa la formule « avoir la mainmise », et non une expression moins imagée comme « l'emporter sur ». Le terme « avoir la mainmise » sur quelqu'un évoque des images de passage à tabac, de misère et de travail forcé, de soumission et de totale domination : il rappelle l'esclavage. Le discours d'Enoch Powell est aujourd'hui reconnu comme l'un des discours les plus racistes de l'histoire de la Grande-Bretagne, mais la charge raciste de ses propos était en fait à l'image de la relation que le pays avait toujours entretenue avec la couleur de peau noire. La soumission d'un peuple était pour lui la seule manière de préserver

le pouvoir en Grande-Bretagne ; c'était ainsi que le pays l'avait instauré et maintenu par le passé.

Le scénario apocalyptique d'une invasion progressive par les Noirs est ce que j'appelle la « peur d'une planète noire ». Autrement dit, la peur que « l'autre », l'étranger, ne s'empare du pouvoir. La crainte d'un renversement de situation, telle qu'exprimée par Enoch Powell, subsiste encore à ce jour dans la rhétorique politique moderne sur l'immigration. À l'approche des élections générales de 2015, quand le parti travailliste dévoila ses produits officiels de campagne, parmi lesquels une tasse portant l'inscription « immigration contrôlée », il jouait clairement sur cette peur. Certains avancent que, vivant sur une toute petite île, nous n'avons d'autre choix que de fermer nos portes. Ils craignent que l'identité britannique, en voie de disparition, s'érode peu à peu sous un flot d'immigrants qui, loin de fuir la guerre ou la pauvreté, n'auraient d'autre ambition que de détruire le tissu social du pays.

Cette peur revêt plusieurs visages. On l'entend dans les « inquiétudes » au sujet de l'immigration, reprises en chœur par les partis politiques lors des récentes élections générales. Elle s'exprime à travers la volonté de « préserver notre identité nationale ». Au cœur de cette peur repose la conviction que tout ce qui s'éloigne de l'homogénéité blanche n'est là que pour l'éliminer. Que le multiculturalisme marque le début d'une pente glissante, qui mènera inévitablement à la destruction de la civilisation occidentale.

On a même frisé la paranoïa, quand Nigel Farage, du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni² (UKIP), exprima son agacement à entendre des passagers parler en langues étrangères quand il prenait le train. Lors d'un discours de 2014, il ajouta : « Le fait [est] que, dans bon nombre de nos villes et villages, ce pays est devenu, en un court laps de temps, franchement méconnaissable. Que ce soit dans nos

établissements scolaires et nos hôpitaux, ou dans ces nombreux coins d'Angleterre où l'on n'entend plus parler anglais. Ce n'est pas là le type de communauté que nous voulons laisser à nos enfants et nos petits-enfants³. »

Bien des années après le discours d'Enoch Powell, la peur d'une planète noire est loin de s'être estompée. Le terme « multiculturalisme » concentre sur lui toutes les angoisses britanniques en matière d'immigration, de race, de différence, de criminalité et d'insécurité. C'est devenu un gros mot, un terme fourre-tout utilisé pour exprimer toutes les craintes suscitées par les personnes noires, basanées ou étrangères, prétendu danger pour la population britannique blanche. Si vous êtes issu de l'immigration, même de la deuxième ou troisième génération, vous êtes visé, incontestablement. Vous *incarnez* le multiculturalisme. Les gens qui ont peur du multiculturalisme ont peur de *vous*. Et, dans le même esprit que celui dans lequel on utilisait le terme *blackness* dans les années 1980, cette « peur de l'immigration » ne se soucie pas tant de ce qui est noir que de ce qui n'est pas blanc et britannique.

Dans leur propagande pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les partisans du « Vote Leave^{*} » rappelaient « qu'entre 2005 et 2014, il y avait eu 475 000 naissances de mères originaires d'autres pays de l'UE, soit l'équivalent d'une ville de la taille de Manchester⁴. » Placé au détour d'un débat sur le poids que faisaient peser les immigrés sur le système de santé, cet argument ne m'était pas inconnu. Aux États-Unis, l'expression « bébé ancre » est utilisée de manière péjorative pour fustiger les enfants de parents immigrés, nés sur le sol américain. L'idée d'invasion n'est pas loin. Et la Grande-Bretagne n'est pas en reste, pour ce genre de discours stigmatisants. En 2016, un hôpital envisagea de se mettre à contrôler les passeports des patients dits non urgents, y compris des femmes

enceintes, avant de leur administrer des soins⁵. Durant la campagne pour le référendum, on vit aussi des affiches de l'UKIP indiquant : *We want our country back : vote to leave* (« Rendez-nous notre pays : votons pour le Brexit⁶ »). La dernière fois que j'avais entendu ce slogan, c'était dans la ville où j'ai fait mes études, quand l'English Defence League, un groupe d'extrême droite, avait manifesté contre ce qu'il appelait l'« islamisation » de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, une nouvelle variante de l'expression, *taking our country back* (« récupérons notre pays »), sert de devise au mouvement Britain First. Quelques jours avant le référendum, un sondage d'Ipsos MORI confirma que l'immigration était le problème principal aux yeux des électeurs potentiellement favorables au Brexit⁷. Ce qui était autrefois un courant marginal est devenu majoritaire.

Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis toujours, les groupes politiques d'extrême droite ont détourné les luttes anticoloniales des indigènes d'Amérique ou d'Australie pour forger le récit d'une population britannique blanche autochtone assiégée, menacée par l'immigration. Le jour même de la manifestation de l'English Defence League dans ma ville universitaire, plusieurs de mes amis s'étaient réunis dans ma chambre d'étudiant pour regarder à la télé l'intervention de l'ancien leader du British National Party, Nick Griffin, dans l'émission de la BBC *Question Time*. Ses propos me laissèrent sans voix : « Personne n'oserait aller en Nouvelle-Zélande et dire à un Maori : "Qu'est-ce que tu veux dire par autochtone ?" Vous n'oseriez pas aller en Amérique du Nord et dire à un Amérindien : "Qu'est-ce que tu veux dire par autochtone ? Nous sommes tous pareils !" » Il continua : « Les autochtones de ces îles, les Anglais, les Écossais, les Irlandais et les Gallois [...], ce sont les gens qui y ont été majoritairement présents au cours des dix-sept

mille dernières années. Nous sommes le peuple aborigène [...]. Le fait est que la majorité des Britanniques descendent de populations qui vivent ici depuis la nuit des temps. C'est extraordinairement raciste, profondément raciste même, de chercher à nier l'existence du peuple anglais. Un peu plus, et vous ne nous laisserez même plus inscrire notre nom sur les formulaires de recensement. C'est ça, le racisme. Et c'est pour cela que les gens votent pour le British National Party. »

Pour Nick Griffin, on aurait dit que le fait d'accueillir la différence était le début de la disparition de l'identité britannique blanche. Le confort du privilège blanc lui faisait oublier qu'il faisait partie de la majorité et qu'on *répondait déjà à ses besoins*. Dans son monologue sur *Question Time*, Griffin en appela au fameux sens de la justice britannique, en évoquant l'image d'une minorité blanche assiégée, luttant pour ne pas perdre contrôle de son patrimoine et de sa culture. Toujours plus insultant, il s'appuya sur les souffrances des personnes noires et basanées ayant été colonisées, violées et rouées de coups par des Britanniques blancs, pour justifier la protection de la culture britannique blanche.

En Grande-Bretagne, les lois sur la diffamation punissent sévèrement toute critique publique d'une personne sur un support où il n'aurait pas droit de réponse. Aussi me suis-je dit qu'un livre consacré au racisme en Grande-Bretagne aurait été incomplet s'il avait fait l'impasse sur l'influence de Nick Griffin et du British National Party sur les termes actuels du débat. Et me voilà en train d'essayer de contacter Nick Griffin, un homme qui a passé sa vie à nier que les gens comme moi étaient *réellement* britanniques, et qui représentait un parti qualifiant les familles mixtes comme la mienne d'abomination.

Pour s'être trouvé dans la même situation que moi quelques années auparavant, un rédacteur avec lequel je collabore m'a donné son adresse. J'ai donc écrit une lettre à M. Griffin. Il m'a répondu le lendemain qu'il acceptait de s'entretenir avec moi. Je lui ai proposé qu'on se rencontre dans les bureaux de mon éditeur. Ce qu'il a refusé, arguant qu'il n'allait presque jamais à Londres, car la ville était « quasiment devenue un pays étranger ». Nous avons convenu d'un entretien téléphonique pour le lendemain.

Je n'étais pas tranquille, mais j'ai tout de même choisi de l'appeler avec mon numéro personnel, pour me montrer aussi ouverte et honnête que possible. Après tout, c'était moi qui avais besoin de cette interview, et le fait d'agir de manière suspecte ou de cacher certaines informations ne me serait d'aucune aide. Toujours est-il que j'avais donné mon numéro personnel à l'un des plus infâmes leaders de l'extrême droite britannique de ces cinquante dernières années. S'il le voulait, il pouvait faire de ma vie un véritable enfer en seulement quelques clics. Il pouvait divulguer mon numéro sur Internet. Je savais qu'il avait déjà fait ce genre de chose par le passé, notamment en diffusant l'adresse d'un couple gay sur Internet en 2012⁸. Ma seule garantie, c'était que les informations que nous avions l'un sur l'autre étaient réciproques : j'avais aussi son numéro de téléphone et son adresse mail. J'ai donc pris ce risque. Notre conversation fut tellement surréaliste que j'ai décidé de la publier intégralement ici.

R. E. L. En 2009, vous avez dit à demi-mot que les Blancs britanniques sont une minorité ethnique en Grande-Bretagne. Est-ce que vous le pensez toujours ?

N. G. Pas qu'ils le sont. Mais qu'ils le seront.

Qu'est-ce qui vous fait penser que les Blancs deviendront une minorité ethnique en Grande-Bretagne ?

C'est une réalité démographique, tout simplement. Si vous voulez vérifier, je vous conseille de vous intéresser à ce que dit le professeur Coleman de l'université d'Oxford, qui est certainement le plus grand démographe du pays. Il s'est appuyé sur des chiffres officiels, pas sur les miens, pour affirmer il y a quelques années que nous serions une minorité dans notre propre pays d'ici la fin de ce siècle, au plus tard. C'était la tendance de l'époque, mais bien entendu, elle n'a fait qu'empirer. Il n'y a donc aucun doute là-dessus. Et ça ne concerne pas que la Grande-Bretagne, mais toute l'Europe occidentale.

Mais actuellement, en Grande-Bretagne, la population se compose à 81,9 % de Blancs britanniques. Ne pensez-vous pas que c'est un peu exagéré ?

Non, c'est comme ça que fonctionne l'évolution démographique. La population britannique est très importante par rapport aux autres, je vous le concède. Mais si vous observez les différences d'âge entre les diverses populations, vous remarquerez que la population britannique est principalement composée de deux générations de baby-boomers qui, au cours des vingt prochaines années, sont largement vouées à s'éteindre [...]. Et cette tendance ne va faire qu'augmenter. Le profil générationnel de la plupart des populations immigrées étant bien plus jeune, elles auront par conséquent plus d'enfants. Ce n'est pas avec moi que vous devriez en débattre, c'est avec le professeur Coleman. C'est le plus grand démographe au monde, contrairement à vous et moi. Ce qu'il dit est vrai. Il n'y a vraiment aucun doute à avoir.

Bien. Alors maintenant, pourquoi pensez-vous que ses prévisions sont de mauvaises nouvelles ?

Je trouve cette question raciste. Aucun Blanc n'oserait aller, disons, au Nigeria, si le Nigeria était envahi de Chinois, et dire : « Pourquoi pensez-vous que c'est une mauvaise idée que le Nigeria cesse d'être le Nigeria ? » Il va sans dire que n'importe quel peuple au monde est en droit de vouloir rester la population dominante, sur le plan ethnique comme culturel, sur son propre territoire. Quiconque affirme le contraire, au seul motif que nous sommes Européens, est raciste.

Je vois. Donc, je suis raciste.

Non, non, je ne dis pas que vous êtes raciste. Je parle du fait de dire cela, de soutenir ce point de vue. [Si cela ne vous gêne pas] d'avoir moins de droits que les Nigériens, alors vous êtes raciste. Si cela ne vous gêne absolument pas que les Chinois remplacent les Nigériens, vous n'êtes pas raciste, vous êtes juste folle à lier.

Cela remonte à plusieurs années, donc j'aimerais que vous puissiez clarifier ce point, [mais] est-il vrai que le British National Party défendait l'idée, ou avait publié une déclaration sur son site Web allant en ce sens, que les relations mixtes devraient être interdites ?

Oui.

Est-ce une opinion que vous partagez ?

Je trouve regrettable que certains peuples soient détruits par une intégration raciale trop importante. Muhammad Ali disait exactement la même chose. Je pense que la nature ou Dieu a fait en

sorte que les peuples soient différents, uniques et magnifiques, quels qu'ils soient. Il est fort dommage que nous en arrivions à nous fondre dans une masse indissociable partout dans le monde. C'est désolant. Cela dit, ce n'est pas à l'État, quel qu'il soit, de décider de qui les gens ont le droit de tomber amoureux.

Vous pensez donc que la population britannique blanche est menacée par l'immigration et par les couples mixtes ?

Je pense que l'identité de tous les peuples européens est menacée par l'immigration massive, l'intégration et les couples mixtes, et que ces phénomènes ne sont pas le fruit du hasard, mais qu'ils sont systématiquement promus par tous les médias de masse. Il s'agit là d'une politique délibérée, dont les intentions sont très claires. Si vous remontez en 1926, à l'époque de Coudenhove-Kalergi – l'homme qui a initié l'Union européenne –, il disait ouvertement que l'idée [était] de faire disparaître les nations d'Europe, aussi bien sur le plan constitutionnel qu'au niveau des peuples qui les composent. *Via* l'immigration et l'assimilation massive. Une assimilation d'ingénierie sociale, voilà ce que nous sommes en train de vivre. Nous sommes menacés. Non pas par les immigrés, mais par une élite qui veut se servir de l'immigration pour détruire les nations d'Europe.

Je crois bien pourtant que c'est le gouvernement britannique, notamment dans la période d'après-guerre, qui a expressément fait venir ces habitants du Commonwealth car le pays avait besoin de main-d'œuvre. Ne pensez-vous pas qu'il est un peu hypocrite de suggérer que ces gens, qui ont par le passé été sollicités, qui ont été gouvernés par la Grande-Bretagne... s'ils viennent pour obtenir leur part du gâteau, en quoi est-ce injuste ?

À cause de l'impact que cela a sur la Grande-Bretagne. Je ne blâme pas les immigrés. Vous avez tout à fait raison, si le gouvernement les soutient, si les hauts fonctionnaires les ont encouragés... Les responsables, ce sont les gens qui contrôlent les médias de masse, les grandes entreprises, les grands groupes qui veulent disposer d'une main-d'œuvre bon marché, afin d'affaiblir le pouvoir des travailleurs syndiqués. Ce sont eux que l'on doit blâmer, pas les immigrés.

Pourquoi pointer du doigt les médias de masse en Grande-Bretagne – même si je vous rejoins là-dessus, ils sont effectivement dirigés par une poignée de personnes –, alors que nombre de nos tabloïds sont explicitement anti-immigration ?

En effet. Certains sont explicitement anti-immigration. Mais ils n'ont souvent rien contre le génocide culturel lié à l'immigration de masse. Ce ne sont certainement pas des médias nationalistes. Et si l'on veut parler des médias qui influencent réellement la manière dont les gens pensent et agissent, il n'y a aucune comparaison possible entre la presse papier et ce que les gens voient. Je pense notamment au pouvoir des films hollywoodiens, des journaux télévisés et, pis encore, des séries. Voilà ce qui est extrêmement efficace pour modifier la vision du monde des gens et leurs comportements. Un journal, quelle que soit sa ligne éditoriale, ce n'est jamais que du papier. Sa puissance n'a rien à voir avec celle des médias télévisuels. Et ce sont eux, les médias télévisuels, qui sont gérés par une poignée d'individus et dirigés par de petits groupes d'intérêt voulant tous la même chose, qui ont réellement de l'impact. Oubliez le *Daily Mail*, ce sont les séries qui façonnent la manière dont les gens pensent.

Quand vous dites qu'ils veulent tous la même chose, à quoi faites-vous référence ? Je travaille en effet dans le domaine des médias, et

la plupart des gens y sont blancs. Le journalisme britannique compte environ 96 % de Blancs. Les salles de presse sont loin d'être multiculturelles.

Non, non, non, c'est vrai, mais c'est encore un exemple de l'hypocrisie de l'élite libérale. Ils veulent bien que la classe ouvrière profite de cette formidable diversité, de l'immigration de masse et des avantages qui l'accompagnent. Mais ils n'en veulent pas pour eux-mêmes, bien entendu. Ni pour leurs enfants. Les Rupert Murdoch de ce monde, ils veulent le pouvoir, ils veulent la richesse, mais ils veulent surtout que personne ne se mette en travers de leur chemin. Les grandes entreprises, les 1 % les plus riches du monde, ils savent pertinemment qu'ils sont en train de piller nos services publics et nos ressources. Avant, c'était le colonialisme, et alors c'était l'Occident qui dévalisait le tiers-monde. Aujourd'hui, ce sont les grandes entreprises qui nous mettent à sac, et elles savent très bien que tôt ou tard, tous les souverains, tous les peuples européens qui auront réussi à préserver leur identité, se diront qu'ils en ont assez d'être dépouillés et qu'ils veulent récupérer ce qui leur appartient. La seule façon de s'assurer que ce pillage puisse continuer, c'est de détruire nos populations, car dans le cas contraire, elles ne tarderaient pas à sonner la révolte.

Pensez-vous qu'en accueillant la diversité et les peuples de différentes races et cultures, la Grande-Bretagne perdra petit à petit son identité blanche britannique ?

À petite échelle, non. Mais à grande échelle, c'est le but et le résultat inévitable, oui.

Mes parents viennent d'un [ancien] pays du Commonwealth. Je possède un passeport britannique. Je suis née et j'ai grandi ici. Quand vous parlez ainsi, vous pointez certes du doigt ces élites qui propagent leurs idées, etc. Mais d'un autre côté, vous faites aussi sentir aux gens comme moi que nous ne sommes pas les bienvenus. Il y a énormément d'immigrés de deuxième génération qui se sentent tout à fait britanniques.

Vous êtes relativement jeune, je vous conseille de foutre le camp de ce pays et d'aller vivre et fonder une famille dans un endroit décent, probablement plus en lien avec vos origines, car sans vouloir être grossier, la Grande-Bretagne est totalement foutue.

Nick Griffin est certes un cas extrême, mais il exprime les mêmes peurs que celles que l'on retrouve dans l'amertume et le ressentiment mesquins de certains Britanniques réfractaires au changement, qui passent leur temps à rêver avec nostalgie d'une Grande-Bretagne qui n'a jamais existé.

La peur d'une planète noire suggère que les personnes de couleur s'approprient injustement des ressources rares, rationnées et pourtant indispensables, et fait croire que l'augmentation du nombre de personnes de couleur à des postes-clés risque de produire un profond retournement de situation. Pour certains, chaque fois qu'un nouveau restaurant indien ouvre ses portes, qu'une *polski sklep* (épicerie polonaise) voit le jour, ou que Sainsbury's agrandit son rayon « cuisine du monde », c'est le signe que les Britanniques blancs se dirigent à petit feu vers le statut de minorité. Certains boycottent la viande halal en raison de la prétendue cruauté de son mode de production, mais la maltraitance animale ne les inquiète plus quand il s'agit de manger leur burger. La peur d'une planète noire est une peur de la perte.

*

Ce que l'autre facette de cette peur révèle, c'est un profond malaise face au discours et à l'activisme antiracistes. Embusquée dans le cadre pernicious de la « liberté d'expression », cette peur se manifeste lorsqu'une personne animée de valeurs antiracistes exprime son dégoût devant un acte raciste. On lui rétorque alors que sa simple objection est une *entrave* à la liberté d'expression.

La fin de l'année 2015 vit la naissance du mouvement britannique Rhodes Must Fall. Inspirés par des manifestations similaires initiées par les étudiants de l'université du Cap, en Afrique du Sud, des étudiants d'Oxford ont milité pour que la statue de l'homme d'affaires et colon Cecil Rhodes soit retirée de leur campus universitaire. Fondateur de la société minière De Beers Consolidated Mines (qui devint ensuite le conglomérat diamantaire De Beers), Cecil Rhodes joua un rôle essentiel dans l'expansion de l'Empire britannique en Afrique du Sud, fermement convaincu que les Britanniques étaient « la race la plus raffinée du monde ». Son projet colonial délogea de nombreux Africains de leurs terres. Le pays que nous appelons aujourd'hui Zimbabwe fut un temps nommé Rhodésie, en l'honneur de Rhodes. Ses habitants tentèrent de résister à l'autorité britannique, au prix de leur vie. Rhodes est largement considéré comme le père de l'apartheid sud-africain. Quand il vivait en Grande-Bretagne, il fréquentait l'Oriel College d'Oxford, où une statue de lui trône encore à ce jour. En 2015, un groupe d'étudiants de cette université fit savoir haut et fort qu'ils ne voulaient plus de cette statue.

S'ensuivit un débat national visant à déterminer si la statue devait, ou non, être retirée. Les étudiants noirs qui manifestaient furent accusés d'être antidémocrates. « Cecil Rhodes était bel et bien raciste, titrait un article. Mais on ne peut pas non plus l'effacer de

l'histoire. » Quelle drôle de conclusion ! Comme si militer pour qu'une statue soit retirée revenait à mettre du Blanco sur le nom de Cecil Rhodes dans chaque livre d'histoire. La campagne « Rhodes Must Fall » ne visait pas à rayer Rhodes de l'histoire. Ce qui était remis en cause, c'était l'hommage officiel au personnage. Les opposants à la campagne – parmi lesquels Lord Patten, le chancelier de l'université Oxford – affirmaient que, s'ils usaient certes de leur droit démocratique à manifester, les étudiants étaient en réalité en train de piétiner la liberté d'expression. Ils faisaient du bruit, ils perturbaient le quotidien, ils soulevaient un problème : ce faisant, ils étaient eux-mêmes devenus le problème. De toute manière, il semblait peu plausible que Lord Patten accepte qu'un débat libre et juste, un échange d'idées sain, se tienne sur son campus. Ce qu'il voulait, manifestement, c'était le retour au calme, ce genre de paix forcée et teintée de ressentiment, celle qui exige que certains souffrent pour que d'autres soient sereins.

Affirmer que les militants du Rhodes Must Fall entravaient le débat était un mensonge pur et simple. Le travail du mouvement de contestation mettait en lumière certains aspects méconnus de l'implication coloniale de la Grande-Bretagne en Afrique, et ce à des heures de grande écoute, en exposant des faits à des audiences qui n'en auraient probablement jamais entendu parler dans les programmes scolaires. L'action des étudiants manifestants allait dans le sens inverse d'une clôture du débat. L'objet de leur campagne avait été déformé, nouvel exemple des manœuvres passives-agressives contre les Noirs qui finissaient par dénaturer tant de débats sur la race, en Grande-Bretagne.

Car cette lutte pour la « liberté d'expression » peut difficilement être qualifiée de débat. C'est plutôt une discussion à sens unique, au cours de laquelle l'interlocuteur le plus puissant modifie sans cesse

les règles du jeu. Travestir l'opposition aux discours et aux manifestations antiracistes en un noble combat pour la liberté d'expression n'a d'autre but que de protéger les Blancs de la critique. On dirait que certains Blancs croient dur comme fer qu'être accusé de racisme est bien pire que le véritable racisme. Si les détracteurs du mouvement Rhodes Must Fall croyaient vraiment à la liberté d'expression, ils auraient laissé le débat avoir lieu, sans accuser sournoisement ces Noirs de les empêcher de s'exprimer librement. Ils auraient opposé des arguments aux idées de leurs adversaires plutôt que d'user de stratagèmes intellectuellement malhonnêtes, visant à empêcher que l'on prenne les manifestants au sérieux. À mon sens, bon nombre de Blancs craignent qu'accepter le lourd passif raciste de la Grande-Bretagne signe pour eux une sorte de défaite.

Le mouvement Rhodes Must Fall montre bien, à petite échelle, ce à quoi ressemble l'injustice raciale en Grande-Bretagne. Elle a l'air normal. Elle est banale. Elle n'est jamais remise en question. Elle fait partie du décor, et on peut la croiser tous les jours.

Pour ceux qui s'opposent à l'antiracisme au nom de la liberté d'expression, la lutte contre les inégalités raciales se limite à combattre les outrages à caractère raciste, et non les conditions matérielles profondément inégalitaires qui sont un vrai fardeau pour les gens qui en souffrent. Ces faux défenseurs de la « liberté d'expression », qui mènent des vies si confortables que leurs motifs d'opposition n'ont finalement rien de concret, passent leur temps à s'insurger contre la « culture de l'outrage ». Or attirer l'attention sur l'outrage pour ne pas voir leur propre complicité dans le maintien d'un système profondément injuste est une façon de faire peser la réforme de ce système sur ceux qu'ils lèsent plutôt que sur ceux qui en tirent profit. Et voici comment un débat sur le racisme glisse

d'une question de justice à une question de sensibilité : on conseille aux victimes perpétuelles d'un racisme qui obère leurs chances de réussite de se blinder et de s'endurcir.

La liberté d'expression est l'une des pierres angulaires d'une démocratie libre et juste. Mais soyons honnêtes, et ayons le courage de réévaluer qui a le droit de parler, quand et pourquoi. Dans ce pays, les contours de la liberté d'expression seront enfin définis quand une personne pourra parler librement de racisme sans être la cible de tentatives malveillantes visant à discréditer ses arguments. Si la liberté d'expression, comme il est communément admis, comprend aussi la capacité à entendre des opinions qui nous dérangent, alors élargissons les limites de ce que l'on considère comme un débat acceptable. Je ne plaide pas pour un retour de l'intolérance à l'ancienne. Mais plutôt pour que, puisque nous sommes forcés d'entendre des propos aussi intolérants, nous laissions équitablement s'exprimer le point de vue opposé. Si Katie Hopkins, avec l'appui du *Sun*, publie un édit où elle traite de cafards des réfugiés tentant désespérément d'arriver jusqu'en Grande-Bretagne⁹, donnons ensuite la parole à un chroniqueur culturel qui prônera la vraie compassion et l'ouverture totale des frontières. Pas à cette espèce de progressisme inconsistant qui nous rabâche sans cesse la richesse culturelle et économique que l'immigration représente pour le pays, comme s'il s'agissait de ressources à consommer. Non, écoutons plutôt quelqu'un qui prenne fait et cause pour les migrants et l'ouverture des frontières, avec autant de force de conviction que Hopkins mobilise pour leur nuire.

Il est temps que les critiques du racisme reprennent à leur compte la défense passionnée de la liberté d'expression que les discours racistes se sont appropriés. La liberté d'expression, c'est la libre confrontation des opinions sur la race. La liberté d'expression, ce

n'est pas le droit de dire ce qu'on veut sans être contredit : les idées et les discours racistes doivent être contrés publiquement en un débat sain. Un débat que, par peur, les Blancs tentent trop souvent d'empêcher.

La peur d'une planète noire existe non seulement dans le monde réel, mais aussi dans la fiction. Après avoir accepté qu'elle ne deviendrait jamais blanche, la fillette de 4 ans que j'étais a trouvé refuge auprès de personnages blancs britanniques et américains, auxquels elle pouvait s'identifier. Pendant très longtemps, les héros de fiction les plus populaires se devaient d'être blancs, car la couleur de peau blanche était censée être universelle. Ce sont dans les films, à la télévision et dans les livres qu'on trouve l'illustration la plus criante de la couleur de peau blanche en tant que postulat par défaut. Il est juste inconcevable qu'un personnage soit noir, sans que le public présumé blanc en ait été averti. On estime qu'il est impossible de s'identifier à un personnage noir dans un rôle principal (à moins qu'il soit incarné par l'une des quelques stars hollywoodiennes noires plébiscitées par le grand public). Quand des castings pour le cinéma ou la télévision font la démarche expresse d'aller chercher des acteurs non blancs, le public révèle son côté obscur, en manifestant sa colère, son dégoût et sa déception. La peur des personnages noirs relève de la peur d'une planète noire.

Le piratage des e-mails de Sony Pictures en 2014 a révélé l'enthousiasme de sa présidente Amy Pascal à l'idée de confier le rôle du prochain James Bond à l'acteur noir Idris Elba. Un an plus tard, à un moment coïncidant habilement avec la promotion de son dernier livre, l'auteur Anthony Horowitz finit par s'excuser d'avoir affirmé qu'Idris Elba était trop « street » pour interpréter un personnage britannique aussi iconique. Sur Internet, en effet, le débat faisait rage quant à la légitimité d'un Bond noir. Que James

Bond, soit la quintessence du charme et de la classe à l'anglaise, puisse être entaché d'un soupçon de noirceur avait déclenché un véritable tollé. Ce qui prouvait une fois de plus les limites étroites de l'identité britannique. Quand les journaux évoquèrent l'hypothèse d'un « Bond joué par Idris Elba », l'afflux de commentaires faillit faire planter la Toile. « Jamais plus je ne regarderai de James Bond, se plaignait un lecteur du *Daily Mail*. » De quoi avaient-ils si peur ? Que l'on massacre une œuvre classique ? Pourtant, personne ne s'était ému ainsi quand le roman *Oliver Twist* de Charles Dickens avait été adapté en dessin animé, avec pour personnage principal un chat.

Quand le septième *Star Wars* vit l'acteur noir britannique John Boyega interpréter le rôle d'un soldat impérial, une nouvelle bande d'enragés prit d'assaut les réseaux sociaux pour appeler au boycott du film, qualifié de propagande anti-Blancs. Tout cela parce que deux des héros du film étaient noirs et que les méchants étaient tous blancs. Les discours de Nick Griffin trouvèrent un écho dans les recoins les plus sombres d'Internet, où l'on avançait que ce choix de casting s'inscrivait dans le cadre d'un projet culturel plus vaste, visant à initier un génocide blanc. La peur, intense, rejoignait celle des nationalistes craignant que les Blancs deviennent une minorité raciale dans le monde occidental.

Peu avant Noël 2015, la toile se déchira à nouveau à la perspective d'une Hermione Granger noire. Le nom des principaux acteurs d'*Harry Potter et l'enfant maudit*, une pièce de théâtre adaptée du livre et dont l'action se déroule dix-neuf ans après les événements du septième volet, venaient d'être dévoilés, et Hermione Granger allait être interprétée par Noma Dumezweni, une actrice noire d'origine sud-africaine. En apprenant la nouvelle, certains furent ravis, d'autres outrés. Certains fans s'accrochaient à une phrase tirée d'*Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* – « Le visage livide

d'Hermione apparut derrière le tronc d'un arbre » –, où ils voyaient la preuve irréfutable que ne pas choisir une actrice blanche était un sacrilège.

Enfant, j'étais une véritable fanatique d'Harry Potter, capable de faire la queue à minuit devant les librairies pour me procurer le dernier tome, puis de le dévorer afin de connaître la fin avant tous mes amis. La race d'Hermione n'avait pas vraiment d'importance pour moi à l'époque, mais quand l'émission *Newsround* de la CBBC annonça que le rôle principal ferait l'objet d'auditions ouvertes, la petite fille de 11 ans que j'étais empoigna son exemplaire d'*Harry Potter et le prisonnier d'Azkaban* et relut chacune des répliques d'Hermione, en faisant les cent pas dans l'arrière-cour. Au bout du compte, je n'ai jamais contacté l'émission, car au fond de moi, je savais que si le livre ne disait pas explicitement qu'elle était noire, c'est qu'elle ne l'était sûrement pas. Dès lors, passer l'audition n'avait plus d'intérêt.

Ce fut tout de même réconfortant de voir J.K. Rowling se prononcer en faveur d'une Hermione noire, rembarant ainsi tous ces enragés qui prenaient son texte au pied de la lettre, dans un tweet précisant que, pour ce qui était de ses personnages, « la couleur de peau blanche n'avait jamais été spécifiée ». Mais quand on est habitué au blanc par défaut, noir n'est jamais noir, sauf mention explicite. Adulte et toujours fan d'Harry Potter, je m'étais mise à me représenter Hermione Granger, avec sa campagne de libération des elfes de maison, comme une Blanche progressiste, bienveillante mais rongée par la culpabilité, passionnément engagée pour la justice sociale mais sans s'intéresser réellement aux points de vue et sentiments des gens pour qui elle se battait. En dehors du monde des sorciers, elle aurait pu travailler pour une ONG ou un organisme de bienfaisance, ou encore gravir lentement les échelons

de la bureaucratie des Nations unies. Dotée d'un sens moral profond, je la voyais bien hyper calée et militante sur le droit des animaux ou le réchauffement climatique.

Loin de détruire nos œuvres de fiction préférées, arrêter de supposer que leurs personnages sont forcément blancs élargit au contraire les frontières de l'imaginaire, qu'il s'agisse du monde des sorciers ou de la galaxie Star Wars. Comme le souligne la bloggeuse vidéo Rosianna Halse Rojas¹⁰, lire *Harry Potter* en imaginant qu'Hermione est noire change radicalement la donne. Cela met en lumière le vocabulaire incroyablement racialisé de la pureté du sang utilisé dans le monde des sorciers, où les Sang-de-Bourbe s'opposent aux Sang-Pur. Cette terminologie aurait très bien pu s'inspirer de l'Allemagne nazie ou de l'apartheid d'Afrique du Sud. Après tout, les parents d'Hermione étaient des Moldus, et c'est ainsi que les États et les scientifiques ont catégorisé les races et alimenté le racisme, comme si certains héritages étaient contagieux et se répandaient par le sang, de génération en génération. Une Hermione noire ou métisse, insultée et traitée de « Sang-de-Bourbe » par ses camarades, arrachée à ses parents, à qui on dit à la fois qu'elle est spéciale et qu'elle appartient à une autre race, aurait certainement eu très envie de s'intégrer, d'être acceptée. Pas étonnant qu'elle s'y applique tant. Pas étonnant qu'elle fasse les devoirs de ses copains et soit toujours la première à lever la main en classe. Elle incarne la minorité modèle. Une Hermione noire ou métisse, se démenant pour libérer les elfes de maison après six ou sept ans passés à subir des injures racistes, n'a peut-être pas eu le courage de tenir tête à ses camarades. Elle se raccroche plutôt à quelque chose qu'elle pense réellement pouvoir changer.

Que certains fans d'Harry Potter aient eu du mal à imaginer une Hermione noire prouve qu'il leur est impossible d'imaginer qu'une

jeune fille noire puisse être aussi mature, intelligente, savante et raisonnée, tout en ayant le cœur sur la main. Quel dommage qu'ils n'aient pas su imaginer que des parents noirs paisibles, modestes, issus de la classe moyenne puissent exercer le métier de dentiste. Quelle tristesse que leur esprit confine la couleur de peau noire à un unique scénario, témoin d'une vision étriquée de la manière dont chacun doit être. Les détracteurs d'une Hermione noire sont à même de se représenter une plateforme secrète à la station King's Cross, accessible uniquement en traversant un mur de briques, mais ils n'envisagent pas un personnage principal noir.

On nous dit qu'il n'est pas réaliste d'attribuer les rôles principaux à des acteurs et actrices noirs dans des œuvres de fiction. On nous répète que c'est anachronique, que cela exigerait trop d'imagination de la part du spectateur. En réalité, c'est juste qu'une frange hostile de notre société refuse de ne plus être au centre du monde, pense que tout doit être fait pour répondre à ses besoins et que les autres doivent céder à ses moindres désirs et caprices. Mais ce type d'arguments est une insulte pure et simple à l'oreille du fan de fiction noir qui, s'il souhaite profiter de son genre favori, n'a d'autre choix que de s'identifier à un personnage qui ne lui ressemble en rien.

Ce raisonnement, au demeurant, illustre à quel point il est difficile de s'identifier à un être humain noir, quel qu'il soit. Pour eux, nous ne sommes qu'une masse mouvante et non identifiable, un troupeau primaire et bestial. Pour eux, les personnages noirs ne sauraient être aussi raffinés que James Bond, aussi intelligents qu'Hermione Granger. Mais ceux d'entre nous qui ne sont pas blancs ont bien été forcés de s'identifier à des personnages principaux blancs, et ce depuis que l'industrie du cinéma existe. La peur d'une planète noire nuit à la qualité de la fiction, et montre comment le racisme peut

inhiber l'empathie. Reléguer les personnages non blancs aux rôles de seconds couteaux ou de simples figurants est une pratique si ancrée que, pour certains, tenter de s'identifier à un personnage principal à la peau noire semble totalement incongru. On nous a attribué le rôle de l'« autre », celui qui n'occupe le devant de la scène que pour illustrer la soumission ou offrir une note comique. Les Blancs sont tellement habitués à voir leur propre reflet en permanence, dans n'importe quelle représentation de l'humanité, qu'ils n'en prennent conscience que si on les en prive.

On entend s'exprimer la peur d'une planète noire quand les Blancs s'approprient le langage de la libération pour décrire leur ressentiment, leur colère et leur mécontentement. On parle alors d'équité, sans reconnaître ce qui est déjà inéquitable. Elle s'exprime par une conception rigide et superficielle de la liberté d'expression (généralement considérée comme le dernier bastion dans la lutte pour être le plus intolérant possible en toute impunité). La peur d'une planète noire découle de bouleversements sociaux et démographiques, et en appelle à la responsabilité de l'État. On dit que l'homophobie d'un hétérosexuel s'enracine dans la peur que les homos le traitent comme lui-même traite les femmes. C'est la même chose ici.

Or cette peur est totalement infondée. Le pouvoir et la richesse dans ce pays sont toujours concentrés entre les mains blanches de quelques-uns, et le pouvoir ne se laisse jamais renverser sans lutter. Vos chances de réussite dans la vie sont toujours considérablement influencées par votre race et votre classe. L'évolution démographique pourrait certes conduire à quelques victoires électorales, mais on reste à des années-lumière du genre de suprématie noire dépeinte dans le livre de Malorie Blackman, *Noughts & Crosses*¹¹. Et quand bien même, ce n'est pas ce type de

monde auquel les antiracistes aspirent quand ils se battent pour la justice. Notre objectif a toujours été de redistribuer le pouvoir, pas de l'inverser.

Le paradoxe, bien entendu, c'est que les opposants à l'antiracisme se sont fourrés dans une belle contradiction. C'est un peu la situation du chat de Schrödinger. Si, comme ils le prétendent, le racisme n'existe pas, et que les Noirs n'ont aucune raison de se plaindre, pourquoi donc sont-ils si effrayés à l'idée que les Blancs deviennent la nouvelle minorité ? Pour le savoir, il va sans doute nous falloir attendre patiemment jusqu'en 2066, date à laquelle les Blancs vont devenir une minorité ethnique en Grande-Bretagne.

La question du féminisme

En octobre 2012, je me suis retrouvée dans une bibliothèque universitaire frigorifiée, en train de taper avec rage un article de blog sur la race et le féminisme. J'étais censée réviser, mais j'étais tellement énervée que j'avais du mal à tenir en place. Lancée cette année-là, *Girls* – la série télé de Lena Dunham – avait rencontré un incroyable succès critique. Considérée par beaucoup comme le reflet fidèle de la vie de nombreuses jeunes femmes, elle mettait en scène des personnages qui occupaient tous des emplois subalternes, en attendant que leur vie ne commence pour de vrai. Elles passaient leur temps à se chamailler, à se jalouser, à se faire des coups dans le dos, tout en soignant leurs complexes. Tout cela nous représentait plutôt bien, moi et mes camarades. Nous en étions réduits, pour la plupart, à des boulots pénibles, à jongler entre des stages non rémunérés et des jobs de serveur ou de vendeur, dans l'espoir d'être récompensés pour le fruit de notre dur labeur, comme l'avait été la génération précédente. Tout ce qu'on espérait, c'était décrocher un travail à plein temps et trouver un logement. En travaillant assez dur, se disait-on, on se débarrasserait de ce sentiment de panique qui vous assaille quand on ne sait pas trop d'où sortira l'argent du

prochain loyer. Les situations dépeintes dans *Girls* me semblaient vraiment familières. Mais la série, pourtant tournée dans la ville de New York, mettait en scène exclusivement des personnages blancs. Ce pourquoi il était difficile de prendre les commentateurs au sérieux, quand ils soutenaient que c'était la série télé la plus féministe qu'on ait vu depuis des décennies.

Cette série, d'ailleurs, allait donner lieu à l'un des débats sur la race dans le féminisme les plus vifs de ces dernières années. Selon certains, si Dunham avait intégré des personnages noirs dans sa série, juste pour faire plaisir, cela aurait été du pur « tokénisme ». D'autres soulignaient qu'il était absurde de tourner une série dans l'une des villes les plus cosmopolites des États-Unis et de n'y faire apparaître que des personnages blancs. Pour moi, c'était évident. Le problème dépassait largement le cadre d'une simple série télé ; c'était le symptôme d'une tendance plus répandue. J'ai donc conclu mon article ainsi : « Quand des féministes voient bien le problème que pose un conseil d'administration entièrement masculin, mais pas ce qui cloche quand une série télé ne montre que des Blancs, on est en droit de se demander dans quel camp elles sont. »

Après réflexion, la représentation et l'intégration de visages noirs dans cette série n'étaient pas ce qui me tenait le plus à cœur. Il n'était pas seulement question d'être vus ou inclus. J'étais habituée à l'absence de représentation positive de la population noire dans la culture populaire. Un programme télé exclusivement blanc n'avait rien de nouveau pour moi. Ce qui m'avait mise hors de moi, c'était la légèreté avec laquelle les Blancs parvenaient à défendre leurs espaces et leurs sphères entièrement blancs. Comme s'ils appartenaient à une bulle impénétrable, dans laquelle leur féminisme s'inscrivait sans le moindre mal. Pour couronner le tout, les féministes, qui affirmaient défendre un monde meilleur pour

toutes les femmes, n'en avaient visiblement rien à foutre des Noirs ni, par extension, des femmes de couleur. L'égalité des sexes est un sujet, mais la question de la race peut bien attendre dans un coin.

Le même genre de scénario s'est reproduit à plusieurs reprises au cours des années suivantes. À peine un an plus tard, la pop-star Lily Allen marquait son retour avec le clip « Hard Out Here », après s'être éloignée un temps du devant de la scène. La recette du tollé racial était la même que celle qui avait nourri le scandale *Girls*. Crue, accessible, profondément et totalement féministe, l'œuvre que cette femme blanche, jeune et brillante venait de dévoiler fut aussitôt encensée : c'était l'hymne absolu pour les jeunes femmes du monde entier. Cette fois-ci, ce ne fut pas l'absence de Noirs qui alluma la mèche. Les corps noirs étaient bel et bien présents, mais les danseuses noires qui accompagnaient Lily Allen étaient très légèrement vêtues et se trémoussaient comme dans une parodie de clip de rap misogyne, alors même que cette dernière dénonçait le plafond de verre et la chosification, et clamait que les filles intelligentes n'avaient pas besoin de se déshabiller pour réussir.

À force, c'était à vous dégoûter de tendre l'oreille quand les médias populaires qualifiaient une chose de vaguement féministe, car c'était la déception assurée. De mon côté, j'ai continué à écrire.

*

La veille du Nouvel An 2013, j'ai été invitée par un producteur de la BBC à participer à l'émission *Woman's Hour* sur Radio 4. C'était une invitation tout à fait innocente : avec Laura Bates du Everyday Sexism Project et Caroline Criado-Perez, qui avait milité toute l'année pour que des personnages historiques féminins figurent sur les billets de banque britanniques, nous allions toutes les trois revenir sur une année de féminisme. Quand j'ai pris place dans le

studio, j'ai réalisé que j'étais la seule Noire dans la pièce. Ce fut le premier signal d'alarme. Laura et l'animateur radio m'ont bientôt rejointe. Caroline serait avec nous par téléphone. La séquence démarra. J'étais nerveuse. Je leur ai expliqué que je ne me considérais pas réellement comme une militante, mais que, au cours de l'année, j'avais beaucoup écrit sur le racisme au sein du mouvement féministe – et sur mes frustrations quant au point de vue obstinément centré sur les Blancs des « leaders » du mouvement –, et que je m'étais rendu compte que de nombreuses femmes non blanches partageaient mon ressenti. « Ces questions prennent de plus en plus d'importance au sein du féminisme, ai-je dit. On ne peut décemment plus les ignorer¹. »

La lourde tâche d'expliquer pourquoi le féminisme était aussi divisé et pourquoi l'analyse raciale y était nécessaire aujourd'hui m'est alors tombée dessus. On m'a demandé : « Quelle est l'origine de ces divisions, et pourquoi la phrase “sois conscient(e) de tes privilèges” est-elle devenue si populaire ? » Deuxième signal d'alarme. Ce cadrage laissait croire que le racisme n'était pas un problème pour mes homologues blancs. Ayant déjà collaboré avec Laura Bates par le passé, je savais que ce n'était pas le cas. Malgré ma gêne, j'ai tout de même expliqué pourquoi l'analyse de la question raciale me semblait essentielle au sein du mouvement. Mais mes arguments ont vite été récupérés par Caroline Criado-Perez, qui affirma que des gens s'étaient servis de cette perspective antiraciste pour la harceler et l'intimider sur Internet.

Replacée dans son contexte, sa remarque était très gênante. Plus tôt dans l'année, la campagne « women-on-banknotes », en faveur de la représentation des femmes sur les billets de banque, avait fait les gros titres de la presse nationale. Cette importante couverture avait valu à Caroline les foudres des misogynes, et ce qui était au départ

une victoire devint très vite l'une des affaires de cyberharcèlement les plus médiatisées de Grande-Bretagne. Quand la Banque d'Angleterre fit part de son intention de mettre le visage de la romancière Jane Austen sur ses billets de dix livres, les militants crièrent victoire. Mais ce succès fut entaché de harcèlement, et Caroline reçut des menaces de mort. Elle reçut des messages l'avertissant que des bombes avaient été posées devant chez elle. Des ennemis anonymes l'invitèrent à plusieurs reprises à se suicider. Finalement, deux personnes plaidèrent coupables pour l'envoi de certains de ces tweets haineux, et furent respectivement condamnés à douze et huit semaines de prison en vertu du Malicious Communications Act, la loi sur les communications malveillantes.

En cette veille du Nouvel An sur *Woman's Hour*, les commentaires de Caroline, visant à discréditer ses agresseurs, donnèrent l'impression qu'elle assimilait mon travail et mon engagement politique à ces messages agressifs et cruels. J'eus l'impression d'être mêlée au harcèlement qu'elle avait subi. Dans ce studio de la BBC, c'était désormais à moi de rendre des comptes pour les terribles expériences que Caroline avait vécues, car on m'avait mise dans la position de devoir défendre les idées (que je ne partageais pas) de personnes que je ne connaissais même pas. J'étais littéralement sans voix.

Tel était le prix de la représentation. La blancheur écrasante du féminisme – dans une séquence radio qui, sans ma présence, aurait été exclusivement blanche – n'était pas perçue comme un problème. J'avais simplement voulu pointer le fait que le féminisme n'était pas dispensé de privilège blanc, et au final, voilà que j'en étais la cible.

Nous avons à peine quitté le direct que l'interview avait déclenché une véritable tornade sur la Toile. Comme moi, certaines personnes avaient été choquées par ses allégations. D'autres étaient

convaincues que j'étais une menteuse doublée d'une brute, qui avait mené une cyberguerre contre Caroline – ce qui était faux, bien entendu – et qu'en m'indignant de la sorte, je feignais d'être la victime. J'ai d'abord refusé d'en venir là mais, sur les conseils de quelques amis, j'ai fini par écrire un court article sur mon blog pour clarifier la situation.

Songez à la dernière fois où vous avez entendu une analyse fouillée de la nature du racisme structurel sur un média de masse, ai-je écrit. Ces questions sont largement moins traitées dans la presse britannique que celles ayant trait au féminisme. Réfléchissez sérieusement à la dernière fois où vous avez entendu une personne de couleur remettre en cause la rhétorique raciste virulente qui persiste dans ce pays quand il s'agit d'immigration, ou simplement faire le constat que le racisme structurel existe encore, que les Blancs sont traités plus favorablement par la société dans laquelle nous vivons. On m'a donné l'occasion de le faire en direct, sur une radio nationale. Je n'ai pas pris cela à la légère.

Vu la volonté concertée de nombreuses femmes blanches de décrire la pensée féministe noire comme destructrice et séparatiste, j'ai parfaitement conscience que le fait d'accepter les sollicitations de ces médias est à double tranchant. Comme l'a dit Audre Lorde : « Si je ne me définissais pas pour moi-même, je serais écrasée et réduite aux fantasmes des autres à mon sujet et je serais dévorée vive². » Même si j'ai parfois l'impression d'entrer dans un traquenard, j'ai parfaitement conscience que, si je laisse passer certaines occasions, le féminisme noir sera dénaturé et déformé par les priorités des féministes blanches qui prennent part à la discussion... Ce genre d'impasse tribale m'épuise. Je maintiens ce que j'ai dit durant l'émission : la seule façon de promouvoir la solidarité est d'apprendre de nos difficultés respectives, et de reconnaître les divers privilèges et handicaps avec lesquels chacune d'entre nous adhère au mouvement.

Plus tôt dans la soirée, Caroline s'était excusée sur Twitter : « J'aimerais simplement m'excuser si, par mégarde ce matin, j'ai laissé entendre que tu avais été complice de ces agressions. Ce n'était absolument pas ce que je voulais dire, mais je constate qu'en répondant à ta remarque, c'est l'impression que j'ai pu donner. Je ne voulais en aucun cas suggérer que je m'étais déjà sentie agressée par tes propos. Ça n'est pas le cas car, bien entendu, tu ne m'as jamais agressée. Je voulais simplement profiter de cette occasion pour

parler des agressions que j'ai subies et des dégâts qu'elles peuvent causer, car je pense qu'il est impératif d'y mettre un terme. Mais j'aurais certainement pu choisir un meilleur moment/une meilleure façon de le dire. Je tiens à m'excuser pour cela. »

Malgré ses excuses, les choses ne firent qu'empirer.

Louise Mensch, l'ancienne députée conservatrice autoproclamée féministe de droite, jugea utile de soutenir publiquement Caroline. Elle se mit à poster des tweets qui m'étaient adressés. « Reni a eu tort, tout comme Caroline, qui n'aurait pas dû s'écraser face à ses intimidations. À sa place, je ne me serais pas laissé faire. » Je lui ai dit qu'elle faisait de la provocation. Ce à quoi elle répondit : « J'espère bien, face à votre attitude franchement honteuse, je vous le dis honnêtement. Vous n'êtes qu'une intimidatrice, qui tente de nous réduire au silence³. »

Pour le crime d'avoir osé suggérer que le racisme était encore un problème en Grande-Bretagne, j'avais été traînée dans la boue par une ancienne députée. En faisant simplement usage de ma voix, j'étais devenue une insupportable intimidatrice. De vieux stéréotypes racistes s'étaient réveillés, et j'en faisais les frais. J'étais devenue un problème social, une force dérangeante, un exemple tragique du problème communautaire.

Des années plus tard, alors que j'écrivais ce livre, j'ai contacté Caroline Criado-Perez dans l'espoir d'obtenir son point de vue sur le fiasco de *Woman's Hour*. Elle a refusé d'en parler avec moi.

Je suis pleine d'amertume quand je raconte ces expériences, mais le féminisme fut mon premier amour. C'est lui qui m'a donné un cadre pour commencer à comprendre le monde. C'est du féminisme, qui m'a aidé à renforcer mon estime de moi, qu'a pu naître mon antiracisme. J'ai découvert le féminisme à 19 ans, et c'était le

moment idéal : je m'apprêtais à entrer dans l'âge adulte, à défendre seule mes intérêts et à définir mes valeurs.

C'était quelques années avant l'avènement de la génération Twitter et Tumblr. Et cela se passa d'une manière on ne peut plus classique. Alors étudiante en littérature anglaise, j'avais une liste de livres à lire dans le cadre d'un cours sur la théorie critique. C'est ainsi que j'ai découvert *Le Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir. Incroyable mais vrai, ce livre m'a touchée et je me suis aperçu que j'étais totalement en phase avec cette existentialiste française, pourtant morte depuis si longtemps. Quand elle disait : « Être féminine, c'est se montrer impotente, futile, passive, docile [...]. Toute affirmation d'elle-même diminue sa féminité et ses chances de séduction », c'était toute ma vie qu'elle décrivait.

Mais j'avais du mal à trouver des gens dans mon entourage direct chez qui ces paroles résonnaient autant que chez moi. Lors d'un séminaire, ma critique de la misogynie de Shakespeare dans *La Mégère apprivoisée* avait suscité la désapprobation de mes camarades, dont la plupart était pourtant des femmes, mais qui avaient préféré conclure que « c'était comme ça à l'époque ». J'ai donc cherché le féminisme ailleurs, dépensant l'argent de mon prêt étudiant pour me rendre à des conférences et à des événements féministes organisés aux quatre coins du pays. Pendant toutes ces années, j'ai rencontré une foule de femmes inspirantes et passionnées, dont certaines sont encore de bonnes amies à ce jour. Participer à ce type d'événements fut un soulagement ; se retrouver à un endroit où les gens *comprennent* tout simplement, partager la colère, la frustration, le désir de changer ce monde absurde dans lequel nous vivons. Cette passion m'a conduite dans des salles paroissiales minuscules et mal isolées de tout petits villages du nord-ouest de l'Angleterre, où nous nous regroupions en cercle avec des femmes de l'âge de ma mère.

Elle m'a fait prendre des trains pour Londres, pour participer à d'immenses rassemblements qui attiraient des centaines de femmes, jeunes et vieilles, tantôt novices, tantôt activistes depuis bien avant ma naissance.

Pourtant, quelque chose ne tournait pas rond. Le féminisme m'aidait à devenir une femme plus critique et plus confiante, et du même coup, il m'aidait aussi à accepter ma couleur de peau : une partie de moi qui, depuis toujours, était enveloppée de stéréotypes. J'avais grandi avec des amis blancs, qui m'avaient toujours assuré qu'ils « ne me voyaient pas comme une Noire », que je « n'étais pas comme les autres Noirs ». Jusque-là, je me voyais dans le regard des autres comme une fille « plutôt jolie pour une Noire », comme quelqu'un qui « s'exprimait bien vu l'endroit d'où elle venait ». J'avais beaucoup de mal à comprendre la raison de telles distinctions, mais j'avais le sentiment qu'elles étaient liées à la classe, à l'éducation et à un racisme latent. Les cercles féministes dans lesquels je me jetai corps et âme étaient presque exclusivement composés de Blanches. Cette blancheur n'était pas en problème, dès lors que vous ne parliez pas de race. Mais si vous vous y risquiez, elle pouvait se montrer féroce et excluante.

Dans les rencontres féministes, de nombreuses femmes blanches avaient du mal à comprendre pourquoi les femmes de couleur ressentaient le besoin ou l'envie de se retrouver entre elles. Elles s'arrangeaient donc pour décrédibiliser subtilement celles qui choisissaient de s'organiser séparément. Je me souviens notamment d'un rassemblement, où des formulaires d'inscription étaient distribués avant chaque table ronde, afin de recenser le nombre de participants. Or quelqu'un avait pris le temps de salir de son ignorance la feuille d'inscription des féministes noires, en y inscrivant : « Pourquoi ? » Lors d'un autre événement, une amie

organisa une session intitulée : « La couleur de la beauté ». Vu la pile de magazines de mode et de beauté qui se trouvait devant elle, le principe semblait relativement simple : déconstruire les normes de beauté eurocentrées. Les questions posées étaient du niveau de l'école élémentaire, vraiment : « Quelles sont les similitudes et les différences sur ces photos ? » Alors que certaines soulignaient la « minceur » des mannequins, j'ai attiré l'attention sur le fait qu'« elles étaient toutes blanches » (j'étais la seule Noire du groupe). « Elles ont toutes les cheveux longs », s'empressa d'ajouter une femme blanche, ce à quoi j'ai répondu, même si cela me coûtait : « Oui, mais vous pouvez toujours vous laisser pousser les cheveux, si vous le désirez. Moi, je ne peux pas changer la couleur de ma peau pour m'adapter à ces normes de beauté. » Je me demande encore si elle a compris ce que je voulais dire.

Je pourrais donner bien d'autres exemples : il fallait sans cesse prendre les Blanches avec des pincettes dans les espaces féministes. Ce n'était pas le lieu pour parler du racisme, soutenaient-elles. Il existe d'autres endroits pour cela. Mais je n'avais pas le luxe de choisir. Ma couleur de peau faisait partie de moi, au même titre que ma féminité, et je ne pouvais en aucun cas séparer l'une de l'autre.

Durant ma période d'activisme, j'ai rejoint un petit groupe nommé « Les féministes noires » : dans ce collectif, composé de femmes aux opinions similaires, j'allais enfin pouvoir dire ce que je ressentais sans avoir peur d'être sanctionnée socialement. Cet espace était exclusivement réservé aux femmes de couleur. Nous nous rencontrions une fois par mois pour évacuer la pression et nous soutenir mutuellement. C'était un espace dont j'avais désespérément besoin.

Ces réunions mensuelles appliquaient une méthode de sensibilisation similaire à celle des activistes féministes

traditionnelles. De telles pratiques de sensibilisation avaient déjà été adoptées par le New York Radical Women au milieu des années 1960, qui s'était lui-même inspiré du mouvement des droits civiques américains. Avec les féministes noires, nous parlions de tout ce qui pouvait se passer dans nos vies. Lors de nos premières rencontres, nous avons commencé par apprendre les unes des autres, et c'est là que j'ai pris conscience que d'autres femmes vivaient les mêmes choses que moi. Ensemble, nous nous demandions comment tout cela était possible. Nous prenions ce que nous pensions être des actes isolés, et nous les rattachions à un contexte général de race et de genre.

C'est là que j'ai rencontré mon amie, l'écrivaine et enseignante Lola Okolosie. « Je ne me rappelle plus si, dans les premières réunions, les gens parlaient déjà de "racisme structurel", m'a-t-elle confié quand nous nous sommes vues pour réfléchir aux objectifs du groupe. En tout cas, avec nos réunions mensuelles et toutes les actions que nous avons menées à bien, les analyses ont commencé à germer, et ce terme n'a pas tardé à être utilisé.

« Je me rappelle simplement que certaines décrivaient le phénomène, et que tout le monde dans la pièce répondait : "Oui, ça m'est arrivé à moi aussi, c'est vraiment exaspérant." Les manières d'appréhender le sujet étaient diverses et variées. Pour certaines, l'approche était très académique, d'autres n'avaient lu aucun texte féministe majeur. Les connaissances divergeaient. Mais nous décrivions toutes les mêmes blessures, les mêmes frustrations, les mêmes situations insupportables. Pour moi, tout ceci était extrêmement puissant. Il n'y avait personne pour nous dire qu'on pleurnichait ou qu'on surinterprétait les faits. C'était juste : ouf, enfin, des gens qui comprennent. »

Nous avons parlé des raisons pour lesquelles il était si important pour nous de nous réunir sans les féministes blanches. « La façon dont elles te fixent suffit à te faire taire, me dit Lola. Même si tu es confiante et que tu parles bien, tu devras toujours te censurer. Car, comme tout être normalement constitué, tu n'aimes pas le conflit. Et puis, quand on dit la vérité sur ce que cela signifie d'être une femme noire aujourd'hui au Royaume-Uni, ça paraît logique que les Blancs se sentent accusés. »

Avec les féministes noires, nous utilisons le mot « intersectionnalité » pour décrire le croisement de deux discriminations distinctes, le racisme et le sexisme, qui touchent les personnes qui sont à la fois Noires et femmes. C'est forte de ses études de droit que le Dr Kimberlé Crenshaw, féministe noire et professeur d'université, a inventé ce terme, aujourd'hui très répandu. Quand nous nous sommes rencontrées à l'ambassade américaine de Londres, elle m'a en effet expliqué : « J'ai débuté ce travail quand j'ai pris conscience que les femmes afro-américaines n'étaient [...] pas reconnues comme des victimes de discriminations concernant à la fois leur race et leur sexe. Les tribunaux disaient que, si vous ne subissez pas le racisme de la même manière qu'un homme [noir], ou le sexisme de la même manière qu'une femme blanche, c'est que vous n'avez pas subi de discrimination. J'y voyais là un problème de similitude et de différence. Certaines requêtes étaient jugées trop différentes pour que la loi les prenne en charge. C'est ainsi qu'est née l'intersectionnalité, en observant la manière dont la race et le sexe se recoupent pour créer des barrières et entraver l'égalité. »

Ce mot permettait de décrire un phénomène jusqu'alors relativement méconnu, même si les activistes, intellectuelles et théoriciennes féministes noires en avaient déjà parlé des années

avant que le Dr Crenshaw ne lui donne un nom. En 1851, Sojourner Truth, une abolitionniste noire et militante pour le droit des femmes, s'était adressée ainsi à la Women's Rights Convention, dans l'Ohio : « Je crois qu'entre les Noirs du Sud et les femmes du Nord, qui parlent tous de leurs droits, l'homme blanc va bientôt être dans le pétrin. Mais de quoi parle-t-on ici au juste ? Cet homme, là-bas, dit que les femmes ont besoin d'être aidées pour monter en voiture, et qu'on doit les porter pour passer les fossés, et qu'elles doivent avoir les meilleures places partout. Personne ne m'aide jamais à monter en voiture, ou à passer les fossés, ni ne me donne une meilleure place ! Et ne suis-je pas une femme ? Regardez-moi ! Regardez mon bras ! J'ai labouré, planté, et rempli des granges, et aucun homme ne faisait mieux que moi ! Et ne suis-je pas une femme ? Puis ils parlent de ce truc dans la tête, comment qu'ils l'appellent déjà ? ("L'intellect", lui murmure-t-on.) C'est ça, mon bon. Qu'est-ce que ça a à voir avec les droits des femmes ou les droits des Nègres ? Si mon verre ne fait qu'un demi et le tien une pinte, ce serait tout de même bien moche de ne pas me laisser me resservir⁴ ? » Son discours fut publié douze ans plus tard dans le *National Anti-Slavery Standard*^{*}.

Un siècle plus tard, en 1984, la militante féministe et poète afro-américaine Audre Lorde écrit dans *Sister Outsider. Essais et propos*⁵ : « On exige toujours des femmes d'aujourd'hui qu'elles fassent l'effort de franchir le fossé de l'ignorance masculine et qu'elles éduquent les hommes quant à notre existence et quant à nos besoins. C'est là une vieille technique élémentaire de tous les oppresseurs, qui maintiennent les opprimés occupés des intérêts du maître. À présent, on entend dire que c'est aux femmes de couleur, malgré une résistance prodigieuse, d'éduquer les femmes blanches quant à notre existence, nos différences, nos rôles relatifs dans notre survie

commune. C'est là une dérivation des énergies et une répétition tragique de la pensée raciste patriarcale. »

En 1979, dans son essai « Une féministe noire en quête de sororité⁶ », tiré du recueil *Nous sommes quelques-unes à être courageuses*⁷, Michele Wallace écrivait : « Nous existons en tant que femmes, femmes noires, femmes féministes ; pour l'instant, chacune d'entre nous est bloquée, chacune travaille de façon indépendante parce qu'il n'y a pas encore, dans cette société, d'environnement un tant soit peu propice à notre combat – parce que nous sommes tout en bas, et qu'il nous faudrait faire ce que personne n'a fait avant nous : il faudrait nous battre contre le monde entier. »

En 1981, bell hooks s'illustra avec son ouvrage *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme* : « Ce processus commence par la reconnaissance que les femmes [...], sans exception, sont conditionnées à être racistes, classistes et sexistes à différents degrés, et nous autoproclamer féministes ne nous exempte pas du travail qui consiste à se débarrasser de cet héritage de socialisation négative. Il est évident que de nombreuses femmes se sont appropriées le féminisme pour servir leurs propres intérêts, particulièrement ces femmes blanches qui ont été à l'avant-garde du mouvement ; mais plutôt que de me résigner à cette appropriation, je choisis de me réapproprier le terme "féminisme", pour insister sur le fait qu'être "féministe" dans un sens authentique, c'est vouloir la libération des rôles sexistes, de la domination et de l'oppression pour toutes les personnes, femmes et hommes⁸. »

Et dans un cours de droit dispensé fin 2013 au Birkbeck College de l'université de Londres, Angela Davis se pencha sur la manière dont les femmes avaient partagé leurs expériences au fil des ans. En 1969, expliqua-t-elle, la militante pour les droits civiques américains Frances Beal écrivait un pamphlet intitulé *Être noire et femme : un*

*double péril*⁹. Un peu plus tard, l'Alliance des femmes du tiers-monde publiait le journal *Triple Jeopardy*. Pour elles, le combat ne se limitait pas à lutter contre le racisme et le sexisme, mais aussi contre l'impérialisme. En 1988, le livre *Inessential Woman* d'Elizabeth Spelman s'insurgeait contre les méthodes de superposition des oppressions, un an avant que le Dr Kimberlé Crenshaw n'invente le terme d'intersectionnalité.

Avec ses routes au cordeau, formant une grille de rectangles et de carrés soigneusement agencés, l'Amérique était le lieu parfait pour la naissance de cette métaphore. Tout le monde connaît un endroit où toutes les routes se rencontrent. Un endroit où il n'y a plus une route distincte, mais plutôt un point précis, un espace où se confondent tous les chemins qui y mènent. Les femmes noires, selon ces théories, étaient la preuve que les routes n'étaient pas toujours parallèles, mais qu'elles pouvaient fréquemment se croiser. Le travail des écrivaines citées ci-dessus illustre à quel point les intersections peuvent être riches et profondes quand on prend la peine de les examiner, au lieu de nier leur existence ou de les méconnaître totalement. Pendant trop longtemps, les femmes noires ont été les oubliées et ont dû mettre au point des stratégies pour qu'on se souvienne d'elles. Si on analyse ce qui est passé à la trappe entre les luttes concurrentes pour les droits des femmes et les droits des Noirs, on verra que ce sont toujours les femmes noires.

Quand les féministes noires se mirent à plaider pour l'analyse de l'intersectionnalité dans le féminisme britannique, elles ne furent guère soutenues par les féministes blanches. Celles-ci s'efforcèrent plutôt de démontrer que le terme « intersectionnalité » n'était que pur charabia, jargon savant, et que par conséquent il était totalement inutile.

« Si vous n’avez pas d’expérience ni d’affinité avec le milieu universitaire, l’intersectionnalité est un mot qui vous dit : “Ceci n’est pas pour toi” », écrivit Sarah Ditum sur son blog en 2012¹⁰.

Dans le *New Statesman*, Holly Baxter et Rhiannon Lucy Cosslett ajoutèrent : « Cela signifie que les problématiques de race, classe, religion, sexualité, politique et privilège aboutissent en général à une fracture du dialogue féministe, provoquant le plus souvent des désaccords entre celles qui ont un diplôme en *gender studies* et le vocabulaire qui va avec, et celles qui n’ont ni l’un ni l’autre [...]. Aller discuter des subtilités de l’intersectionnalité dans un lycée public ne sera pas d’une grande aide si les ados présentes sont enceintes, affamées ou peut-être victimes de maltraitance (Car que vont-elles faire ? Se protéger ou se repaître de théorie ? Les femmes ne se nourrissent pas que de Germaine Greer). [...] On dirait presque que certaines femmes instruites veulent s’approprier le féminisme, l’envelopper de théorie ésotérique, et le cacher sous leur matelas pour le garder bien au chaud sous un duvet en plumes de canard¹¹. »

Alors que le débat s’intensifiait sur les réseaux sociaux, les féministes qui n’adhéraient pas à cette vision étaient régulièrement salies dans la presse. Les attaques restaient assez évasives pour qu’aucune femme ne soit précisément nommée, raison pour laquelle, d’ailleurs, les réactions de celles qui étaient critiquées étaient aussi rares. Sadie Smith écrivit dans le *New Statesman* : « Le “Online Wimmin Mob” s’en prend tout le temps à tout le monde, mais surtout aux femmes qui ne font pas partie de son petit club de pestes, qui possède son propre langage, ses propres règles et ses propres procédures disciplinaires obscures et absconses¹². »

L’aversion des féministes blanches pour l’intersectionnalité s’est rapidement muée en véritable haine à l’encontre du concept de privilège blanc, sans doute parce que reconnaître le racisme

structurel les aurait obligées à prendre conscience de leur propre blancheur. En cela, elles étaient soutenues par leurs hommes. Tom Midlane écrit ainsi dans le *New Statesman* : « Même si l'idée est manifestement née de bonnes intentions, je suis convaincu que tout ce discours sur le privilège est fondamentalement destructeur. Au mieux, c'est une épouvantable méprise ; au pire, un moyen d'ériger chacun en gardien de la morale auto-proclamé, chargé de réguler avec poigne les discours et les comportements de ses camarades. Pourquoi s'en inquiéter, me demanderez-vous ? La réponse est simple : parce que le contrôle des privilèges a totalement infesté la pensée progressiste¹³. »

Vous remarquerez une certaine tendance, ici. Entre 2012 et 2014, les plus vives attaques à l'encontre de femmes noires abordant les sujets de la race, du racisme et de l'intersectionnalité étaient publiées par le *New Statesman*, le magazine politique de centre-gauche le plus en vue de Grande-Bretagne. Du fait de l'impressionnante fréquence de ces attaques, j'ai commencé à me demander s'il ne s'agissait pas là d'une ligne éditoriale. Le *New Statesman* faisait tout de même un petit effort pour publier les réponses de quelques défenseurs de l'intersectionnalité, mais les critiques les plus acerbes semblaient dicter le ton du magazine sur le sujet.

Quelques années plus tard, les arguments mis en avant par les féministes blanches et les blogueurs de gauche en 2012 et 2013 furent repris par des plateformes de publication qui n'étaient assurément pas de gauche. Site Web de l'extrême droite la plus dure, le *Breitbart London* définissait l'intersectionnalité comme « une stratégie de controverse : si vous perdez la face lors d'un débat sur le féminisme, traitez votre adversaire de raciste ou, pire encore, de capitaliste ». Il décrivait le privilège comme « ce que les féministes blanches de classe moyenne possèdent et que leurs victimes n'ont pas¹⁴. » Dans

le *Spectator*, on put lire cette charge contre les progressistes en forme de dictionnaire : « I comme Identité politique. Ne vous définissez qu'en fonction de vos caractéristiques naturelles plutôt que de votre personnalité, de vos accomplissements ou de vos croyances. Vous êtes avant tout un homme, une femme ou autre ; hétérosexuel ou homosexuel ; noir ou blanc, et vous ne devriez vous décrire qu'en tant que tel. Martin Luther King aurait dû vérifier son privilège quand il a eu ce rêve absurde d'un monde où les gens "ne seraient pas jugés selon leur couleur de peau, mais la nature de leur caractère". Facile à dire pour un homme hétérosexuel de classe moyenne, Martin. I aussi comme Intersectionnalité, hardi rejeton de la politique identitaire, selon lequel vous devez constamment vous interroger sur la manière dont vos diverses identités se croisent entre elles (ou croisent autre chose)¹⁵. » Sur le même thème, un autre rédacteur du magazine écrit : « Après tout, les théories vont et viennent, celle-ci n'est pas complètement insensée. Le problème, c'est que le sujet est devenu à la mode chez les gens qui ne lisent ni livres ni essais, mais seulement des tweets et des commentaires sur Internet, sans rien comprendre à ce dont ils parlent. On aboutit à une espèce de bataille des minorités, et à cette idée, dangereuse et contagieuse, selon laquelle plus une personne coche de cases en matière de désavantages, plus elle est en fait intelligente, bienveillante et perspicace. C'est totalement stupide¹⁶. »

Ce genre de réactions montrait bien que les interventions des féministes noires au sein du féminisme britannique blanc n'étaient pas les bienvenues. La réaction était identique à la manière dont les plus sexistes des hommes traitent le féminisme. Au beau milieu de ce débat houleux sur la place de l'intersectionnalité dans le féminisme britannique, quatre mois après mon passage chaotique dans *Woman's Hour* sur la BBC, le Dr Kimberlé Crenshaw fut invitée

dans la même émission pour y expliquer pourquoi le féminisme ne pouvait plus continuer à ignorer la race. « En quoi cela aide-t-il quand [...] des femmes noires demandent à des femmes blanches et aisées qu'elles prennent conscience de leur privilège ? », lui demanda-t-on. Après avoir cité quelques-unes des critiques les plus virulentes formulées par des féministes noires, la journaliste ajouta : « En plus de fermer le débat, cela réduit l'empathie. »

« Tant qu'un mouvement continuera d'affirmer que l'ensemble de ses membres subissent des discriminations similaires, alors qu'en réalité ce n'est pas le cas, les problèmes subsisteront », répondit le Dr Crenshaw. Mais le mal était fait. À cause de cette simple phrase, devenue virale, le féminisme noir se vit réduit à un courant perturbateur, dont l'objectif était de troubler un féminisme blanc à la fois doux, poli et acceptable. Le féminisme britannique, de son côté, était dépeint comme un mouvement où tout était paisible jusqu'à l'arrivée de ces femmes noires en colère. La description des féministes noires, présentées par les féministes blanches comme des perturbatrices agressives, ressemblait étrangement aux clichés que l'on pouvait lire dans la presse sur les communautés noires. Indésirables, mais tolérées, les femmes de couleur étaient considérées comme les immigrées du féminisme : un problème social dont il fallait bien s'occuper. Il est même étonnant que, dans leur démesure, aucune des grandes féministes blanches n'ait fait une sortie enflammée à la manière d'Enoch Powell – quelque chose du genre : « Dans ce pays, d'ici quinze à vingt ans, la femme noire dominera la femme blanche. » Vu la violence verbale avec laquelle elles accueillait l'analyse raciale au sein du féminisme, cela semblait la conclusion logique de leur raisonnement.

Il est important de noter le rejet de l'intersectionnalité par le féminisme blanc, non pas isolément, mais en le replaçant dans le

contexte historique des répressions de la lutte noire par l'ordre établi. Tous les signes étaient réunis : resserrement des rangs, campagne de désinformation, mensonges et dénigrement. Quand Louise Mensch publia des tweets agressifs à mon encontre, les femmes qu'elle pensait soutenir étaient les doyennes de la gauche : des contributrices régulières à des journaux marqués à gauche, tels le *Guardian* et le *New Statesman*. Elles étaient soutenues par de célèbres écrivains et d'autres personnalités blanches de divers bords politiques. Mais à ce stade, leurs petits différends politiques ne comptaient plus. Au sein du féminisme, le consensus blanc devait être défendu, et pour cela, toutes ces femmes se devaient de faire bloc. À leurs yeux, le fait que je soulève la question du racisme dans le féminisme était une violente attaque contre l'idée qu'elles se faisaient d'elles-mêmes.

C'est ainsi que le racisme se maintient dans toutes sortes de sphères, féministes ou autres. Cet épisode en particulier fut très médiatisé. Mais à l'époque, j'avais le sentiment que des scénarios similaires se déroulaient partout dans le pays – au travail, dans les cercles d'amis et au sein même des familles –, amenant les personnes de couleur privées d'un solide réseau de soutien à douter d'elles-mêmes.

Dans les années 1990 et au début des années 2000, la presse féminine aimait demander aux représentantes du féminisme britannique si les militantes pouvaient faire telle ou telle chose dite traditionnellement féminine. Peut-on être féministe et porter des talons hauts ? Peut-on être féministe et se maquiller ? Peut-on être féministe et se faire les ongles ? Le sujet était on ne peut plus superficiel et donnait lieu à des articles tout aussi creux. Les questions du type « peut-on être féministe et... » s'appuyaient sur les vieux clichés de l'activisme féministe, relayés par la presse

patriarcale des années 1970, qui dépeignait alors les féministes comme des enragées en salopettes, ne cherchant qu'à écraser les hommes sous le poids de leur Doc Martens. Dans ce cliché de la féministe terrifiante, qu'aucune femme ne voudrait jamais être, la militante prenait le contre-pied de toutes les normes de beauté.

C'était évidemment totalement absurde. Si les cinq dernières années nous ont bien enseigné une chose, c'est que le féminisme est une grande communauté, pour qui la sauvegarde d'une certaine politique a bien plus d'importance que la sauvegarde des apparences. Au lieu de s'interroger sur les talons hauts et le rouge à lèvres, voici les questions les plus pressantes à poser : peut-on être féministe et ne pas vouloir prendre parti ? Peut-on être féministe et ignorer délibérément le racisme ?

Le thème du féminisme est omniprésent en ce moment, à la télévision comme au cinéma. Là-dessus, les médias ont largement progressé. Le féminisme prospère dans la presse et dans la musique, et il est partout sur les réseaux sociaux, où il ne semble pas près de fléchir. Les personnes à se dire féministes sont de plus en plus jeunes, grâce notamment aux chanteuses et actrices populaires, qui démystifient le concept. Chaque fois qu'une célébrité revendique son féminisme, elle fait tomber un peu plus les stigmates qui entourent le terme.

Dans un contexte d'avancées politiques majeures, telle la légalisation du mariage gay, les gens tiennent à montrer à quel point ils sont favorables au progrès. Mais chez les féministes, certains points hautement idéologiques – race, droits reproductifs, conservatisme – alimentent toujours des clivages immuables au sein du mouvement. Dans l'idéologie de la féministe blanche, le racisme est trop peu souvent perçu comme un problème, encore moins

comme une priorité. L'hostilité à l'égard de l'intersectionnalité, c'était le féminisme blanc en action.

Quand l'expression « féminisme blanc », utilisée de manière péjorative, fut intégrée au lexique féministe, sa popularité eut le don d'énerver certaines féministes blanches. Mais la réaction négative et instinctive face à l'utilisation de ce terme – qui n'est la plupart du temps qu'une critique rigoureuse des conséquences du racisme structurel – découlait très clairement d'un besoin irrésistible de défendre la blancheur, et non pas d'une volonté de s'interroger sur le sens de l'expression « féminisme blanc ». Qu'est-ce que cela implique, pour votre politique féministe, d'être étouffée, obstruée et perturbée par la blancheur ?

Les féministes savent bien ce qu'est le patriarcat, alors pourquoi tant de féministes ont-elles du mal à admettre l'existence de la blancheur en tant que structure politique ? Tout comme elles sont « remplies » d'hommes, nos structures politiques les plus importantes sont également dominées par les Blancs. Dans ces milieux, où la couleur de peau blanche est omniprésente, on trouve toujours un large éventail d'opinions. Notre classe politique est essentiellement composée d'hommes blancs d'âge mûr, qui ne cessent de se renvoyer la balle. De temps à autre, une femme blanche du même âge est conviée à leur table, dans un effort de diversité. Mais la seule chose qui réunit ces points de vue politiques divergents, c'est le refus catégorique de remettre en cause le consensus blanc.

Le féminisme blanc est un mouvement politique qui aime se raconter des histoires, comme celle de l'invisibilité de la race. C'est un mouvement politique défendant l'idée que parler de race nourrit le racisme, et dépossédant ainsi les personnes de couleur des mots nécessaires pour exprimer ce qu'elles vivent. C'est un mouvement

politique qui exige des personnes de couleur qu'elles s'intègrent discrètement dans des structures racistes, sans faire d'histoires. C'est un mouvement politique, où les personnes de couleur ne fixent jamais l'ordre du jour. À la place, on les autorise simplement à réagir ou à tenter désespérément de combler leur retard. Le consensus politique féministe est dominé par les Blanches, qui n'invitent les personnes de couleur à leur table que si elles jouent le jeu du tokenisme, mais qui tueront dans l'œuf la moindre doléance, la moindre revendication d'un changement structurel.

La blanchité se considère comme la norme. Elle refuse de se voir telle qu'elle est. Son « objectivité » et sa « logique » sont ses armes les plus puissantes et les plus sournoises pour maintenir son autorité. Le féminisme blanc est en quelque sorte la branche féministe de ce consensus politique. C'est un ensemble de valeurs et de convictions féministes blanchocentrées, auxquelles adhèrent certaines femmes. D'autres facteurs, comme les indicateurs de classe, y jouent un rôle essentiel.

En soi, le féminisme blanc n'est pas particulièrement menaçant. Il devient un problème dès lors qu'il exerce une suprématie, que ses idées sont présentées comme universelles et applicables à toutes les femmes. C'est un problème, car l'on perçoit l'humanité à travers le prisme de la blanchité. Inévitablement, le féminisme est aussi marqué par cette perspective. C'est pour cela que le féminisme blanc resserre les rangs et taxe de fauteurs de troubles ceux qui osent le remettre en cause. Quand je parle de féminisme blanc, je ne cherche pas à réduire les femmes blanches à leur couleur de peau. La blanchité est une position politique ; ce n'est pas pour le plaisir de polémiquer que nous la combattons dans les milieux féministes, mais parce que la nuisance des préjugés repose toujours sur le pouvoir.

La politique de la blancheur dépasse la question de la couleur de peau. Elle agit sur l'esprit comme une force d'occupation. C'est une idéologie politique soucieuse de maintenir son pouvoir *via* la domination et l'exclusion. N'importe qui peut y adhérer, mais chacun peut aussi choisir de la contester. Les femmes blanches semblent prendre l'expression « féminisme blanc » de manière très personnelle, bien qu'elle n'ait à la fois rien et tout à voir avec elles. Le féminisme blanc ne désigne pas des femmes, qui seraient féministes et blanches. Mais celles qui, lorsqu'elles embrassent le féminisme, adhèrent du même coup à la politique de la blancheur, qui est fondamentalement excluante, discriminante et structurellement raciste.

À celles qui se disent féministes mais qui ne se sont jamais demandé ce que cela signifiait d'être blanche, le terme « féminisme blanc » s'applique très certainement. Celles qui prennent la moindre critique d'un mouvement politique dominé par des Blanches comme une attaque personnelle, en leur qualité de Blanches, font aussi, certainement, partie du problème. Que des féministes blanches ignorent tout de la race ne signifie nullement qu'elles soient malveillantes à la base. Pour autant, leur résistance peut rapidement se transformer en vitriol rageur, si on a le malheur de contester leurs actions politiques. Par ailleurs, j'ai appris avec le temps qu'elles et moi n'avions pas des origines si différentes. Nous avons toutes grandi dans un monde dominé par les Blancs. C'est dans ce cadre que les féministes blanches évoluent, en exploitant et en reproduisant un système qu'elles remarquent à peine. En revanche, elles sont plutôt douées pour détecter les systèmes excluants, en matière de genre notamment, dont, pour le coup, elles ne bénéficient pas. Elles crachent une rhétorique enflammée contre le patriarcat, sentant la lame tranchante de l'injustice leur vriller les côtes, sous la

forme d'inégalités sociales et salariales, qu'en furie dans les rues elles s'appliquent à huer. Elles disent à juste titre : « J'en ai assez de vivre dans un monde conçu pour les besoins des hommes ! J'ai l'impression qu'au mieux, je peux me battre, au pire, je dois apprendre à m'en accommoder. » Et pourtant, elles se mettent immédiatement sur la défensive, quand leur blancheur est visée par une analyse raciale similaire. On pourrait en rire, si les faits n'étaient pas aussi condamnables.

Quand elles parlent d'égalité des droits et de représentation équitable, les féministes blanches sont profondément sincères. Elles peuvent être pleines d'esprit, intelligentes, éloquents et avisées sur des sujets tels que les droits reproductifs, le harcèlement de rue, la violence sexuelle, les normes de beauté, l'image corporelle et la représentation des femmes dans les médias. Ce sont là des problématiques qui trouvent écho chez de nombreuses femmes. Et très souvent, celles qui se retrouvent à représenter le féminisme dans la presse, à en parler à la télévision ou à la radio, à en faire la promotion dans les magazines sont des femmes blanches.

Et c'est d'autant mieux quand ces femmes blanches, qui représentent le féminisme dans la sphère publique, sont d'une beauté classique, pas trop excentrique, car alors la femme ordinaire s'identifie aisément à elle. Elles sont un peu fortes, ou ont les dents du bonheur. Leurs corps sont à mille lieux des normes de beauté des mannequins, que l'opinion publique tend à imposer à toutes les femmes. C'est réjouissant, criions-nous. Ces femmes nous ressemblent. Ces femmes sont réelles. Ce sont ces femmes qui représentent les femmes. Ces femmes n'ont pas peur de dire ce qu'elles pensent. À une époque où le nombre d'abonnés à votre compte Twitter ou votre chaîne YouTube est essentiel, c'est aussi une

affaire de marketing personnel et de lancement de carrière. Alors nous cliquons, nous likons et nous suivons.

Être féministe en ayant assimilé l'importance de l'analyse raciale, c'est comprendre à quel point la race et le sexe sont imbriqués en matière d'inégalités. En observant la politique de la race dans ce pays, je peux voir à quel point la présence du corps des femmes blanches britanniques influe sur ce qui se dit. 2066 est l'année où les Blancs sont censés devenir une minorité visible en Grande-Bretagne. C'est David Coleman, professeur à Oxford, qui a donné cette estimation. En 2016, dans un article du *Daily Mail* consacré à la question du Brexit, il écrivait : « Les femmes nées à l'étranger sont responsables de 27 % des naissances d'enfants vivants en 2014, et 33 % de la totalité des naissances impliquaient au moins un parent immigré : un chiffre qui a plus que doublé depuis les années 1990¹⁷. » L'article s'intitulait : « Ci-gît notre Grande-Bretagne : avec une rigueur universitaire, le démographe et professeur à Oxford David Coleman affirme que les Blancs britanniques pourraient être une minorité d'ici à 2060, voire avant¹⁸. »

Nous avons tous vu, je crois, à quelle vitesse ceux qui adhèrent aux idées des nationalistes blancs se sont emparés de ces chiffres, pour affirmer que l'année 2066 marquerait la disparition de la Grande-Bretagne. Ce débat fut marqué par un ethnonationalisme subtil, digne de *La Servante écarlate*. On fit face à une misogynie racialisée soucieuse de l'activité des utérus, qui incitait les femmes britanniques blanches à baisser pour leur pays, tout en accusant celles qui n'étaient ni blanches ni britanniques de se reproduire à un rythme effréné, déstabilisant ainsi l'essence même de la Grande-Bretagne.

Malgré ce discours malsain, des franges entières de la population britannique restent persuadées que la misogynie est de toute façon

réservée aux étrangers. Jamais de ma vie je n'aurais cru assister à une dénonciation des maux de la société patriarcale par notre ancien Premier ministre David Cameron. Lorsqu'en 2012 et 2013, des groupes de femmes britanniques tels que la Fawcett Society et le Women's Budget Group* s'efforcèrent de montrer que le programme d'austérité du gouvernement touchait plus durement les femmes, c'est tout juste si David Cameron et son parti prirent la peine de répondre. Fait intéressant, quand près de trois ans plus tard, M. Cameron finit par prononcer l'expression « société patriarcale », c'était pour annoncer le projet de son gouvernement d'imposer aux femmes musulmanes vivant au Royaume-Uni sous un visa de conjoint l'obligation d'apprendre l'anglais, sous peine d'être expulsées.

« Écoutez, je ne suis pas en train de blâmer les gens qui ne parlent pas anglais, dit-il dans l'émission *Today* sur la BBC Radio 4. Certaines de ces femmes qui vivent aujourd'hui dans notre pays [viennent] de sociétés plutôt patriarcales, où les hommes ne voulaient peut-être pas qu'elles apprennent l'anglais, qu'elles puissent s'intégrer, dit-il. Au cours de nos recherches, nous avons observé ce type de situations [...] : [une] réunion de parents d'élèves où les hommes s'assoient à l'intérieur et les femmes se voient contraintes de rester à l'extérieur, des femmes qui n'ont pas le droit de quitter leur domicile sans être accompagnées d'un homme de leur famille. Ce sont des choses qui arrivent dans notre pays et ce n'est pas acceptable. Nous devrions être très fiers de nos valeurs, de notre progressisme, de notre tolérance, de notre volonté de construire une démocratie qui soit une chance pour tous [...]. La ségrégation tient des gens à l'écart, va à l'encontre des valeurs de la Grande-Bretagne et doit donc être éradiquée¹⁹. »

En s'exprimant ainsi sur une radio nationale, Cameron tenait à faire savoir qu'en plus des fonds destinés à l'apprentissage de l'anglais pour les femmes musulmanes vivant dans des « communautés isolées », pour reprendre ses termes, ces mesures s'accompagneraient de tests de langue, dans les deux ans et demi faisant suite à leur arrivée en Grande-Bretagne. Aussi surréaliste était-ce d'entendre David Cameron s'insurger contre ce type de société, il n'était guère surprenant qu'il ait dressé du patriarcat un tableau directement opposé à sa vision de la société britannique : avancée, prétendument égalitaire et méritocratique.

Quand on se convainc que la misogynie n'est qu'un concept importé de l'étranger, cela revient à dire qu'elle n'est pas un problème chez nous. David Cameron aurait sûrement dû tempérer ses propos avant d'insinuer que la misogynie extrême avait été importée dans les Îles britanniques. Il n'est qu'à voir les chiffres de l'Office of National Statistics, qui établit qu'en Angleterre et au Pays de Galles, sept femmes en moyenne meurent chaque mois sous les coups de leur compagnon ou ex-compagnon²⁰ et que 85 000 femmes y sont violées chaque année²¹, pour comprendre que ce postulat est faux. La misogynie n'est pas un problème qui peut être résolu en fermant les frontières ou en donnant des cours de langue intensifs. C'est une réalité psychique, liée dans tous les pays à la représentation de la masculinité.

Malgré cela, l'idée que le multiculturalisme s'accompagne inévitablement d'une misogynie et d'un sexisme corrosifs est bien celle qui fut avancée suite aux agressions sexuelles de Cologne, en Allemagne, le soir du Nouvel An 2015. Ou encore celle qui refit surface en 2013, quand un réseau d'exploitation sexuelle d'enfants dirigé par des Asiatiques fut découvert à Rotherham, dans le sud du Yorkshire. En 2012 et 2013, l'expression « gang de prédateurs sexuels

asiatiques » fit la une d'un nombre incalculable de médias. L'extrême droite adorait cette idée d'un gang de prédateurs sexuels asiatiques. Car à ses yeux, les femmes sont « à nous ». Mais le fait est que si tous les hommes asiatiques quittaient subitement le pays, l'exploitation sexuelle des enfants ne disparaîtrait pas des Îles britanniques pour autant.

Il y a une dimension raciste évidente dans ces incidents, et le fait de le reconnaître n'empêche pas de condamner aussi la prédation et les abus sexuels, ou encore la misogynie. Très souvent, le fait d'être afro-féministe vous place entre le marteau et l'enclume, car vous combattez le racisme qui cible les personnes noires et basanées, mais vous luttez aussi contre le patriarcat qui vous entoure. Même si la lutte acharnée qui se joue dans l'arène politique exige des positions tranchées, il nous faut sur cette question rester nuancés.

Ce qui est incontestable, c'est que les idéaux de beauté et l'objétisation des corps féminins en Occident valorisent essentiellement la jeunesse et la couleur de peau blanche. Le corps de la femme blanche est publiquement traité comme une marchandise. Si jamais des corps de femmes noires ou basanées sont mis en avant, c'est comme une fantaisie : ils seront tantôt qualifiés de « ébène », « chocolat » ou « caramel », tantôt jugés tabou. La campagne « No More Page 3^{*} », soulevait entre autres ce point peu commenté : les femmes noires apparaissent rarement en page 3 des magazines, sans doute parce qu'elles ne sont pas jugées assez belles pour être objétisées. Il y a, bien évidemment des exceptions à la règle, souvent dans le monde du spectacle et des médias, où la liberté créative veille à flatter les besoins des hommes noirs et basanés.

Observons à présent le traitement réservé aux corps noirs et bruns dans les discours sur les violences sexuelles, et ce dans un monde

ivre d'une omniprésente blancheur. Les normes de beauté racistes instaurent une culture dans laquelle certains types de corps féminins sont considérés comme un bien public. En 2011, après que deux Pakistanais eurent été emprisonnés pour avoir violé et agressé sexuellement des jeunes femmes blanches, Jack Straw, ancien député du comté de Blackburn, donna l'impression de reprendre à son compte le langage des agresseurs, en affirmant que ces filles blanches avaient été perçues comme du « gibier facile » par leurs violeurs asiatiques. Pendant l'émission *Newsnight* sur la BBC, il ajouta : « Ces jeunes hommes vivent dans une société occidentale, et quoi qu'il arrive, ils se comportent comme tous les jeunes de leur âge. Ils débordent de testostérone et n'ont qu'une idée en tête : satisfaire leurs besoins. Mais les filles d'origine pakistanaise leur sont interdites, car on attend d'eux qu'ils épousent une Pakistanaise, originaire du pays²². » Ses commentaires furent massivement décriés par les autres politiciens, qui les contestèrent entièrement, et s'indignèrent des clichés sur toute une communauté ainsi véhiculés par Straw.

Ce que l'on semblait oublier, c'était que Jack Straw non seulement semblait se ranger du côté des agresseurs, mais en plus, qu'il ne contestait pas leur langage. D'abord, il versait dans le sempiternel argument « les garçons seront toujours des garçons », comme si le fait de déborder de testostérone annonçait inévitablement le viol d'un autre être humain. Cela n'est absolument pas le cas, et pourtant, cette croyance répandue permet de faire passer les violences et la contrainte pour de la simple curiosité juvénile. Ensuite, il faisait une erreur relativement ordinaire : les femmes ne sont pas des morceaux de viande qui attendent d'être dévorés. Les femmes ne sont pas des objets, elles ne sont pas passives et dociles, elles ne sont pas ouvertes ni en attente de quoi que ce soit. Ce qui est

particulièrement perfide, avec ce champ lexical de la nourriture et de la chair, c'est qu'il suggère aux hommes qu'ils doivent manger autant de viande et baiser autant de femmes que possible pour être au top de leur virilité. Dans les relations de genre, le terme « viande » prive les femmes de leur autonomie corporelle la plus basique, en sous-entendant que nous devons nous contenter d'être au menu, jamais assises à table.

Tout ceci, ajouté au sentiment de dévotion publique entourant le hijab, le niqab et la chair voilée des femmes noires et basanées, produit un cocktail particulièrement toxique. Car une telle exigence de pudeur est tout aussi restrictive et moralisatrice que le port obligatoire du bikini. Tous deux se concentrent de manière obsessionnelle sur l'apparence de la femme et sur la manière dont elle couvre ou découvre sa chair afin de déterminer sa valeur, comme si son corps appartenait au regard masculin avant de lui appartenir en propre. Une femme est certes toujours influencée par des facteurs externes dans sa façon de s'habiller, mais la décision finale devrait toujours lui revenir. Pourtant, dans les affaires de violences mentionnées plus haut, on refuse toujours que ces pauvres filles et femmes blanches, que ces filles et femmes de couleur prennent la parole. Ce n'est pas juste une question de patriarcat ; c'est aussi une manifestation de la dichotomie vierge/putain qui se répand partout, dans les villes, les pays et les cultures.

Nous ne parviendrons pas à détruire ce genre d'exploitation sans éradiquer les messages culturels omniprésents, aussi bien chez nous que chez les autres, qui disent aux hommes que la chair des femmes est à leur disposition. Tant que les femmes seront la cible d'attouchements dans les transports, tant qu'on se masturbera devant elles dans les rues, tant que la chair féminine sera réduite à un regard vide et des lèvres pulpeuses dans ces millions d'images

publicitaires qui font la promotion d'articles aussi banals que des compléments alimentaires ou des vestes à capuche, la misogynie restera un problème.

Tout comme nous remettons en cause les discours racistes et islamophobes en matière de violences sexuelles, nous devons aussi nous insurger contre le patriarcat là où il se trouve. L'un ne va pas sans l'autre. À l'heure actuelle, le discours sur la misogynie, tel qu'il s'est hissé jusqu'aux plus hautes sphères de l'État, soutient qu'il s'agit d'un concept importé. Non seulement c'est hypocrite, mais c'est surtout une façon de nous duper. Que les activistes féministes se gardent de s'allier à des forces politiques qui ne prennent la défense des femmes que quand il s'agit de dénigrer les musulmans.

Nous savons bien qu'un tel sujet doit être abordé avec nuances, mais quand des groupes d'hommes blancs agressent et violent des enfants et des bébés et que cela fait les gros titres de la presse, ces crimes ne sont pas présentés comme étant symptomatiques d'un problème inhérent aux *hommes* de la même façon que les crimes des hommes de couleur servent à prouver la barbarie de leur race. En avril 2015, quand sept hommes blancs agissant en bande organisée ont été jugés coupables d'avoir violé et agressé des enfants (ou d'avoir projeté de le faire), l'extrême droite ne s'est pas saisie de l'affaire pour appeler à l'expulsion de tous les hommes du pays. Ces sept hommes, qui étaient éparpillés sur le territoire britannique, communiquaient par Internet et partageaient leurs ébats par vidéoconférence. Dans le même temps, ils faisaient en sorte de s'ancrer dans leurs communautés respectives, pour amadouer les parents des enfants qu'ils convoitaient. L'un d'eux s'était même lié d'amitié avec une femme enceinte, en vue d'abuser de son futur bébé. D'après le reportage de la BBC sur ces affaires, des officiers de l'Agence nationale contre le crime décrivirent ces agissements

comme les plus « ignobles et pervers » qu'ils n'aient jamais vus. Mais les crimes de ces hommes blancs ne furent jamais attribués à leur race dans les articles qui leur étaient consacrés.

Nous, en tant que nation, détestons les pédophiles. Nous les maudissons d'être pédophiles. Pire encore, nous les considérons comme des anomalies. Mais nous n'attribuons pas leurs actions à une déviance propre aux hommes blancs. Quand des hommes blancs ciblent des bébés, des enfants et des adolescents pour satisfaire leurs pulsions sexuelles, nous n'exigeons pas de la communauté des hommes blancs une profonde réflexion sur ces actes.

Il ne s'agit pas de désigner des bons et des méchants – des notions binaires qui permettent d'étiqueter les gens facilement –, mais de blâmer la culture du viol. Demandons-nous pourquoi, quand des femmes et des enfants disent qu'ils ont été violés ou agressés sexuellement, il y a toujours des gens autour d'eux qui trouvent le moyen de suggérer qu'ils l'ont cherché ou provoqué. Nous devons rejeter les préjugés de classe qui font que ces pauvres victimes blanches n'ont pas été prises au sérieux par les autorités, et qu'une telle horreur a moins de risque d'arriver à une fille blanche de la classe moyenne d'Islington. La classe confère à votre vie la valeur que les autres lui attribuent. Le tabou, quand on parle de ces crimes, ce n'est pas la race, mais les hommes. Les hommes prédateurs. Toutes les femmes passées par l'adolescence pourraient raconter l'histoire de leur rencontre avec un prédateur, un homme qui flaire la jeunesse et la vulnérabilité, et ne cherche qu'à dominer.

Loin d'étouffer le débat, la prise en compte des problèmes de racisme est absolument essentielle pour qu'un mouvement féministe qui se veut largement représentatif. Je ne suis pas certaine qu'actuellement les courants les plus populaires du féminisme remplissent leur mission.

Même si le féminisme blanc est en passe d'être reconnu par les tenants du pouvoir, je crains que peu de choses ne changent, finalement, une fois qu'il aura triomphé. L'injustice continuera à prospérer, sauf que les femmes seront plus nombreuses aux commandes. Le féminisme, ce n'est pas une affaire d'égalité, ni, encore moins, d'infiltration discrète d'un monde du travail créé par et pour les hommes. Le féminisme, dans sa forme idéale, est un mouvement qui s'attache à affranchir toutes celles qui ont été marginalisées sur le plan économique, social et culturel par un système idéologique conçu pour qu'elles échouent. C'est-à-dire les personnes handicapées, noires, transsexuelles, les femmes et les individus non binaires, les personnes LGBTQ et les femmes issues des classes populaires. Militer pour l'égalité semble bien compliqué tant que l'on n'aura pas démêlé la situation dans laquelle nous sommes. Le féminisme aura gagné quand nous aurons éradiqué la pauvreté. Il aura gagné quand les femmes ne seront plus contraintes, par défaut, de faire double travail (s'occuper de leur famille et répondre à ses besoins affectifs, en plus de leur journée de boulot).

Le chaos dans lequel nous vivons n'est pas un hasard. S'il a été créé par des gens, il peut aussi être démantelé, puis reconstruit en un monde dont tout le monde pourrait jouir, et pas juste une poignée d'égoïstes sans scrupules. Au-delà de ses revendications évidentes – mettre un terme aux violences sexuelles et aux écarts de salaires –, le féminisme doit avoir une conscience de classe, et être sensibilisé à la dimension limitante de la binarité du genre. Il doit reconnaître que les personnes handicapées ne sont pas déficientes par nature, et que ce sont plutôt les valides qui ont échoué à créer un monde matériel capable de prendre soin de tous. Le féminisme doit exiger des logements abordables, décents et sûrs, ainsi qu'un revenu de base universel. Il devrait exiger un salaire pour les mères au foyer et des

services de garde d'enfants gratuits pour les mères qui travaillent. Il devrait reconnaître que nous vivons dans un monde qui exige des femmes qu'elles soient désirables, mais qui punit les travailleuses du sexe profitant de cette situation pour gagner leur vie. Le féminisme doit reconnaître que la sexualité est fluctuante ; nous devons rêver d'un monde où les gens ne seront pas brutalement rappelés à l'ordre pour avoir transgressé la rigidité des rôles liés au genre. Le féminisme doit revendiquer un monde dans lequel l'histoire raciste sera reconnue et expliquée, dans lequel des réparations seront attribuées, dans lequel la race sera totalement déconstruite.

Je conçois que ces demandes semblent utopiques et irréalistes. Mais je pense que le féminisme *se doit* d'être utopique et irréaliste, loin de toute conformité avec le monde dans lequel nous vivons. Nous devons avoir un espoir et une vision avant de nous battre pour les réaliser. Nous ne devons pas baisser les bras, invoquer le réalisme ni nous résigner à la situation actuelle. Car après tout, les idéaux utopiques sont tout aussi idéologiques que les fondations politiques du monde dans lequel nous vivons. Et surtout, le féminisme est toujours en construction. Nous avons encore bien des choses à apprendre.

J'ai toujours adoré l'aisance avec laquelle le féminisme taillait en pièces la misogynie, son assurance impérieuse, sa capacité à terroriser la médiocrité masculine. Mais il doit être un tout, tenir compte de chaque aspect de ce que l'écrivaine bell hooks a nommé la « classe patriarcale, capitaliste et suprémaciste blanche ». Le féminisme ne sert à rien s'il se contente de fournir une analyse courtoise et exclusivement axée sur le genre, assez mesurée et complaisante pour qu'on la tolère dans les entreprises. Il est en échec s'il fonctionne comme un mouvement fermé, même involontairement, pas assez conscient de soi pour reconnaître quand

ses membres profitent du système en vigueur. À l'heure où le féminisme est devenu un mouvement blanc pacifique, prétendant œuvrer au nom de toutes les femmes sans jamais remettre en cause son écrasante blancheur, il est temps de songer à prendre un nouveau départ.

Les revendications en matière d'égalité doivent être aussi complexes que les inégalités qu'elles combattent. La question à se poser est la suivante : de qui voulons-nous être les égales ? Les hommes, pas plus que les femmes, ne forment un groupe homogène. Le chancelier de l'Échiquier* mène une vie très différente de celle du postier, qui glisse chaque jour mon courrier dans ma boîte aux lettres. Au cours de sa vie, ce dernier n'a sans doute pas eu les mêmes opportunités que son concitoyen du gouvernement. Il n'est certainement pas né dans une famille riche, ses parents n'ont probablement pas pu lui payer une prestigieuse école privée, qui lui eût permis de s'offrir les privilèges de la haute société pour le restant de sa vie. Les hommes vivent dans des milieux différents. Certains sont victimes de racisme. D'autres d'homophobie. Même si, en tant que féministes, nous décidons d'ignorer ces différences entre les hommes, est-ce que revendiquer l'égalité, c'est exiger la parité avec des gens qui ont toujours bénéficié d'une part excessivement élevée des ressources ?

Clairement, l'égalité n'est pas ce qu'il nous faut. Réclamer une infime portion d'une quantité démesurée de pouvoir est une requête bien trop polie. Je ne veux pas être intégrée au système. Je préférerais interpellé celui qui a créé de tels critères. Après une vie passée à incarner la différence, je n'ai aucune envie d'être égale. Je veux déconstruire le pouvoir structurel d'un système qui m'a étiquetée comme étant différente. Je ne souhaite pas être assimilée au *statu quo*. Je veux être libérée de toutes ces présomptions négatives qui

accompagnent mes attributs. Ce n'est pas à *moi* de changer. Mais au monde qui m'entoure.

L'égalité est un objectif honorable, tant qu'elle reste une revendication transitoire, mais il serait malhonnête de ne pas la prendre pour ce qu'elle est : la voie de la facilité. Ce n'est pas la même chose de dire : « Nous voulons être intégrées » que de dire : « Nous voulons reconstruire votre système excluant. » La première formule est généralement mieux acceptée de l'opinion publique.

Il y a une telle stigmatisation des femmes qui disent ce qu'elles pensent, *a fortiori* des femmes noires. En 2013, quand la top-modèle Naomi Campbell joignit sa voix à une campagne pour qu'il y ait plus de mannequins de couleur sur les podiums de la Fashion Week (les statistiques indiquaient à l'époque que 82 % des top-modèles de la Fashion Week étaient blanches), elle fut prise à partie par un journaliste de Channel 4 News, qui lui dit : « Vous avez la réputation, à tort ou à raison, d'être une personne très très en colère²³. »

On ne peut pas discuter avec la femme noire en colère. Elle répond. Elle n'est pas docile, douce ou agréable, conformément aux critères de la féminité blanche. Sa colère la rend moche et indésirable. C'est pour cela qu'elle ne trouvera jamais de mari, et si elle y parvient, elle l'émasculera. Le concept de castration en lui-même exige des rôles de genre sexistes fermement établis. Le stéréotype de la femme noire en colère use de la misogynie comme d'un bâton pour l'assommer. Le concept de la femme noire en colère qui surgit pour castrer l'homme est sexiste, car il s'appuie sur des présomptions quant aux caractéristiques des hommes, limitant inévitablement la portée de leur humanité. Pour croire à la castration, vous devez être convaincu que la virilité n'est que pouvoir, force et domination. Autant de traits de caractère censés

être formidables chez l'homme, mais clairement repoussants chez la femme. Surtout chez celles qui sont noires et en colère. De manière générale, les femmes ne sont pas censées être en colère. Les femmes sont censées sourire, ravalier leurs émotions et faire preuve d'abnégation. Être autoritaire, c'est moche, et bien entendu, la pire chose qui puisse arriver à une femme, c'est d'être moche. Notre couleur de peau, en tant que femmes noires, nous place déjà bien assez haut sur l'échelle de la laideur. Et que Dieu nous préserve d'être grosses !

L'expression « femme noire en colère » en dit plus sur la masculinité et la blancheur que sur les femmes noires. Elle s'intègre au système en vigueur, qui reconnaît à la fois son étouffante suprématie et sa subtile fragilité, et qui a conscience de sa perte de vitesse et de son besoin compulsif de freiner les bouleversements qui le guettent.

Avant, j'avais peur d'être perçue comme une femme noire en colère. Mais j'ai très vite compris que, quel que soit au fond le sentiment qui m'anime, on pourrait et finirait toujours par l'interpréter comme de la colère. Mon assurance, ma passion et mon enthousiasme peuvent tous se retourner contre moi. Et d'ailleurs, cacher ma frustration ne m'empêcherait pas non plus d'être étiquetée comme « en colère », donc je me suis dit : rien à foutre. J'ai décidé de dire ce que je pensais vraiment. Plus je me suis affirmée sur le plan politique, plus les hommes m'ont hurlé dessus. L'artiste performeuse Selina Thompson m'a confié que, quand elle pense à ce que cela signifie d'être « femme noire en colère », le mot « honnêteté » lui vient à l'esprit. Il ne sert à rien de garder le silence en espérant être aimée. Le plus souvent, personne ne se battra à votre place. Comme la poète féministe noire Audre Lorde l'a si bien

dit : « Votre silence ne vous protégera pas non plus. » À qui profite notre silence ? Certainement pas à nous.

Race et classe

Depuis que j'écris et m'exprime publiquement sur la race, une question m'est posée systématiquement : « Qu'en est-il de la classe ? » Où que j'aille, cette question est soulevée. Elle sous-entend que le véritable combat à mener en Grande-Bretagne se situerait plutôt du côté de la classe que de la race, et qu'il faudrait forcément choisir entre l'une ou l'autre. Je rejette en bloc cette hypothèse. Mais je vais tout de même tenter de répondre à la question. Qu'en est-il, donc, de la classe ? Et comment interagit-elle avec la race, pour autant qu'elle le fasse ?

En Grande-Bretagne, la classe est essentielle pour nous aider à comprendre la place que nous occupons dans la société. Depuis l'époque victorienne, nous avons été confinés dans l'une des trois catégories suivantes : la classe ouvrière, la classe moyenne et la bourgeoisie. Nous avons abordé la classe selon la méthode marxiste, avec pour facteur déterminant la relation qu'un individu entretient avec les moyens de production. On dit souvent que, si vous êtes rémunéré à l'heure et que vous êtes locataire, vous faites partie de la classe ouvrière, alors que si vous êtes payé mensuellement et que vous êtes propriétaire de votre maison, vous appartenez à la classe

moyenne. Mais nous ne vivons plus dans un pays fourmillant d'usines, de mines et de moulins, où l'on était soit patron soit travailleur. Je fais partie de cette génération qui a vu la génération précédente se gaver de crédits en apparence illimités, au point de flouter la frontière entre les riches et les pauvres. J'avais 12 ans quand Tony Blair, le Premier ministre de l'époque, annonça son objectif d'amener 50 % des jeunes adultes à l'enseignement supérieur d'ici l'année 2010. L'entrée à l'université n'était plus un véritable indicateur de classe. À mon époque, on faisait ses premiers pas sur le marché du travail aussi bien dans un atelier de fabrication que dans un restaurant ou un centre d'appel. La distinction entre cols bleus et cols blancs ne nous a jamais tellement parlé. Après la crise de 2008, ces catégories se sont encore plus estompées, à mesure que la sécurité de l'emploi devenait pour la plupart un rêve plus qu'une réalité.

Comme nous vivons dans un pays où l'on aime à se considérer comme opprimé, une enquête de 2016 conduite par la British Social Attitudes démontra sans surprise que 60 % de l'opinion britannique s'identifiait à la classe ouvrière. La partie la plus intéressante de l'enquête indiquait que 47 % de ceux qui pensaient appartenir à cette classe occupaient en réalité un poste de responsable ou un emploi qualifié. Bien loin de la véritable classe ouvrière. Dans son analyse des chiffres, l'enquête qualifia cette identification d'un « esprit de classe ouvrière ». Et même si les enquêtés n'avaient pas été ventilés par catégorie raciale, ceux qui s'identifiaient ainsi à la classe ouvrière tout en occupant des postes de classe moyenne semblaient plus susceptibles d'avoir des idées politiques anti-immigration¹. Aussi, quand les gens me demandent : « Et la classe ? » lorsque je parle de race, je ne peux pas m'empêcher de me demander si c'est réellement d'argent dont ils parlent, ou plutôt d'un certain état d'esprit.

Mandatée par la BBC, le Great British Class Survey fut l'une des enquêtes les plus brillantes et les plus solides réalisées ces dernières années. Près de 160 000 personnes y participèrent. Publiés en 2013, les résultats révélèrent qu'il n'y avait plus simplement trois classes, mais sept. L'élite comprend les personnes les plus riches du pays et enregistre les résultats les plus élevés sur les plans économique, social et culturel. La petite bourgeoisie établie est la deuxième classe la plus riche. Ses membres adorent la culture. Elle est suivie par la classe moyenne technique, qui a de l'argent, mais ne sort pas beaucoup. Les nouveaux travailleurs aisés ont des revenus plutôt moyens, mais ils se cultivent et sortent beaucoup. Ils viennent de milieux modestes et sont moins susceptibles d'être allés à l'université. La classe ouvrière traditionnelle est, en moyenne, le groupe le plus vieux. Les travailleurs des services émergents sont à la traîne, en termes de stabilité financière. Pour finir, il reste le précaire : le groupe le plus défavorisé².

Contrairement à de nombreuses autres enquêtes sur la classe, la BBC a choisi ici de recueillir l'identité raciale de ses enquêtés. La plupart des personnes de couleur font partie des travailleurs des services émergents, qu'ils composent à 21 %. Nous avons également deux fois plus de chances de faire partie du groupe des travailleurs des services émergents que de la classe ouvrière traditionnelle. Et matériellement, nous sommes encore plus pauvres.

Je dis « nous », car d'après cette méthode de calcul, je suis une travailleuse des services émergents, tout comme 19 % de la population. Nous sommes généralement jeunes et nous vivons dans des milieux urbains. Beaucoup d'entre nous ne sont pas blancs. Notre capital culturel et social est élevé, mais notre capital économique est pratiquement inexistant. Nos revenus atteignent en moyenne 21 000 livres par an. Un total supérieur à celui de la classe

ouvrière traditionnelle, qui vit généralement dans les zones post-industrielles d'Angleterre. Ses membres ont en revanche plus de chances d'être propriétaires de leur maison et ont plus d'argent sur leur compte épargne que ceux de mon groupe. Le rapport du Great British Class Survey a abouti à la conclusion que les travailleurs des services émergents – diplômés d'études artistiques et humanitaires, travaillant dans des bars ou des centres d'appel – étaient les enfants des membres de la classe ouvrière traditionnelle. Selon moi, ce sont aussi les enfants d'immigrés.

Ces données laissent entendre que, quand on parle d'inégalités structurelles, le choix de la race ou de la classe ne peut pas être aussi simple ou binaire. D'une part, parce que la hiérarchie des classes sociales réparties sur trois niveaux n'existe plus réellement, mais aussi parce qu'il semblerait que les inégalités raciales existantes soient amplifiées, et non pas gommées, par les inégalités de classe. Suite au collectif budgétaire de l'été 2015, une analyse du Runnymede Trust – un *think tank* dédié à la lutte contre le racisme – révéla que 4 millions de personnes noires ou issues de minorités ethniques seraient dans une situation encore plus précaire après son application, que les Noirs et les personnes issues de minorités ethniques étaient surreprésentées dans les zones particulièrement touchées par ces mesures, et que les inégalités raciales ne feraient qu'empirer par la suite. La réalité, c'est que si vous n'êtes pas né blanc dans ce pays, vous n'êtes probablement pas né dans l'opulence. Une enquête menée par la Joseph Rowntree Foundation a montré que les personnes noires et issues de minorités ethniques avaient bien plus de chances de vivre dans la pauvreté que leurs homologues blancs. Au moment de l'enquête, la fondation a révélé que seuls 20 % des Blancs britanniques vivaient en dessous du seuil de pauvreté monétaire, contre 30 % des Noirs caribéens, 45 % des

Noirs africains, 55 % des Pakistanais et 65 % des Bangladais. Encore plus troublant, le rapport a également indiqué que 50 % des enfants noirs et issus de minorités ethniques vivaient dans la pauvreté³.

Cela dit, ce rapport de Joseph Rowntree date de 2007. L'analyse des données du recensement permet d'examiner la race et la pauvreté sur le long terme en Grande-Bretagne. Publiée en 2014, une analyse du recensement de 2011 axée sur la race et le marché du travail a démontré que les hommes noirs âgés de 16 à 64 ans présentaient les taux de chômage les plus élevés du pays, et que la probabilité d'être au chômage était plus élevée chez les femmes noires que blanches. En ce qui concerne le type d'emplois que les Britanniques occupent, les faits nous dirigent aussi vers les catégories raciales. Les hommes pakistanais, noirs africains et bangladais sont les plus susceptibles d'occuper des emplois peu qualifiés (et mal payés). D'après le recensement, ces emplois peu qualifiés concernent l'administration, les soins, la vente et le service à la clientèle, et le maniement de machines. Les Asiatiques sont concentrés dans des secteurs tels que l'accueil, la restauration et la vente au détail, tandis que les femmes noires et issues de minorités ethniques travaillent essentiellement dans les domaines du social et de la santé (ce qui veut dire que, quand ces services publics sont soumis à des restrictions budgétaires, les femmes noires sont particulièrement touchées). Les hommes pakistanais et indiens opèrent généralement dans les secteurs de la vente en gros, au détail et de la mécanique⁴. Ce ne sont pas vraiment des emplois de classe moyenne.

Tels sont les chiffres objectifs. Ils laissent entendre que nombreux sont ceux qui pensent que leur classe est liée à leurs préférences politiques et culturelles, et non à leurs biens et leur richesse. En Grande-Bretagne, on accepte généralement l'idée que votre classe, à

défaut de la race et du racisme, puisse avoir un impact positif ou négatif sur votre destinée. Mais cette analyse n'intègre que rarement la race. En matière d'inégalités, on nous incite à penser que la race et la classe sont deux choses distinctes et séparées. Or ce n'est pas le cas.

Loin de moi l'idée de prétendre que les Blancs ne sont pas touchés par la pauvreté en Grande-Bretagne. Il s'agit plutôt de souligner le fait que les gens qui composent la classe ouvrière de ce pays ne sont pas tous blancs. Malgré les préjugés en matière de classe, et l'obsession sur la pureté de l'exclusivité raciale britannique, nous devons nous demander qui compose réellement la classe ouvrière.

Le débat sur la classe et les inégalités n'a jamais semblé aussi pressant que lors de la récente crise du logement à Londres, due notamment au manque de logements sociaux, à la faible réglementation du secteur locatif privé et à la quête toujours plus futile de l'accès à la propriété. Dans la capitale, les appartements de luxe réservés à des gens jouissant de revenus exceptionnellement élevés semblent s'être d'abord propagés dans l'est, avant de gagner rapidement le nord. Leur construction fut anormalement rapide. J'ai passé la moitié de mon enfance à Tottenham, dans le nord-est de Londres. J'y retourne régulièrement pour voir ma famille ou des amis, et le quartier change à vue d'œil. En marchant dans une rue de Tottenham un soir d'automne, j'ai remarqué qu'un terrain, qui était autrefois une zone de démolition, était désormais rempli d'échafaudages. Le chantier était entouré d'une palissade, elle-même recouverte d'affiches séduisantes, aux slogans tout aussi attirants qu'inquiétants.

Selon, en effet, la personne qui les regardait, leur interprétation pouvait être tout à fait différente. « Profitez d'un cadre de vie plus urbain en plein cœur du nord de Londres », pouvait-on lire sur une

pancarte. Manifestement, cette invitation ne s'adressait pas à ceux qui vivaient déjà à Tottenham, mais à de nouveaux arrivants. Peut-être à des primo-accédants tentant désespérément d'acheter leur premier bien avec l'aide de la banque de papa et maman, ou peut-être même à des promoteurs, dont le seul but était de faire de l'argent en profitant de la crise du logement. Ici, le mot « urbain » était un terme codé, qui sous-entendait en fait que la zone était défavorisée, pauvre et délabrée. « Urbain », comme souvent (notamment en musique), était une manière implicite de dire : « Des Noirs vivent ici. » D'après le recensement de 2011, 65 % des résidents de Haringey indiquèrent qu'ils n'étaient pas des Britanniques blancs. Cette soudaine hausse des nouvelles constructions à Tottenham me laissait dubitative : je craignais qu'elle annonce une nouvelle phase de gentrification, qui aurait des répercussions colossales sur la composition de la zone en termes de race et de classe.

Mes inquiétudes n'étaient pas sans fondement. En 2013, *The Economist* rapportait qu'entre 2001 et 2011, le district voisin de Hackney avait vu la population blanche des quartiers de Stoke Newington et de Dalston augmenter respectivement de 15 % et de 26 %⁵. Alimenté par la gentrification, ce changement ne s'articulait pas uniquement autour de la race, mais aussi des ressources, de la richesse et de la mobilité. C'était aussi une histoire de classe.

Après avoir repéré cette première invitation à « vivre dans un cadre urbain », j'ai remarqué que des sites de nouvelles constructions similaires fleurissaient partout dans Tottenham. En 2015, du côté du stade de football de Tottenham High Road, les barrières entourant les Rivers Apartments fraîchement construits promettaient aux passants un « développement majeur dans une zone axée sur le sport en plein Tottenham » : de nouvelles maisons, une nouvelle école et de nouveaux emplois. Fascinée par les répercussions sociales

et raciales du boom immobilier de Londres, j'ai décidé de m'y intéresser de plus près, en commençant par passer au crible tous les documents du conseil municipal accessibles au public.

La même année, le conseil municipal de Haringey planifia la construction de 1 900 logements dans le quartier de Tottenham d'ici à 2018. Celle-ci s'inscrivait dans le cadre d'un programme de rénovation de 131 millions de livres, dont le financement était assuré par l'administration la plus importante de la ville, l'Autorité du Grand Londres. À première vue, il s'agissait là d'une entreprise positive, qui permettrait de répondre à une forte demande de logements dans le district de Haringey. Au milieu de l'année 2015, la liste d'attente des demandeurs de logements sociaux comptait plus de 4 500 personnes, en quête d'un endroit où vivre. Le conseil municipal décida que la moitié des logements construits seraient des logements sociaux, dont deux tiers seraient accessibles à la location et un tiers à la propriété partagée. En réponse à la crise du logement, cette mesure ne pouvait pas mieux tomber.

Mais après avoir observé d'un peu plus près les plans de rénovation du quartier, j'ai découvert tout autre chose. Un curieux groupe d'individus s'était réuni pour demander précisément à qui les nouveaux logements de Tottenham profiteraient. Ils soulevaient des points très intéressants au sujet de la race, de la classe, de la richesse et de l'accessibilité. L'un de ces activistes m'a dit : « Nous ne sommes pas opposés à la rénovation. Cette communauté et cette zone ont besoin de rénovations et d'investissements pour les résidents qui y vivent déjà. » Son point de vue était partagé par un autre militant, qui ajouta : « Les gens souhaitent que des améliorations soient apportées. Mais quel type d'améliorations, et pour qui ? »

La question était de savoir si les résidents locaux les plus modestes et les plus démunis – qui se trouvaient être majoritairement noirs – pourraient en profiter. Les principales critiques à l'encontre des programmes de logements de Haringey portaient sur la décision du conseil municipal « d'accorder la priorité absolue à l'accessibilité à la propriété ». L'évaluation de l'impact sur l'égalité (EQIA) réalisée par le conseil municipal dans le cadre de sa stratégie d'habitat indiquait : « Il est possible qu'avec le temps, les résidents noirs de Haringey ne puissent pas bénéficier des plans visant à construire plus de logements dans le district, afin de promouvoir l'accès à la propriété dans l'est de Haringey. Les ménages blancs en profiteront peut-être plus facilement. » Les 250 logements sociaux accessibles à la location que Haringey avait prévu de construire pour l'année 2018 ne prenaient ainsi en compte que 5 % des personnes en attente d'être placées, concluait l'EQIA. C'était consternant. Mais à l'époque, le conseil municipal de Haringey soutenait qu'il devait aussi vendre quelques propriétés privées, car les fonds alloués par le gouvernement central n'étaient pas suffisants pour financer l'intégralité du projet.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé ici, il est nécessaire de remettre ces programmes de logements dans le contexte historique de Tottenham, en termes de race et de classe. En 2015, le résident moyen de Haringey gagnait environ 24 000 livres par an. Ce chiffre est supérieur à la moyenne nationale de 22 044 livres, mais en dessous du salaire moyen des habitants de Londres *intra muros*, qui s'élève à 34 473 livres. Toutefois, le revenu moyen par habitant à Haringey était faussé par d'importantes disparités salariales au sein du district.

Le conseil municipal faisait état d'une « fracture est-ouest ». À Tottenham Hale, dans l'est de Haringey, là où le projet d'habitat

avait été proposé, la majorité des résidents travaille dans les secteurs de la vente et des services, du nettoyage, de la livraison de marchandises et de la collecte des déchets. Comparativement, 23,9 % de l'ensemble des résidents de Haringey occupent des emplois qualifiés. La fracture sociale est évidente. Le taux de propriétaires de logement est élevé dans la partie aisée, à l'ouest du district – dans des quartiers tels que Muswell Hill, Crouch End et Highgate –, tandis que les résidents de l'est du district – dans des quartiers tels que Seven Sisters, White Hart Lane et Tottenham Hale – vivent essentiellement dans des logements sociaux. De même, les salaires élevés se trouvent majoritairement dans l'ouest de Haringey, tandis que les revenus les plus faibles sont concentrés à l'est. Ces lignes de fracture sont exacerbées par la race, avec une population blanche disproportionnée à l'ouest du district, et une population noire surreprésentée à l'est. Dans les quartiers ouest de Muswell Hill, Crouch End et Highgate, plus de 80 % des résidents sont blancs, contre environ 40 % dans les circonscriptions de Northumberland Park et Tottenham Hale, dans l'est de Haringey.

Un rapport du Runnymede Trust et de l'université de Manchester a établi que Haringey était l'une des zones les plus inégalitaires d'Angleterre et du Pays de Galles⁶. Et d'après l'évaluation de l'impact sur l'égalité réalisée par le conseil municipal, dans le district, les mères célibataires sont les plus susceptibles de se retrouver sans domicile fixe. Sur l'année 2015, le nombre de mères célibataires enregistrées comme sans-abri était en hausse. On pouvait dès lors conclure que ces situations précaires touchaient essentiellement les femmes, l'écrasante majorité d'entre elles étant très certainement noires et mères. Avec son programme de logements, leur propre conseil municipal avait choisi d'ignorer leurs besoins.

En mars 2015, les désaccords suscités par le programme de rénovation du conseil municipal avaient fini par gagner les autorités locales. Le comité général du parti travailliste de la circonscription de Tottenham, une organisation regroupant les membres locaux du parti, adopta à l'unanimité une résolution d'urgence faisant état de son inquiétude, car le plan d'habitat du conseil municipal avait « placé à la charge des résidents noirs qu'ils augmentent leurs revenus pour se permettre de vivre dans les nouvelles habitations proposées, et n'avait pas envisagé ni exigé la mise en place de mesures visant à favoriser l'égalité des chances et éviter la discrimination. » La résolution n'était pas conforme à la politique des conseillers travaillistes de Tottenham, mais elle souligna clairement l'insatisfaction générale.

Après que j'ai lourdement insisté auprès du conseil de Haringey pour obtenir des explications sur la nature excluante de ce plan d'habitat, Alan Strickland, conseiller municipal de Haringey et membre du cabinet pour le logement et la rénovation, m'a répondu : « Quand les gens ne parviennent pas à accéder à certains types de logements à cause de leurs revenus, il est clair que nous devons avant tout faire en sorte d'améliorer les salaires. Cela doit passer par les compétences et par l'emploi, la formation et l'embauche. Nous devons miser sur le développement économique et la création d'emplois, pour nous assurer de l'amélioration des chances de réussite de chacun, pour que tout le monde puisse accéder à ces nouveaux logements. » Compte tenu du contexte d'injustice économique et raciale systématique, cette réponse me semblait déraisonnablement ambitieuse et bien trop complaisante. S'il fallait résoudre ce problème à l'échelle nationale, comment diable un conseil municipal allait-il faire pour y parvenir ? Malgré tout, il fut décidé de poursuivre la mise en œuvre du programme. Au milieu de

l'année 2016, une source proche du conseil municipal de Haringey m'indiqua qu'ils n'avaient aucune intention de faire marche arrière, malgré les preuves concrètes que ces plans pourraient conduire au départ forcé des Noirs.

Cet exemple ne concerne qu'un seul arrondissement, dans une seule ville. Mais il illustre concrètement à quel point la race et la classe sont indissociables en Grande-Bretagne. Dans ce cas précis, construire des logements inaccessibles aux gens de la classe populaire revenait de fait à les rendre inaccessibles aux Noirs.

Il nous faut revoir la représentation que l'on se fait d'un membre de la classe populaire. Au lieu d'un homme blanc coiffé d'un béret, il serait plus juste d'imaginer une femme noire poussant un landau. Demandons-nous à qui profite cette croyance selon laquelle les seuls individus de la classe populaire dignes de notre empathie sont blancs, ou selon laquelle les Noirs et les minorités ethniques pillent les maigres ressources allouées à la classe populaire blanche, qui se voit ainsi lésée.

L'air de rien, une nouvelle expression a fait son trou dans le jargon politique britannique, au cours de ces dix dernières années. Il s'agit du terme « classe populaire blanche », censé décrire un groupe de personnes défavorisées et sous-représentées en Grande-Bretagne. Lorsqu'elle annonça sa candidature pour la présidence du parti travailliste en 2015, Liz Kendall, députée de la circonscription de Leicester West, fit ouvertement connaître son intention de soutenir les enfants de la classe populaire blanche. Préparant alors le terrain pour sa campagne, elle confia à des journalistes qu'elle voulait que les travaillistes « fassent ce qui était le mieux pour les jeunes, notamment dans les communautés populaires blanches⁷. » Ce n'était pas simplement la discrimination de classe qui empêchait ces jeunes d'avancer, suggérait-elle. C'était leur couleur de peau.

Et quand la BBC fit part de sa volonté d'accroître la représentation des personnes de couleur dans ses effectifs, dans le but de pallier un problème de surreprésentation des Blancs à l'écran comme ailleurs, le politicien conservateur Philip Davies s'offusqua. M. Davies était tellement outré qu'il décida de s'en prendre à Tony Hall, le directeur général de la BBC. Prenant M. Hall à partie, lors d'une séance du Comité de la culture, des médias et des sports de la Chambre des communes, Davies affirma : « Si l'un de mes électeurs blancs, issu de la classe populaire, souhaitait candidater [...], pourquoi devrait-il s'abstenir, sous prétexte que vous vous êtes fixé des objectifs politiquement corrects⁸ ? » Une fois encore, il était sous-entendu que la race et la classe étaient deux handicaps distincts, qui entraient directement en concurrence. L'expression « classe populaire blanche » est un élément de langage emprunté à l'extrême droite. Le fait d'apposer le mot « blanc » à l'expression « classe populaire » suggère que ces gens subissent des désavantages structurels parce qu'ils sont blancs, plutôt que parce qu'ils sont issus de la classe populaire. Ce sont là de vieilles peurs remises au goût du jour par la victimisation blanche, impliquant que les véritables victimes du racisme sont les Blancs, et que ce racisme inversé est dû au « traitement spécial » et injuste dont bénéficient les Noirs. En se prononçant contre la discrimination positive à la BBC, le député Philip Davies donnait l'impression d'avoir pris cette mesure comme une attaque dirigée contre ses électeurs blancs de classe populaire, plutôt qu'un défi à relever pour les responsables et cadres blancs de classe moyenne de la BBC.

Et nous voilà obnubilés par un racisme inversé imaginaire, au lieu de reconnaître l'existence du préjudice de classe. Il est extraordinaire de voir à quel point la rhétorique de Nick Griffin, dépeignant une classe moyenne blanche assiégée, a été assimilée par l'opinion

majoritaire, moins d'une décennie après son apogée politique. En Grande-Bretagne, le privilège de classe des gens issus de la classe moyenne et de la bourgeoisie n'est jamais remis en cause, car on préfère se concentrer sur le sort des classes populaires blanches. En lieu et place, l'attention se détourne vers les personnes de couleur. Vers les immigrés. C'est ce qu'on appelle la « mentalité de pénurie ». « Nombre de gens pensent que leur communauté a évolué trop rapidement, et que dans certains quartiers, le gouvernement n'a pas fait le nécessaire pour accompagner cette évolution », affirma la conservatrice Baroness Sayeeda Warsi en 2009, lors de l'émission *Question Time* sur la BBC. À l'époque, elle occupait la fonction de ministre de la Cohésion communautaire et de l'Action sociale au sein du cabinet fantôme. « Il ne s'agit pas d'un débat sur la race, poursuivit-elle. C'est un débat sur les ressources. »

Même si, de façon quelque peu optimiste, Baroness Warsi essayait de changer les termes du débat, les immigrés n'ont jamais cessé d'être la cible de réactions hostiles. Ce sentiment de pénurie a par ailleurs été nourri par les politiques gouvernementales. Des politiques telles que le *right to buy*, qui dans les années 1980 permettait aux locataires de logements sociaux d'acheter le bien dans lequel ils vivaient en bénéficiant d'une décote, ont considérablement réduit le nombre de logements sociaux disponibles en Grande-Bretagne. Encore aujourd'hui, les conseils municipaux éprouvent des difficultés à remplacer les propriétés qui ont été vendues. Entre 2015 et 2016, des données sur le suivi de ces ventes ont montré que sur les 12 246 logements municipaux vendus à des locataires dans le cadre du *right to buy*, seuls 2 055 logements ont fait l'objet d'une construction de remplacement⁹. Ce sont là les conséquences d'un choix politique, non d'une prise d'assaut des logements sociaux par des immigrés cupides.

La solution pour mettre un terme à la pauvreté et à la précarité en matière de logement n'est pas de stopper l'immigration. Il n'existe aucune preuve de ce que si « les miens » acceptaient tous de « rentrer dans leur pays d'origine », la vie serait meilleure ou plus facile pour les Blancs pauvres. Les mêmes systèmes et pratiques, menant à une hiérarchie des classes, se perpétueraient.

Demandons-nous plutôt pourquoi les politiciens n'abordent les problématiques de classe et de pauvreté que lorsque les Blancs sont concernés. Tant que la race n'est pas impliquée, on trouve inutile d'élaborer des politiques ciblées à l'intention des classes populaires. À dire vrai, avant que la controverse sur la classe populaire blanche ne survienne, la classe était un sujet tabou en politique. En 1987, quand Margaret Thatcher affirma que « la société n'existait pas », elle ne fit que renforcer le sentiment national selon lequel seule l'ambition personnelle permettait aux gens d'avancer dans la vie. Même si nous, en tant que pays, sommes obsédés par la classe, nous nous sommes laissé convaincre pendant très longtemps qu'elle n'avait aucune importance.

Aujourd'hui, je crains que nous ayons accepté trop facilement le discours de l'extrême droite, selon lequel les travailleurs britanniques blancs, honnêtes et valeureux, seraient assiégés par les immigrés. Un rapport de 2014, conduit par l'entreprise d'études de marché Ipsos MORI, a révélé que, dans l'esprit des Britanniques, la part d'habitants du pays nés à l'étranger s'élevait à 31 %, alors que ce pourcentage était en réalité de 13 %¹⁰. Le même rapport démontra que plus vos revenus étaient élevés, plus vous étiez susceptibles de penser que les immigrés étaient un fardeau pour le service public. Jadis, on fustigeait les gens de la classe ouvrière pour avoir l'audace d'être en vie, aujourd'hui, on accepte de leur tendre une main aidante, du moment que l'on s'oppose aux minorités ethniques

parasites. Le fait d'apposer le terme « blanc » à l'expression « classe populaire » permet de diffuser des préjugés sur la race, le travail et la pauvreté, qui augmentent la valeur de la blanchité, comme celle d'une monnaie.

Quand on parle de race, de diversité, ou de la moindre tentative d'intégration à tendance progressiste, des Blancs de classe moyenne défendant leurs intérêts propres manifestent un regain d'intérêt pour le sort de leurs homologues blancs des classes populaires. Entre les mains de ceux qui ne manquent de rien, la race et la classe des plus démunis sont alors dressées l'une contre l'autre. Pourtant, rien n'est plus faux que le mythe de l'immigré vorace, tout prêt à voler ce qui revient aux Blancs des classes populaires. Un rapport de *The Economist*, ayant passé au crible les données de l'Office of National Statistics, montra que quelques-uns des Britanniques les plus riches profitaient de services tels que les transports publics ou la NHS de manière bien plus avantageuse que leurs homologues moins fortunés¹¹, prouvant ainsi que ceux qui ne manquent de rien ne sont pas en reste lorsqu'il s'agit de s'approprier les ressources. Le mythe de l'immigré vorace, en revanche, sert des objectifs bien précis. En d'autres termes, les intérêts de ceux qui font tout pour maintenir la situation en l'état.

C'est un exemple classique (et très efficace) du fameux « diviser pour mieux régner ». Cela peut paraître cliché, mais si les plus amers envers leurs voisins immigrés prenaient le temps de leur parler pour mieux connaître leur situation, ils se rendraient sans doute compte que rien ne leur a été servi sur un plateau, qu'ils vivent plutôt dans des conditions déplorables, à l'étroit, et que la situation qu'ils ont quittée avant de venir ici était probablement bien pire.

Des années avant que les Noirs et les immigrés ne s'installent en nombre dans ce pays, la hiérarchie des classes y était déjà bien

enracinée. Les gens qui ont préservé ces clivages de classe ne se souciaient guère de ceux qui étaient en bas de l'échelle à l'époque, et ils ne s'en soucient pas plus aujourd'hui. Mais les opposants à l'immigration vous encouragent à pointer du doigt votre voisin et à vous convaincre que le problème vient de lui, pour éviter que vous ne vous demandiez où les richesses sont concentrées dans ce pays, et précisément *pourquoi* les ressources y sont si rares. Les personnes en question se fichent pas mal de la réponse, tant qu'ils ne sont pas eux-mêmes pointés du doigt. Il n'est pas juste d'insinuer que chaque victoire pour l'égalité des races est une perte pour les membres des classes populaires blanches. Quand des Noirs mobiles socialement parviennent à pénétrer des sphères dominées par les Blancs, ils essaient souvent de mettre en place des dispositifs (par exemple des programmes de diversité) qui permettront à d'autres d'en profiter. Et ils sont tout simplement plus *visibles* que les Blancs. De même, les personnes qui, au nom de la classe, s'insurgent contre les initiatives visant à stimuler la représentation des Noirs pourraient, elles aussi, faire grimper leurs homologues des classes populaires si elles le souhaitent. Mais pour une raison x , elles choisissent de ne pas le faire, mais s'empressent parallèlement de freiner toute autre forme d'évolution.

Bien que la classe et la race soient indissociables, la perspective d'évoluer ou de changer de classe peut sembler très attrayante pour des personnes de couleur. Souvent, les parents immigrés assurent avec bienveillance à leurs enfants que, s'ils accèdent à la classe moyenne *via* l'école, ils pourront échapper au racisme. On nous encourage à travailler dur, aller dans une bonne université et obtenir un bon travail.

On ne peut pas en vouloir à nos parents de nous souhaiter de connaître une vie meilleure que la leur, de voir s'ouvrir d'autres

portes. Mais, après l'obtention de mon diplôme, j'ai rapidement compris que la mobilité sociale n'allait pas me sauver. Et mes doutes étaient confortés par les statistiques. Quand le Trades Union Congress – la fédération des syndicats britanniques – examina les données de l'enquête sur les forces de travail (LSF) de l'Office for National Statistics, il constata que les salariés noirs souffraient d'écart de salaires grandissants par rapport à ceux de leurs homologues blancs, et que plus les qualifications étaient élevées, plus ces différences *s'accroissaient*. Les Noirs ayant obtenu leur certificat général de fin d'études secondaires (GSCE) étaient payés 11 % de moins que les autres. Ceux qui ont obtenu le A-level (équivalent du bac) voyaient cet écart monter à 14 %, tandis que les étudiants noirs diplômés étaient payés en moyenne 23 % de moins que leurs camarades blancs¹². Une coiffe, une robe et une cérémonie de remise des diplômes ne protègent aucunement les Noirs diplômés de la discrimination.

Nous, enfants d'immigrés, avons assimilé en silence les exigences de la *colour-blindness*. Nous avons compris qu'il fallait gommer la moindre trace de notre culture et de notre héritage pour mieux nous intégrer. Nous avons écouté ce que nos parents socialement conservateurs nous disaient, et nous avons étudié sans relâche. Nous avons ravalé nos plaintes, changé d'apparence, de nom, d'accent et de style vestimentaire pour nous conformer au *statu quo*. Nous avons serré les dents, fait preuve de discernement et tâché de ne pas froisser les sentiments des Blancs pour éviter de faire des histoires. Nous avons été tolérants jusqu'à accepter de ne plus parler de race, de peur d'être accusés de jouer la carte du racisme. Oubliez les discours de politiciens qui décrivent la Grande-Bretagne comme un pays tolérant. La véritable tolérance, c'est quand vous supportez

d'être constamment regardé comme un extraterrestre dans le pays même où vous êtes né.

Je ne pense pas que le privilège de classe, la richesse ou le niveau d'éducation, même s'ils sont importants, puissent vous affranchir du racisme. Et même si je n'ai rien contre les jeunes issus de milieux pauvres qui veulent faire des études, suivre une formation et poursuivre leurs rêves (je les y encourage plutôt vivement), je veux qu'ils sachent que cela ne suffira pas à mettre un terme au racisme, car de toute façon, ce n'est pas à eux – en portant de beaux costumes, en plaquant leurs cheveux ou en décrochant un poste dans une entreprise du FTSE 100 – qu'il incombe de changer les mentalités.

Changer de classe nécessite de réussir un minimum, et si vous n'êtes pas blanc, la réussite est à double tranchant. Même si vous travaillez très dur et que vous excellez, on se demandera toujours si vous en êtes arrivé là grâce à votre race, ou malgré elle. Quand une femme non blanche – la poétesse Sarah Howe – remporta les 20 000 livres du T.S. Eliot Prize, le magazine satirique *Private Eye* a remis en question son succès, en écrivant : « En tant que jeune femme brillante et relativement "présentable", dotée d'un double héritage sino-anglais, Howe est certainement perçue comme une bien meilleure ambassadrice de la poésie que le vieil homme grincheux qu'elle a renvoyé dans les cordes¹³. » Difficile de faire plus explicite : sa réussite, était-il suggéré, était due au simple fait qu'elle cochant les bonnes cases. Le doute planera toujours au-dessus des personnes non blanches qui réussissent en dehors des domaines qui leur sont « réservés » (pour les Noirs, le sport et la chanson). Et si vous êtes une jeune femme, certains penseront que si vous avez réussi, c'est uniquement parce que l'un de vos supérieurs masculins a des vues sur vous. Ils ne se diront jamais que votre réussite est le fruit de votre travail, de votre volonté ou de votre détermination.

Pour certains, rien n'est plus effrayant que la redistribution du capital culturel.

Remettre en cause l'idée que la race et la classe sont deux choses distinctes, et non indissociables, va être une tâche ardue. Il va falloir démolir les millions d'idées reçues qui dominent actuellement les discours sur la classe dans ce pays. S'attirer la colère des politiciens et des commentateurs, en disant haut et fort ce que cette histoire de classe populaire blanche assiégée par des immigrants égoïstes et ingrats est réellement : un ramassis d'absurdités haineuses. Le « diviser pour mieux régner » n'a aucune raison d'être dans une politique de solidarité entre classes, et il n'aide pas non plus à sortir les gens de la pauvreté. Nous savons que les politiques ciblées visant à éradiquer les inégalités de classe aideront aussi à lutter contre les inégalités raciales, tant les ménages noirs à faibles revenus sont nombreux. Mais ne soyons pas naïfs au point de croire que ceux qui nous dirigent sont prêts à renoncer au pouvoir, au nom d'une société plus juste. Et, bien que les Blancs de la classe populaire, les Noirs et les personnes issues de minorités ethniques aient beaucoup de points communs, nous devons garder à l'esprit que ce qu'ils vivent est malgré tout très différent.

Même si certains subissent des préjugés de classe, d'autres sont victimes de préjugés de classe racialisés. C'est cette complexité que nous devons apprendre à manipuler, si nous voulons réellement comprendre ce qu'appartenir à la classe populaire britannique signifie à ce jour.

Il n'y a pas de justice,
il n'y a que nous

« Quand pensez-vous que nous en verrons le bout ? »

Je me trouve dans un lycée du sud de Londres, en train de parler du racisme en Grande-Bretagne devant une classe d'adolescents. C'est une jeune fille de 17 ans qui me pose cette question. Sa professeure lui fait écho. Toutes les deux sont blanches. « Nous ne sommes pas près d'en voir le bout, leur dis-je. Il est impossible de passer au dénouement, sans que ce débat pénible et compliqué n'ait d'abord eu lieu. Pour l'instant, nous en sommes toujours à la partie difficile. »

Après mon intervention, un groupe d'adolescents noirs se rassemble autour de moi, et parle avec agitation. « Je pense que ceux qui sont pressés d'en finir ne sont pas réellement concernés par ces problèmes », lance une fille. Sa remarque m'impressionne.

Quand Barack Obama a été élu président des États-Unis, tout le monde s'est empressé d'affirmer que nous vivions désormais dans une société post- raciale. Mais cet effet d'annonce était aussi une manière d'enterrer toute discussion relative au racisme, de dire que nous avions appuyé sur la touche « avance rapide » et

qu'aujourd'hui, tout allait bien. Qu'il n'y avait plus de quoi se plaindre. L'expression « en voir le bout » a remplacé le terme « post-racial ». Le discours a très légèrement changé. « Post-racial » se contentait de reconnaître le racisme du passé, tout en soutenant que le présent s'inscrivait dans une utopie antiraciste. « En voir le bout », c'est accepter le racisme du présent, sans non plus trop le ressasser, tout en espérant que l'utopie post-raciste ne soit plus très loin. Dans l'une comme l'autre posture, on est réticent à parler de racisme.

Je ne voulais pas décevoir cette classe de lycéens, mais mon discours ne comportait pas de « happy end ». La relation qu'entretient la Grande-Bretagne avec la race et le racisme est tout sauf un récit bien ficelé avec un dénouement heureux. Le changement se fait progressivement, et le racisme continuera d'exister longtemps après ma mort. Si vous vous êtes engagé dans la lutte antiraciste, c'est un engagement de long terme. Ce sera difficile. Avant d'en voir le bout, vous connaîtrez bien des situations inconfortables.

Dans mon article de blog de 2014, je parlais d'un manque de communication tellement frustrant qu'il m'avait poussée à arrêter de parler de race avec des Blancs. Selon moi, ce manque de communication existe toujours, et je ne suis pas certaine que nous arriverons à le surmonter un jour. Même maintenant, quand je parle de racisme, les Blancs ont toujours le réflexe de détourner l'attention pour se décharger de leur propre complicité, en orientant la conversation vers ce que cela signifie d'être noir, vers « l'identité noire ». Ils s'insurgent parfois contre ce qu'ils appellent la « politique identitaire », un terme désormais utilisé par les puissants pour décrire la résistance des personnes structurellement défavorisés. Mais ils ne s'engagent pas pleinement dans le débat, si ce n'est pour déplorer le fait que les gens se divisent en petits groupes d'intérêt et

qu'ils ne devraient pas, car nous faisons tous partie d'une seule et même race, la « race humaine ». Parler de racisme, ce n'est pas la même chose que parler de « l'identité noire ». Parler de racisme, c'est parler de l'identité blanche. De l'anxiété des Blancs. Cela consiste à se demander pourquoi la blancheur a ce besoin compulsif de se définir par opposition au spectre de l'immigré barbare pour se sentir bien et en sécurité. À se demander pourquoi, quand je dis une chose, les Blancs entendent quelque chose de totalement différent.

Souvent, les Blancs me demandent très sincèrement ce que je leur conseille de faire pour contribuer à l'élimination du racisme. L'activisme antiraciste – sa logistique, ses stratégies, son organisation – doit être dirigé par des gens qui savent précisément ce que c'est que de vivre l'injustice. Mais je crois aussi que les Blancs qui reconnaissent l'existence du racisme ont un rôle incroyablement important à jouer. Toutefois, ce rôle ne peut être joué s'ils pataugent dans la culpabilité. Le soutien des Blancs prend parfois la forme d'aide financière ou administrative, apportée à des groupes qui font un boulot essentiel. Parfois encore, ils n'interviennent que si on le leur demande, en tant qu'observateurs de la situation. Leur soutien prend parfois la forme d'un plaidoyer antiraciste, prononcé dans des milieux exclusivement blancs. Chers amis Blancs, vous devez parler de race avec les autres Blancs. Oui, vous serez peut-être qualifié d'extrémiste, mais vous n'avez rien à perdre.

Parlez-en avec d'autres Blancs qui ont confiance en vous. Parlez-en avec d'autres Blancs dans des milieux où vous avez de l'influence. Si vous portez votre privilège non mérité comme un fardeau, essayez d'en faire bon usage, de l'utiliser là où il peut changer les choses. Mais n'embrassez pas l'antiracisme pour séduire un auditoire. Être blanc et antiraciste dans votre cercle privé ou au travail, où cela ne vous vaudra guère de louanges, est bien plus

difficile mais au final bien plus judicieux. Quand le député Jeremy Corbyn a été élu leader du parti travailliste, en 2015, de nombreuses personnalités politiques sont montées au créneau, estimant que ses idées politiques étaient beaucoup trop extrêmes. Alors qu'il dévoilait son premier cabinet fantôme, les commentateurs politiques se sont soudainement inquiétés du fait que les hauts postes – secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chancelier et secrétaire d'État à l'Intérieur – avaient été attribués à des hommes blancs. Un éditorial du *Telegraph* avançait à ce propos : « Le chef du parti travailliste est un homme blanc. Son adjoint est un homme blanc. Son chancelier fantôme est un homme blanc. Son secrétaire d'État aux Affaires étrangères est un homme blanc. Son secrétaire d'État à l'Intérieur est un homme blanc. Bienvenue dans une politique nouvelle¹. »

Cet intérêt soudain pour l'intolérable blanchité de la sphère politique me semblait profondément malhonnête. C'était un bel exemple de récupération politicienne du langage propre aux opprimés réclamant une libération. Quand ces commentateurs ont embrassé l'antiracisme dans le seul but de s'opposer à Jeremy Corbyn, ils n'avaient pas la moindre intention de remettre en cause l'écrasante blanchité du paysage politique. Ils n'avaient pas la moindre intention de démanteler les normes de race et de classe qui marginalisent les personnes de couleur dans le monde politique. C'était un antiracisme de façade.

Sur Internet, la nature performative de l'antiracisme des réseaux sociaux n'a jamais semblé aussi évidente qu'après les attentats terroristes de Paris. Mi-novembre 2015, des kamikazes vêtus de gilets bourrés d'explosifs se sont fait sauter dans des quartiers parisiens très fréquentés, tandis que des hommes lourdement armés ont investi deux restaurants, un bar et la salle de concert du Bataclan, laissant derrière eux 130 morts et des centaines de blessés.

Après les attentats de Paris, nous avons assisté à une déferlante de témoignages de tristesse sur les réseaux sociaux. Facebook mit en place un statut spécifique pour que ses utilisateurs parisiens puissent s'identifier comme étant à l'abri du danger. Ces manifestations de compassion poussèrent certains à demander à leurs semblables, et pas uniquement sur Facebook, pourquoi ils s'attristaient pour quelques-uns, mais pas pour d'autres. Les réponses débouchèrent invariablement sur des facteurs tels que la race, le niveau de développement et l'emplacement géographique, pour déterminer à quelles victimes du terrorisme on pouvait s'identifier. Quelque chose de très étrange s'est alors produit. Pendant que les médias d'information traditionnels poursuivaient leur couverture continue des attentats de Paris, un article vieux de sept mois, consacré aux attentats terroristes de l'université de Garissa au Kenya, était massivement partagé sur Facebook et Twitter. Deux jours après les attentats de Paris, l'article sur l'attaque de l'université de Garissa était devenu le plus visité sur le site de la BBC. L'équipe en charge des tendances de l'organisme de presse rapporta que « près de trois quarts des clics sur l'article provenaient des réseaux sociaux, et pas de la page d'accueil du site d'informations de la BBC ». La couverture de ce phénomène allait encore plus loin : « Près de la moitié des clics sur l'article venaient d'Amérique du Nord et un quart du Royaume-Uni. En tout, l'article obtint plus de 10 millions de visites en un peu plus de deux jours, soit près de quatre fois plus qu'au mois d'avril, au moment où l'attentat s'était produit². »

On aurait dit que les gens essayaient maladroitement de prouver qu'ils étaient solidaires à l'égard du peuple kényan, en affichant leur empathie, leur antiracisme et leur compassion juste après les attentats de Paris. Cela prouvait aussi, comme l'avait confirmé

l'équipe des tendances de la BBC, qu'au moment de l'attaque, survenue en avril de la même année, les témoignages sur les réseaux avaient été particulièrement insignifiants. La réapparition de cet article, tant pour attiser l'émoi – ou la culpabilité de ceux qui étaient déjà en deuil – que pour dresser un constat, n'était rien d'autre qu'une manifestation superficielle et performative de l'antiracisme. Pour parler franchement, cette solidarité et tous ces partages sur les réseaux, c'était en avril que les Kényans en avaient besoin. Pas en novembre, sept mois plus tard, sous forme de « preuve » autocentrée, attestant que les Américains et les Britanniques se souciaient sincèrement du sort de ces pays où vivent des Noirs touchés par le terrorisme, en réaction à la couverture médiatique des attentats de Paris. Les citoyens américains et britanniques se servirent cyniquement des événements du Kenya pour se prouver à eux-mêmes et prouver à leurs amis qu'ils étaient socialement lucides. Qu'ils faisaient partie des bons. Qu'ils pensaient que la vie des Noirs comptait.

La solidarité n'est rien d'autre qu'une source de satisfaction personnelle, si elle est exclusivement performative. Le pin's épinglé sur votre chemise après qu'un référendum sur l'UE s'est transformé en référendum sur l'immigration a certes une portée symbolique, mais il n'empêchera pas les expulsions de migrants. Nous nous devons d'être honnêtes envers nous-mêmes, et de reconnaître nos propres préjugés, avant de vouloir jouer les antiracistes devant un auditoire.

Ce qu'il y a de pervers dans la structure raciale de notre société, c'est que le changement a toujours été pris en charge par ceux qui sont en bas. Oui, le racisme est un problème de Blancs. Il révèle les angoisses, l'hypocrisie et le principe « deux poids deux mesures » de la blancheur. C'est un problème d'état d'esprit bien ancré, que les

Blancs doivent accepter de résoudre. Car de l'extérieur, notre champ d'action à nous est limité.

Après que j'ai déclaré ne plus vouloir parler de race avec des Blancs, en 2014, j'ai remarqué un regain d'intérêt de la part des gens, Blancs et autres, qui voulaient m'entendre m'exprimer sur la race. Tout le monde voulait savoir ce que j'avais à dire, après que j'eus exprimé ce qu'on m'avait toujours encouragée à garder pour moi. En fixant mes limites, j'ai regagné le droit de prendre la parole.

Une constante se dégage de tout cela : le fait d'écrire sur la race alimente la soif de discussion insatiable de ceux qui sont touchés par ces problématiques. Dans un sens, je peux comprendre ce désespoir, ce besoin irrépressible. C'est pour cela que j'ai commencé à écrire. Je suis entrée dans le monde de la critique politique car je voulais faire bouger les lignes, élargir le cadre restreint des idées politiques que l'on estime acceptables. Au fil des ans, j'ai réalisé à quel point ce travail était à la fois nécessaire et futile. Essayer de remettre en cause le racisme jugé acceptable dans le débat politique est tacitement toléré, mais il est formellement interdit de provoquer la gêne des Blancs.

Si vous suivez l'actualité et les affaires en cours, vous trouverez chaque jour une nouvelle raison pouvant justifier le choix de ne plus parler de race avec des Blancs. Il y a tant d'injustices, tant de raisons d'enfouir le désespoir qu'elles provoquent au plus profond de vous. Vous les percevrez certainement, mais vous n'oserez pas en parler, de peur d'être sanctionné socialement. Depuis que j'ai écrit cet article, dans lequel j'affirmais ne plus vouloir parler de race avec des Blancs, je me suis aperçue que je n'étais pas seule dans mon désespoir. J'ai réalisé que nous étions des milliers à mener ce combat au quotidien. Les gens qui veulent réellement démanteler le racisme n'ont pas besoin d'être persuadés ni flattés.

Je suis consciente qu'au départ, parler de race peut être gênant, car trop de Blancs sont en colère et dans le déni. Et je sais qu'une fois qu'ils commencent à comprendre, il est encore plus gênant pour eux de songer à la manière dont leur couleur de peau les a discrètement aidés dans la vie. Toute ma vie, je me suis identifiée aux histoires de personnages blancs. Je comprends. Mais je ne veux pas de leur culpabilité. Et je ne veux pas non plus voir les Blancs perdre leur temps à se fondre en excuses plutôt qu'à agir de manière proactive. L'excès de culpabilité n'a jamais donné naissance au moindre mouvement propice au changement.

Mettez-vous plutôt en colère. La colère, elle, est utile. Utilisez-la à bon escient. Soutenez ceux qui luttent, au lieu de perdre votre temps à vous apitoyer sur votre sort. Contrairement aux Blancs, les personnes de couleur me demandent rarement des conseils sur ce qu'ils doivent faire pour combattre le racisme. Ils me demandent plutôt comment je fais pour tenir le coup. Je n'ai pas de formule magique, mais je vous conseille vivement de poser des limites, si vous en ressentez le besoin. Entourez-vous de gens qui sauront vous inspirer. Si vous devez arrêter de parler de race avec des Blancs, n'allez surtout pas vous sentir coupable. Reposez-vous et ressourcez-vous, pour être capable de poursuivre vos actions militantes sur la durée. Quelle que soit votre race, il ne faut surtout pas qu'une fois confronté à la tâche insurmontable de lutter contre le racisme, vous vous écrouliez de découragement. En tant que dépressive chronique, je sais à quel point ce sentiment de désespoir peut être tétanisant, et comment il anéantit totalement toute créativité, toute passion et toute envie. Or ces trois éléments vous seront tout simplement indispensables pour mettre un terme à ces injustices. Nous devons combattre le découragement. Nous devons nous accrocher à l'espoir.

Dans un monde où les actes de racisme directs et évidents ne sont que la partie émergée de l'iceberg, nous devons impérativement décrire ce monolithe invisible. Aujourd'hui, le racisme peut être décelé dans la manière dont un débat s'articule. Aujourd'hui, le racisme peut être décelé dans un langage codé. Lutter contre le cadre, la forme, les fonctions et les codes du racisme sans avoir les mots pour les décrire peut vous donner l'impression que vous êtes le seul à percevoir le problème. Nous devons considérer le racisme de manière structurelle pour en percevoir la nature insidieuse. Nous devons observer la manière dont il s'infiltré, tel un gaz toxique, dans tout ce qui nous entoure.

Lors d'une conversation sur le racisme structurel, une amie a soulevé un point aussi évident que complexe. Les structures, m'a-t-elle dit, sont constituées d'individus. Quand nous parlons de racisme structurel, nous faisons référence à l'intensification des préjugés individuels et de la pensée de groupe. Ce type de racisme est endémique. Mais plutôt que d'appréhender la situation actuelle comme une tragédie absolue, nous devrions saisir l'occasion pour œuvrer dans le sens de la responsabilité collective et améliorer la société, en tenant compte des différences et des oppressions que nous croisons en chemin.

Il n'y a pas de fatalité, et la solution est entre nos mains. La culture du racisme est tellement prégnante que nous devons nous-mêmes prendre la responsabilité de faire changer nos lieux de travail et nos cercles sociaux. Très souvent, dans ce type de discussion, il y a toujours quelqu'un pour dire que pour gagner, il faut d'abord être unis. Mais à mon avis, si nous devons attendre d'être unis, nous attendrons *ad vitam æternam*. Les gens ne s'accorderont jamais totalement sur le détail des changements souhaités. Attendre l'unité n'est qu'une invitation à l'immobilisme.

Un mot pour ceux qui se sentent accablés par le racisme, qui ressentent profondément la manière dont il étouffe la gentillesse, la générosité et le potentiel des individus. La manière dont il ralentit le monde dans lequel nous vivons. Nous ne pouvons pas échapper à notre héritage passé, mais nous pouvons nous en servir pour modeler notre futur. Un jour, Terry Pratchett a écrit : « Ici, il n’y a pas de justice. Il n’y a que nous. » C’est une phrase qui, selon moi, résume parfaitement le travail qui nous attend.

C’est à vous et moi qu’il incombe de démanteler ce que nous acceptions autrefois comme une vérité. Il en est de notre devoir. Nous devons nous y atteler, quelles que soient les ressources à notre disposition. Nous devons modifier les discours. Nous devons modifier les structures. Nous devons restituer l’histoire britannique dans son intégralité. Nous devons faire entendre que la couleur noire est britannique, que la couleur marron est britannique, et que nous n’allons certainement pas nous en aller. Nous ne pouvons pas nous permettre d’attendre qu’un héros surgisse à notre rescousse. Plutôt que de devoir réagir à des programmes injustes, nous devrions les rejeter en bloc et concevoir les nôtres. Plus important encore, nous devons survivre dans ce chaos, de quelque manière que ce soit.

Si ce que vous voyez vous dégoûte, que votre sang vous brûle les veines, il ne tient qu’à vous d’agir. Nul besoin pour cela d’être à la tête d’un mouvement international ni d’être une célébrité. Vous pouvez avoir un impact à petite échelle, par exemple en sapant peu à peu les relations de pouvoir perverties sur votre lieu de travail. Ou bien en transmettant votre savoir et vos aptitudes à ceux qui ne sauraient y accéder autrement. Cela peut être créatif. Cela peut être informel. Cela peut être votre travail. Peu importe la forme, du moment que vous agissez.

POSTFACE

Ce livre n'est rien sans le climat politique qui l'a vu naître.

Les événements de l'année 2016 ont plongé les progressistes du monde occidental dans un véritable état de stress post-traumatique. Tout a commencé en juin, avec la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union européenne – symbole de l'unité continentale –, pour se terminer par l'élection à la présidence des États-Unis d'un opportuniste incompetent et imprévisible, Donald Trump, en novembre de cette même année. Dans les milieux progressistes, nous avons le sentiment d'avoir passé le début de l'année 2017 à ressasser le Brexit et l'élection de Trump. Et quand nous cessions de ruminer, nous prenions ces résultats électoraux comme une motivation pour nous organiser, comme un motif de résistance. Vu que ces revers, de toute évidence inattendus, s'étaient produits en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ils monopolisaient toutes les conversations. Mais ils s'inscrivaient surtout dans une tendance politique plus vaste, en train de gagner toute l'Europe : une embardée vers l'extrême droite. Nous aurions dû la voir venir.

Près d'une décennie après la crise financière mondiale, qui avait plongé durablement la grande majorité de la population dans la précarité, une forme de politique archaïque refaisait surface. On

valorisait de nouveau les hommes forts, brutaux et répressifs. En Grèce, un pays durement frappé par le krach financier, le regain de popularité d'Aube dorée, un groupe fasciste et violemment anti-immigration, en était la parfaite illustration ; en 2015, Aube dorée était devenue le troisième plus grand parti du pays, avec de solides ramifications au sein des forces policières et judiciaires. Fin 2015, l'Union démocratique du centre, le parti politique suisse anti-immigration, remporta la majorité des votes lors de l'élection fédérale. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté de Geert Wilders domina les sondages d'opinion politique en 2016. La même année, les Démocrates de Suède, parti nationaliste blanc fondé sur le néonazisme, devint le troisième plus grand parti politique du pays. En France, lors de l'élection présidentielle de 2016, Marine Le Pen et son parti d'extrême droite, le Front national, rencontrèrent un tel succès qu'ils parvinrent à se hisser au second tour, qu'ils perdirent avec tout de même 34 % des voix. Cette vague imparable de succès électoraux d'extrême droite survint aussi à Chypre, au Danemark, en Autriche, en Slovaquie, en Allemagne, en Italie et en Hongrie. Ces valeurs archaïques et régressives se signalèrent de nouveau avec la réussite des Vrais Finlandais, qui obtinrent la seconde place lors des élections de 2015. D'après la BBC, la profession de foi du parti en 2011 plaidait pour que les jeunes femmes finlandaises blanches renoncent à leurs études et s'occupent plutôt de fournir au pays la prochaine génération de travailleurs, afin de lui éviter tout recours à une main-d'œuvre immigrée¹. Pour les tenants de la révolution nationaliste blanche, la place de la femme est dans sa cuisine, pieds nus et enceinte.

En pleine crise migratoire, le désastre étant à son comble en 2015, tous ces politiciens tentaient de s'approprier l'opinion publique. La guerre civile sans merci qui frappait la Syrie vit près de cinq millions

et demi de Syriens s'enregistrer en tant que réfugiés à l'étranger, d'après l'Agence des Nations unies pour les réfugiés. Mais en Europe, l'attitude des différents gouvernements à leur égard fut loin d'être uniforme. Certains les secoururent. L'Allemagne, notamment, accueillit un million de réfugiés en 2015. D'autres pays se montrèrent beaucoup moins compatissants. Au lieu de tendre la main aux migrants, le gouvernement hongrois publia ainsi en 2016 une brochure expliquant que les laisser s'installer mettrait en péril la culture et les traditions du pays². Pour avoir fait preuve de compassion, Angela Merkel fut vivement critiquée par Alternative pour l'Allemagne, le parti politique d'extrême droite, à qui cet acharnement contre elle valut de grimper dans les sondages.

Partout, semblait-il, les opinions publiques viraient à l'hostilité. Les vannes s'étaient ouvertes et la tension était palpable. Tous les pays affichaient complet, et chacun devait avant tout prendre soin des siens. Le monde s'était replié sur lui-même. La politique était devenue répressive, et non plus empathique et généreuse. Tandis que des réfugiés mouraient dans des embarcations de fortune en pleine mer Méditerranée, des populistes non seulement nous incitaient à détourner le regard, mais soutenaient de plus que ces gens, qui fuyaient la guerre et la pauvreté, n'avaient finalement pas tant que cela besoin de notre aide. Nous n'avions pas les moyens. Et puis, si certains d'entre eux avaient des téléphones portables, étaient-ils vraiment aussi désespérés ?

Pour ma part, j'ai toujours été préoccupée par le racisme, mais je sais que cela n'a pas toujours été le cas pour toutes les personnes de couleur en Grande-Bretagne. Tout a changé après le vote du Brexit. Des citoyens britanniques étaient désormais priés de « rentrer chez eux », tandis que les détenteurs d'un visa visiteur se voyaient rappeler par des individus malveillants que leur temps ici était

bientôt écoulé. Nigel Farage, de l'UKIP, passait sans cesse à la télé, où il prétendait représenter le Britannique moyen, en brandissant une pinte dans un pub ou en déclarant, à bord d'un autobus de campagne, que si la Grande-Bretagne avait atteint le point de rupture, c'était à cause de l'immigration. Né aux États-Unis, le mouvement Black Lives Matter, alors en plein essor, avait pris une dimension internationale grâce aux nouvelles technologies : les smartphones permettaient de braquer le projecteur sur les injustices trop longtemps ignorées commises par les forces de l'ordre à l'encontre des communautés noires, et, en diffusant l'image floue sur les réseaux sociaux, d'attiser la colère justifiée d'une nouvelle génération d'activistes. L'Amérique n'était guère touchée par la crise des réfugiés, mais cela n'empêcha pas Donald Trump de stigmatiser les Mexicains comme étant la « menace noire » pernicieuse évoquée au chapitre 4, et d'appeler, durant sa campagne présidentielle, à la construction d'un mur visant à les maintenir hors du pays (rappelons ses propos, tristement célèbres : « Ils apportent la drogue. Ils apportent la criminalité. Ce sont des violeurs. Mais certains, je suppose, sont de bonnes personnes³ »). Dans le même temps, *Breitbart* – le site politique extrémiste à tendance haineuse – s'installait au cœur du pouvoir mondial, lorsque Trump nomma son directeur exécutif, Steve Bannon, au poste de haut conseiller stratégique, peu de temps après son élection. Nigel Farage se vantait d'avoir rencontré Trump⁴, tandis que Marine Le Pen avait été aperçue dans la Trump Tower⁵. Les forces politiques malveillantes de l'extrême droite – que l'on pensait déchues à l'issue de la Seconde Guerre mondiale – faisaient non seulement un retour triomphant, mais semblaient aussi se prêter mutuellement allégeance. On se serait cru dans un film d'horreur. Les idéologies mêmes que je dénonçais dans ce livre surgissaient dans la vraie vie. La théorie du

génocide blanc, au cœur de l'idéologie d'extrême droite, était de retour. Chaque succès électoral de l'extrême droite s'accompagnait d'un regain d'ethnonationalisme et d'accusations envers les migrants, supposés mettre l'unité nationale en danger. Dans le chapitre 4, j'ai décrit la peur d'une planète noire et la misogynie inhérentes au nationalisme blanc. Et voilà que l'extrême droite finlandaise se hissait au pouvoir, les yeux braqués sur les utérus des femmes blanches. Je parlais de la manière dont le terme multiculturalisme était devenu un gros mot, de l'alarmisme et de la victimisation blanche. Et soudain, ces stratégies politiques s'incrustaient dans notre paysage politique et s'immisçaient dans nos conversations quotidiennes. Le Brexit et l'élection de Trump furent deux claques infligées aux politiques progressistes, encadrant grossièrement deux années consternantes.

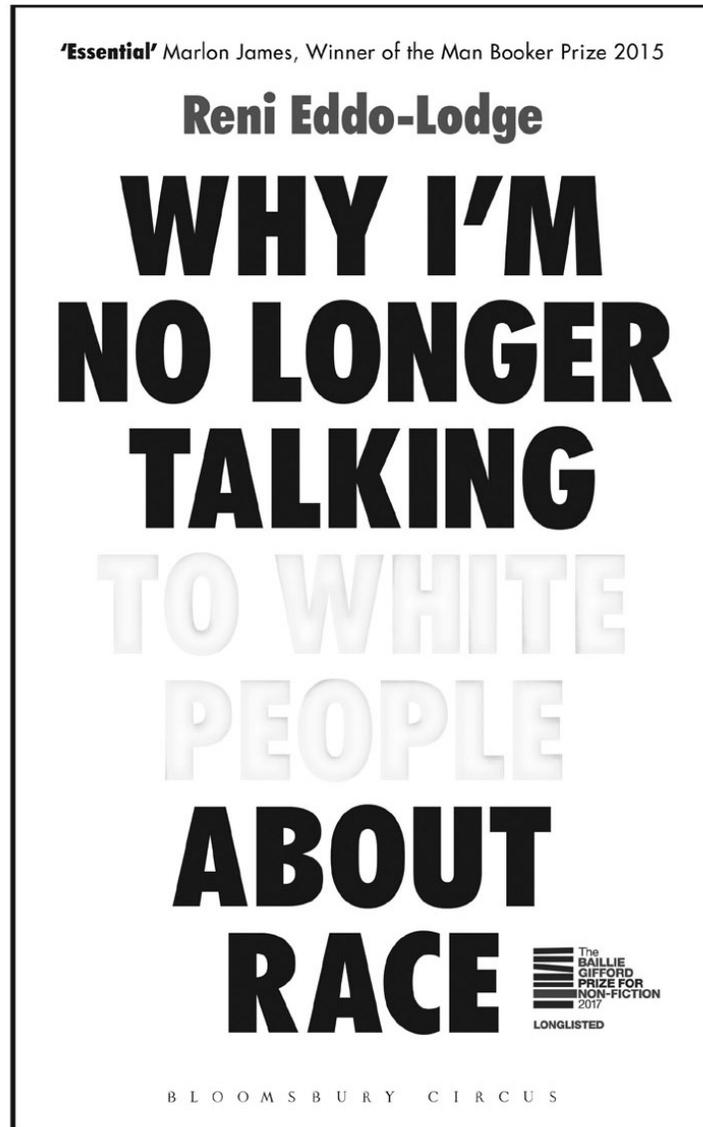
Au chapitre 6, j'ai analysé la manière dont un conseil municipal du nord-est de Londres était passé outre les besoins des bénéficiaires de logements sociaux, pour illustrer à quel point la race et la classe étaient indissociables. Or, à peine deux semaines après la publication de ce livre, j'ai assisté, comme le reste du pays, avec tristesse et désespoir, à l'incinération de soixante et onze résidents de la Grenfell Tower dans leur propre appartement. Les rescapés de cet incendie avaient perdu des membres de leur famille et tout ce qu'ils possédaient. C'était un cas d'école révoltant sur la situation de certaines des populations les plus marginalisées de Grande-Bretagne : des gens des classes populaires, des familles d'immigrés, des retraités blancs souffrant de handicaps, des étrangers, des écoliers, des immigrés récents et d'autres personnes encore, qui avaient élu domicile en Angleterre il y a plusieurs décennies. Le bilan humain fut si long à être établi que le pays identifia les victimes d'après les affiches de fortune à l'effigie de personnes

portées disparues, placardées dans tout l'ouest de Londres. Abasourdie par le flux d'informations continu consacré à ce drame, je me suis demandé comment le gouvernement avait pu manquer à ses obligations envers ces gens de manière aussi catastrophique. C'était tellement étrange de m'être livrée à une analyse sur la race, la classe et les logements sociaux si peu de temps avant la tragédie de la Grenfell Tower, et de voir maintenant ces vies humaines abandonnées, que j'évoquais dans mon livre, passer à la télévision dans un immeuble en flammes. Et même là, je me sens coupable de faire ce lien, avec un drame ouvertement politique que je me garderai bien de politiser, par respect pour le déchirement qu'il m'inspire.

Voilà. Tel est le climat dans lequel ce livre a vu le jour. Mes positions sur la race sont restées constantes pendant près d'une demi-décennie, et sont considérées comme extrêmement radicales depuis 2012. Mais en 2017, la politique dans le monde occidental a considérablement changé. Les gens cherchaient des réponses : un baume apaisant, ou un antidote pour mieux riposter.

Avec ce livre, mon objectif initial était simple. Je voulais modifier les termes du débat national sur la race. Au moment de sa publication, les astres étaient alignés de telle sorte que les gens semblaient prêts à cela. Début 2017, j'appréhendais énormément la manière dont il serait reçu. J'avais décidé, avec l'appui de mon éditeur anglais, de reprendre le titre de mon article de blog original, « Pourquoi je ne parlerai plus de race avec les Blancs ». Il était important pour moi d'être totalement honnête avec mes lecteurs, quant à l'étincelle qui avait mis le feu aux poudres, ce mélange de frustration et de désespoir. J'ai compris que tout cela était bien réel quand j'ai vu le projet de couverture. Après avoir lu mon article de blog, Greg Heinemann, le magicien du graphisme chez Bloomsbury, était

parvenu à retranscrire mes mots en une image qui n'aurait su mieux convenir.



Quand j'ai posté ce visuel de couverture sur les réseaux sociaux, environ un an avant la sortie, les commentaires fusèrent, et l'attente était clairement palpable. La plupart de ces réactions relevaient du péché capital : juger le livre d'après sa couverture. Dans le meilleur des cas, les gens comprenaient : « Ceci n'a pas été écrit par une

personne blanche. » Dans le pire des cas, le public blanc entendait : « Ceci n'est pas pour vous. » Et, telle la *muleta* agitée sous le nez d'un taureau, cette couverture fixa l'attention des foules. Certains furent émerveillés, d'autres entrèrent dans une colère noire. Au milieu d'un flot de louanges, on décelait tout de même des signes avant-coureurs de la colère des Blancs : certains me sermonnaient sur la question de la ségrégation, ou m'affirmaient que Martin Luther King Jr n'aurait jamais approuvé mon travail. D'autres me faisaient la morale sur mes prétendus préjugés.

Les réactions passionnées suscitées par le simple aspect du livre ne se sont jamais réellement estompées. J'ai eu vent d'anecdotes de la part de libraires, chez qui le livre était exposé en vitrine, ou encore de lecteurs qui le lisaient dans les transports en commun. Chaque fois, une personne blanche leur cherchait querelle à cause de ce qu'ils lisaient ou vendaient. C'est notamment ce que m'a confié une libraire dans l'est de Londres, après que je me suis rendue dans sa boutique pour dédicacer quelques livres. Un homme blanc d'un certain âge était entré dans la librairie, avait vu le livre sur l'étalage et, tremblant de rage, était venu faire un scandale au comptoir, car « on n'aurait jamais toléré cela dans l'autre sens ». « Il était tellement énervé, que je n'arrivais même pas à lui parler », m'a-t-elle raconté. Puis il y eut ce jeune homme noir qui, alors qu'il lisait le livre en public, se fit aborder par une femme blanche mécontente, qui ne se gêna pas pour lui faire savoir que ce qu'il était en train de lire « n'aidait pas à faire progresser le débat ». Quand des Blancs de classe moyenne sont mal à l'aise, ils ont énormément de mal à s'en cacher. J'ai côtoyé de nombreuses personnes travaillant autour du livre – libraires, photographes, producteurs –, qui m'ont fait remarquer que mon travail était provocateur. « C'est controversé, n'est-ce pas ? », me demandaient-ils, encore et encore, en l'espace de

trente minutes de conversation. « Vraiment ?, leur répondais-je. L'avez-vous lu ? » « Non », répondaient-ils invariablement.

Au-delà de la réaction instinctive du public à la couverture, j'étais impatiente de savoir si son contenu influencerait le débat sur la race en Grande-Bretagne. C'est toujours effrayant de confronter ses idées au public, de s'exposer à la critique. Mais les premiers retours furent positifs. Un jour avant la parution du livre, le *Guardian* décida d'en publier un extrait de quatre mille mots. Ma boîte mail fut inondée de réactions de lecteurs, tantôt chaleureuses et réfléchies, tantôt extrêmement confuses. Une personne me conseilla de suivre des cours de yin yoga, en m'assurant qu'une fois que j'aurais appris à léviter, le racisme ne me ferait probablement plus aucun effet. Mais, blague à part, une tendance se dégagait nettement. J'ai vu des Blancs s'interroger sur la dynamique à l'œuvre dans leur vie et tenter de comprendre comment la race les avait façonnés. J'ai vu ce livre permettre aux lecteurs de couleur de relâcher la pression : certains, par exemple, m'ont confié qu'il leur avait donné la confiance nécessaire pour s'éloigner d'un ami hostile ou pour engager une conversation délicate avec leur patron.

Le premier événement autour du livre eut lieu au Southbank Center de Londres, trois mois avant sa parution : il s'agissait d'une conversation entre la journaliste Hannah Pool et moi-même. À une demi-heure du lancement, j'avais la gorge nouée d'anxiété, en voyant la queue se former le long des escaliers menant à la salle. Mes amis présents dans le public m'ont dit après coup que l'ambiance y était « électrique ». Après quarante-cinq minutes passées à discuter de mes frustrations à propos de l'égoïsme des Blancs, nous sommes passées aux questions. Une femme blanche leva la main et commença à parler, avant d'éclater brusquement en sanglots. Je l'avais senti venir, dès le moment où j'ai entendu sa voix vaciller.

Tout ceci la culpabilisait terriblement, disait-elle. Elle avait déjà songé à se faire du mal. Elle ne savait pas quoi faire. Les dents serrées, je l'ai coupée au beau milieu de son monologue, afin de lui rappeler fermement que se complaire dans le désespoir ne nous mènerait nulle part. J'avais la pression, car c'était à moi de gérer l'ambiance dans cette pièce, et j'ai réalisé au passage que je m'apprêtais à prendre en charge les émotions de pas mal de gens.

Très souvent, pendant cette tournée promotionnelle, je me suis vue forcée de tempérer les sentiments des autres. Durant ces événements, il y avait des larmes de joie, des larmes de culpabilité, des éclats de rire et de la colère. Il y avait parfois de la frustration, dirigée généralement contre le lieu qui m'accueillait, quel qu'il soit : une colère légitime, eu égard au fait que ces institutions s'étaient rarement impliquées auparavant sur ce sujet. Il y avait des enfants et des adolescents que ces rencontres stimulaient, ce qui me donnait bon espoir en l'avenir. Il y avait aussi des *trolls* en chair et en os : un homme venant seul, n'écoutant rien de ce que je disais, et se mettant à me suivre une fois la séance de dédicace terminée pour m'empêcher de m'asseoir ou de manger tranquillement, ou m'accablant de questions jusqu'à ce que mon attachée de presse lui dise de s'en aller.

Ce livre est arrivé à un moment où bon nombre de personnes se sentaient mortifiées par le tournant politique que prenait le monde. Quand je prends le temps de le parcourir, j'aime à m'arrêter sur le chapitre consacré au féminisme. J'y faisais allusion à un article de blog écrit début 2014, dans lequel je déplorais le fait qu'il était presque impossible d'avoir une conversation sur la race sans qu'elle soit imprégnée de *colour-blindness*. « Songez à la dernière fois où vous avez entendu une analyse fouillée de la nature du racisme structurel sur un média de masse, avais-je écrit. [...] Ces questions

sont largement moins traitées dans la presse britannique que celles ayant trait au féminisme. » Cette observation, à l'époque, n'était pas inexacte. Il était extrêmement rare d'en entendre parler dans les médias grand public. La Grande-Bretagne affiche un piètre bilan en matière de journalistes antiracistes, et les chercheurs noirs s'y comptent par dizaines plutôt que par milliers. Je peux compter sur les doigts d'une main les livres d'inspiration similaire publiés en Grande-Bretagne ces trente dernières années par des maisons d'édition relativement bien diffusées. Nous nous sommes beaucoup appuyés sur le discours américain, qui nous a longtemps aidés à nous définir.

Mais, depuis, les choses ont changé à un point incroyable. Nous avons assisté à une renaissance de la pensée critique et de la culture noires. Qu'il ait été mis en avant par des entreprises à gros budgets ou par des individus créatifs *via* les réseaux sociaux, il semble que le point de vue critique antiraciste soit aujourd'hui au sommet d'une vague, et maintenu à flot par un élan de soutien. Le magazine de mode britannique *Vogue*, une institution en soi, a récemment nommé son tout premier rédacteur en chef noir. Lors d'une interview d'Alexandra Shulman, la rédactrice en chef partante, on lui a demandé pourquoi, sous sa direction, le magazine connaissait des problèmes de diversité. Elle répondit fermement qu'elle était « contre les quotas » et que son *Vogue* n'incluait que des personnes qu'elle jugeait « intéressantes⁶ » – et qui se trouvaient être massivement blanches. Il n'y avait pas une once de racisme chez elle, soutenait-elle, et d'ailleurs, l'un des membres de la famille de son petit-fils faisait partie des leaders du mouvement des droits civiques. Que l'on puisse la soupçonner de racisme la blessait profondément. Quand le public et ses pairs de l'industrie de la mode eurent vent de ses commentaires, ils les critiquèrent massivement. Le site de mode

Racked qualifia même cette interview de « cas d'école sur le privilège blanc ⁷ ». Je suis convaincue qu'il y a ne serait-ce que cinq ans, un tel commentaire n'aurait jamais été formulé. Vinrent ensuite les succès de *Get Out*, un film d'horreur américain exposant les subtilités du racisme blanc, libéral et fétichisant, et de Lubaina Himid, la première femme noire à remporter le prix Turner, pour ses œuvres abordant la question de l'esclavage et de l'héritage du colonialisme. La Tate Modern mit sur pied une exposition largement plébiscitée, consacrée à l'art à l'époque du Black Power. Et quand la Première ministre Theresa May et le chef de l'opposition Jeremy Corbyn ont exprimé, pendant une partie de l'année 2017, leur volonté de mettre un terme aux inégalités raciales, j'ai compris que l'antiracisme n'était plus un courant marginal, et que l'opinion publique en avait fait une priorité politique. Mon petit livre a fait l'objet de sélections et de présélections pour des prix prestigieux, et a rejoint quelques-unes des listes des « meilleurs livres de 2017 ». La députée Jo Swinson, chef-adjointe des libéraux-démocrates, en parla sur les réseaux sociaux, en qualifiant l'ouvrage de « lecture remarquable ⁸ ». L'évolution de ce débat est encore en cours. Je suis fière d'avoir contribué à ranimer un sentiment d'urgence en la matière. J'espère surtout que le succès de ce livre signifie que je fais partie du peuple britannique moderne et ne suis plus une voix isolée.

Tout cela ne veut pas dire que le racisme, qu'il soit direct ou structurel, n'existe plus. Donald Trump est toujours président des États-Unis, et sa réussite conforte les groupes de nationalistes blancs d'extrême droite aux quatre coins du monde ⁹. Ces gens-là pensent que nous finirons tous par céder à la politique de la haine ; qu'ils parviendront à s'appropriier le monde dans lequel nous vivons. Sur le plan électoral, peu de choses ont changé depuis les victoires de l'extrême droite en 2016. Mais je suis convaincue qu'il faut

distinguer l'ignorance et la malveillance, même si elles se ressemblent (et que l'une peut déboucher sur l'autre). Chez les modérés, j'ai l'impression que l'approche antiraciste est en train de gagner du terrain. Je suis pleine d'espoir et « politiquement rassasiée », quand j'entends les échanges qui ont lieu lors de mes diverses interventions. Chaque fois, je me rends compte à quel point mon public est une plaque tournante de connaissances et de potentiel. Je vois du changement. Je vois du talent. Il est présent dans la foule, fourmille dans l'atmosphère. J'apprends énormément, aussi, des personnes de couleur qui viennent me voir : des experts dans leurs domaines, qui se donnent en plus la mission de « prêcher l'antiracisme » sur leur lieu de travail. Parfois, lors de ces tables rondes, je suis sûre qu'il y a dans le public des gens bien plus qualifiés que moi pour répondre à certaines questions spécifiques. C'est là que réside la puissance du groupe. Nous avons atteint une étape charnière, et je suis heureuse que mon livre ait servi de catalyseur. Mon rêve, c'est que les gens qui viennent m'écouter prennent le temps de se rencontrer, d'échanger leurs coordonnées et d'organiser leur propre résistance locale.

Je considère que je fais partie d'un mouvement, et, à mon avis, si ce livre vous a touché, vous en faites partie aussi. Et c'est maintenant que ça se passe.

NOTES

Préface

1. « Why I'm no longer talking to white people about race », renieddolodge.co.uk/blog/.
2. Ce documentaire a été soutenu par Oprah Winfrey au moment de sa sortie, en 1994. Il s'agit d'un film puissant.

Faits historiques

1. Le dessin du *Brooks* a été mis à disposition par le Bristol Museum, *A History of the World in 100 Objects*, BBC & The British Museum, www.bbc.co.uk/ahistoryoftheworld/objects/Akxq5WxwQOKAF5S1ALmKnw/.
2. « Ports of the transatlantic slave trade », présentation réalisée par Anthony Tibbles lors de la conférence TextPorts, Liverpool Hope University College, avril 2000.
3. *Britain's Forgotten Slave Owners*, épisodes 1 et 2, David Olusoga et University College London, diffusés pour la première fois sur la BBC2 en juillet 2015.

4. Popularisé dans les années 1980, le concept de *political blackness* fut utilisé par les activistes antiracistes dans un esprit de solidarité, afin de décrire toute personne non blanche.
5. « Remember the world as well as the war : Why the global reach and enduring legacy of the First World War still matter today », British Council, 2013, p. 12.
6. L'Égypte, la France, l'Allemagne, l'Inde, la Russie, la Turquie, le Royaume-Uni.
7. « Why the Indian soldiers of WW1 were forgotten », Shashi Tharoor, *BBC News Magazine*, 2 juillet 2015, www.bbc.co.uk/news/magazine-33317368
8. Glenford D. Howe, « A white man's war ? World War One and the West Indies », *BBC History*, 3 octobre 2011, www.bbc.co.uk/history/worldwars/wwone/west_indies_01.shtml
9. « Riots on the streets of Cardiff as poverty hits », *Wales Online*, 7 juillet 2009.
10. « The roots of racism in city of many cultures », *Liverpool Echo*, 3 août 2005.
11. Archives nationales, coup de projecteur sur l'histoire, « Demobilisation in Britain, 1918-1920 », www.nationalarchives.gov.uk/pathways/firstworldwar/spotlights/demobilisation.htm
12. Stephen Bourne, *Mother Country : Britain's Black Community on the Home Front, 1939-1945*, Stroud, The History Press, 2010, p. 17.
13. Peter Fryer, *Staying Power : The History of Black People in Britain*, Londres, Pluto Press, 1984, p. 326.

14. The League of Coloured Peoples, *The Keys*, avec l'aimable autorisation de la British Library, 1933, www.bl.uk/learning/citizenship/campaign/myh/newspapers/gallery1/paper2/thekeys2.html

15. Au début de la Seconde Guerre mondiale, le docteur Moody vivait avec une femme blanche, Olive Tranter, à laquelle il était marié. Ensemble, ils eurent six enfants. À cette époque, leur fils, Charles Arundel « Joe » Moody, avait non seulement l'âge, mais aussi la volonté de combattre pour le Royaume-Uni. Mais lorsqu'il tenta de s'engager, un officier blanc lui expliqua que cela serait impossible, car il n'était pas d'ascendance européenne pure. Outré, le docteur Moody se servit de *The Keys* pour faire campagne et s'associa à d'autres organisations noires pour renforcer son poids. Le lobbying qu'il exerça sur le Bureau des colonies – un ministère qui s'occupait exclusivement des questions relatives à l'Empire – déboucha sur l'annulation de cette décision, en octobre 1939. Joe devint alors le deuxième sous-officier noir à servir l'armée britannique.

16. Il y avait très peu de femmes noires dans les villes portuaires, en raison de la nature sexospécifique du travail militaire et naval.

17. Muriel Fletcher, *Report on an Investigation into the Colour Problem in Liverpool and Other Ports*, Liverpool, Association for the Welfare of Half-Caste Children, 1930.

18. Mark Christian, « The Fletcher Report 1930 : A Historical Case Study of Contested Black Mixed Heritage Britishness », *Journal of Historical Sociology*, vol. 21, n° 2-3, juin-sept. 2008, p. 213-241.

19. « Empire Windrush 1948 », *Exploring 20th Century London*, musée de Londres, www.20thcenturylondon.org.uk/empire-windrush-

1948/.

20. Ceri Peach, « Patterns of Afro-Caribbean migration and settlement in Great Britain : 1945-1981 », in Colin Brock, *The Caribbean in Europe : Aspects of the West Indian Experience in Britain, France and the Netherlands*, Londres, Frank Cass & Co, p. 62-84.

21. Office for National Statistics, « Immigration patterns of non-UK born populations in England and Wales in 2011 », 17 décembre 2013.

22. Mark Olden, « White riot : The week Notting Hill exploded », *Independent*, 28 août 2008.

23. Mairi Robinson (éd.), *Chambers 21st Century Dictionary*, Cambridge, Cambridge University Press.

24. Alice Bhandhukravi, « Notting Hill riots – 50 years on », BBC.co.uk, 21 août 2008.

25. Mark Olden, « White riot : The week Notting Hill exploded », art. cit.

26. « After 44 years secret papers reveal truth about five nights of violence in Notting Hill », *The Guardian*, 24 août 2002.

27. Race Discrimination Bill 1960, Archives parlementaires, HL/PO/PU/2/119.

28. Jenny Bourne, « The Race Relations Act 1965 – Blessing or curse ? », Institute of Race Relations, 13 novembre 2015, www.irr.org.uk/news/the-race-relations-act-1965-blessing-or-curse/.

29. Résumé des lois sur l'immigration du gouvernement britannique, The Immigration Acts,

www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/268009/immigrationacts.pdf/.

30. « 1965 : New UK race law “not tough enough” », *On This Day*, BBC, bbc.co.uk, 8 décembre 1965, news.bbc.co.uk/onthisday/hi/dates/stories/december/8/newsid_4457000/4457112.stm/.

31. Philip N. Soben, « The origins of the Race Relations Act », Centre for Research in Ethnic Relations, University of Warwick, septembre 1990, article de recherche, p. 1.

32. Jen Beaumont (éd.), *Population*, n° 41, « Social Trends », Palgrave Macmillan, UK Office for National Statistics, 2011, p. 3.

33. « 1968 : Race discrimination law tightened », *BBC : On This Day*, bbc.co.uk, 26 novembre 1968.

34. Reportage de *Newsnight* (BBC) sur le boycott des bus de Bristol, 27 août 2013.

35. « Protest revealed city had its own “dream” », *Bristol Post*, 27 août 2013.

36. « Stop and search : What can we learn from history ? », *BBC History Magazine*, 12 août 2009, www.historyextra.com/feature/stop-and-search-what-can-we-learn-history/

37. Stuart Hall (dir.), *Policing the Crisis : Mugging, the State, and Law and Order*, New York, Macmillan Press, 1978, p. 40.

38. « The power to stop and search », bbc.co.uk, 14 décembre 2000.

39. « Black people still far more likely to be stopped and searched by police than other ethnic groups », *The Independent*, 6 août 2015.

40. Yaojun Li, *Ethnic Unemployment in Britain (1972-2012)*, Runnymede Trust/University of Manchester Institute for Social Change, janvier 2014, www.runnymedetrust.org/blog/ethnic-unemployment-in-britain/.
41. *Network – Paint it Black : A Portrait of Handsworth*, partie 2, 1982, Archives numérisées LBC/IRN, Global Radio UK Ltd. Documentaire radio, diffusé pour la première fois sur BRMB Radio Birmingham en 1982.
42. « The legacy of the Brixton Riots », bbc.co.uk, 5 avril 2006.
43. « 1981 : Brixton riots report blames racial tension », bbc.co.uk, 26 novembre 1981.
44. Benjamin Bowling, *Violent Racism : Victimization, Policing and Social Context*, Oxford University Press, 1999, p. 53.
45. *Newham Monitoring Project Annual Report 1983*, avec l'aimable autorisation des Black Cultural Archives de Londres, p. 22.
46. Abie Longstaff, James Willer, John Chapman, Sarah Czarnomski et John Graham, « Neighbourhood policing : Past, present and future. A review of the literature », *Police Foundation*, mai 2015, p. 9.
47. Rapport annuel de 1984 du Comité pour les relations intercommunautaires de Camden, avec l'aimable autorisation des Black Cultural Archives de Londres, page inconnue.
48. Dissertations rédigées par les stagiaires de l'école de formation de la police métropolitaine de Hendon, en 1982. Avec la permission des Black Cultural Archives de Londres.
49. « Police racism and union collusion : The John Fernandes case », Congrès national des enseignants noirs, année inconnue, p. 31.

50. Parti travailliste de Vauxhall, *Labour Party Black Sections : Here to Stay ! The Vauxhall Experience*, 1984, p. 1.
51. Bernie Grant lors de la conférence du parti travailliste, en 1984. Archivé par la bibliothèque de Bishopsgate.
52. Publications Race Today, *Darcus Howe on Black Sections in the Labour Party*, Montréal, Black Rose Press, 1985, p. 8.
53. « Police blamed over 1985 Cherry Groce Brixton shooting », bbc.co.uk, 10 juillet 2014.
54. « This is the room where police shot my mum, Cherry Groce », interview réalisée par Simon Israel, Channel 4 News, 10 juillet 2014.
55. « 1985 : Riots in Brixton after police shooting », Archives de la BBC, bbc.co.uk, 28 septembre 1985.
56. « Riots in Brixton after police shooting », Archives du *Guardian*, 30 septembre 1985.
57. Tony Moore, *The Killing of Constable Keith Blakelock : The Broadwater Farm Riot*, Waterside Press, 2015, p. 103.
58. Stafford Scott, « The broadwater farm uprising », tottenhamrights.org.uk, 28 février 2014.
59. Rapport de l'enquête indépendante sur les émeutes du mois d'octobre 1985 dans le quartier Farm Estate, à Tottenham, présidée par Lord Gifford QC, *Broadwater Farm Inquiry* 1986, p. 76 et 84.
60. « Cherry groce inquest : "Astonishing" police failures blamed for 1985 Brixton Riots Trigger Shooting », *International Business Times*, 10 juillet 2014.
61. « Inner cities policy and problems : Regeneration of Liverpool and London ; Docklands Urban Development Corporation »,

Commission sur les zones urbaines prioritaires de l'archevêque de Cantorbéry, partie 7, Archives nationales, Kew 1985-1986.

62. David Oyelowo, acteur de *Selma* : « J'ai dû quitter la Grande-Bretagne pour faire carrière dans le cinéma », *Radio Times*, 7-13 février 2015.

Le système

1. « Condon's apology is not enough, say Lawrences », *Independent*, 1^{er} octobre 1998.
2. « Lawrence family unimpressed by police apology », *bbc.co.uk*, 17 juin 1998.
3. « The Stephen Lawrence inquiry, report of an inquiry », de Sir William Macpherson de Cluny, conseillé par Tom Cook, le très révérend Dr John Sentamu, Dr Richard Stone. Présenté au Parlement par le secrétaire d'État à l'Intérieur sur ordre de Sa Majesté, février 1999, chap. 46.1, 6.34.
4. « 30 years of British social attitudes self-reported racial prejudice data », NatCen Social Research, 27 mai 2014.
5. « Racism on the rise in Britain », *Guardian*, 27 mai 2014.
6. Exclusions permanentes et temporaires des établissements scolaires et appels à l'exclusion en Angleterre, 2011-2012, Ministère de l'Éducation, 25 juillet 2013.
7. The Centre for Market and Public Organisation, « Test scores, subjective assessment and stereotyping of ethnic minorities », Simon Burgess et Ellen Greaves, septembre 2009.

8. « Destinations of key stage 4 and key stage 5 pupils by characteristics », 2010-2011, Ministère de l'Éducation, 23 juillet 2013.
9. « Equality in HE statistical report 2013 students », Equality Challenge Unit.
10. « The sorry state of "Equality" in UK universities », *Times Higher Education*, 11 décembre 2016, www.timeshighereducation.com/blog/sorry-state-equality-uk-universities/.
11. Martin Wood, Jon Hales, Susan Purdon, Tanja Sejersen et Oliver Hayllar, « A test for racial discrimination in recruitment practice in British cities », National Centre for Social Research, 2009.
12. Rapport du Trades Union Congress sur l'appartenance ethnique et le chômage des jeunes, 2012, p. 6-7.
13. « Have ethnic inequalities in employment persisted between 1991 and 2011 ? », *Dynamique de la diversité : données tirées du recensement de 2011*, Esrc Centre on Dynamics of Ethnicity (CoDE), Université de Manchester et Joseph Rowntree Foundation, septembre 2013, p. 2.
14. Niamh Eastwood, Michael Shiner et Daniel Bear, « The numbers in black and white : Ethnic disparities in the policing and prosecution of drug offences in England and Wales », *Release & London School of Economics*, 2013, p. 15, 16, 31.
15. Jason Bennetto, « Police and racism : What has been achieved 10 years after the Stephen Lawrence inquiry report ? », *Commission pour l'égalité et les droits de l'homme*, 2009, p. 5, 29, 39.
16. « inside outside – improving mental health services for black and minority ethnic communities in England », Institut national pour la

santé mentale (NIMH) en Angleterre, 2003, p. 40.

17. « Independent inquiry into the death of David Bennett », 2003, p. 42.

18. Jo Moriarty, Nadira Sharif et Julie Robinson, « Black and minority ethnic people with dementia and their access to support and services », *Social Care Institute for Excellence*, mars 2011, p. 4.

19. « Not-So-Positive Discrimination », *Spiked Online*, 9 août 2006.

20. Simon Stone, « Is football failing black managers ? », *BBC Sport investigates*, BBC Sport, 16 avril 2015.

21. « Oyston : Rooney rule would be ridiculous », *Blackpool Gazette*, 14 octobre 2014.

22. « Keith Curle : I've not seen anything to suggest "Rooney Rule" would work », *Guardian*, 3 octobre 2014.

23. « Rooney rule "unnecessary", says premier league chief Scudamore », bbc.co.uk, 14 novembre 2014.

24. The Green Park Leadership 10 000, juin 2015.

25. « Ethnic boards target "too ambitious" », *Daily Telegraph*, 3 novembre 2014.

26. Sir Brian Leveson, président de la Queen's Bench Division, « Justice au XXI^e siècle », *Caroline Weatherill Lecture*, Isle of Man, 9 octobre 2015.

27. « The story of Dame Linda Dobbs », *First 100 Years*, 8 mars 2016, first100years.org.uk/the-story-of-dame-linda-dobbs/.

28. « City women call for quotas to combat sexism », *Financial Times*, 15 janvier 2015.

29. « Construction industry calls for quotas to ease gender inequality », *Architects' Journal*, 30 janvier 2013.
30. « Ofsted “positive discrimination” call », *BBC News*, 7 janvier 2015.
31. « Police chief calls for positive discrimination », *Daily Telegraph*, 28 janvier 2013.

Qu'est-ce que le privilège blanc ?

1. Theodore W. Allen, « Can white workers radicals be radicalized ? », pamphlet indépendant, Brooklyn New York, 1967.
2. « How I started the Diane Abbott Twitter storm », theguardian.com, 5 janvier 2012.
3. « Was Diane Abbott's Tweet racist ? », telegraph.co.uk, 5 janvier 2012.
4. « Abbott, white people and Twitter », labourlist.org, 5 janvier 2012.
5. Lukas Audickas, « Ethnic minorities in politics and public life house of commons library briefing paper », 28 juin 2016.
6. « Diane Abbott's Tweet and the red herring of anti-white racism », theguardian.com, 6 janvier 2012.
7. « Stephen Lawrence's family criticise police over alleged spy plot », theguardian.com, 2 mars 2016.
8. « IS Network : Self-flagellation and the “kinky split” », weeklyworker.co.uk, 13 février 2014.

9. Ian Dunt, « Safe space or free speech ? the crisis around debate at UK universities », *theguardian.com*, 6 février 2016.
10. Martin Luther King Jr, « Lettre de la geôle de Birmingham », in *Je fais un rêve*, Paris, Bayard, 2008.
11. « Into the Melting Pot », *The Economist*, 8 février 2014.
12. « This rush to downplay race ignores the truth of inter-racial adoption », *theguardian.com*, 2 novembre 2010.
13. « Michael Gove speech on adoption in full », *politics.co.uk*, 23 février 2012.

Peur d'une planète noire

1. « Enoch Powell's "Rivers of Blood" speech », *Daily Telegraph*, 6 novembre 2007.
2. J'ai contacté M. Farage à plusieurs reprises pour lui demander de préciser sa pensée sur ce point, mais l'un de ses assistants m'a fait savoir que s'entretenir avec moi ne l'intéressait pas.
3. « Farage "felt awkward" on train », *Evening Standard*, 28 février 2014.
4. « BRIEFING : The EU immigration system is immoral and unfair », *voteleavetakecontrol.org*, aucune date communiquée, www.voteleavetakecontrol.org/briefing_immigration.html
5. « Passport checks considered for pregnant NHS patients », *bbc.co.uk*, 11 octobre 2016.
6. « EU Referendum : Vote leave focuses on immigration », *bbc.co.uk*, 25 mai 2016.

7. « Immigration is now the top issue for voters in the EU referendum », Évaluateur de politiques Ipsos MORI, ipsos-mori.com, juin 2016.
8. « Nick Griffin posts address of B&B case gay couple online », theguardian.com, 19 octobre 2012.
9. « Rescue boats ? I'd use gunships to stop migrants », *Sun*, 17 avril 2015.
10. « Hermione Granger : A thesis », youtube.com/rosianna, 22 décembre 2015.
11. *Noughts & Crosses* de Malorie Blackman est un ouvrage de science-fiction dystopique pour jeunes adultes, dans lequel la modification du cours de l'histoire mène à la domination de l'Afrique sur l'Europe.

La question du féminisme

1. Caroline Criado-Perez, Laura Bates, Allegra McEvedy's perfect hangover food (les meilleurs aliments anti-gueule de bois d'Allegra McEvedy...), *Woman's Hour*, BBC Radio 4, émission diffusée pour la première fois le 31 décembre 2013.
2. *Sister Outsider : Essays and Speeches*, Berkeley, Crossing Press, nouvelle édition 2007 ; trad. fr. *Sister outsider : essais et propos d'Audre Lorde sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme*, Genève, Mamamélis, 2003.
3. « Ex-Tory MP attacks black feminist on Twitter », voice-online.co.uk, 6 janvier 2014.

4. « Ain't I a woman ? », *Anti-Slavery Standard*, 2 mai 1863, restitué sur www.sojournertruth.org/Library/Speeches/AintIAWoman.htm/.
5. *Sister Outsider : Essays and Speeches*, op. cit.
6. « Anger in isolation : A black feminist's search for sisterhood », in Beverly Guy-Sheftal (éd.), *Words of Fire: An Anthology of African American Feminist Thought*, New York, The New Press, 1995 ; trad. fr. reprise d'Elsa Dorlin, *Sexe, guerre et sexualités*, Paris, PUF, 2008, p. 57.
7. *But Some of Us Are Brave*, New York, The Feminist Press at CUNY, 1993.
8. bell hooks, *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme*, trad. fr. Olga Potot, Paris, Cambourakis, « Sorcières », p. 244 et 294.
9. *Double Jeopardy : To Be Black and Female*, 1971 ; texte disponible sur www.hartford-hwp.com/archives/45a/196.html/.
10. « Intersectionality is an icepick », sarahditum.com, 18 octobre 2012.
11. « In defence of Caitlin Moran and populist feminism », *New Statesman*, 22 octobre 2012.
12. « There's no point in online feminism if it's an exclusive, mean girls club », *New Statesman*, 21 mars 2013.
13. « The problem with privilege-checking », *New Statesman*, 17 décembre 2012.
14. « A lexicon of social justice », *Breitbart London*, 24 mars 2015.
15. « An A-to-Z guide to the New PC », *Spectator*, 7 février 2015.

16. « Check my privilege ? I have, thanks. You're still wrong », *Spectator*, 8 juin 2013.
17. « RIP this Britain : With academic objectivity, Oxford professor and population expert David Coleman says white Britons could be in the Minority by the 2060s – or sooner », dailymail.co.uk, 28 mai 2016.
18. *Ibid.*
19. BBC Radio 4, *Today*, 18 janvier 2016.
20. « Crime statistics, focus on violent crime and sexual offences », Version 2012-2013, chap. 2 – Homicide, Office for National Statistics, 13 février 2014, p. 11.
21. Tableau d'ensemble des agressions sexuelles en Angleterre et au Pays de Galles, ministère de la Justice, Home Office & the Office for National Statistics – *Bulletin statistique*, 10 janvier 2013, p. 6.
22. « Jack Straw criticised for “easy meat” comments on abuse », bbc.co.uk, 8 janvier 2011.
23. « Naomi Campbell : Fashion industry “guilty of racist acts” », *Channel 4 News*, 16 septembre 2013.

Race et classe

1. « Identity, awareness and political attitudes : Why are we still working class ? », *British Social Attitudes 33*, Classe sociale, Recherche sociale NatCen, 2016, p. 2.
2. « A new model of social class : Findings from the BBC's Great British Class Survey Experiment », *Sociology*, 2 avril 2013.

3. Guy Palmer et Peter Kenway, « Poverty among ethnic groups : How and why does it differ ? », Joseph Rowntree Foundation, 2007, p. 5.
4. « 2011 Census Analysis : ethnicity and the labour market, England and Wales », Office for National Statistics, 13 novembre 2014.
5. « London's demography, gentrification blues », *The Economist*, 9 août 2013.
6. « Local ethnic inequalities : Ethnic differences in education, employment, health and housing in districts of England and Wales, 2001-2011 », Université de Manchester, en partenariat avec le Runnymede Trust, p. 10.
7. Liz Kendall, « Will back white working-class young », theguardian.com, 29 mai 2015.
8. « "BBC plan to promote ethnic minorities is racist", says MP », telegraph.co.uk, 15 juillet 2014.
9. « Right to buy sales : January to March 2016, England », Département des communautés et du gouvernement local, Publication des statistiques sur l'habitat, 30 juin 2016.
10. Bobby Duffy et Tom Frere-Smith, « 10 things we should know about attitudes to immigration in the UK », Ipsos MORI, *Perceptions and Reality*, janvier 2014.
11. « Sharper elbows : The well-off are grabbing an ever-larger share of spending », *The Economist*, 14 novembre 2015.
12. « Black workers with degrees earn a quarter less than white counterparts, finds TUC », tuc.org.uk, 1 février 2016.
13. *Private Eye*, 22 janvier 2016.

Il n'y a pas de justice,
il n'y a que nous

1. « No women in top jobs ? Welcome to the hypocrisy of the Jeremy Corbyn era », *Daily Telegraph*, 14 septembre 2015.
2. « Millions are sharing attack stories that aren't about Paris », BBC Trending, 16 novembre 2015.

Postface

1. Jan Sundberg, « Who are the Nationalist Finns party ? », bbc.co.uk, 11 mai 2015, www.bbc.co.uk/news/world-europe-32627013/.
2. « Expel Hungary From EU for Hostility to Refugees, Says Luxembourg, Matthew Weaver and Patrick Kingsley », theguardian.com, 13 septembre 2016, www.theguardian.com/world/2016/sep/13/expel-hungary-from-eu-for-hostility-to-refugees-says-luxembourg/.
3. Katie Reilly, « Here are all the times Donald Trump insulted Mexico », time.com, 31 août 2016, time.com/4473972/donald-trump-mexico-meeting-insult/.
4. « Farage says UK can “do business” with Trump after becoming first british politician to meet president-elect, Lizzie Dearden », independent.co.uk, 12 novembre 2016, www.independent.co.uk/news/world/americas/us-elections/donald-trump-president-us-election-win-nigel-farage-visits-trump-tower-first-british-politician-new-a7413961.html/.
5. « Marine Le Pen visits Trump Tower in New York, David Lawler and Ruth Sherlock », telegraph.co.uk, 12 janvier 2017,

www.telegraph.co.uk/news/2017/01/12/marine-le-pen-visits-trump-tower-new-york/.

6. « Former *Vogue* Editor Alexandra Shulman : “I find the idea that there was a posh cabal offensive” », Decca Aitkenhead, theguardian.com, 10 novembre 2017, www.theguardian.com/media/2017/nov/10/former-vogue-editor-alexandra-shulman-find-idea-that-there-was-a-posh-cabal-offensive/.

7. Nadra Nittle, « Alexandra Shulman’s *Guardian* interview is a case study on white privilege », racked.com, 12 novembre 2017, www.racked.com/2017/11/12/16641058/alexandra-shulman-Guardian-interview-british-vogue-racism/.

8. www.instagram.com/p/BbExUv3nwqi/?taken-by=jo_swinson/.

9. « British far-right group exults over attention from Trump, Dan Bilefsky and Stephen Castle », nytimes.com, 29 novembre 2017, www.nytimes.com/2017/11/29/world/europe/britain-first-trump.html/.

REMERCIEMENTS

Merci à Rupert de m'avoir donné l'occasion d'écrire ce livre, ainsi qu'à Alexa et Angela qui ont fait de moi une meilleure écrivaine. À toute l'équipe de Bloomsbury qui a cru en ce livre, j'espère que vous serez fiers de moi.

À Jessica et Jenny, qui se sont toutes les deux mises à nu pour cet ouvrage, je ne vous remercierai jamais assez d'avoir été aussi honnêtes.

Merci à Linda Bellos et John Fernandes pour votre aide indispensable dans mes recherches, et pour m'avoir accordé un peu de votre temps précieux.

Merci à tous ceux qui m'ont orienté dans la bonne direction tout au long de mon enquête : Kirsty, Aisling et Yasmin.

CC, c'est grâce à toi que j'en suis là. Tu es mon meilleur soutien.

TABLE

Préface

1 - Faits historiques

2 - Le système

3 - Qu'est-ce que le privilège blanc ?

4 - Peur d'une planète noire

5 - La question du féminisme

6 - Race et classe

7 - Il n'y a pas de justice, il n'y a que nous

Postface

Notes

Remerciements

Notes

*. Membres de la Société religieuse des Amis, mouvement religieux fondé en Angleterre au XVII^e siècle par des dissidents de l'Église anglicane. (Toutes les notes de bas de page sont du traducteur ; les notes de fin d'ouvrage sont de l'auteur.)

*. Institutions britanniques, ayant existé entre 1835 et 1930, chargées d'administrer l'application des *poor laws*.

*. Loi sur le vagabondage.

Notes

*. Au Royaume-Uni, le Service des poursuites judiciaires de la Couronne est l'équivalent de notre procureur.

*. Autorité indépendante chargée d'examiner les plaintes visant la police.

*. Enquête statistique menée par le National Centre for Social Research au Royaume-Uni chaque année depuis 1983.

*. Organisme officiel en charge de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des informations quantitatives relatives à l'éducation supérieure.

*. Branche anglaise du système de santé publique du Royaume-Uni.

*. Le FTSE 100 ou *footsie* est l'indice vedette de la bourse de Londres, créé en 1984. Il comprend cent sociétés représentant 70 % du marché.

*. Université britannique spécialisée dans la recherche scientifique et l'enseignement académique.

*. Littéralement, la « cécité à l'égard de la couleur de peau ». Fait de refuser d'interpréter des phénomènes de discrimination sociale en des termes qui renvoient à l'origine des personnes discriminées. Généralement utilisé en anglais dans les cercles militants.

Notes

- *. « Une tactique aussi vieille que le colonialisme ».
- *. Traduction de *whiteness*, qui désigne l'hégémonie blanche et ses déclinaisons politiques, sociales et culturelles.
- *. Mouvement britannique d'extrême droite fondé en 2011 par d'anciens membres du Parti national britannique.

Notes

- *. Campagne pro-Brexit.

Notes

*. Journal hebdomadaire qui fut publié de 1840 à 1870 par l'American Anti-Slavery Society.

*. Société savante établie en 1953 à Londres pour la première, et organisation œuvrant dans le domaine de l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire pour la seconde.

*. Campagne visant à mettre un terme à la tradition de faire figurer une photo de femme aux seins nus en page 3 du célèbre tabloïd britannique *The Sun*.

*. Ministre des Finances du Royaume-Uni.